

UNIVERSITE	
------------	--

	DE STRASBOURG
--	---------------

COMPTE FINANCIER 2020

Rapport de gestion

Conseil d'Administration du 16 mars 2021

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
1. LA SITUATION EN COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE.....	9
1.1. Réalisation des autorisations budgétaires et des recettes encaissables	10
1.1.1. Les autorisations d'engagement et de paiement.....	10
1.1.2. Les encaissements de recettes	14
1.2. L'ÉQUILIBRE FINANCIER.....	22
1.2.1. Le solde budgétaire.....	22
1.2.2. Les opérations pour comptes de tiers.....	26
1.2.3. Le plan de trésorerie	29
2. LA SITUATION PATRIMONIALE	30
2.1. LE BILAN.....	31
2.1.1. Le fonds de roulement.....	34
2.1.2. Le besoin en fonds de roulement.....	46
2.1.3. La trésorerie.....	56
2.2. LE COMPTE DE RÉSULTAT.....	57
2.3. LE TABLEAU DE FINANCEMENT	69
3. L'EXÉCUTION DU BUDGET	74
3.1. Focus sur l'exécution de la masse salariale	74
3.2. Focus sur l'Idex.....	100
3.3. Focus opérations pluriannuelles	110
3.4. Focus sur les achats.....	121
3.5. Exécution budgétaire en droits constatés	134
4. MAQUETTE BUDGÉTAIRE	143
Annexe Campus.....	200
Programme pluriannuel d'investissement autofinancé	212
Annexe moyens des unités mixtes de recherche.....	216
5. RAPÉ	227

RAPPORT DE GESTION DU COMPTE FINANCIER 2020

Introduction

A la différence du budget qui soumet à l'approbation des membres du Conseil d'administration une évaluation de recettes attendues et propose un montant maximum de dépenses autorisées, le compte financier est le document qui marque la fin de l'exercice budgétaire et qui constate tous les mouvements et les situations qui résultent de l'exécution du budget initial ainsi que des budgets rectificatifs de l'année concernée.

Le compte financier dresse par conséquent l'état des dépenses et des recettes réelles constatées au cours de l'exercice, ainsi que les engagements pris par l'établissement qui n'ont pas été encore dénoués.

Il est l'occasion pour le Conseil d'administration de contrôler la bonne exécution du budget qu'il a adopté.

Le compte financier soumis à l'approbation du Conseil d'administration porte sur les opérations issues de la comptabilité de l'ordonnateur du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020. Il comprend les autorisations budgétaires en engagements et crédits de paiement, le compte de résultat, le bilan et l'annexe dans une première partie, puis le rapport de gestion.

Les documents fournis au Conseil d'administration sont des documents chiffrés, détaillés et en nombre important : ces quelques commentaires peuvent aider à mieux les appréhender.

L'année 2020 aura été marquée principalement par la crise sanitaire de la Covid 19 dont l'impact se matérialise par des indicateurs budgétaires, financiers et comptables au final très positifs, à mettre en lien direct avec la conjoncture de l'année (sous consommation des entités, financements externes en augmentation en 2020 et versement en fin d'année de subventions ministérielles pour des actions en lien avec la pandémie mises en œuvre en 2021).

➤ **Conséquence de la crise sanitaire sur l'exécution du budget 2020**

Le 30 janvier, puis le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a informé le public que l'épidémie de coronavirus qui avait débuté en Chine en décembre 2019 était une urgence sanitaire mondiale et qu'elle était devenue une pandémie. En France, les mesures d'urgence annoncées par le Président de la République le 12 mars 2020, et renforcées par les annonces du Premier Ministre du 14 mars 2020, ont instauré un confinement national strict de la population à compter du 17 mars 2020. A partir du 11 mai 2020, la situation sanitaire améliorée a permis une sortie progressive de ce confinement strict. Une reprise de l'activité administrative de l'établissement en présentiel a ainsi eu lieu avant l'été 2020, suivi d'une rentrée des étudiants en septembre 2021, avec des mesures sanitaires renforcées sur les différents sites de l'établissement. Cette activité a cependant été de nouveau considérablement ralentie, suite à l'annonce du Président de la République instaurant un reconfinement sur l'ensemble du territoire national à compter du 29 octobre 2020 (avec cours à distance instaurés pour les étudiants et télétravail de nouveau généralisé pour les personnels, hors cas où celui-ci n'était pas possible).

Dans ce contexte, l'établissement a dû prendre en charge des dépenses induites par la crise sanitaire (achats de masques, désinfection des points contacts dans les locaux, gardiennage des sites, achats accrus de PC portables, de logiciels et/ou redevances pour fournir des accès par visioconférences, location de locaux pour les examens de PACES, etc.) ; le montant des dépenses payées s'élève à 1 115 k€. Celles-ci ont été surtout financées par les économies opérées par les services centraux du fait de la baisse d'activités et par un financement Idex pour les dépenses relatives aux nouvelles modalités d'enseignement liées à la crise sanitaire (260 k€). L'établissement a aussi pris en charge des dépenses à destination des étudiants pour un montant de 246 k€, sous forme de soutien financier, de fournitures de PC portables.

Ces deux périodes de confinement ont eu un impact non négligeable sur le niveau de dépense de l'établissement et dans une moindre mesure sur le niveau de recettes de certaines activités (formation continue, prestations de services, redevances au titre des AOT notamment, pour lesquelles l'établissement a instauré un mécanisme d'exonération à titre de soutien économique). On observe une baisse importante des dépenses de services extérieurs de - 10 M€ (frais de déplacement, de restauration, colloque, rémunérations d'honoraires), une légère baisse des fluides (- 0,3 M€) mais, globalement, hors dépenses d'investissement, les charges de l'établissement sont légèrement supérieures à celles de 2019 (du fait notamment de l'augmentation continue des charges de personnel sur lesquelles la crise sanitaire n'a eu quasiment aucun impact et du maintien des amortissements autofinancés à un niveau élevé). S'agissant des recettes, on observe une baisse de 1,3 M€ sur le chiffre d'affaires de la formation continue et des baisses mineures sur les redevances de loyers et AOT et autres prestations annexes. Mais globalement on observe une hausse des produits pour la plupart des catégories de recettes (ventes et prestations, subventions) par le fait de réformes (augmentation des revenus d'apprentissage) et d'évènements conjoncturels en lien avec la réalisation de grands projets (subvention ANR dans le cadre de l'Opération Campus).

➤ **Les principaux résultats de l'exécution du budget 2020**

A l'issue de la clôture de l'exercice 2020, le solde budgétaire est déficitaire de - 5,7 M€ (dont - 12,4 M€ au titre des crédits fléchés).

L'écart est important (+ 35,7 M€) par rapport au solde budgétaire prévisionnel qui avait été inscrit pour - 41,5 M€. En raison de la crise sanitaire, un seul budget rectificatif a été élaboré relativement tôt dans le calendrier, ce qui a conduit la plupart des entités à des réajustements trop prudents ; le confinement fin octobre a cassé la dynamique des dépenses qui avait repris depuis la rentrée universitaire. La non-exécution de crédits de paiement pour 48,4 M€ (près de 45 M€ en 2019 contre 43,8 M€ en 2018), ainsi que la non-réalisation d'encaissements à hauteur de 12,7 M€ (21,2 M€ en 2019, 18,9 M€ en 2018), expliquent cet écart de plus de 35 M€. Les flux de trésorerie non budgétaires (dont l'emprunt) abondent quant à eux la trésorerie de 13,5 M€, ce qui conduit globalement à une augmentation de la trésorerie de 7,7 M€.

La situation patrimoniale de l'établissement fait apparaître, fin 2020, un résultat de fonctionnement de 14,2 M€ (contre 3,1 M€ en 2019) et une capacité d'autofinancement de près de 20,6 M€ (contre 10,7 M€ en 2019). Ces indicateurs élevés s'expliquent par un relatif maintien des recettes (et même une hausse des revenus des formations en apprentissage) ainsi que par des économies sur les dépenses courantes et des sous consommations des dotations des entités eu égard à la situation sanitaire. L'amélioration de la capacité d'autofinancement a permis de financer sur les recettes de l'exercice, et non pas sur le fonds de roulement comme prévu au budget, la tranche 2020 du programme pluriannuel d'investissement autofinancé exécutée pour 5,4 M€ et l'investissement complémentaire lié à la part de TVA non déductible de la construction d'Ease pour 2,9 M€.

L'apport au fonds de roulement s'élève à 16 M€ et consolide à la fois l'apport résultant des opérations inscrites en report à nouveau pour 0,3 M€ (lié au changement de méthode comptable) et l'apport généré par l'exécution du budget annuel pour 15,7 M€. Cet apport de 15,7 M€ résulte de la comptabilisation de l'emprunt effectué dans le cadre de l'Opération Campus pour un montant net annuel (tirages diminués des remboursements) de + 11,3 M€ d'une part, et d'un apport au fonds de roulement de 4,4 M€ dont 2,9 M€ sont également à gager au titre de financement d'actions dont la réalisation sera mise en œuvre ou poursuivie en 2021. Le niveau du fonds de roulement est ainsi porté à la clôture à 133,2 M€.

A la clôture de l'exercice 2020, l'excédent en fonds de roulement s'élève à 24 M€ qui viennent conforter la trésorerie de l'université. Comparé à sa valeur fin 2019 de 32,3 M€, il continue de se dégrader (- 8,3 M€) ce qui traduit un accroissement du besoin de financement des décalages entre le décaissement des dettes et l'encaissement des créances.

La trésorerie de l'établissement s'élève à 157,3 M€ au 31 décembre 2020 et enregistre donc un abondement de 7,7 M€, essentiellement lié à la non-consommation de crédits de paiement concernant des opérations budgétaires.

➤ **La comptabilisation des droits d'inscription différenciés et de leur exonération**

Conformément aux prescriptions réglementaires, les droits d'inscription différenciés applicables aux étudiants internationaux hors pays membres de l'UE ou assimilés pour l'année universitaire 2020/2021 ont été comptabilisés en produit de l'exercice pour un total de 5,8 M€. Parallèlement, l'exonération totale dont les étudiants ont bénéficié constitue comptablement une charge inscrite dans les comptes de l'établissement pour le même montant.

Ces écritures sont uniquement retracées en comptabilité générale, selon le principe de non contraction des recettes et des dépenses, et n'impactent pas le résultat de l'établissement. A l'inverse, comme les droits d'inscription n'ont pas fait l'objet d'un encaissement et l'exonération d'un décaissement, elles ne figurent pas en comptabilité budgétaire.

➤ **Les amortissements et provisions**

La charge nette des amortissements et des provisions est en baisse et se monte à 6,4 M€ (contre 7,7 M€ en 2019) mais la situation est contrastée entre l'amortissement et les provisions. Prévue à hauteur de 7,3 M€ au budget, cette réalisation améliore le résultat de près de 0,9 M€.

L'amortissement continue de progresser (dotation annuelle de 42,2 M€ contre 40,6 M€ en 2019) en particulier du fait des importantes mises en service d'immeubles et de travaux réalisées lors de cet exercice. Les nouvelles immobilisations étant majoritairement financées par des subventions publiques d'équipement, le produit de neutralisation augmente parallèlement, passant de 32,3 M€ en 2019 à 34,2 M€ en 2020. L'amortissement net, qui représente l'amortissement des immobilisations autofinancées à la charge de l'établissement, reste ainsi à un niveau de 8 M€. Prévu à hauteur de 6,7 M€, l'amortissement net réduit le résultat de 1,3 M€ par rapport à la prévision faite au budget.

Les provisions sont globalement en diminution, ce qui génère un produit net de 1,6 M€ (différence entre les reprises et les dotations annuelles aux provisions). C'est la réduction de plusieurs passifs sociaux, en particulier de la provision congés payés, qui explique l'essentiel de la baisse. Comme une charge nette de 0,6 M€ était prévue au budget, le résultat est amélioré de 2,2 M€ par rapport à la prévision.

Les chiffres clés de la gestion 2020

Les principaux chiffres de la comptabilité budgétaire

Structures	AE Consommées	CP Consommés	Rec. Encaissées	Dotations	SB réalisé Rec + Dotations - CP	SB prévisionnel	Ecart
Composantes	34 662 232	33 568 800	36 865 131	1 852 536	5 148 867	-172 922	5 321 788
Recherche	38 998 548	38 827 830	27 951 306	13 662 337	2 785 812	-5 317 525	8 103 338
Services Communs	8 826 505	8 792 414	8 003 999	-322 649	-1 111 064	-781 035	-330 029
Services Centraux	79 470 088	94 173 296	103 570 407	-25 641 850	-16 244 739	-34 960 678	18 715 939
Paie niveau central	324 712 148	324 601 890	315 440 464	10 449 625	1 288 199	-510 386	1 798 585
Total Etablissement principal	486 669 520	499 964 230	491 831 307	0	-8 132 924	-41 742 546	33 609 622
SAIC	7 668 862	7 762 090	9 836 086		2 073 996	213 539	1 860 458
PUS	236 728	238 598	254 020		15 423	-3 500	18 923
UOH	305 927	293 534	596 875		303 341	40 438	262 904
Total des SADC	8 211 517	8 294 221	10 686 982	0	2 392 760	250 476	2 142 284
Total général	494 881 037	508 258 452	502 518 288	0	-5 740 163	-41 492 069	35 751 906
dont crédits globalisés	438 621 202,58	439 221 336,99	445 912 710,49	174 272,00	6 865 645,50	-19 624 225,00	26 489 870,50
dont crédits fléchés	56 259 834,69	69 037 114,77	56 605 577,83	-174 272,00	-12 605 808,94	-21 867 844,31	9 262 035,37

(Les soldes budgétaires fléchés et globalisés ne tiennent pas compte des apports sur fonds globalisés (dotations et fonds de roulement) ou des contributions des recettes fléchées aux dépenses globalisées).

L'écart le plus important entre le solde budgétaire prévisionnel et le solde budgétaire réalisé est constaté au niveau des services centraux et notamment concernant les projets immobiliers (dont l'Opération Campus) et l'Idex.

En effet, près de 48,5 M€ de crédits de paiement programmés n'ont pas été utilisés et 12,7 M€ d'encaissements ne se sont pas réalisés.

Les principaux chiffres de la situation patrimoniale

	Etablissement principal	Service d'Activités Industrielles et Commerciales	Université Ouverte des Humanités	Fondation Presses Universitaire de Strasbourg	Total Université de Strasbourg
Recettes de fonctionnement	507 371 890	7 822 313	355 658	436 500	515 986 362
Dépenses de fonctionnement	-127 292 859	-2 196 596	-231 419	-291 387	-130 012 261
Dépenses de masse salariale	-365 726 346	-5 765 144	-93 434	-162 983	-371 747 906
Résultat de fonctionnement	14 352 685	-139 426	30 805	-17 869	14 226 195
Capacité d'autofinancement	20 391 287	184 606	31 756	26 367	20 634 017
Recettes d'investissement	45 870 089	87 788	0	0	45 957 877
Dépenses d'investissement (+ avances 238)	-50 592 774	-280 427	-998	0	-50 874 200
Transfert d'immobilisation	-33 430	33 430	0	0	0
Variation du fonds de roulement	15 635 172	25 396	30 758	26 367	15 717 694
Corrections par le RAN ayant un impact sur le fonds de roulement	282 625			26 937	309 562
Fonds de roulement au 31/12/2020	131 756 733	789 559	442 584	245 565	133 234 443
Fonds de roulement au 31/12/2019	115 838 936	764 163	411 826	192 261	117 207 187
Fonds de roulement au 31/12/2018	85 215 913	831 709	517 172	190 387	86 755 181

Ventilation de la situation patrimoniale par structure de l'établissement principal

	Composantes	Recherche	Services Communs	Services Centraux	Paie niveau central	Total Etablissement principal
Dotation nette de fonctionnement	-219 325	12 277 917	-413 196	-22 095 021	10 449 625	0
Recettes de fonctionnement	37 406 964	23 753 912	7 893 995	121 473 974	316 843 046	507 371 890
Dépenses de fonctionnement	-15 209 675	-13 458 731	-5 399 953	-91 817 731	-1 406 768	-127 292 859
Dépenses de masse salariale	-13 445 880	-20 614 154	-2 867 581	-5 811 117	-322 987 614	-365 726 346
Résultat de fonctionnement	8 532 084	1 958 943	-786 735	1 750 104	2 898 289	14 352 685
Capacité d'autofinancement	8 511 000	1 908 746	-784 033	9 356 740	1 398 835	20 391 287
Dotation nette d'investissement	2 071 861	1 384 420	90 547	-3 546 828	0	0
Recettes d'investissement	396 832	2 394 122	-9 086	43 088 221	0	45 870 089
Dépenses d'investissement (+ avances 238)	-4 450 042	-4 176 149	-162 875	-41 803 708	0	-50 592 774
Transfert d'immobilisation		-33 430				-33 430
Variation du fonds de roulement	6 529 651	1 477 708	-865 447	7 094 424	1 398 835	15 635 172

L'évolution des ratios financiers

Ratios	Mode de calcul	Unistra 2020	Unistra 2019	Seuil de vigilance	Seuil d'alerte
Taux de déficit	Résultat / Recettes hors PI	2,8%	0,6%		0,00%
Taux de couverture	Charges décaissables / Produits encaissables	95,7%	97,7%	98%<tx<100%	>100%
Taux d'autofinancement	CAF / Produits encaissables	4,3%	2,3%	0,5%<tx<1%	<0,5%
	CAF / Dépenses d'investissement	40,6%	18,4%	20%<tx<30%	<20%
Taux de rigidité	Dépenses obligatoires / Produits encaissables	81,2%	83,1%	83%<tx<85%	>85%
Poids de la charge de personnels	Charge des personnels / Produits encaissables	77,8%	79,4%	82%<tx<83%	>83%
Taux de flexibilité des recettes	Subvention Etat / Produits encaissables	72%	74%	85%<tx<87%	>87%

Pour information

	2020	2019				2020	2019
Dépenses obligatoires	388 213 389	383 515 486		Ressources			
Masse salariale	371 747 906	366 705 458	1	Recettes de fonctionnement		515 986 362	501 489 329
Electricité	4 283 342	4 372 303	2	dont recettes provenant des prestations internes		1 815 653	5 751 950
Carburants lubrifiants	102 042	132 370	3	dont recettes non encaissables (éléments de CAF)		36 075 242	33 989 657
Gaz	1 429 196	1 803 168	4=1-2-3	Produits encaissables		478 095 468	461 747 723
Chauffage sur réseau	2 777 590	2 738 316					
Eau	1 245 835	1 068 301		Charges			
Autres fournitures non stockables	453		5	Dépenses de fonctionnement		501 760 167	498 400 509
Travaux sur biens immobiliers	3 664 203	3 530 575	6	dont dépenses provenant des prestations internes		1 815 653	5 751 950
Travaux sur biens mobiliers	866 444	758 642	7	dont dépenses non décaissables (éléments de CAF)		42 483 064	41 651 411
Personnels extérieurs	1 277 049	1 448 905	8=5-6-7	Charges décaissables		457 461 450	450 997 148
Impôts et taxes	819 330	957 449					
Total subvention Etat	346 044 664	342 335 417	9=1-5	Résultat		14 226 195	3 088 820
Ministère de tutelle	345 305 445	341 473 998	10=7-3	Montant des éléments de CAF net		6 407 822	7 661 754
Autres ministère	739 220	861 419	11=9+10	CAF		20 634 017	10 750 574

1. LA SITUATION EN COMPTABILITE BUDGETAIRE

Le décret GBCP est pleinement applicable depuis l'exercice 2016 et son déploiement dans le système d'information financier a été mis en œuvre par l'université en 2017.

Avant la mise en œuvre de la GBCP, la comptabilité budgétaire était calquée sur la comptabilité générale, elle-même retraçant la situation des dépenses et des recettes selon le plan de comptes. Désormais elle retrace :

- **les autorisations et les consommations des autorisations d'engager et de payer ;**
- **l'enregistrement des recettes encaissées ;**
- **les autorisations et les consommations des emplois.**

➔ **Les recettes ont un impact budgétaire sur l'exercice au cours duquel elles sont encaissées et non plus constatées. C'est donc l'enregistrement de l'encaissement par l'agent comptable qui devient le fait générateur de l'inscription en comptabilité budgétaire.**

➔ **Les dépenses ont un impact budgétaire sur l'exercice au cours duquel elles sont décaissées et non plus constatées. C'est donc l'enregistrement du paiement par l'agent comptable qui devient le fait générateur de l'inscription en comptabilité budgétaire.**

1.1. Réalisation des autorisations budgétaires et des recettes encaissables

La comptabilité budgétaire retrace les engagements pris par l'établissement au cours de l'exercice 2020, les décaissements et les encaissements de l'année.

L'exécution des flux budgétaires de l'année fait apparaître un solde budgétaire déficitaire de **5 740 163 €**. L'écart est important (35,7 M€) par rapport au solde budgétaire prévisionnel qui avait été inscrit pour – 41,49 M€. Comme l'année précédente la non-exécution de crédits de paiement (48,4 M€ contre 45 M€ en 2019), ainsi que la non-réalisation d'encaissements (12,7 M€ contre 21,8 M€ en 2019), expliquent cet écart de plus de 35 M€.

Il doit être également précisé que les répartitions entre crédits fléchés et globalisés par enveloppes ont évolué en 2020, entre le budget actualisé et la fin de l'exercice.

1.1.1. Les autorisations d'engagement et de paiement

L'exécution du budget retrace une consommation en autorisations d'engagement à hauteur de **494 881 037 €** et des crédits de paiements décaissés pour un montant de **508 258 452 €**.

Autorisations d'engagements				
Enveloppes	BI 2020	BA 2020	CF 2020	Var° BA 2020
Personnel	373 098 819	377 539 005	372 512 523	98,7%
Fonctionnement	97 246 472	104 556 041	81 659 767	78,1%
Investissement	54 152 298	54 462 325	40 708 747	74,7%
Total	524 497 590	536 557 371	494 881 037	92,2%

Crédits de paiement				
Enveloppes	BI 2020	BA 2020	CF 2020	Var° BA 2020
Personnel	373 098 819	377 539 005	372 527 981	98,7%
Fonctionnement	98 085 804	103 931 153	81 420 855	78,3%
Investissement	64 009 168	75 243 246	54 309 615	72,2%
Total	535 193 791	556 713 404	508 258 452	91,3%

1.1.1.1. La masse salariale

Les autorisations d'engagement de l'enveloppe globale de masse salariale ont été consommées pour un montant global de **372 512 523 M€** et les décaissements autorisés pour un montant global de **372 527 981 €**. La différence entre les AE et les CP s'explique par les ordres de reversement concernant les opérations de paie pour lesquelles un échéancier de paiement a été mis en place, ainsi que par les engagements pris au titre de la restauration sociale.

Enveloppe Personnel						
	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	Var° BA 2020	Var° CF 2019
Auto° engagement	366 570 607	373 098 819	377 539 005	372 512 523	99%	102%
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>7 709 266</i>	<i>9 399 015</i>	<i>9 631 707</i>	<i>8 415 440</i>	<i>87%</i>	<i>109%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>358 861 341</i>	<i>363 699 804</i>	<i>367 907 298</i>	<i>364 097 083</i>	<i>99%</i>	<i>101%</i>
Crédits paiement	366 528 440	373 098 819	377 539 005	372 527 981	99%	102%
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>7 708 824</i>	<i>9 399 015</i>	<i>9 631 707</i>	<i>8 415 571</i>	<i>87%</i>	<i>109%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>358 819 616</i>	<i>363 699 804</i>	<i>367 907 298</i>	<i>364 112 410</i>	<i>99%</i>	<i>101%</i>

L'exécution budgétaire sur l'enveloppe de masse salariale est quasi conforme aux prévisions sur l'ensemble de l'établissement puisque le taux de consommation en AE et CP atteint 99 % malgré une non-consommation de près de 5 M€. Cette sous-consommation se ventile pour 3,8 M€ au titre des crédits globalisés et 1,2 M€ au titre des crédits fléchés. Par rapport au budget, la sous-consommation des crédits globalisés est mineure (1 % des prévisions) alors que celle des crédits fléchés atteint 13 % (17 % en 2019).

La répartition par entité interne est la suivante :

Personnel	Etablissement	SAIC	UOH	PUS	Université
Fléché	7 973 567	376 490	62 833	2 549	8 415 440
Globalisé	358 619 715	5 285 759	30 600	161 010	364 097 083
Total AE	366 593 282	5 662 248	93 434	163 559	372 512 523
Fléché	7 973 698	376 490	62 833	2 549	8 415 571
Globalisé	358 635 028	5 285 759	30 600	161 024	364 112 410
Total CP	366 608 726	5 662 248	93 434	163 573	372 527 981

Une analyse détaillée est présentée au point 3 du présent rapport dans la partie « Focus sur l'exécution du budget ».

1.1.1.2. Le fonctionnement

Les autorisations d'engagement ont été réalisées pour un montant de **81 659 767 €** et les décaissements à hauteur de **81 420 855 €**.

Enveloppe Fonctionnement						
	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	Var° BA 2020	Var° CF 2019
Auto° engagement	85 137 722	97 246 472	104 556 041	81 659 767	78%	96%
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>17 157 086</i>	<i>24 904 956</i>	<i>24 834 709</i>	<i>20 964 454</i>	<i>84%</i>	<i>122%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>67 980 636</i>	<i>72 341 516</i>	<i>79 721 332</i>	<i>60 695 314</i>	<i>76%</i>	<i>89%</i>
Crédits paiement	80 685 658	98 085 804	103 931 153	81 420 855	78%	101%
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>16 983 877</i>	<i>25 598 122</i>	<i>25 496 933</i>	<i>21 421 062</i>	<i>84%</i>	<i>126%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>63 701 781</i>	<i>72 487 682</i>	<i>78 434 220</i>	<i>59 999 793</i>	<i>76%</i>	<i>94%</i>

Les taux de réalisation constatés se montent globalement à 78 % pour les AE et pour les CP.

Concernant les crédits fléchés, 13 M€ ont été consommés au titre des projets Investissements d'Avenir et 7,8 M€ au titre de l'Opérations Campus (niveau des AE et CP multiplié par deux du fait du versement à l'INSA et au Crous de 6,9 M€ d'avances sur travaux). La non-consommation des engagements juridiques (EJ) à hauteur de 3,8 M€ est quasi-équivalente à celle des précédents exercices et concerne pour 2,8 M€ les crédits Investissements d'Avenir et pour 1 M€ l'Opération Campus.

Concernant les crédits globalisés, l'exécution se situe à hauteur de 76 % pour les AE et CP. Au niveau de l'établissement principal, ce sont plus de 18,1 M€ qui n'ont pas été engagés : 11,8 M€ au titre des crédits non affectés et 5,5 M€ au titre des contrats de recherche et formation.

La consommation des crédits de fonctionnement est l'enveloppe la plus impactée par la crise sanitaire. En effet en constante hausse depuis 2017, elle est inférieure en 2020 au niveau des engagements juridiques de 2019 et majoritairement au niveau des crédits globalisés, les dépenses de services (frais de mission, déplacement, restauration, colloques, etc.) imputés généralement sur des crédits non affectés et en lien avec la dotation sont en forte baisse pour cet exercice.

Les crédits fléchés quant à eux connaissent une augmentation par rapport à l'exercice précédent que ce soit au niveau des engagements juridiques ou des paiements.

1.1.1.3. L'investissement

Les autorisations d'engagement ont été réalisées pour un montant de **40 708 747 €** (75 %) et les décaissements à hauteur de **54 309 615 €** (72 %).

Enveloppe Investissement						
	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	Var° BA 2020	Var° CF 2019
Auto° engagement	56 440 187	54 152 298	54 462 325	40 708 747	75%	72%
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>38 074 665</i>	<i>38 257 268</i>	<i>35 717 543</i>	<i>26 879 941</i>	<i>75%</i>	<i>71%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>18 365 522</i>	<i>15 895 030</i>	<i>18 744 782</i>	<i>13 828 806</i>	<i>74%</i>	<i>75%</i>
Crédits paiement	53 772 405	64 009 168	75 243 246	54 309 615	72%	101%
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>39 734 238</i>	<i>48 597 050</i>	<i>52 555 585</i>	<i>39 200 482</i>	<i>75%</i>	<i>99%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>14 038 167</i>	<i>15 412 118</i>	<i>22 687 661</i>	<i>15 109 133</i>	<i>67%</i>	<i>108%</i>

Les autorisations d'engagement en investissement prévues pour un montant de 54,4 M€ sont consommées à hauteur de 40,7 M€, soit 75 %.

Concernant les crédits fléchés, les AE inscrites en investissement sont consommées à hauteur de 75 %, soit pour 26,8 M€. Dans le cadre de l'Opération Campus, la consommation des AE ouverte pour un montant de 26,5 M€ atteint 69 %, soit 18,2 M€. Les AE ouvertes au titre des Investissements d'Avenir (IDEX & PIA 2 et 3, pour 5,7 M€, se dénouent pour 5,4 M€, soit 93 %. Enfin, les AE ouvertes au titre des CPER pour un montant de 3,4 M€ ont été consommées à hauteur de 3,2 M€. Les AE des CPER Immobilier prévues à hauteur de 2 M€ (CRBS, I2MT et Campus Illkirch) ont été engagées à hauteur de 1,8 M€ ; ces engagements concernant principalement l'opération CRBS (1,6 M€) et la rénovation des laboratoires de l'Institut Le Bel dans sa tranche 2 (0,2 M€). Les AE des CPER Recherche (Projet Alsacalcul et I2MT) ont été consommées quant à elles intégralement pour un montant de 1,3 M€.

Concernant les crédits globalisés, les autorisations d'engagement inscrites en investissement pour 18,7 M€ ont été consommées à hauteur de 74 % (contre 77 % en 2019), soit à hauteur de 13,8 M€. La non-réalisation de 4,9 M€ d'engagements juridiques concerne, pour les montants les plus importants, les services centraux pour 3,3 M€ (principalement pour des projets relevant du Programme Pluriannuel d'Investissement), la recherche pour 1 M€ (Icube, ISIS), les composantes pour 0,4 M€ et le SAIC pour 0,2 M€ (EOST). Les crédits de paiement d'investissement, prévus pour un montant de 75,2 M€, sont consommés à hauteur de 54,3 M€, soit 72 %.

Pour ce qui concerne les opérations fléchées, les crédits de paiement (CP) prévus pour 52,5 M€ ont été consommés à hauteur de 39,2 M€ (75 %). Les 13,3 M€ de CP non consommés concernent l'Opération Campus (9 M€), les CPER immobiliers (2,6 M€) et les CPER recherche (Alsacalcul) (0,5 M€) ainsi que les crédits des Investissements d'Avenir pour 1,2 M€.

Au titre des opérations globalisées, les paiements de dépenses d'investissement se montent à 15,1 M€ (67 % des prévisions). La non-réalisation des CP pour près de 7,5 M€ (10 M€ en 2019) est multifactorielle et se partage entre les crédits non affectés (1,7 M€), les contrats (1,5 M€), le PPI et les opérations immobilières (3,5 M€).

1.1.2. Les encaissements de recettes

Les recettes encaissées au titre de l'exercice 2020 s'élèvent à **502 518 288 €** réparties en :

- 445 912 710 € de recettes globalisées,
- 56 605 578 € de recettes fléchées.

Par rapport au budget actualisé 2020 (BA, intégrant donc le dernier budget rectificatif), le taux de réalisation des recettes encaissées se situe globalement à 97,5 % (contre 95,8 % en 2019) :

	CF 2019	BA 2020	CF 2020
Recettes globalisées	432 417 326	449 379 174	445 912 710
Recettes fléchées	51 780 555	65 842 161	56 605 578
	484 197 881	515 221 334	502 518 288

1.1.2.1. Les recettes globalisées

Encaissées pour un montant global de **445 912 710 €**, les recettes globalisées augmentent de plus de 13,5 M€ par rapport à 2019 ; les catégories de recettes qui varient de façon significative sont la subvention pour charge de service public qui augmente de près de 3,8 M€, les autres financements de l'Etat varient de + 2,6 M€, les financements publics sont en forte progression de 7,3 M€, tandis que les recettes propres et la fiscalité affectée sont en légère diminution (- 0,2 M€).

La subvention pour charge de service public (SCSP)

SCSP	CF 2019	BA 2020	CF 2020
SCSP - Masse salariale	309 301 167	312 749 480	313 531 589
<i>dont dotation socle MS</i>	<i>308 283 860</i>	<i>310 093 543</i>	<i>310 048 279</i>
<i>dont Actions spécifiques</i>	<i>1 017 307</i>	<i>2 655 937</i>	<i>3 483 310</i>
SCSP - Fonctionnement	31 463 630	30 475 981	31 021 495
<i>dont dotation socle - réserve</i>	<i>29 466 422</i>	<i>29 448 683</i>	<i>29 569 529</i>
<i>dont Actions spécifiques</i>	<i>1 597 208</i>	<i>877 298</i>	<i>1 151 966</i>
<i>dont opérations immobilières</i>	<i>400 000</i>	<i>150 000</i>	<i>300 000</i>
Total	340 764 797	343 225 461	344 553 084

La subvention pour charge de service public définitive a été enregistrée pour un total de **344,55 M€**.

Le montant de la SCSP notifié au titre de 2020 est de 344 453 084 € ; elle a été complétée par une somme de 100 000 € correspondant au financement attribué par la Direction générale de la recherche et de l'innovation du MESRI dans le cadre de l'enveloppe SHS 2020 et au titre d'un soutien à la Maison des Sciences de l'Homme-Alsace (MISHA) pour le programme Huma-Num Lab. Au titre de la masse salariale, la SCSP est enregistrée pour **313,53 M€**, dont 3,48 M€ d'actions spécifiques et 310,05 M€ de socle de masse salariale 2020. Au titre du fonctionnement, la SCSP est enregistrée pour un montant de **31,02 M€** dont 29,57 M€ de dotation de fonctionnement (la dotation Sympa a été diminuée de la réserve de précaution de 2,1 M€), 1,15 M€ d'actions spécifiques, 0,30 M€ au titre des opérations immobilières (dotations de mise en sécurité, de sureté et d'accessibilité). La SCSP est en augmentation de près de 3,8 M€ par rapport à 2019 :

- + 1,75 M€ au titre du socle de MS,
- + 2,5 M€ au titre des actions spécifiques de MS (dont 1,25 M€ au titre des subventions exceptionnelles liées à la crise sanitaire (primes Covid, tutorat étudiant, prolongations de contrats doctoraux, d'ATER), 300 k€ dans le cadre de la réforme des études de santé, 200 k€ de compensations d'apprentissage au titre de 2019 & 2020 qui ont été versés en 2020, et autres actions),
- 0,45 M€ au titre de la SCSP fonctionnement y compris les actions spécifiques & les opérations immobilières.

Autres financements de l'Etat

Autres financements de l'Etat	CF 2019	BA 2020	CF 2020
ANR - hors investissements d'avenir	5 628 694	7 291 066	6 952 241
Subvention exploitation & financements actifs	1 690 923	2 504 249	2 953 992
Total	7 319 617	9 795 315	9 906 233

Les encaissements 2020 au titre de l'ANR hors Investissements d'avenir concernent des contrats de recherche pour un montant de **6 200 048 €** et les reversements au titre du préciput ANR pour **752 193 €**. Le taux de réalisation de cette rubrique se situe à près de 96 % (montant équivalent à 2019).

Le montant des recettes encaissées en 2020 au titre des subventions d'exploitation et financements externes de l'actif est de **2 953 992 €**, qui se détaille en 672 556 € de subvention « divers ministères » pour le fonctionnement de divers entités de l'établissement (CFMI, Institut du Travail, Sciences Po), 634 074 € de reversements au titre de la mise à disposition de personnels (élèves normaliens et polytechniques), 1 217 612 € au titre des crédits d'investissement de l'Etat pour divers projets (jouvence de matériels, réhabilitation et restructuration de locaux), 156 695 d'encaissements concernant des services supports (SVU, EAV, SFC, DIN, etc) et 273 055 € relevant du périmètre recherche et liés notamment à des régularisations d'encaissements d'opérations d'apurement de contrats effectués en 2020. L'écart de 1,2 M€ par rapport à 2019 s'explique essentiellement par une augmentation des encaissements au titre des crédits d'investissement (+ 0,617 M€) et des opérations d'apurements de contrats (+ 0,400 M€).

Fiscalité affectée

D'un montant global de **3 251 335 €**, cette rubrique correspond aux reversements de la CVEC : **3 224 898 €** du CROUS et **26 437 €** de versements des établissements partenaires (ENGES, HEAR, Ecole d'Architecture). L'écart avec le CF 2019 s'explique par le fait que des encaissements au titre de la CVEC 2018 ont été constatés en 2019.

Autres financements publics

Autres financements publics	CF 2019	BA 2020	CF 2020
Subvention exploitation & financements actifs - Région	1 640 894	3 273 215	2 803 665
Subvention exploitation & financements actifs - UE	7 322 792	9 810 894	8 137 674
Subvention exploitation & financements actifs - Autres	4 082 656	8 281 704	9 410 752
Autres recettes	7 390		3 442
Total	13 053 732	21 365 814	20 355 533

Cette catégorie de ressources s'élève à 20,35 M€ en 2020 et est en nette augmentation par rapport à 2019 (+ 7,3 M€) : toutes les catégories sont concernées par cette variation positive.

α Subventions d'exploitation et financements actifs - Région : 2 803 665 €

Les financements de la Région concernent différents projets de formation et de recherche (Pacte Ingénieur, PEAP, Eucor – le Campus Européen, etc.), un encaissement au titre de l'universitarisation des formations de santé, des soutiens spécifiques aux activités culturelles et au Jardin des sciences, le financement de jeunes chercheurs par le biais d'attribution de contrats doctoraux. L'écart entre les prévisions de recettes et les encaissements est lié au fait que le versement de la participation régionale dépend de l'évolution des différents projets et de la transmission des reportings prévus contractuellement. Compte tenu de ces éléments le taux de réalisation des encaissements se situe à **85 %** en 2020 en forte augmentation par rapport à l'année dernière (**53 %** en 2019). L'écart de 1,1 M€ constaté par rapport à 2019 est lié à une augmentation importante des encaissements qui concernent les composantes (+ 0,9M€) dont notamment le soutien à l'universitarisation des formations de santé et aux IUT ainsi que des projets de recherche (+ 0,2 M€).

α *Subventions d'exploitation et financements actifs – Union européenne (UE) : 8 137 674 €*

Les encaissements de l'UE concernent principalement des contrats de recherche pour **4 682 243 €** (53 contrats en cours ainsi que des régularisations liées à des apurements de contrats), **2 747 311 €** de financements dans le cadre des bourses Erasmus et **708 120 €** de contrats de formation (dont 349 500 € pour le projet EPICUR). L'écart entre les prévisions de recettes et les encaissements est lié à de nouveaux contrats européens relevant essentiellement du périmètre recherche et pour lesquels les prévisions d'encaissement ne se sont pas réalisés.

α *Subventions d'exploitation et financements actifs – Autres : 9 410 752 €*

Cette rubrique comprend :

- les versements effectués par les départements et par les communes dans le cadre de financements partenariaux (Institut national supérieur du professorat et de l'éducation, Télécom physique Strasbourg, Faculté de médecine) à hauteur de **4 604 078 €**. Dans cette rubrique figure également les encaissements au titre des financements accordés par l'ARS pour les praticiens agréés maitres de stage des universités pour un montant global de 3 663 303 € (exercices 2019 & 2020),
- les encaissements des autres collectivités et organismes publics relevant du périmètre de la recherche (CNRS dans le cadre de la délégation globale de gestion, versements de l'Institut Hospitalo-Universitaire, de L'Institut National de Veille Sanitaire, etc.) pour un montant de **3 237 124 €**,
- les encaissements relevant de la valorisation pour **1 124 309 €** (dont 1 045 109 relatif à un contrat avec l'ADEME), ceux relatifs aux services communs et centraux pour **387 518 €** (manifestations scientifiques gérées par la Cellule Congrès, Service de santé universitaire, Direction du patrimoine immobilier, etc) et **57 723 €** d'autres encaissements (paie centralisée, Presses universitaires de Strasbourg et Université Ouverte des Humanités)

L'écart entre les prévisions de recettes et les encaissements s'explique en partie par le fait que le versement du financement des différents bailleurs dépend de l'évolution des différents projets et de la transmission des reportings prévus contractuellement. Au final, le taux de réalisation des encaissements est largement supérieur à 100 % (**113 %**) soit une nette amélioration par rapport aux années précédentes (**42 %** en 2019 et **47 %** en 2018). L'écart de plus de 4,4 M€ par rapport à 2019 s'explique principalement par les encaissements de l'ARS (2019 & 2020) pour les praticiens maitres de stage (+ 3,6 M€)

α *Autres recettes : 3 442 €*

Ce montant correspond à des versements liés à des encaissements dans le cadre de contrats unique d'insertion (contrats aidés).

Recettes propres

Recettes propres	CF 2019	BA 2020	CF 2020
Droits d'inscription	8 353 209	8 503 215	8 109 048
Diplômes propres, FC & VAE	26 015 783	27 226 170	30 565 793
Taxe d'apprentissage	1 145 677	864 014	961 455
Contrats et prestations de recherche hors ANR	7 508	1 052 416	37 508
Valorisation	2 077 645	1 870 661	1 088 542
Subvention exploitation & financements actifs - Autres	7 197 779	123 708	6 940 997
Fondations - réserves, dons & legs	117 468	43 928	101 880
Autres recettes	22 439 048	32 377 194	20 041 304
Total	67 354 118	72 061 306	67 846 526

Par rapport au BA 2020, le taux de réalisation se situe globalement à **94 %** (contre 93 % en 2019) et est détaillé ci-après.

α *Droits d'inscription nationaux : 8 109 048 €*

Les encaissements 2020 de cette catégorie de recettes correspondent en majorité aux versements effectués au titre des droits d'inscription nationaux 2020/2021. Ces droits d'inscription sont ventilés entre le niveau central (84 %) et le Service des bibliothèques (14 %) et d'autres entités (dont les 2 facultés de théologie).

L'écart par rapport aux prévisions d'encaissement est lié au financement de l'apprentissage pour lesquels la part relative aux droits nationaux (de l'ordre de 355 k€ en 2019) est désormais comptabilisée dans la même rubrique que celle concernant le reversement effectué par ces organismes (CFA). La variation globale par rapport à 2020 de – 244 k€ étant compensée par une augmentation des encaissements au titre des droits nationaux de 111 k€.

Le taux de réalisation de ces encaissements se situe à plus de **95 %**.

α *Formation continue, diplômes propres et VAE : 30 565 793 €*

Ces encaissements comprennent les droits spécifiques liés aux diplômes propres pour un montant de **25 425 417 €** (dont 17 M€ à l'Ecole de management soit une augmentation de près de 4 M€ par rapport à l'exercice précédent qui s'explique notamment par des encaissements de 2,5 M€ qui concernent l'exercice 2019 et dont la facturation n'a pu être effectuée au cours de l'exercice précédent) 2,6 M€ au Centre d'études internationales pour la propriété intellectuelle, 0,8 M€ à l'Institut

international des études françaises, 1 M€ à Sciences Po Strasbourg, 1 M€ à l'Institut des traducteurs et relations internationales (Faculté des Langues) et 2,3 M€ pour diverses autres composantes dont la Faculté de médecine, maïeutique et des sciences de la santé, la Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion, la Faculté de physique et ingénierie, et les IUT. Les prestations de formation continue représentent **5 119 085 €** et **21 291 €** correspondent à d'autres encaissements concernant cette rubrique. Le taux de réalisation dépasse les 100 % (**112 %**).

α *Taxe d'apprentissage* : **961 455 €**

Le taux de réalisation de cette catégorie est de plus de 100 % (**111 %**). Les principales entités concernées sont l'EM Strasbourg (285 k€), les 3 IUT (182 k€), la Faculté de pharmacie (68 k€), l'UFR de Mathématique et d'informatique (62 k€), le Centre universitaire d'enseignement du journalisme (47 k€), la Faculté de sciences économiques et de gestion (47 k€), la Faculté de droit (41 k€) et l'Ecole européenne de chimie, polymères et matériaux (34 k€).

α *Contrats & prestations de recherche hors ANR* : **37 508 €**

Les encaissements 2019 de cette rubrique sont très limités et concernent l'Institut du travail pour 6 000 €, le périmètre recherche pour 29 547 € et une prestation du SAIC pour 1 961 €. Le taux de réalisation des encaissements très faible (**moins de 4 %**) pour cette catégorie de recettes s'explique par le fait que la prévision comprenait des recettes dont les encaissements ont été réalisés pour la grande majorité dans une autre rubrique (« autres recettes ») : c'est notamment le cas pour les refacturations liées de la médecine légale.

α *Valorisation* : **1 088 542 €**

Dans cette catégorie, les encaissements 2020 comprennent **208 098 €** de recettes liées aux colloques (en forte diminution par rapport à 2019 (990 962 €) mais liés à la crise sanitaire et l'annulation de la plupart des manifestations scientifiques), **655 386 €** de prestation de la médecine légale et **225 058 €** de recettes concernant essentiellement des activités de valorisation effectuées par des unités de recherche, notamment dans le cadre de prestations effectués par l'observatoire astronomique à hauteur de 193 200 €.

α *Subvention exploitation & financements actifs - autres* : **6 940 997 €**

Les encaissements de l'année 2020 de cette catégorie se détaillent en **3 988 894 €** de recettes liées aux contrats d'application Unistra – Fondation Unistra (recrutements de personnels contractuels), **1 259 404 €** de financements d'associations caritatives (ARC, Ligue Contre le Cancer, Sidaction, etc.) permettant le recrutement de jeunes chercheurs, **907 060 €** de contrats de recherche financés par des organismes nationaux, **785 639 €** d'autres subventions accordées à diverses composantes de l'établissement.

Les prévisions de recettes concernant les différents encaissements 2020 n'ont pas été inscrites dans cette catégorie (cf. « autres recettes » ci-dessous).

α *Fondations – fonds propres, réserves, dons & legs* : **101 880 €**

Les encaissements 2020 concernent essentiellement plusieurs dons au profit de la Faculté de médecine pour un montant de 69 145 € et 32 735 € concernant d'autres composantes (Faculté de chirurgie dentaire, IUT Louis Pasteur, Faculté des sciences de la vie, etc.)

α *Autres recettes* : **20 041 304 €**

Cette catégorie a été impactée par des changements du périmètre d'affectation des recettes (notamment la catégorie « subvention exploitation & financements actifs – autres »), ce qui explique un taux de réalisation des encaissements de seulement **62 %**.

Les encaissements 2020 qui concernent la catégorie « autres recettes » comprennent :

- **1 096 441 €** de produits issus d'hébergements de courte durée dans les résidences de l'université (Maison Arconati-Visconti et Collège doctoral européen) et de revenus au titre des autorisations d'occupations temporaires (AOT). Les encaissements de cette catégorie qui étaient de 1,3 M€ en 2019 et en 2018 ont été impactés par la crise sanitaire et de nombreuses réservations ont été reportées et/ou annulées. D'autre-part le Conseil d'Administration a également accordé une aide exceptionnelle (2/12 de la redevance annuelle) à certains organismes occupant des locaux de l'Université dans le cadre des AOT.
- **7 745 946 €** de prestations de services diverses et activités annexes dont principalement 5 235 442 € au titre des refacturations et des mises à disposition de personnels (concernant notamment la SATT, etc), 708 105 € liés à des prestations de recherche (service de cryogénie, plateforme scientifiques (chimie, animalerie, etc), 583 965 € dans le cadre du projet PC Scol, 620 857 € de prestations diverses (imprimerie, magasin de chimie, ventes de billetterie, ventes de périodiques etc).
- **11 198 917 €** de produits divers qui se détaillent notamment en : 2 690 234 € de versements pour les composantes (dont 1 077 k€ pour la Faculté de médecine qui provient des HUS au titre des indemnités pédagogiques et spécifiques de formations des maitres de stages, 250 k€ pour le CPI dans le cadre de brevets, etc), 3 457 107 € de facturations et de frais d'infrastructure, 1 127 702 € de prestations de recherche et de valorisations, 2 104 510 € d'encaissements au titre de mises à disposition de personnels (notamment le SERTIT), 566 310 € d'encaissements dans le cadre d'un accord de coopération internationale avec l'Azerbaïdjan (UFAZ). Cette catégorie comprend également les encaissements au titre des reversements des centres de formation des apprentis qui ont connu une évolution des modalités de financement au cours de l'exercice 2020. Les prévisions de reversements de l'ordre de 13 M€ ont fait l'objet de facturations pour 5,2 M€ mais ce ne sont que 4 M€ qui ont réellement été encaissés. Des produits à recevoir ont été constitués fin 2020 au titre du reste à facturer pour plus de 7,5 M€.

1.1.2.2. Les recettes fléchées

Encaissées pour un montant global de **56 605 578 €**, les recettes fléchées se répartissent de la façon suivante entre les différents projets :

Recettes fléchées	Inv. Avenir	Campus	CPER	CF 2020	BA 2020	CF 2019
Financements de l'Etat	28 578 040	15 320 411	1 576 992	45 475 443	50 565 993	45 079 572
Autres financements publics	468 397	9 700 000	611 761	10 780 158	15 241 839	6 337 416
Recettes propres	298 999	50 978		349 977	34 329	363 567
Total	29 345 436	25 071 389	2 188 753	56 605 578	65 842 161	51 780 555

Les encaissements constatés en 2020 de l'ordre de 56,6 Me sont en augmentation de près de 5 M€ par rapport à l'exercice 2019. Les financements de l'Etat sont en légère augmentation (+ 400 k€) alors que les autres financements publics varient de près de 4,5 M€ (Opération Campus). Par rapport au BA 2020, le taux de réalisation de 86 % (soit un taux équivalent à celui de 2019) est lié aux encaissements des financements des projets immobiliers de l'Opération Campus.

Les versements 2020 au titre des Investissements d'avenir se détaillent ainsi :

- ✓ IdEx Unistra : 25,60 M€ (montant équivalent à 2019)
- ✓ Projets PIA 2 & PIA 3 : 3,74 M€ (en légère diminution par rapport à l'exercice précédent mais lié aux échéances financières contractuelles)

Concernant les encaissements au titre du CPER, ils s'élèvent à 1,52 M€ au titre des projets inscrits au volet recherche (Alsacalcul, I2MT, Alsace-Aval-Sentinelle) et 0,66 M€ au titre du volet immobilier.

Concernant les encaissements de l'Opération Campus, des précisions sont apportées dans le rapport Campus situé en annexe.

A l'issue de ces explications, le solde budgétaire 2020 déterminé par différence entre les encaissements et les décaissements de l'exercice, s'élève à :

Encaissements 2020	502 518 288,32
Décaissements 2020	- 508 258 451,76
Solde budgétaire	- 5 740 163,44

1.2. L'équilibre financier

1.2.1. Le solde budgétaire

Le **solde budgétaire** de l'exercice 2020 est déficitaire de **5,74 M€** ; il se ventile entre les entités de la manière suivante :

Exercice 2020	Solde budgétaire				
	Etablissement	SAIC	UOH	PUS	Université
Prévisionnel	- 41 742 546	213 539	40 438	- 3 500	- 41 492 069
Réalisé	- 8 132 924	2 073 996	303 341	15 423	- 5 740 163
Ecart	33 609 622	1 860 458	262 904	18 923	35 751 906

Le solde budgétaire cumulé des services à comptabilité distincte (**+ 2,39 M€**) s'explique par :

- Un solde budgétaire positif de **2,07 M€** pour le SAIC ; une variation positive de 1,86 M€ est constatée par rapport au solde prévisionnel lié à des encaissements non prévus dont notamment le solde d'un projet financé par l'ADEME (962 k€) et un encaissement de la SATT pour la mise à disposition de personnels (877 k€).
- Un solde budgétaire négatif de **0,30 M€** pour l'Université ouverte des humanités (UOH) ; un écart positif de 262 k€ avec le solde prévisionnel est constaté. Il est lié principalement à une non consommation de crédits de paiement à hauteur de 195 k€ complétée par des encaissements plus importants que ceux prévus (+ 67 k€).
- Un solde budgétaire positif de **0,02 M€** pour la Fondation des PUS ; l'écart positif de 0,18 k€ avec le solde prévisionnel s'explique essentiellement par une non consommation des crédits de paiement de 31 k€ compensée en partie par des encaissements de recettes qui ne se sont pas réalisés pour 13 k€.

Le solde budgétaire de l'établissement hors SACD est déficitaire de 8 132 924 € et se ventile de la manière suivante entre les structures internes.

Structures	Solde budgétaire		Ecart
	Prévisionnel	Réalisé	
Composantes	- 172 922	5 148 867	5 321 788
Paie niveau central	- 240 710	1 557 875	1 798 585
Recherche	- 5 317 525	2 785 812	8 103 338
Services centraux	- 35 230 354	- 16 590 888	18 639 466
Services communs	- 781 035	- 1 034 590	- 253 556
Total hors SCD	- 41 742 546	- 8 132 924	33 609 622

Un déficit de **8,1 M€** est constaté pour l'ensemble de l'établissement (hors SCD). Les composantes, l'unité budgétaire de paie centrale et la recherche présentent des soldes budgétaires excédentaires, qui s'élèvent globalement à **+ 9,5 M€**. En contrepartie, les services centraux et les services communs dégagent quant à elles un solde déficitaire de **- 17,6 M€**.

Le solde budgétaire global des services centraux est ainsi négatif de - 16,5 M€, l'écart avec le prévisionnel qui était de - 35,2 M€ s'élevant à 18,7 M€ ; ce sont plus de 24,3 M€ de crédits de paiement qui n'ont pas été décaissés (17,7 M€ sur les opérations immobilières, 1,1 M€ sur les opérations de la Direction du numérique, 1,2 M€ sur celles de la Direction des relations internationales, 1,4 M€ sur des crédits d'anticipation et le reste sur les autres entités) et plus de 5,6 M€ de recettes non encaissées concernant principalement l'opération Ease.

L'unité budgétaire Paie, en ce qui concerne le niveau central, dégage quant à elle un solde budgétaire excédentaire de 1,5 M€ qui s'améliore de près de 1,8 M€ par rapport au prévisionnel de - 0,25 M€. Cette amélioration s'explique par une non consommation des crédits de paiement de 0,87 M€ alors que les recettes réalisées sont supérieures de 0,93 M€ par rapport aux prévisions (ce sont notamment les actions spécifiques MS qui ont été notifiées en décembre 2020 dont l'utilisation se fera sur l'exercice 2021).

Au niveau de la Recherche, le solde budgétaire, qui était d'un montant prévisionnel de - 5,3 M€ au BA 2020, est constaté à la fin de l'année à + 2,8 M€ ; la variation positive de 8,1 M€ est dû à la non consommation des crédits de paiement pour 10,4 M€ et des encaissements non réalisés pour 2,3 M€.

Au niveau des composantes, le solde budgétaire de 5,1 M€ s'explique par la non consommation des crédits de paiement à hauteur de 8,8 M€ et la non-réalisation des recettes pour 3,5 M€ ; le solde budgétaire des composantes présente une variation de 5,3 M€ par rapport au BA 2020.

Au niveau des services communs, le solde budgétaire est de - 788 k€, il se dégrade de 330 k€ par rapport au solde budgétaire prévisionnel, essentiellement du fait de la non-exécution des crédits de paiement pour 2,6 M€ et la non réalisation d'encaissements pour 2,9 M€ (essentiellement dans le cadre des activités du Service de formation continue qui ont été fortement impactés par la crise sanitaire).

Le solde budgétaire de l'établissement doit s'expliquer par l'analyse des soldes budgétaires en référence aux crédits fléchés ou non : le solde budgétaire globalisé est excédentaire de 6,7 M€ et le solde budgétaire fléché est déficitaire de -12,4 M€.

Exercice 2020	Université	Crédits globalisés	Crédits fléchés
Recettes évaluatives	502 518 288,32	445 912 710,49	56 605 577,83
Crédits de paiement	- 508 258 451,76	- 439 221 336,99	- 69 037 114,77
Solde budgétaire	- 5 740 163,44	6 691 373,50	- 12 431 536,94
<i>Solde prévisionnel</i>	<i>- 41 492 069,31</i>	<i>- 19 624 225,00</i>	<i>- 21 867 844,31</i>
<i>Ecart</i>	<i>35 751 905,87</i>	<i>26 315 598,50</i>	<i>9 436 307,37</i>

Focus sur le solde budgétaire fléché

Le solde budgétaire fléché se décompose de la façon suivante :

Opérations fléchées	Inv. Avenir	Campus	CPER	2020
Recettes fléchées	29 345 436	25 071 389	2 188 753	56 605 578
Crédits paiement fléchés	26 459 361	36 558 014	6 019 740	69 037 115
SB Fléché	2 886 075	- 11 486 625	- 3 830 987	- 12 431 537

Le solde budgétaire est la différence entre les encaissements et décaissements typés fléchés dans le système d'information sur les structures budgétaires portant les opérations des Investissements d'avenir, Opération Campus et CPER.

Afin de mieux refléter la variation de trésorerie générée par ces opérations, il convient de tenir compte d'autres flux qui ne peuvent pas être retracés comme fléchés.

Il s'agit d'une part d'apports de financement effectués par l'établissement sur les ressources globalisées à ces opérations fléchées, constitués soit par de la dotation sur les crédits annuels soit par un recours à un prélèvement sur le fonds de roulement dans le cadre du PPI autofinancé.

D'autre part, des financements fléchés peuvent contribuer à la prise en charge de dépenses globalisées, comme par exemple la contribution des crédits Idex aux frais de structure de l'établissement.

Le tableau suivant retrace ces flux entrants et sortants et permet d'établir un solde budgétaire révisé plus cohérent :

Opérations fléchées	Inv. Avenir	Campus	CPER	Total
SB fléché	2 886 075	- 11 486 625	- 3 830 987	- 12 431 537
Financement de dépenses fléchées sur recettes globalisés	3 304 650	121 494	1 554 785	4 980 928
Financement de dépenses globalisées sur recettes fléchées	- 4 065 697		- 236 761	- 4 302 458
SB fléché révisé	2 125 028	- 11 365 131	- 2 512 963	- 11 753 066

Concernant les crédits Investissements d'avenir, les contributions de l'Idex aux dépenses globalisées concernent, pour 4,1 M€, la participation aux frais de structure de l'établissement (3,8 M€) et la contribution à des heures complémentaires effectuées et des décharges attribuées au titre des projets. A l'inverse, certains projets sont gérés en crédits fléchés car bénéficiant de financement Idex mais également d'autres financements et/ou d'autofinancement. C'est le cas du projet de création d'un lieu d'accueil pour l'entrepreneuriat étudiant qui a bénéficié en 2020 de 0,2 M€ d'autofinancement sur crédits globalisés mais également du projet de construction de l'usine école Ease dont la part autofinancée s'élève en 2020 à 3,1 M€. Ainsi, la trésorerie dégagée par les Investissements d'avenir s'élève à 2,1 M€.

Concernant l'Opération Campus, des ressources de l'établissement contribuent pour un montant net 121,5 k€ aux opérations suivantes : l'opération de séparation de la tour et du bâtiment bas de Chimie est abondée de 439 k€ (dont 339 k€ sur fonds de roulement et 100 k€ sur dotation de la DPI), à l'inverse, les fonds propres injectés sur l'opération IRMA sont réduits de 320 k€ (les aléas mobilisés sur les revenus de la dotation avec l'accord du ministère permettant de réduire l'apport en fonds propres initialement fait pour compléter le budget de l'opération). Ainsi, l'Opération Campus génère un prélèvement sur la trésorerie de 11,4 M€ dont une partie provient des financements obtenus et inscrits en compte d'avance, et une autre de l'emprunt réalisé.

Concernant les CPER, l'établissement contribue sur ses fonds propres à différentes opérations immobilières : 1,3 M€ pour le CRBS, dont 1,2 M€ inscrits au PPI et 0,1 M€ de dotation de la DPI, ainsi que 0,164 M€ pour le volet immobilier I2MT et 0,09 M€ pour le volet équipement de recherche I2MT (avance sur financement FEDER en attente d'instruction). Une régularisation d'un encaissement antérieur de 236 k€ est également effectuée. Ainsi, le solde budgétaire révisé est déficitaire de 2,5 M€ prélevés sur les avances obtenues les années antérieures.

Les soldes budgétaires fléchés sont commentés au point 3 du rapport.

1.2.2. Les opérations pour compte de tiers

1.2.2.1 Les opérations non budgétaires

Elles sont constituées des opérations suivantes :

- des tirages d'emprunt de l'année de 14 M€ diminués des remboursements en capital des emprunts à hauteur de 2,7 M€ en 2020,
- des prêts, dépôts et cautionnements (concernant des cautions du Collège doctoral européen ainsi que des aides remboursables accordées à des personnels) pour respectivement 33,6 k€ en encaissements et 28,4 k€ de décaissements.

1.2.2.2. Les opérations pour compte de tiers

L'organisme agit en qualité d'intermédiaire ; les opérations pour compte de tiers doivent respecter trois critères cumulatifs :

- Trois intervenants prennent part au dispositif :
 - le tiers financeur,
 - l'organisme intermédiaire,
 - le bénéficiaire final.
- L'intermédiaire ne dispose d'aucune autonomie dans la prise de décision.
- Le financement du dispositif est assuré par le tiers financeur.

Le solde des opérations non budgétaires a un impact sur la trésorerie de l'université. Il s'agit des opérations de décaissements et encaissements retracées ci-dessous :

➤ **Les opérations pour compte de tiers – décaissements**

- Reversements aux partenaires dans le cadre des contrats où l'université est coordonnateur, reversements de trop-perçus sur contrats et opérations particulières de travaux pour lesquels nous recevons les fonds pour les reverser à des partenaires pour 5 353 k€.
- Les opérations de travaux de l'insectarium pour 7 k€, la maîtrise d'ouvrage dans ce cas a été assurée par l'Université de Strasbourg par délégation du CNRS.
- Les bourses d'aide à la mobilité internationale (AMI) pour 344 k€.
- La gestion de la TVA déductible pour 5 424 k€

Soit un total de décaissements pour compte de tiers de **11 128 k€**.

➤ **Les opérations pour compte de tiers – encaissements**

- Les sommes encaissées transférées sur le compte de recettes à transférer pour versement aux tiers pour 5 376 k€.
- Les bourses AMI versés par le MESRI pour 677 k€.
- La gestion de la TVA collectée pour 4 816 k€.

Soit un total d'encaissements pour compte de tiers de **10 869 k€**.

➤ **Prévisions / réalisations de décaissements**

Le taux d'exécution des opérations pour comptes de tiers atteint 65,6 % pour ce qui concerne les encaissements, et 53,3 % pour les décaissements.

Ces taux d'exécution s'expliquent principalement aux opérations de travaux de l'insectarium pour lesquelles les prévisions d'encaissements et de décaissements estimées à plus de 6 M€ ne se sont quasiment pas réalisées (moins de 1 % au titre des décaissements et 0 % pour les encaissements). Pour les autres lignes (bourses AMI, reversements liés aux contrats, TVA), les taux de réalisations sont supérieurs à 75 % (en encaissements et en décaissements).

1.2.2.3. Les opérations sur compte de tiers

Elles sont constituées des opérations de :

- décaissements à hauteur de 211 k€,
- encaissements d'opérations imputées sur des comptes d'avance, d'attente, virements à réimputer, trop perçus, régies de recettes, pour un total de 2 496 k€.

1.2.3. Le plan de trésorerie

La variation de la trésorerie est de positive de + 7,75 M€ entre le solde initial de 2020 et le solde final au 31 décembre 2020. Celle-ci s'explique par des excédents de trésorerie constatés sur les opérations non budgétaires, les opérations gérées en compte de tiers ainsi que les crédits globalisés et qui sont compensés par un déficit de trésorerie sur les crédits fléchés.

Les opérations budgétaires sur trésorerie fléchée dégagent un déficit de 12,43 M€.

Les opérations budgétaires sur trésorerie non fléchée dégagent un excédent de 6,69 M€.

Les opérations non budgétaires dégagent un excédent de trésorerie de 11,46 M€.

Les opérations sur opérations gérées en compte de tiers dégagent un excédent de trésorerie de 2,03 M€

La trésorerie constituée au 31 décembre 2020 de 157,26 M€ est en grande partie non mobilisable car pré-affectée à des projets pluriannuels dont les principaux sont les projets immobiliers de l'Opération Campus ainsi que l'IdEx.

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	149 513 929,53	211 995 262,52	182 558 381,80	147 169 023,55	207 930 310,45	176 897 543,10	141 192 934,77	239 799 084,17	212 302 747,15	175 238 574,47	221 879 753,92	220 476 543,16	
ENCAISSEMENTS	102 464 287,39	9 120 023,52	7 047 921,75	102 563 309,53	6 396 844,89	7 191 779,16	141 060 975,99	9 566 762,87	14 417 894,85	92 907 605,20	11 481 439,37	25 699 000,80	529 917 845,32
DECAISSEMENTS	39 982 954,40	38 556 904,24	42 437 280,00	41 802 022,63	37 429 612,24	42 896 387,49	42 454 826,59	37 063 099,89	51 482 067,53	46 266 425,75	12 884 650,13	88 912 612,71	522 168 843,60
SOLDE DU MOIS	62 481 332,99	-29 436 880,72	-35 389 358,25	60 761 286,90	-31 032 767,35	-35 704 608,33	98 606 149,40	-27 496 337,02	-37 064 172,68	46 641 179,45	-1 403 210,76	-63 213 611,91	7 749 001,72
SOLDE CUMULE	211 995 262,52	182 558 381,80	147 169 023,55	207 930 310,45	176 897 543,10	141 192 934,77	239 799 084,17	212 302 747,15	175 238 574,47	221 879 753,92	220 476 543,16	157 262 931,25	
dont trésorerie fléchée													-12 431 536,94
dont trésorerie non fléchée													6 691 373,50
dont trésorerie sur opérations non budgétaires													11 462 334,40
dont trésorerie sur op. gérées en compte de tiers													2 026 830,76
Variation de la trésorerie													7 749 001,72

2. LA SITUATION PATRIMONIALE

La **situation patrimoniale est complémentaire** de la situation budgétaire renouvelée au format GBCP.

La comptabilité générale, tenue en droits et obligations constatés, permet de suivre l'évolution de la situation patrimoniale de l'établissement au travers différents documents comptables tels que le bilan, le compte de résultat et le tableau de financement présentés dans cette partie.

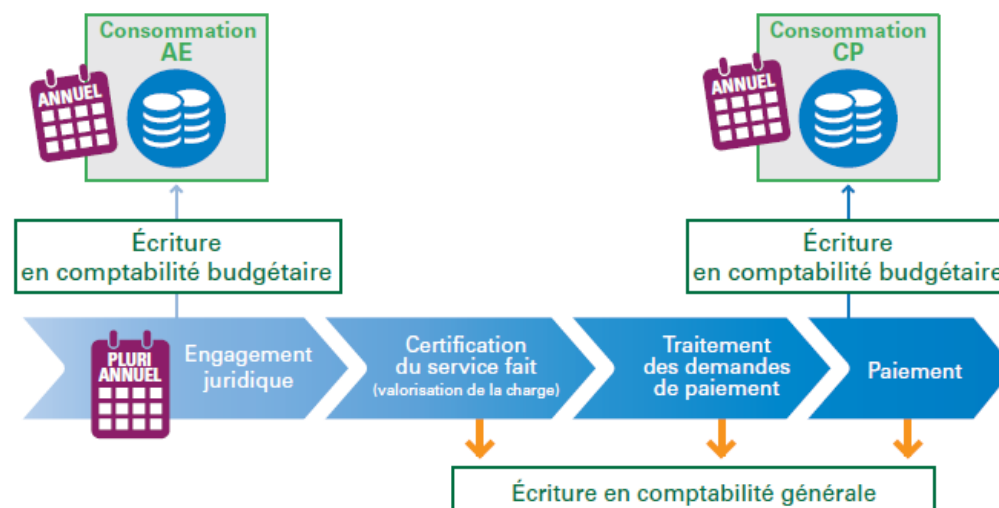
L'annexe accompagne également les comptes annuels.

Rappelons que dans la comptabilité générale, les charges et les produits sont comptabilisés au moment du « service fait » et font l'objet d'un rattachement à l'exercice, alors que la comptabilité budgétaire enregistre les engagements juridiques pris ainsi que les flux financiers (encaissements et décaissements).

Les efforts réalisés en matière de qualité comptable et les résultats obtenus se traduisent par une certification de nos comptes par un collège de commissaires aux comptes depuis 2009 et par la levée progressive des réserves qui étaient émises jusqu'à obtenir une certification sans réserves depuis 2015.

Ainsi, l'université rend des comptes réguliers, sincères et qui donnent une image fidèle de son patrimoine et de sa situation financière.

Le schéma suivant précise les liens entre les deux comptabilités.



2.1. Le bilan

➔ **Le bilan comptable est le document qui synthétise ce que l'université possède, appelé l'« actif » (immeubles, équipements, dotations non consommables, etc.), et ses ressources, appelées le « passif » (financements externes de l'actif, réserves, provisions, etc.). A ce titre, le bilan est une « photographie » du patrimoine de l'université.**

En association avec le compte de résultat, le bilan permet de réaliser une évaluation de la situation financière de l'université et donne aussi des informations sur la performance et la rentabilité. Ces documents, certifiés par les commissaires aux comptes de l'établissement, figurent dans les « Comptes annuels ».

➔ **Le bilan fonctionnel est une forme de bilan dans lequel les emplois et les ressources sont classés par fonction (investissement, financement, exploitation et hors exploitation). On ne parle pas ici d'actifs et de passifs mais d'emplois et de ressources.**

Son objectif est d'analyser la **structure financière** de l'université en comparant ses emplois (actifs) à ses ressources (passifs). Il met en évidence différents cycles :

- cycle durable : comparaison entre les investissements durables et les financements stables,
- cycle d'exploitation : comparaison entre les stocks, les créances et les dettes relatives à l'exploitation,
- cycle hors exploitation : comparaison entre les créances et dettes diverses,
- cycle de trésorerie : comparaison entre la trésorerie active et la trésorerie passive.

Il permet de mener ce que l'on appelle une analyse fonctionnelle et de dégager trois concepts fondamentaux :

- le **Fonds de Roulement (FR)** (différence entre les ressources et les emplois durables) constitue la ressource dont l'établissement dispose pour une durée relativement longue après financement de ses immobilisations ; il doit nécessairement être positif ;
- le Fonds de Roulement va servir à financer en tout ou partie le **Besoin en Fonds de Roulement (BFR)** (différence entre l'actif circulant et les dettes à court terme) qui traduit le besoin de financement du décalage qui existe entre les flux de recettes et ceux de dépenses ; lorsqu'il est négatif, il constitue un Excédent en Fonds de Roulement (EFR) qui alimente la trésorerie ;
- le solde va contribuer à alimenter la **Trésorerie (T)**, résultante des deux premiers termes.

r

Le bilan fonctionnel présenté ci-après permet de déterminer la valeur de ces trois agrégats à la date du 31 décembre 2020 et de la comparer à celles des deux exercices précédents.

BILAN FONCTIONNEL	2020	2019	2018	Ecart 2019/20
+ Ressources stables :	1 981 602 563	1 875 312 423	1 827 244 897	106 290 139
* Ressources propres	772 778 751	677 802 143	659 551 700	94 976 608
. Capitaux propres	771 370 659	676 368 479	658 156 584	95 002 180
. Biens mis à disposition des établissements par l'Etat	377 021 950	399 929 166	426 287 225	-22 907 216
. Financements externes de l'actif de l'Etat	164 982 159	125 023 216	105 875 206	39 958 943
. Financements externes de l'actif des autres financeurs	121 623 254	56 599 891	48 895 091	65 023 363
. Fonds propres et réserves des fondations	25 372	25 372	25 372	0
. Ecart de réévaluation				
. Réserves	80 189 055	62 785 750	59 976 079	17 403 306
. Report à nouveau	282 691	14 257 550	-979 293	-13 974 859
. Résultat de l'exercice (avant affectation)	14 226 195	3 088 820	2 809 670	11 137 374
. Provisions pour risques et charges	13 019 983	14 658 713	15 267 232	-1 638 730
. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant	1 408 092	1 433 664	1 395 116	-25 572
. Provisions pour dépréciation de stock	204 025	185 965	144 737	18 060
. Provisions pour dépréciation de créances	1 204 067	1 247 700	1 250 379	-43 633
* Emprunts et dettes assimilées (hors ICNE)	1 208 823 812	1 197 510 280	1 167 693 198	11 313 532
. Emprunts auprès des établissements bancaires	81 559 954	70 283 015	40 466 130	11 276 939
. Autres emprunts, dettes assimilées et cautionnements	2 263 858	2 227 265	2 227 067	36 593
. Dotation non consommable Campus	375 000 000	375 000 000	375 000 000	0
. Dotation non consommable Idex	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0
* Dettes rattachées à des participations	0	0	0	0

BILAN FONCTIONNEL	2020	2019	2018	<i>Ecart 2019/20</i>
- Emplois stables (actif immobilisé net) :	1 848 368 120	1 758 105 237	1 740 489 717	90 262 883
* Actif immobilisé brut	2 226 034 625	2 091 081 092	2 032 480 502	134 953 532
<i>. Immobilisations incorporelles et en cours</i>	<i>5 855 877</i>	<i>5 453 821</i>	<i>5 120 463</i>	<i>402 055</i>
<i>. Immobilisations corporelles et en cours</i>	<i>1 090 158 102</i>	<i>958 159 307</i>	<i>899 899 807</i>	<i>131 998 794</i>
<i>. Immobilisations financières</i>	<i>1 130 020 646</i>	<i>1 127 467 964</i>	<i>1 127 460 232</i>	<i>2 552 683</i>
<i>. Dotation non consommable Campus</i>	<i>375 000 000</i>	<i>375 000 000</i>	<i>375 000 000</i>	<i>0</i>
<i>. Dotation non consommable Idex</i>	<i>750 000 000</i>	<i>750 000 000</i>	<i>750 000 000</i>	<i>0</i>
<i>. Autres immobilisations financières</i>	<i>5 020 646</i>	<i>2 467 964</i>	<i>2 460 232</i>	<i>2 552 683</i>
<i>. Autres actifs immobilisés (charges à répartir)</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
* Amortissements et provisions pour dépréciation d'immo.	-377 666 505	-332 975 856	-291 990 786	-44 690 649
<i>. Amortissements</i>	<i>-372 254 271</i>	<i>-330 085 622</i>	<i>-289 100 552</i>	<i>-42 168 649</i>
<i>. Provisions pour dépréciation d'immobilisation</i>	<i>-5 412 234</i>	<i>-2 890 234</i>	<i>-2 890 234</i>	<i>-2 522 000</i>
= FONDS de ROULEMENT NET GLOBAL (F.R.N.G.)	133 234 443	117 207 187	86 755 181	16 027 256

2.1.1. Le fonds de roulement

➔ **Le fonds de roulement (FR) est défini comme l'excédent des ressources stables par rapport aux emplois stables. Il est utilisé pour financer une partie des actifs circulants. Le fonds de roulement représente une ressource durable à la disposition de l'établissement.**

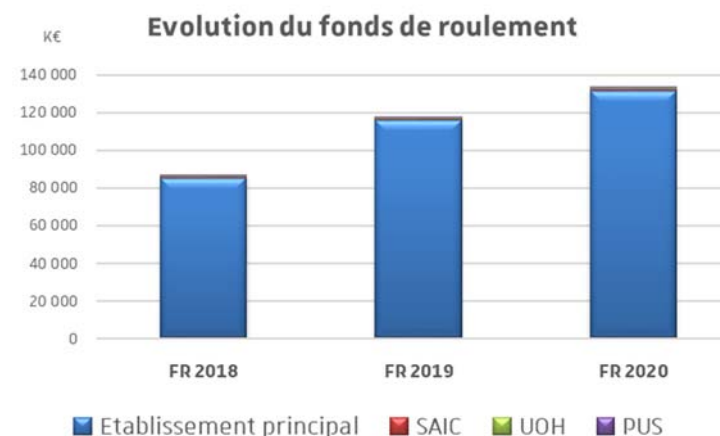
2.1.1.1. Valeur et évolution du fonds de roulement

A l'issue de l'exercice 2020, **le montant du fonds de roulement de l'université s'établit à 133,2 M€, en progression de 16 M€**. Cette hausse résulte majoritairement du recours à l'emprunt effectué dans le cadre de l'Opération Campus pour un montant net annuel (tirages diminués des remboursements) de 11,3 M€ mais également de recettes spécifiques non consommées à la clôture (CVEC, subvention Etat pour des actions spécifiques telles que le tutorat étudiant, et la prolongation des contrats des doctorants, ATER et post doctorants) et enfin du fort niveau du résultat dégagé par plusieurs structures internes de l'établissement. Sans l'emprunt, le fonds de roulement serait en hausse de 4,75 M€ malgré la consommation de 5,4 M€ au titre du programme pluriannuel d'investissement (PPI) autofinancés initialement prévue sur le fonds de roulement et non sur les moyens dégagés dans l'exercice.

Le montant du fonds de roulement représente **105 jours de charges décaissables** (hors dotations aux amortissements et provisions et prestations internes) contre 94 jours en 2019 et 71 jours en 2018. Néanmoins, déduction faite du capital restant dû au titre de l'emprunt, le fonds de roulement représenterait 51,7 M€ soit 41 jours de charges décaissables (contre 46,9 M€ soit 37,5 jours de charges décaissables fin 2019).

Le fonds de roulement se répartit entre les entités internes de l'établissement de la manière suivante.

	Fonds de roulement au 31/12/2020	Variation FR 2020
Etablissement principal	131 756 733	15 917 797
SAIC	789 559	25 396
UOH	442 584	30 758
PUS	245 565	53 304
Université	133 234 443	16 027 256



Il convient de relever que l'augmentation du fonds de roulement à la clôture 2020 provient essentiellement de l'exécution du budget de l'année qui génère un abondement de 15,7 M€ et, dans une faible mesure, à des écritures de correction passées en « report à nouveau » pour 0,3 M€.

C'est cet abondement de 15,7 M€ qu'il convient de comparer à la diminution prévue du fonds de roulement à hauteur de 3,3 M€ au budget rectificatif de l'exercice. Ainsi, l'écart constaté est très important cette année (19 M€) et se détaille entre les entités internes selon les données suivantes.

	Variation prévisionnelle FR	Variation réelle FR hors RAN	Ecart
Etablissement principal	-3 178 992	15 668 602	18 847 594
SAIC	-64 540	-8 034	56 506
UOH	-63 100	30 758	93 858
PUS	0	26 367	26 367
Université	-3 306 632	15 717 694	19 024 326

Les services à comptabilité distincte dégagent 49 k€ d'apport au fonds de roulement (contre - 128 k€ prévus), ce qui explique qu'une amélioration de l'apport au fonds de roulement de 177 k€, l'écart étant essentiellement constaté au niveau de l'UOH.

C'est au niveau de l'établissement principal que l'essentiel de l'écart est constaté. L'apport au fonds de roulement étant de 15,7 M€, on observe une amélioration de 18,8 M€ comparativement au prélèvement prévu de 3,3 M€.

- ✓ Les composantes de formation génèrent un apport au fonds de roulement de 6 530 k€ contre 95 k€ prévu, soit un delta de + 6 435 k€ (dont 5 686 k€ liés à l'amélioration du résultat).
- ✓ La recherche génère un apport au fonds de roulement de 1 511 k€ contre un prélèvement de 526 k€ prévu, soit un delta de + 2 037 k€. Néanmoins, les investissements inscrits en recherche au titre du PPI de l'établissement sont intégralement réalisés (140 k€).
- ✓ Les services communs ont recours au fonds de roulement à hauteur de 789 k€ contre 614 k€ prévus, soit un delta de - 175 k€, lié directement au moins bon résultat du SFC que prévu.
- ✓ L'écart le plus important est constaté au titre de l'exécution des services centraux et des paies centrales : ces deux structures dégagent un apport au fonds de roulement de 8 417 k€ contre un prélèvement prévu de 2 134 k€, soit un delta de + 10 550 k€.

	Variation prévisionnelle FR	Variation réelle FR hors RAN	Ecart
Composantes	94 720	6 529 651	6 434 931
Recherche	-526 407	1 511 138	2 037 545
Services communs	-613 630	-788 973	-175 344
Services centraux & Paies centrales	-2 133 675	8 416 787	10 550 461
Etablissement principal	-3 178 992	15 668 602	18 847 594

Les raisons principales de l'écart entre la variation prévisionnelle et réelle du fonds de roulement ont principalement trait aux éléments suivants.

- ✓ L'amélioration du résultat pour + 12 412 k€ a contribué à alimenter la capacité d'autofinancement de l'établissement qui atteint 20 634 k€ (contre 8 971 k€ prévus). Ainsi, la tranche 2020 du Programme pluriannuel d'investissement (PPI) autofinancé, réalisée partiellement pour 5 455 k€, a été financée sur les ressources dégagées dans l'exercice et non sur le fonds de roulement mobilisable. Rappelons qu'un prélèvement sur le fonds de roulement de 9 491 k€ était prévu au titre de cette tranche 2020.

Il en est de même pour le complément d'investissement opéré sur l'opération de construction du bâtiment Ease au titre de la TVA non déductible (LASM) budgétisé par prélèvement sur le fonds de roulement à hauteur de 3 100 k€ et exécuté pour 2 939 k€.

L'amélioration de la CAF de 11 663 k€ explique ainsi une partie de l'écart. Il faut toutefois relever que cela a été possible grâce au niveau important de résultat dégagé par les composantes de formation et la recherche du fait des économies réalisées durant la crise sanitaire.

- ✓ Plusieurs financements obtenus au titre de la SCSP ont trait à des actions qui doivent être mises en œuvre en 2021. C'est le cas du tutorat étudiant (*dispositif lié à la crise sanitaire*), du plan diversité sociale, du solde des moyens loi ORE 2020, du solde de l'enveloppe de prolongation des contrats doctoraux, ATER, post-doctorants (*crise sanitaire*) et enfin du solde des moyens liés à la réforme des études de santé qui représentent au total 1 699 k€. Cette somme alimente le fonds de roulement gagé. Il en est de même pour d'autres actions spécifiques partiellement consommées en 2020 et dont le solde de 400 k€ alimente le fonds de roulement avant d'être mis à disposition des structures par report en 2021.
- ✓ La CVEC obtenue dans l'exercice n'a été que partiellement consommée et un solde de 970 k€ vient alimenter le fonds de roulement gagé.
- ✓ Au niveau central, une partie des dotations allouées aux services centraux n'a pas été consommée pour un total de 1 959 k€ (le montant engagé dans l'année pouvant être supérieur aux dépenses liquidées). Par ailleurs, les services interuniversitaires Osiris et Rarest ont dégagé 201 k€ qui sont à isoler dans le fonds de roulement.
- ✓ La correction du prorata de TVA des dépenses mixtes des années 2017 et 2018, selon le nouveau mode de calcul, a permis de dégager 979 k€.
- ✓ Enfin, l'apport au fonds de roulement gagé relatif à l'emprunt réalisé dans le cadre de l'Opération Campus se monte à 11 277 k€ contre 11 000 k€ prévus (+ 277 k€).

2.1.1.2. Constituants du fonds de roulement

Calculé par le haut de bilan, le fonds de roulement résulte d'une augmentation des ressources stables de l'établissement (+ 106,3 M€) plus forte que celle des emplois stables - ou actif immobilisé net - (+ 90,3 M€). Les évolutions sont décrites ci-après.

- **Les ressources stables**

➔ **Les ressources stables sont constituées des ressources propres (capitaux propres et provisions pour dépréciation de l'actif circulant) et des dettes à long terme et représentent le financement stable de l'établissement.**

Les ressources stables s'élèvent à 1 981,6 M€, en progression de 106,3 M€, et sont constituées des éléments suivants

- **Les capitaux propres s'accroissent de 95 M€ pour atteindre 771,4 M€.** La hausse se concentre sur les financements externes de l'actif, les réserves et le résultat.
 - ✓ Le **financement de l'actif par l'Etat se monte à 542 M€** et comprend les biens mis à disposition par l'Etat lors de l'intégration des immeubles au bilan (377 M€) ainsi que les autres financements alloués par l'Etat (ou l'ANR pour les investissements d'avenir) des immobilisations de l'établissement (165 M€). Ce poste **s'accroît de plus de 17 M€**, ce qui traduit les effets conjugués :
 - (+) d'une hausse de la valeur brute des financements obtenus au cours de l'exercice de l'Etat pour les immeubles et autres immobilisations de 47,8 M€,
 - (-) de la reprise au compte de résultat des financements externes de l'actif par l'Etat pour 30,7 M€ (il s'agit de la neutralisation du financement au même rythme que l'amortissement annuel du patrimoine immobilier et des biens meubles ou incorporels).
 - ✓ Les **financements externes de l'actif par les autres bailleurs représentent 121,6 M€** et sont **en hausse de 65 M€**. Ce poste correspond aux subventions d'investissement allouées par les financeurs de l'établissement (collectivités territoriales, Europe, etc.) pour des projets immobilisés (travaux, équipement, etc.) et comptabilisées dans l'exercice, diminuées de la reprise au compte de résultat desdites subventions au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont financés. Il s'agit ainsi d'une valeur nette. La progression de poste est ainsi directement liée à l'importance des dépenses d'investissement de l'exercice.

On distingue :

 - (+) les financements obtenus pour 70,5 M€, dont 23,9 M€ de la Région, 11,2 M€ du Département et 31,3 M€ des communes,
 - (-) la reprise au compte de résultat de ces financements pour 5,5 M€.

- ✓ Les **fonds propres et réserves des fondations restent stables à 25 k€** et correspondent au don d'ouvrages de l'association des PUS au bénéfice de la Fondation des Presses universitaires de Strasbourg.
- ✓ Les **réserves constituées fin 2020 s'élèvent à près de 80,2 M€ contre 62,8 M€ fin 2019**, la hausse de 17,4 M€ s'expliquant par l'intégration du résultat de fonctionnement bénéficiaire de 2019 pour 3,1 M€ et du report à nouveau bénéficiaire de l'exercice précédent pour 14,3 M€. A titre de rappel, le report à nouveau bénéficiaire de 2019 était constitué de corrections d'anciennes subventions Etat non rattachables à des immobilisations (9,1 M€), de l'arrêt de la proratisation des droits d'inscription nationaux (5,3 M€) et du changement de méthode comptable applicable à la Contribution de vie étudiante et de campus (- 0,16 M€).
- ✓ Le **report à nouveau est excédentaire de 0,3 M€**.

Excédentaire de 14,3 M€ fin 2019, ce montant a abondé les réserves. Les opérations 2020 ont trait à plusieurs corrections :

- une correction relative à la facturation en 2020 par la Faculté de médecine, de maïeutique et des sciences de la santé, de reversements relatifs aux études paramédicales de plusieurs années universitaires (283 k€) ;
- une correction en bilan d'entrée du stock d'en-cours d'ouvrages des PUS (27 k€) ;
- une correction visant à comptabiliser en report à nouveau bénéficiaire la souscription de l'université à l'augmentation de capital de la SATT Conectus opérée en 2019 (2 522 k€) et en report à nouveau déficitaire la dépréciation de cette participation pour le même montant (impact nul).

- ✓ Le **résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 est excédentaire de 14,2 M€** contre 3,1 M€ en 2019 et 2,8 M€ en 2018. Il a vocation à alimenter les réserves de l'établissement inscrites à son bilan. L'explication de cette situation est détaillée plus loin.

- ✓ Les **provisions pour risques et charges diminuent assez fortement et représentent 13 M€**

Après une réduction de 0,6 M€ lors de l'exercice précédent, les provisions pour risques et charges se réduisent plus fortement de 1,6 M€ en 2020. Cette baisse s'explique principalement par celle des passifs sociaux (- 1 505 k€) et celle des provisions pour litige (- 134 k€)

Au titre des passifs sociaux, les dotations et reprises annuelles aux provisions se décomposent de la manière suivante :

- la provision au titre des comptes épargne-temps correspond à la valorisation au coût moyen actualisé 2020 par catégorie de personnel BIATSS du stock de jours reportables à la clôture. Cette provision est réduite de 67 k€ du fait de la légère baisse du nombre de jours reportables (- 159 jours pour un stock de 28 446 jours à la clôture) et de celle du coût moyen ;

- la provision pour congés payés est réduite de 47 % (soit de 1 445 k€) pour être portée à un peu plus de 1,6 M€. Cette réduction est mécaniquement liée à la méthodologie forfaitaire employée en l'absence d'une base recensant l'ensemble des droits à congé des personnels BIATSS : la provision est évaluée sur la base de 4 jours de congé non pris (différentiel entre les congés 2020/21 acquis au 31 décembre - 17 jours par ETP - et une estimation des congés pris - 13 jours par ETP -) contre 8 jours en 2019 et est donc liée à l'effet du calendrier des vacances scolaires sur la période de septembre à décembre 2020) ;
- une dotation de 14 k€ constitue la provision au titre du capital décès dû aux ayant-droits des agents titulaires décédés dans l'année et recensés à la clôture ;
- la provision au titre des heures complémentaires (4/10^e de l'année universitaire 2020/21) reste évaluée à 6 M€ ; le nombre d'heures HeTD à provisionner pour la période septembre à décembre 2020 restant sensiblement le même qu'en 2019 (4/10^e de 309 339 HeTD).

Enfin, concernant les autres provisions pour litige :

- la provision de 145 k€ constituée pour risque de non recouvrement dans le cadre du contrat Dime a fait l'objet d'une reprise de 101 k€ correspondant aux versements obtenus des partenaires dans l'exercice ;
- la provision de 40 k€ constituée dans le cadre d'un litige concernant le SFC est soldée, le litige liée à la résiliation d'une convention de partenariat pour le lancement de la licence professionnelle développement web, communication et apprentissage ayant fait l'objet d'un protocole transactionnel ;
- la provision de 5 k€ constituée dans le cadre d'un litige avec un personnel est soldée suite au rejet de la demande par le tribunal administratif ;
- une provision de 12 k€ est constituée pour un litige avec un fournisseur dans le cadre d'un marché de travaux.

Provisions pour risques et charges	Provisions au 31/12/2019	(+) Dotation de l'exercice	(-) Reprise de l'exercice	Provisions au 31/12/2020
Provision au titre des allocations d'aide au retour à l'emploi et indemnités de licenciement	100 000	828	828	100 000
Provisions allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement (c/ 1587)	100 000	828	828	100 000
Provision au titre du compte épargne temps	5 303 148		66 682	5 236 466
Provision au titre des congés payés acquis par les personnels BIATSS	3 052 540		1 445 274	1 607 266
Provision au titre du capital décès	0	13 888		13 888
Provision relative au 4/10e des heures complémentaires 2020/2021	6 012 540		6 861	6 005 679
Provision pour risque du projet DIME	145 485		100 801	44 684
Provision pour litige Estudia	40 000		40 000	0
Provision pour litige avec un personnel	5 000		5 000	0
Provision pour litige marché de travaux	0	12 000		12 000
Autres provisions pour risques et charges (c/ 1588)	14 558 713	25 888	1 664 618	12 919 983
Total	14 658 713	26 716	1 665 446	13 019 983

- **D'un volume de 1,4 M€, les provisions pour dépréciation de l'actif circulant restent stables.**

On distingue :

- les provisions pour dépréciation de stocks : la provision constituée pour le stock d'ouvrages de la Fondation des presses universitaires de Strasbourg progresse et se monte à 204 k€ (contre 186 k€ en 2019) ;
- les provisions pour dépréciation de créances, d'un montant de 1,2 M€, reculent très légèrement.

Provisions pour dépréciation de l'actif circulant	Valeur au 31/12/2019	(+) Dotation de l'exercice	(-) Reprise de l'exercice	Valeur au 31/12/2020
Provisions dépréciation Stocks	185 965	204 025	185 965	204 025
Provisions dépréciation Créances	1 247 700	22 266	65 899	1 204 067
Total	1 433 664	226 291	251 863	1 408 092

Globalement, le poids net annuel des provisions (pour risques et charges et pour dépréciation de l'actif) impacte positivement le résultat pour 1,7 M€ alors qu'une charge nette de 0,6 M€ était évaluée au budget prévisionnel, soit un écart de 2,3 M€.

- **Les emprunts et dettes assimilées augmentent de 11,3 M€, passant à 1 208,8 M€ principalement du fait de l'emprunt Campus.**

Rappelons que ce poste comprend les dotations non consommables (DNC) de l'Opération Campus (375 M€) et de l'IdEx (750 M€) inscrites en contrepartie en immobilisations financières, et que, par conséquent, elles ne viennent alimenter ni le fonds de roulement, ni la trésorerie.

Les emprunts et dettes assimilées représentent ainsi 83,8 M€ dont :

- 81,6 M€ d'emprunts bancaires effectués au titre de l'Opération Campus ; aux 70,3 M€ de capital restant dû à la clôture 2019, se sont ajoutés 14 M€ de tirages de l'exercice et sont déduits 2,7 M€ de remboursements en capital ;
- 2,3 M€ de dettes assimilées essentiellement composées d'avances remboursables pour la réalisation de programmes d'innovation, versées par BPI France financement. Ces aides sont remboursables dès lors que le programme génère des revenus issus de la valorisation.

• Les emplois stables

➔ *L'actif immobilisé est l'ensemble des biens qui ont vocation à rester dans l'établissement de manière durable. Il convient de distinguer l'actif immobilisé brut c'est-à-dire l'ensemble des immobilisations de l'établissement, soit mises à disposition, soit acquises et valorisées à leur valeur d'achat, de l'actif immobilisé net qui représente l'actif immobilisé brut diminué des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation d'immobilisations.*

L'**actif immobilisé net** indique donc la valeur actuelle des immobilisations de l'établissement tenant compte de leur dépréciation. Cette valeur **augmente en 2020 de 90,3 M€, passant ainsi à 1 848,4 M€**. L'accroissement résulte d'acquisitions d'immobilisations et de l'intégration d'immeubles dont la maîtrise d'ouvrage n'a pas été assurée par l'université dont la valeur (135 M€) est bien plus importante que celle des amortissements et dépréciations passés (44,7 M€).

A l'issue de l'exercice, 34 % de la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles de l'établissement sont amortis (contre 35 % fin 2019). Le ratio de vétusté des immobilisations corporelles, qui mesure le degré d'usure de l'appareil productif de l'établissement, reste globalement à 63 % mais il convient de relever le taux de vétusté des équipements de 26 % qui exprime un vieillissement relativement important comparé à celui des immeubles de 71 %.

• Evolution de l'actif immobilisé brut

L'actif immobilisé brut (valorisé à la valeur d'achat ou de mise à disposition) progresse de près de 135 M€ pour atteindre **2 226 M€**, la majeure partie de la hausse étant liée à l'intégration d'immeubles dont la maîtrise d'ouvrage a été portée par un partenaire (Cardo et extension du PEGE intégrés en immobilisations corporelles) et à la poursuite des travaux portés en propre par l'établissement (immobilisation en cours) dont certains ont été mis en service cette année (rénovation énergétique de la Faculté de droit, de sciences politique et de gestion, et de l'Irma ; mise en service partielle du CRBS).

Evolution de l'actif immobilisé brut	Valeur brute au 31/12/2019	Correction immobilisations au 01/01/2020	(+) Acquisitions	(+) Mise en service	(-) Sorties	Valeur brute au 31/12/2020
Immobilisations incorporelles	5 402 783		387 404			5 790 187
Immobilisations corporelles	869 078 834		97 182 110	32 304 218	-94 772	998 470 388
Immobilisations en cours	89 131 512		34 926 108	-32 304 218		91 753 403
Immobilisations financières	1 127 467 964	2 522 000	52 860,00		-22 177,34	1 130 020 646
Actif immobilisé	2 091 081 092	2 522 000	132 548 482	0	-116 950	2 226 034 625

- ✓ La valeur brute des **immobilisations incorporelles** représente 5,8 M€ contre 5,4 M€ fin 2019 ; la hausse résultant des acquisitions de l'exercice.
- ✓ Les **immobilisations corporelles** représentent près de **998,5 M€** contre 869 M€ fin 2019. La très forte progression constatée de 129,4 M€ s'explique par :
 - (+) les acquisitions de l'exercice pour 15,5 M€
 - (+) l'intégration d'immeubles, dont la maîtrise d'ouvrage n'a pas été assurée par l'université, pour 80,8 M€ dont :
 - l'extension du PEGE, dont la maîtrise d'ouvrage était assurée par Région, intégrée à compter de janvier 2020 pour 19,2 M€,
 - le Cardo, dont la maîtrise d'ouvrage était assurée par l'Eurométropole, intégré à compter de mars 2020 pour 61,6 M€,
 - (+) les mises en service de l'exercice (passage d'immobilisations en cours en immobilisations corporelles définitives) pour 32,3 M€ concernent principalement :
 - les travaux de rénovation énergétique de la faculté de droit en février 2020 pour 5,2 M€,
 - les travaux de rénovation énergétique de l'IRMA en mars 2020 pour 1,4 M€,
 - la mise en service partielle du CRBS en novembre 2020 pour 23,2 M€ représentant 65% des coûts (certaines parties du bâtiment n'étant pas achevées),
 - (-) les sorties d'immobilisations pour 0,1 M€.
- ✓ Les immobilisations corporelles en cours atteignent 91,7 M€ contre 89,1 M€ fin 2019. La progression de 2,6 M€ résulte des travaux menés durant l'exercice pour 34,9 M€ diminués des mises en service de 32,3 M€ (cf. supra).
- ✓ Les **immobilisations financières progressent de 2,5 M€ pour atteindre à 1 130 M€**, l'augmentation provenant de la participation de l'établissement au capital de la SATT Conectus. Rappelons qu'elles comprennent également les DNC Campus et Idex pour un total de 1 125 M€ (cf. supra).

- Les **amortissements cumulés** en fin d'exercice sont portés à **372,3 M€**, en augmentation de 42,2 M€ (contre + 41 M€ en 2019).

La dotation annuelle aux amortissements d'un montant de 42,2 M€ progresse en 2020, principalement du fait des importantes mises en service et intégrations d'immeubles et de travaux (elle était de 40,6 M€ en 2019 et de 39,7 M€ en 2018).

Evolution des amortissements	Amortissements cumulés au 31/12/2019	Correction amortissements au 01/01/2020	Dotation de l'exercice	Sorties des amortissements de biens sortis	Amortissements cumulés au 31/12/2020
Immobilisations incorporelles	4 632 176		482 544		5 114 720
Immobilisations corporelles	325 453 446		41 747 513	-61 408	367 139 551
Total	330 085 622	0	42 230 057	-61 408	372 254 271

L'amortissement du patrimoine immobilier mis à disposition par l'Etat et des travaux et équipements acquis par l'établissement grâce à des subventions d'équipement est neutralisé par un produit. Cette neutralisation se monte à 34,2 M€ (contre 32,3 M€ en 2019) et augmente également de manière notable, les immeubles et travaux intégrés étant très majoritairement financés par des subventions publiques.

Le différentiel entre la charge d'amortissement et le produit de neutralisation représente l'amortissement des immobilisations autofinancées et est une charge nette qui pèse sur le résultat et vient alimenter la CAF. Cette charge nette reste relativement stable et représente 8 M€ (contre 8,2 M€ en 2019 et 7,4 M€ en 2018). Rappelons également qu'elle était évaluée à hauteur de 6,35 M€ au budget prévisionnel et qu'elle impacte ainsi négativement le résultat de fonctionnement de 1,7 M€ de plus que prévu.

Charge nette d'amortissements	Dotation de l'exercice	Amortissements neutralisés	Charge réelle budgétaire
Total	42 230 057	34 187 930	8 042 127

- Les **provisions pour dépréciation d'immobilisations** progressent de 2,5 M€ pour atteindre 5,4 M€. La hausse résulte de la dépréciation de l'apport au capital de la SATT Conectus effectué par l'université en 2019 au travers d'un financement ANR (les apports cumulés étant dépréciés du fait d'une réduction concomitante du capital social de la SATT, l'université détenant la même part de 26% in fine). Les autres provisions concernent la dépréciation de la valeur de la Tour de Chimie dont les étages à compter du 5^e sont inexploités (663 k€) et d'animaux immobilisés (17,5 k€).

Provisions pour dépréciation des immobilisations	Valeur au 31/12/2019	Correction provisions au 01/01/2020	(+) Dotation de l'exercice	(-) Reprise de l'exercice	Valeur au 31/12/2020
Immobilisations corporelles	680 234				680 234
Immobilisations financières	2 210 000	2 522 000			4 732 000
Total	2 890 234	2 522 000	0	0	5 412 234

2.1.2. Le besoin en fonds de roulement

2.1.2.1. Valeur et évolution du besoin fonds de roulement

Le fonds de roulement sert à financer le besoin en fonds de roulement (BFR). C'est parce que les décaissements et les encaissements ne se font pas au même rythme, qu'il peut y avoir un besoin en fonds de roulement supplémentaire.

➔ *Le besoin en fonds de roulement (BFR) est constitué par la différence entre l'actif circulant (créances et autres éléments débiteurs de la classe 4) et les dettes à court terme (dettes et autres éléments créditeurs de la classe 4). Il représente le montant nécessaire pour couvrir les décalages entre le décaissement des dettes et l'encaissement des créances. Lorsque le BFR est négatif, il constitue un excédent en fonds de roulement (EFR) qui alimente la trésorerie.*

A la clôture de l'exercice, **l'excédent en fonds de roulement se monte à 24 M€** qui viennent conforter la trésorerie de l'université. Comparé à sa valeur fin 2019 de 32,3 M€, sa variation positive de 8,3 M€ traduit un accroissement du besoin de financement des décalages entre le décaissement des dettes et l'encaissement des créances. Cet excédent se réduit pour la troisième année consécutive.

BILAN FONCTIONNEL	2020	2019	2018	Ecart 2019/20
+ Actif circulant	149 541 654	115 921 629	124 345 270	33 620 024
- Dettes à court terme	173 570 143	148 228 372	175 078 771	25 341 770
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT GLOBAL	-24 028 489	-32 306 743	-50 733 501	8 278 254

L'actif circulant s'élève à un total de 149,5 M€, il représente le montant des créances de l'université. Il augmente de 33,6 M€ comparé au bilan de sortie de l'exercice 2019. On distingue **l'actif circulant généré par le cycle d'exploitation courant** de l'établissement et qui contribue au calcul du BFR d'exploitation (105,9 M€, en hausse de 22,8 M€) des **créances diverses** qui correspondent principalement aux flux liés à l'investissement et qui contribuent au calcul du BFR hors exploitation (43,6 M€, en hausse de 10,8 M€).

Les dettes à court terme s'élèvent à 173,6 M€ contre 148,2 M€ à la clôture de l'exercice précédent (- 25,3 M€). On distingue les **dettes d'exploitation** qui contribuent au calcul du BFR d'exploitation (166,8 M€, en hausse de 29,1 M€) des **dettes diverses** qui correspondent principalement aux flux liés à l'investissement et qui contribuent au calcul du BFR hors exploitation (6,7 M€, en baisse de 3,8 M€).

Les variations de ces agrégats sont détaillées dans les pages qui suivent.

2.1.2.2. Constituants de l'excédent en fonds de roulement

Le bilan fonctionnel permet de distinguer le BFR d'exploitation généré par le cycle d'exploitation du BFR hors exploitation induit par des éléments non directement liés à l'exploitation (dettes et créances relatives aux investissements principalement).

1. Le BFR d'exploitation

BILAN FONCTIONNEL	2020	2019	2018	Ecart 2019/20
+ Actifs d'exploitation :	105 908 806	83 068 383	73 612 443	22 840 423
* Stocks et en cours	846 232	649 165	653 994	197 067
* Fournisseurs débiteurs : av. et ac. versés sur commande	17 531	0	12 810	17 531
* Créances résultant de ventes ou de prestations	28 643 469	23 554 379	23 338 569	5 089 089
* TVA déductible, relative à l'exploitation	7 447 988	7 286 847	2 726 702	161 141
* Autres créances d'exploitation	68 063 297	51 146 250	46 734 518	16 917 046
* Charges constatées d'avance d'exploitation	39 605	49 283	128 174	-9 678
* Dépenses à classer ou à régulariser	850 684	382 459	17 675	468 225
- Dettes d'exploitation :	166 842 824	137 730 032	169 898 155	29 112 792
* Clients et étudiants créditeurs : avances et ac. reçus	117 789 759	93 807 032	120 667 350	23 982 727
* Dettes sur achats	9 936 109	11 263 822	9 128 927	-1 327 713
* Dettes fiscales et sociales (sauf TVA)	6 039 177	6 093 763	5 049 013	-54 586
* TVA due, relative à l'exploitation	321 547	560 029	607 713	-238 482
* Autres dettes d'exploitation (excédents de versement)	484 150	130 264	81 864	353 886
* Produits constatés d'avance d'exploitation	21 381 443	16 483 129	21 191 051	4 898 314
* Recettes à classer ou à régulariser	10 890 638	9 391 993	13 172 237	1 498 645
= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (B.F.R.E.)	-60 934 018	-54 661 650	-96 285 713	-6 272 369

L'excédent en fonds de roulement généré par le cycle d'exploitation se monte à 60,9 M€. L'augmentation des créances d'exploitation (+ 22,8 M€ essentiellement au niveau des créances sur ventes et prestations et autres créances d'exploitation) étant moins forte que celle des dettes d'exploitation (+ 29,1 M€ en particulier au niveau des avances reçues et des produits constatés d'avance), il s'améliore de 6,3 M€ comparativement à la clôture 2019.

● L'actif circulant d'exploitation

L'actif circulant d'exploitation progresse de 22,8 M€, passant de 83 M€ à **105,9 M€**, essentiellement du fait de l'augmentation des créances courantes et des autres créances d'exploitation.

✓ **Les stocks sont évalués à 846 k€**, la hausse de 197 k€ cumulant une valorisation plus importante du stock de singes de la plateforme Silabe (+162 k€) et du stock de livres et revues des PUS (+ 34 k€).

Tableau de variation des stocks	Stocks au 31/12/2019	Correction stocks au 01/01/2020	(+) Variation de stocks	Stocks au 31/12/2020
Stocks - combustibles	2 448		0	2 448
Stocks - marchandises	429 863		162 275	592 138
Stocks sur l'établissement principal	432 311	0	162 275	594 586
Stocks - produits en cours	0	26 937	-26 614	323
Stocks - produits finis	216 853		34 470	251 323
Stocks des Presses Universitaires de Strasbourg	216 853	26 937	7 855	251 645
Total	649 165	26 937	170 130	846 232

✓ **A la clôture, le total des avances et acomptes versés est de 18 k€.**

✓ Les **créances résultant des ventes et prestations** s'élèvent à **28,6 M€**, en progression notable de 5,1 M€. Elles comprennent les éléments suivants.

- Les créances courantes s'accroissent fortement de 6,9 M€ et atteignent 16,2 M€. Elles intègrent d'une part les créances à l'encontre des clients de l'établissement (10,5 M€ en hausse de 1,2 M€) et, d'autre part, les créances à l'encontre des étudiants au titre des droits spécifiques (5,7 M€ en hausse de 5,7 M€). Ce sont ainsi les créances à l'encontre des étudiants qui retrouvent un niveau plus conforme après la baisse constatée en 2019 suite au retard de facturation des droits spécifiques de l'EM lié aux difficultés de collecte des pièces justificatives exigées par la mise en œuvre du logiciel Gedisco (logiciel permettant le suivi de paiements fractionnés).
- Les créances contentieuses restent relativement stables à hauteur de 0,3 M€.
- Les produits à recevoir¹ (PAR hors subvention) comptabilisés à la clôture pour 12,2 M€ se réduisent de 1,8 M€. Néanmoins, ce montant reste élevé pour l'établissement, ce qui s'explique par deux événements distincts. Rappelons qu'en 2019, les PAR comptabilisés avaient progressé de 6,2 M€ principalement du fait du rattachement à l'exercice des droits spécifiques de l'Ecole de management en retard de facturation (7,5 M€). Par contre, en 2020, le rythme de facturation de l'école est redevenu normal et le niveau élevé des PAR s'explique par l'impact de la réforme des formations par l'apprentissage. L'émission des contrats d'apprentissage par les OPCO en lien avec le CFAU ayant pris du retard, le CFAU n'a pas été en capacité de reverser à l'établissement la part du financement 2020/21 ainsi qu'une partie de 2019/20, ce qui a conduit l'établissement à rattacher par une recette provisoire 7,2 M€ à ce titre. Ces deux opérations spécifiques expliquent ainsi une variation de - 0,3 M€ des PAR.

Globalement, le niveau des autres PAR se réduit de 1,5 M€. Cette baisse se concentre en particulier sur la SATT Conectus à l'encontre de laquelle les PAR émis s'élèvent à 1,3 M€ contre 2,9 M€ en 2019 (soit - 1,6 M€) : les produits rattachés correspondent en majeure partie aux facturations de l'université concernant les mises à disposition de personnels à la SATT au titre du 4^e trimestre, néanmoins la facturation des personnels de la plateforme Sertit a pu être faite dans l'exercice alors qu'un PAR de 1,1 M€ était rattaché en 2019.

Certains PAR correspondent à des ajustements comptabilisés à la clôture dans le cadre d'une gestion à l'avancement, notamment des colloques de la cellule congrès du SFC (112 k€), auxquels s'ajoute la proratisation des droits de formation continue (facturation à établir pour 0,5 k€ contre 0,9 M€ en 2019, dont 119 k€ au CEIPI et 409 k€ au SFC) et celle des contrats de recherche subventionnés (facturation à établir de 20 k€).

D'autres PAR relèvent davantage d'une facturation restant à établir comme les frais de formation financés par l'école supérieure de la banque (952 k€) ou encore les facturations des frais d'infrastructure aux organismes hébergés dans nos locaux (488 M€).

¹ Les produits à recevoir (PAR) permettent de rattacher une recette acquise avant le 31 décembre alors que le titre de recette définitif n'a pu être émis du fait d'une incertitude sur le montant exact à liquider ou de l'absence momentanée d'une pièce justificative.

✓ **Les créances en matière de TVA s'élèvent à 7,4 M€** contre 7,3 M€ l'année précédente, elles restent ainsi à un montant significatif, dans l'attente d'une demande de remboursement du crédit de TVA.

✓ Les **autres créances d'exploitation** continuent de progresser de manière importante (+ 16,9 M€) pour atteindre **68,1 M€**. Elles sont composées des créances à l'encontre de l'Etat et des autres collectivités publiques, soit comptabilisées définitivement (32,7 M€ contre 25,7 M€ fin 2019), soit sous forme de subventions de fonctionnement à recevoir (35,3 M€ contre 25,4 M€ fin 2019).

Figurent notamment parmi ces créances d'exploitation :

- les créances émises au titre des subventions de fonctionnement progressent, passant de 25,7 M€ fin 2019 à 32,7 M€, et comprennent notamment 15,5 M€ de créances au titre des contrats subventionnés et 8,4 M€ au titre de l'Opération Campus ;
- les subventions de fonctionnement qui restent attendues et sont ainsi comptabilisées sous forme de « subventions à recevoir » se montent à 35,3 M€ (contre 25,4 M€ en 2019). Les montants les plus importants concernent :
 - la créance à l'encontre de l'ANR au titre des revenus du 4^e trimestre 2020 de la DNC IdEx pour 6,4 M€ ;
 - des ajustements comptabilisés à la clôture dans le cadre de la gestion à l'avancement des contrats de recherche subventionnés (la recette est ajustée pour couvrir les dépenses lorsque le contrat présente un en-cours négatif à la clôture) pour 21,7 M€ contre 11,9 M€ en 2019, ce qui traduit une augmentation du volume des dépenses sur ces contrats ;
 - ces mêmes opérations d'ajustement pour les contrats de formation subventionnés représentent quant à eux 4,3 M€ à la clôture, dont 2,7 M€ pour les contrats Erasmus ;
 - les créances dans le cadre des projets PIA (hors Idex pérenne) représentent 1,7 M€ (contre 1,5 M€ en 2019), dont notamment 612 k€ au titre d'Eole et 299 k€ au titre des NCU (nouveaux cursus universitaires) ;
 - le maintien de la subvention à recevoir au titre des heures défiscalisées de 2011 et 2012, dont l'Etat reconnaît la créance pour 951 k€.

✓ **Les charges constatées d'avance² s'élèvent à 39,6 k€ contre 49,3 k€ l'année précédente.**

✓ **Les dépenses à classer ou à régulariser se montent à 850,7 k€ contre 382,5 k€ fin 2019.**

² Les charges et les produits sont enregistrés au fur et à mesure de leur naissance (selon le principe des droits constatés) mais certains d'entre eux sont imputables à des exercices ultérieurs. Pour rétablir le résultat de l'exercice, la technique des charges et des produits constatés d'avance permet de transférer ces charges et ces produits sur l'exercice suivant.

● Les dettes d'exploitation

Après une forte réduction de 32,2 M€ en 2019, les dettes d'exploitation augmentent de 29,1 M€ pour atteindre **166,8 M€**, principalement du fait de la hausse des avances reçues (+ 24 M€ dont 18 M€ au titre des contrats subventionnés) et de celle des produits constatés d'avance.

✓ Les **avances et acomptes remontent de manière significative** passant de 93,8 M€ à **117,8 M€**.

Les avances correspondent d'une part aux subventions encaissées qui n'ont pas fait l'objet d'un titre de recette ou d'un émargement avec un titre et, d'autre part, à deux créances correspondant aux revenus non versés du 4^e trimestre 2019 des dotations non consommables IdEx et Campus (10,3 M€).

Ce poste s'accroît de près de 24 M€, en particulier au niveau des avances reçues sur contrats subventionnés qui représentent 62 % du total (soit 72,8 M€ en progression de 18,7 M€).

Les avances se répartissent de la manière suivante.

- Les avances reçues au titre des contrats de recherche subventionnés passent de 54,1 M€ à 72,8 M€ mais cette progression est à nuancer du fait que l'émargement avec les titres ne s'effectue qu'en fin de contrat et qu'une partie des avances est à mettre en regard de la montée des restes à recouvrer.
- Dans le cadre de l'IdEx, le solde des revenus non consommés de la dotation passe de 23,1 M€ à 23,8 M€ à la clôture. Cette augmentation résulte des encaissements perçus en 2020 à hauteur de 25,6 M€ diminués des titres émis à hauteur des dépenses 2020 (24,9 M€ dont 7,8 M€ de versements aux partenaires).
- Les avances perçues au titre de l'Opération Campus augmentent, passant de 10,6 M€ à 15,8 M€. On distingue dans ce solde les revenus de la dotation non consommable pour 4,9 M€ (dont 3,8 M€ au titre du 4^e trimestre restant à percevoir, 0,2 M€ au titre de l'ingénierie et 0,9 M€ au titre du GER) et les avances obtenues des autres bailleurs (collectivités locales principalement) pour 10,8 M€.
- Les versements obtenus dans le cadre des autres opérations immobilières hors Opération Campus se montent à 5,1 M€ contre 5,8 M€ fin 2019.
- Les autres avances sur subvention se montent à près de 0,3 M€ (contre 0,2 M€ fin 2019).

✓ **Réduction des dettes d'exploitation de 1,3 M€**

Les dettes d'exploitation de l'établissement passent de 18 M€ fin 2019 à 16,8 M€.

- Les dettes sur achats se réduisent de 1,3 M€ pour atteindre 9,9 M€ :
 - les dettes envers les fournisseurs courants de l'université représentent 2 M€ et sont en diminution de 1,2 M€ par rapport à la clôture 2019, cette variation s'expliquant principalement par le fait que l'établissement a engagé moins de dépenses en 2020 (impact de la COVID-19) ;
 - les charges à payer en fonctionnement restent relativement stables à hauteur de 7,9 M€ (contre 8 M€ fin 2019, soit -0,1 M€).
- Les dettes sociales sont constituées des charges à payer de masse salariale qui restent stables à hauteur de 6 M€ ; elles sont détaillées dans la partie relative à la masse salariale de l'exécution du budget.
- Les dettes fiscales sont constituées de la TVA due à la clôture pour 0,32 M€ (contre 0,56 M€ fin 2019).
- Les autres dettes d'exploitation représentent quant à elles 0,48 M€ (contre 0,13 M€ fin 2019).

✓ **Le volume des produits constatés d'avance représente 21,4 M€ et connaît une hausse malgré l'arrêt de la proratisation des droits nationaux**

Rappelons qu'en 2019, le recours aux produits constatés d'avance (PCA) s'était restreint du fait de la modification de la méthode de comptabilisation des droits nationaux qui sont depuis lors rattachés intégralement à l'exercice (sans proratisation des deux-tiers sur l'exercice suivant). Malgré ce changement, les PCA comptabilisés augmentent de 4,9 M€ principalement du fait de la proratisation au tiers des versements des CFA (2 M€) et du report en 2021 du financement des indemnités de maîtres de stage par l'ARS non consommé à la clôture (2,5 M€).

Les produits constatés d'avance de l'exercice 2020 concernent essentiellement :

- les deux-tiers des droits spécifiques de l'année universitaire 2020/21 (qui eux restent proratisés) pour 10,6 M€ (contre 10,7 M€ en 2019) ;
- le financement des indemnités des maîtres de stage des universités (MSU) de la Faculté de médecine fait l'objet d'un nouveau dispositif : antérieurement facturé a posteriori aux HUS, le financement est désormais versé par l'ARS (agence régionale de santé) ; sur les 3,7 M€ versés à ce titre, 1,2 M€ d'indemnités ont été versées et le solde de 2,5 M€ a fait l'objet d'un PCA ;
- la facturation d'avance des frais de personnel financés par les fondations Université de Strasbourg et CIRFC s'établit à 2,5 M€ (contre 2,1 M€ en 2019) ;
- la part non encore dépensée des financements obtenus dans le cadre de la convention avec l'UFAZ pour 577 k€ (contre 594 k€ fin 2019) ;
- la facturation d'avance des actions de formation continue s'établit à 970 k€ (contre 312 k€ en 2019), dont 218 k€ au niveau du CEIPI et 752 k€ concernant le SFC, l'augmentation provenant de facturations établies alors même que plusieurs formations ont été reportées en raison de la situation sanitaire ;

- la gestion à l'avancement des colloques gérés par la cellule congrès du SFC a permis de déterminer des produits constatés d'avance pour 79 k€ (contre 276 k€ en 2019) ;
- la gestion à l'avancement et à marge nulle (la recette est ajustée pour couvrir les dépenses de l'année) des contrats subventionnés conduit à reporter sur 2021 596 k€ (contre 266 k€ en 2019) au titre des contrats de recherche présentant un en-cours positif à la clôture et 228 k€ au titre des contrats de formation.

✓ ***Les recettes à classer ou à régulariser représentent 10,9 M€, un niveau encore élevé***

- le solde des recettes à classer (encaissements devant encore être rapprochés des titres de recettes émis ou devant faire l'objet d'une émission de recettes) s'accroît de 2,7 M€ pour atteindre 10,7 M€ ;
- les recettes à transférer et les recettes à régulariser se montent à 0,2 M€.

2. Le BFR hors exploitation

BILAN FONCTIONNEL	2020	2019	2018	<i>Ecart 2019/20</i>
+ Créances diverses :	43 632 848	32 853 247	50 732 827	10 779 601
* TVA déductible sur immobilisations				
* Charges constatées d'avance hors exploitation				
* Autres créances diverses s/inv. (y c. écarts de conversion actif)	43 632 848	32 853 247	50 732 827	10 779 601
* ICNE / placements budgétaires				
- Dettes diverses :	6 727 318	10 498 340	5 180 616	-3 771 022
* Dettes fournisseurs d'immobilisations	6 727 318	10 498 340	5 180 616	-3 771 022
* Produits constatés d'avance hors exploitation				
* Autres dettes diverses (y c. écarts de conversion passif)				
* ICNE / emprunts à LT				
= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION (B.F.R.H.E.)	36 905 530	22 354 907	45 552 211	14 550 623

A l'inverse du cycle d'exploitation qui génère un excédent en fonds de roulement, le cycle hors exploitation génère un besoin en fonds de roulement de 36,9 M€, en hausse de près de 14,6 M€, ce qui traduit un besoin de trésorerie. Cette hausse cumule l'augmentation des créances diverses sur investissement (10,8 M€) et la baisse des dettes sur immobilisations (3,8 M€).

● L'actif circulant hors exploitation

L'actif circulant hors exploitation est quasi exclusivement composé des **créances sur des subventions d'investissement de l'Etat, des collectivités locales et des organismes**. Ces créances s'élèvent à un total de **43,6 M€** et sont en hausse de 10,8 M€ comparativement à 2019.

- ✓ Elles correspondent à hauteur de 37,2 M€ à des subventions comptabilisées dans le cadre de projets d'investissement (projets immobiliers en particulier Campus ou acquisition d'équipement via le CPER recherche). En effet, dans le cadre de ces projets, les titres de recettes sont émis à hauteur de la quote-part de financement des dépenses par le bailleur, indifféremment des encaissements, ce qui peut amener l'établissement à devoir faire des avances de trésorerie. Dans le cas de l'opération Campus, les créances à l'encontre de l'Etat au titre des revenus de la dotation sont importantes (près de 32 M€) mais sont couvertes par la trésorerie apportée par l'emprunt.
- ✓ Pour 6,3 M€, il s'agit de subventions d'investissement restant à recevoir à la clôture, dont 3,8 M€ au titre de la créance à l'encontre de l'ANR pour les revenus du 4e trimestre 2019 de la DNC Campus, 2 M€ au titre des contrats subventionnés (à hauteur des dépenses d'investissement), 0,3 M€ au titre du financement FEDER attendu sur le projet immobilier I2MT et 0,1 M€ au titre des contrats PIA.

Enfin, le solde de 0,17 M€ est composé de demandes de reversement à recouvrer.

● Les dettes diverses

Les dettes diverses correspondent essentiellement à des **dettes auprès de fournisseurs d'immobilisations**. Elles représentent **6,7 M€** contre 10,5 M€ fin 2019.

On distingue :

- ✓ les dettes envers les fournisseurs d'immobilisations de l'établissement pour 0,4 M€, en nette baisse de 1,2 M€ ;
- ✓ les retenues de garantie pour 0,8 M€ contre 0,9 M€ fin 2019 ;
- ✓ les charges à payer sur immobilisations pour 5,5 M€, en réduction de 2,4 M€ comparativement à fin 2019.

2.1.3. La trésorerie

→ *La trésorerie est obtenue par différence entre le Fonds de roulement (FR) et le Besoin en fonds de roulement (BFR), et constitue le cumul de la classe 5 de la balance de sortie (débit – crédit). La trésorerie correspond ainsi au FR non consommé par le BFR.*

Dans notre cas, l'établissement dispose d'une trésorerie qui cumule tant le montant du fonds de roulement que l'excédent en fonds de roulement (BFR négatif), **elle s'élève au 31 décembre 2020 à 157,3 M€, en hausse de 7,7 M€ comparativement à 2019**. La trésorerie est très conséquente et représente 124 jours de fonctionnement courant de l'université contre 119 jours en 2019 et 112 jours en 2018.

BILAN FONCTIONNEL	2020	2019	2018	Ecart 2019/20
Valeurs mobilières de placement				
+ Disponibilités hors Trésorerie inter-services (SACD)	157 262 931	149 513 930	137 488 682	7 749 002
= TRESORERIE	157 262 931	149 513 930	137 488 682	7 749 002
+ F.R.N.G.	133 234 443	117 207 187	86 755 181	16 027 256
- B.F.R. global (B.F.R.E. + B.F.R.H.E.)	-24 028 489	-32 306 743	-50 733 501	8 278 254
= TRESORERIE	157 262 931	149 513 930	137 488 682	7 749 002

L'**excédent en fond de roulement apporte 24 M€**, soit 15 % de la trésorerie totale (contre 22 % en 2019 et 37 % en 2018). Il est notamment alimenté par le volume important des avances sur subvention perçues dans le cadre des contrats subventionnés et, dans une moindre mesure, de l'Idex et de l'Opération Campus.

Hors excédent en fonds de roulement, la trésorerie est également abondée par les tirages d'emprunt effectués dans le cadre de l'Opération Campus pour un montant cumulé net de 80,6 M€.

2.2. Le compte de résultat

2.2.1. Le compte de résultat synthétique

➔ *Le compte de résultat présente les charges et les produits de la section de fonctionnement de l'exercice 2020 et, par différence, le résultat de fonctionnement excédentaire (ou déficitaire). En outre, le tableau suivant distingue les produits encaissables et les charges décaissables des opérations passées en interne.*

DEPENSES					RECETTES				
Compte	Intitulé	Charges 2020	Charges 2019	Charges 2018	Compte	Intitulé	Produits 2020	Produits 2019	Produits 2018
60	Achats et variations de stocks	17 905 250	17 589 019	16 950 302	70	Ventes de produits et prestations de services	57 142 740	44 995 420	47 063 044
61	Services extérieurs	15 668 841	16 663 176	16 398 896	71	Production stockée var. exercice	170 130	-4 829	50 578
62	Autres services extérieurs	16 466 639	26 019 651	25 164 492					
63	Impôts, taxes et versements assimilés	5 728 720	5 797 367	5 641 531					
64	Charges de personnel	366 838 516	361 865 539	352 681 630	74	Subventions d'exploitation	406 341 202	395 921 968	387 556 162
65	Autres charges de gestion courante	35 684 354	22 537 380	22 723 820	75	Autres produits de gestion courante	16 193 816	20 830 244	16 595 721
dont 656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés		257 872		dont 756	Produit des cessions d'éléments d'actif			
dont	Prestations internes inter société	1 815 653			dont	Prestations internes inter société	1 815 653		
66	Charges financières	984 782	782 887	354 421	76	Produits financiers	63 231	4 919	36 121
68	Dotations aux amortissements et provisions	42 483 064	41 393 539	41 656 420	78	Reprises sur provisions	36 075 242	33 989 657	33 079 556
69	Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés				dont 7813	Quote-part reprise au résultat des financements	34 187 930	32 841 479	33 322 598
					& 7873	rattachés à des actifs			
TOTAL DES CHARGES		501 760 167	492 648 559	481 571 512	TOTAL DES PRODUITS		515 986 362	495 737 380	484 381 182
186	Prestations internes en dépenses		5 751 950	5 493 187	187	Prestations internes en recettes		5 751 950	5 493 187
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		501 760 167	498 400 509	487 064 699	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		515 986 362	501 489 329	489 874 369
RESULTAT DE L'EXERCICE EXCEDENTAIRE		14 226 195	3 088 820	2 809 670	RESULTAT DE L'EXERCICE DEFICITAIRE				

Le résultat de fonctionnement de l'établissement est globalement excédentaire de 14,2 M€, ce qui représente près de 2,8 % des produits de fonctionnement hors prestations internes constatés au cours de l'exercice (contre 0,6 % en 2019). Ce solde est particulièrement important et est en partie lié à la crise sanitaire.

Ce chiffre représente la consolidation du résultat de **l'établissement principal, excédentaire de 14 353 k€**, et de ceux des services à comptabilité distincte, **le SAIC en déficit de 139 k€, l'UOH en excédent de 31 k€ et la Fondation des presses universitaires en déficit de 18 k€**.

Rappelons que le résultat de fonctionnement était évalué à 1,7 M€ à l'issue du budget rectificatif de l'exercice, il est ainsi supérieur de 12,5 M€ à la prévision.

	Résultat prévisionnel	Résultat réel	Ecart
Etablissement principal	1 940 374	14 352 685	12 412 312
SAIC	-208 711	-139 426	69 285
UOH	-62 100	30 805	92 905
PUS	2 000	-17 869	-19 869
Université	1 671 563	14 226 195	12 554 632

L'établissement principal dégage un résultat de 14 353 k€ (contre 1 940 k€ prévus), l'écart constaté est ainsi de + 12 412 k€.

Les trois SADC présentent chacun globalement un déficit de fonctionnement de - 126 k€ contre - 269 k€ prévus, soit une amélioration de + 142 k€.

Au niveau de l'établissement principal, le résultat se ventile de la façon suivante entre les structures internes.

- ✓ Les composantes de formation dégagent un résultat de 8 532 k€ contre 2 846 k€ prévus, soit une amélioration de + 5 686 k€ liée à une augmentation des recettes (en particulier de celles liées aux formations en apprentissage) et à des économies réalisées en raison de la situation sanitaire.
- ✓ La recherche présente un excédent de fonctionnement de 1 959 k€ contre 230 k€ prévus, soit un écart de + 1 729 k€.

	Résultat prévisionnel	Résultat réel	Ecart
Composantes	2 846 459	8 532 084	5 685 626
Recherche	230 181	1 958 943	1 728 762
Services communs	-451 820	-710 262	-258 442
Services centraux & Paies centrales	-684 446	4 571 919	5 256 365
Etablissement principal	1 940 374	14 352 685	12 412 312

- ✓ Les services communs sont en déficit de fonctionnement de - 710 k€ alors qu'il était prévu à hauteur de - 452 k€, soit un delta de - 258 k€. Le SFC et Espace Avenir présentent un déficit, respectivement de - 818 k€ et de - 70 k€, lié au report d'actions de formation ou d'événements. Le SBU dégage 178 k€ et le Service des sports est équilibré par le financement apportée par la CVEC.
- ✓ Le niveau central (services centraux et paies centrales) dégage un résultat de 4 572 k€ contre - 684 k€ prévus, soit un écart de + 5 256 k€. L'amélioration du résultat s'explique principalement par plusieurs raisons principales.
 - La contribution de vie étudiante et de Campus (CVEC), dont les recettes comptabilisées s'élèvent à 3 233 k€, a permis de conforter et pérenniser des actions existantes d'une part et d'en développer de nouvelles au bénéfice des étudiants d'autre part. Ces actions couvrent plusieurs domaines, la médecine de prévention avec le Service de santé universitaire, la pratique sportive avec le Service des sports, l'art et la culture avec le Service universitaire de l'action culturelle et l'accueil des étudiants ainsi que le FSDIE avec le Service de la vie universitaire. Les dépenses réalisées à ce titre sur l'exercice 2020 s'élèvent à 2 263 k€ dont 70 k€ en investissement. Ainsi, la CVEC améliore le résultat de + 1 040 k€.
 - Certains financements obtenus au titre de la SCSP ont trait à des actions qui doivent être mises en œuvre ou poursuivies en 2021. Les dépenses n'étant pas réalisées sur l'exercice, c'est un montant de 2 099 k€ qui améliore le résultat (*cf. explications relatives au fonds de roulement*).
 - Certains services centraux améliorent le résultat comparativement à celui prévu au budget actualisé du fait d'une moindre consommation des dotations qui leur ont été attribuées, d'une consommation de recettes de fonctionnement en investissement ou encore de recettes supérieures aux prévisions. L'impact sur le résultat est une amélioration de + 959 k€. Par ailleurs, les services de réseau Osiris et Rarest, gérés par la Direction du numérique, ont dégagé un résultat non prévu de 205 k€ au bénéfice de leurs membres.
 - La correction du prorata de TVA des dépenses mixtes des années 2017 et 2018, selon le nouveau mode de calcul, a permis de dégager 979 k€.
 - Inscrite au budget prévisionnel à hauteur de 7,3 M€, la charge nette d'amortissement et de provisionnement atteint 6,4 M€ et explique une amélioration du résultat de près de 0,9 M€. Néanmoins, cette moindre charge provient de la diminution des provisions (+ 1,6 M€, principalement sur la provision pour congés payés, contre - 0,6 M€ prévus) alors que l'amortissement net est de 8 M€ (contre 6,7 M€ prévus).
 - A l'inverse, afin d'équilibrer le financement des paies centrales (PAIE 1 à 6), un apport de 1 360 k€ a été nécessaire (en droits constatés) en complément des ressources dédiées à la masse salariale. Ce montant vient peser sur le résultat. Rappelons que le budget prévisionnel des paies centrales était équilibré par un abondement de 1 545 M€.

2.2.2. Le compte de résultat par les soldes intermédiaires de gestion

Le tableau des soldes intermédiaires de gestion, prolongement direct du compte de résultat, permet une analyse économique plus fine que la simple lecture directe du compte de résultat.

Les soldes intermédiaires de gestion correspondent à des différences significatives entre des produits et des charges, chacun de ces soldes constituant une étape supplémentaire dans la formation du résultat de l'exercice.

Le tableau des soldes intermédiaires de gestion se base sur les recettes et les dépenses encaissables hors prestations internes et déroule les soldes en cascade, chaque solde se déduisant du précédent, suivant une méthode itérative.

Au regard des soldes 2020 calculés à partir de la balance comptable générale de l'établissement, sont présentés les soldes 2019 et 2018.

● La valeur ajoutée

➔ La valeur ajoutée évalue la dimension économique de l'établissement car elle correspond à la richesse créée. Elle correspond à la différence entre le montant des « ventes » et celui des achats et services externes.

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2020	2019	2018	Ecart 2019/20
+ Ventes et prestations de services (C.A.)	57 142 740	44 995 420	47 063 044	12 147 320
<u>dont:</u>				
. droits d'inscription	31 465 947	26 554 845	26 643 500	4 911 102
. formations en apprentissage	10 005 375			10 005 375
. prestations de recherche	171 470	217 438	457 752	-45 968
. prestations et travaux informatiques	34 140	21 119	6 002	13 021
. formation continue	7 298 256	8 650 342	9 375 572	-1 352 086
. autres prestations de service	855 179	1 264 644	1 652 628	-409 465
. produit des activités annexes	5 616 782	6 113 690	6 868 908	-496 908
+ Production stockée	170 130	-4 829	50 578	174 959
+ Production immobilisée				
- Achats	17 905 250	17 589 019	16 950 302	316 231
<u>dont:</u>				
. fournitures non stockables de fluides, eau, énergie	9 838 458	10 114 458	9 613 041	-276 000
. fournitures et mat. enseign. et recherche non immob.	4 640 472	3 693 750	3 794 749	946 722
- Services extérieurs	15 668 841	16 663 176	16 398 896	-994 335
<u>dont:</u>				
. travaux d'entretien et de réparations	8 283 065	7 388 671	7 098 288	894 394
. documentation technique et bibliothèque	3 524 951	3 711 430	3 710 524	-186 479
- Autres services extérieurs (sauf personnel extérieur)	15 189 591	24 570 747	23 704 633	-9 381 156
<u>dont:</u>				
. frais de missions	1 051 602	3 554 934	3 112 899	-2 503 332
. frais de réceptions	622 728	2 238 778	2 100 210	-1 616 049
. contrats de nettoyage	2 466 622	2 399 027	2 301 615	67 594
- Exonération des droits d'inscription	5 837 867	0	0	5 837 867
= VALEUR AJOUTEE	2 711 322	-13 832 351	-9 940 208	16 543 672

Alors que la valeur ajoutée de l'établissement était systématiquement négative les années précédentes, la tendance s'inverse en 2020 et **la valeur ajoutée est positive de 2,7 M€**. Elle augmente ainsi de plus de 16,5 M€ comparativement à celle de 2019. Cela s'explique principalement par le reclassement en prestation des produits issus des formations en apprentissage (10 M€) et par une baisse importante du recours aux services extérieurs (- 10,4 M€). Il est également à noter qu'un retraitement est proposé afin de ne pas surévaluer artificiellement la valeur ajoutée : les droits différenciés des étudiants hors UE étant comptabilisés en produit selon les normes comptables, l'exonération globale correspondante inscrite en autres charges est retirée de l'agrégat.

Les **ventes et prestations se montent à 57 M€**, soit une augmentation globale de plus de 12 M€. Ce sont les droits d'inscription et les formations en apprentissage qui expliquent la hausse, les autres prestations étant souvent en diminution.

- Les **droits d'inscription** s'élèvent à **31,5 M€** et sont en hausse de **4,9 M€**. Néanmoins, cette évolution est liée à la comptabilisation des droits différenciés des étudiants hors UE pour 5,8 M€. Sans cette inscription, les droits sont globalement en baisse de 0,9 M€ mais cette baisse est à mettre en regard du fait que les droits d'inscription des apprentis sont désormais enregistrés dans un compte dédié. Ainsi, les droits nationaux des étudiants nationaux se montent 8,1 M€ contre 8,2 M€ en 2019 dont 0,5 M€ au titre de l'apprentissage (hausse de 0,3 M€ hors droits des apprentis). Les droits spécifiques des diplômes propres à l'établissement représentent 17,5 M€ contre 18,3 M€ en 2019 dont 1,2 M€ au titre de l'apprentissage (hausse de 0,4 M€ hors droits des apprentis).
- Selon le nouveau plan de comptes, les **revenus des formations par l'apprentissage** sont désormais enregistrés en prestation à hauteur de **10 M€**. Ils étaient précédemment enregistrés dans les comptes des droits d'inscription et des autres produits et représentaient 7,1 M€ en 2019. En 2020, 10 M€ sont comptabilisés sur ce nouveau compte auquel s'ajoutent 1,1 M€ encore comptabilisés en autres produits, soit un total de 11,1 M€. Cette très forte évolution est liée à la réforme et résulte de l'extension en année pleine des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage par les opérateurs de compétences (OPCO) au travers des centres de formation d'apprentis (CFA).
- Les droits de **formation continue**, comptabilisés à hauteur de **7,3 M€** sur l'exercice, diminuent fortement (- 1,35 M€ soit - 15,6 %) suite à l'annulation ou au report d'actions de formation en raison du contexte sanitaire.
- Les prestations de recherche diminuent et s'élèvent à **0,17 M€** (soit - 46 k€). Rappelons que la gestion de ces prestations est effectuée pour l'essentiel à la SATT.
- Les **produits des autres prestations de service et des activités annexes** se réduisent de 0,9 M€, passant de 7,4 M€ en 2019 à **6,5 M€**, notamment du fait de la diminution des locations notamment du Collège Doctoral Européen et de la Villa Arconati (- 0,4 M€) et de la billetterie.

Nos **achats et notre recours à des services extérieurs représentent 48,8 M€**, en diminution de 10 M€, ont été fortement impactés par la crise sanitaire.

- Les **achats directs** (fluides et fournitures) s'élèvent à **17,9 M€** et augmentent de **1,8 % par rapport à l'exercice 2019**.
 - Les charges de fluides (électricité, gaz, chauffage urbain, eau), d'un montant de 9,8 M€, diminuent de 0,3 M€ par rapport à l'année dernière. L'électricité et le gaz diminuent globalement de 0,5 M€ alors qu'en parallèle le chauffage urbain et l'eau augmentent de 0,2 M€.

- Les fournitures d'entretien et de petit équipement s'élèvent à 2,1 M€ (en diminution de 0,4 M€ comparativement à 2019) et les fournitures administratives sont comptabilisés à hauteur de 0,7 M€ (en augmentation de 0,1 M€ par rapport à l'année dernière).
 - Enfin, les achats de fournitures d'enseignement et de recherche s'élèvent à 4,6 M€, en augmentation de près de 1 M€ par rapport à 2019.
- Le recours aux **services extérieurs** (*hors personnels extérieurs*) **diminue de plus de 10 M€** (31 M€ contre 42,1 M€ en 2019). Les impacts de la crise sanitaire sont constatés sur plusieurs postes de dépenses notamment ceux relatifs aux déplacements des personnels.
 - Les locations ainsi que les charges locatives **diminuent de 0,5 M€** et passent à 2,8 M€, principalement en lien avec la diminution des manifestations scientifiques.
 - L'entretien, la réparation et les contrats de maintenance des biens mobiliers et immobiliers représentent une dépense de 8,2 M€, soit en augmentation par rapport à 2019 (0,8 M€).
 - Les dépenses d'études et recherches s'élèvent à 0,7 M€ (contre 1 M€ en 2019).
 - La documentation des bibliothèques (papier et électronique) diminue légèrement et se monte à 3,5 M€ (3,7 M€ en 2019).
 - Les frais de colloques et de séminaires s'élèvent à 0,2 M€ soit une **diminution de près de 1 M€** par rapport à 2019.
 - Les dépenses de publicité, de publications et de relations publiques s'élèvent à 2,5 M€, soit une diminution de 0,3 M€ par rapport à 2019.
 - Les dépenses de mission (frais et transport) passent contre 6,1 M€ l'année dernière à 1,6 M€ en 2020, soit une **diminution de 4,5 M€**.
 - Les frais de réception s'élèvent à 0,6 M€, en diminution de 1,6 M€ par rapport à 2019.
 - Les frais postaux et de télécommunications diminuent également : 0,9 M€ en 2020 et 1,1 M€ en 2019.
 - Les concours divers et cotisations se montent à 1,05 M€, en diminution de 0,1 M€ par rapport à l'année dernière.
 - Les frais de formation continue des personnels se montent à 0,8 M€ et diminuent par rapport à 2019 (- 0,3 M€) du fait de l'annulation de nombreuses formations.
 - Le coût des contrats de nettoyage représente près de 2,5 M€ contre 2,4 M€ en 2019, l'évolution modérée étant liée au fait que les prestations supplémentaires de désinfection ont été en grande partie compensées par la suspension du nettoyage durant le premier confinement.
 - Enfin, les dépenses diverses de prestations extérieures (gardiennage, informatique et autres) s'élèvent à 3,1 M€ contre 4,2 M€ en 2019.

● L'excédent brut d'exploitation (EBE)

➔ Il est indépendant de la politique d'investissement de l'établissement (ne prend pas en compte les charges d'amortissement) et de sa politique financière. Ainsi défini, l'EBE permet d'évaluer le niveau de maîtrise par l'établissement de sa gestion ordinaire.

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2020	2019	2018	Ecart 2019/20
Valeur ajoutée	2 711 322	-13 832 351	-9 940 208	16 543 672
+ Subventions d'exploitation Etat	384 016 463	373 567 658	368 835 960	10 448 805
dont:				
. Subvention pour Charge de Service Public	344 533 554	340 785 889	338 835 431	3 747 665
. Subventions ANR Investissements d'avenir	24 662 278	23 100 952	20 994 586	1 561 326
. Subventions ANR hors investissements d'avenir	13 306 600	8 131 289	7 026 288	5 175 311
+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques et Organismes Internationaux	14 176 705	14 256 519	10 530 481	-79 814
dont:				
. subventions Collectivités Publiques (Rég., Dépt, autres)	2 920 136	2 768 662	2 502 941	151 474
. subventions Union Européenne et Organismes Internat.	6 982 688	7 546 497	6 088 101	-563 809
+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation	8 148 034	8 097 790	8 189 720	50 243
dont:				
. taxe d'apprentissage	956 789	1 152 813	1 139 110	-196 024
- Charges de personnel (y c. le personnel extérieur)	368 115 565	363 314 444	354 141 489	4 801 122
dont:				
. personnel extérieur	1 277 049	1 448 905	1 459 859	-171 856
. rémunérations principales	189 593 647	186 509 113	181 480 901	3 084 534
. cours complémentaires	12 323 336	12 288 352	11 942 372	34 984
. charges de sécurité sociale et de prévoyance	144 417 794	142 822 488	139 894 907	1 595 306
- Impôts, taxes et versements assimilés s/ rémunérations	4 909 389	4 839 919	4 707 472	69 471
- Autres impôts, taxes et versements assimilés	819 330	957 449	934 060	-138 118
= EXCEDENT (ou I.) BRUT(e) D'EXPLOITATION	35 208 239	12 977 806	17 832 933	22 230 433

Depuis 2018, afin de garantir une meilleure cohérence avec les subdivisions recettes prévues en GBCP, la subvention pour charges de service public ainsi que les versements attribués par l'ANR sont reclassés dans la catégorie « subventions d'exploitation Etat ».

Trois indicateurs fondamentaux permettent d'apprécier l'évolution de la situation économique :

- **l'excédent brut d'exploitation** (marge entre les subventions de fonctionnement et les produits de prestations de services d'une part et les achats et salaires d'autre part),
- **le résultat net comptable**
- la **capacité d'autofinancement** (épargne dégagée chaque année par l'université).

Dans la méthode d'analyse du résultat par les soldes intermédiaires de gestion, l'**excédent brut d'exploitation (EBE)** est un indicateur privilégié de la « rentabilité » de l'établissement car il mesure le solde des ressources courantes³ après paiement des achats de fournitures ou de services (traduit par le ratio de la valeur ajoutée), des dépenses de personnel et des impôts.

D'un montant de 13 M€ en 2019, **l'EBE augmente fortement pour passer à 35,2 M€**, soit une variation de 22,2 M€. La valeur ajoutée explique 16,5 M€ de la hausse, le reste étant lié à une progression des subventions comptabilisées (+ 10,4 M€) plus forte que celle de la masse salariale (+ 4,8 M€).

Les subventions de l'Etat représentent 384 M€ et sont en progression de 2,8 % comparativement à l'an passé. Elles sont composées de la subvention pour charge de service public (SCSP) à hauteur de 344,5 M€ (en augmentation de 3,7 M€), des subventions en provenance de l'ANR qui s'élèvent à plus de 24,6 M€ au titre des investissements d'avenir (en augmentation de près de 1,6 M€ par rapport à 2019) et à 13,3 M€ hors investissements d'avenir (hausse de 5,2 M€ liée aux contrats de recherche financés par l'ANR dans le cadre de la programmation annuelle et à l'opération Campus).

Les subventions d'exploitation allouées par les autres collectivités publiques et l'Union Européenne varient légèrement et se montent à 14,2 M€ contre 14,3 M€ en 2019. Les subventions des collectivités territoriales sont comptabilisées pour un montant global de 2,9 M€, en augmentation par rapport à l'an passé (+ 0,2 M€). Enfin, les subventions allouées par l'Union Européenne et les autres organismes internationaux s'élèvent à près de 7 M€ contre 7,5 M€ en 2019. Cette variation est liée aux financements attribués par les différents bailleurs de fonds dans le cadre de leur programmation annuelle.

Les autres subventions d'exploitation se stabilisent à 8,1 M€ (montant équivalent sur les 3 dernières années) : les subventions représentent 7 M€ (6,8 M€ en 2019), la collecte de taxe d'apprentissage 0,95 M€ (en diminution de 0,2 M€ par rapport à 2019) et les dons et legs 0,15 M€ (montant identique à 2019).

L'évolution de la masse salariale est détaillée en partie 3.

³ Prestations de service, droits d'inscription, subventions

Le tableau suivant reprend les constituants de l'EBE.

		2020	%	% /aux produits	2019	%	% /aux produits	2018	%	% /aux produits
VA	+ Ventes et prestations de services (C.A.)	57 142 740	12,3%		44 995 420	10,2%		47 063 044	10,8%	
	+ Production stockée	170 130	0,0%		-4 829	0,0%		50 578	0,0%	
	+ Subventions d'exploitation Etat	384 016 463	82,8%		373 567 658	84,7%		368 835 960	84,9%	
	+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques	14 176 705	3,1%		14 256 519	3,2%		10 530 481	2,4%	
	+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation	8 148 034	1,8%		8 097 790	1,8%		8 189 720	1,9%	
	Produits d'exploitation	463 654 073	100%		440 912 559	100%		434 669 784	100%	
VA	- Achats	17 905 250	4,2%	3,9%	17 589 019	4,1%	4,0%	16 950 302	4,1%	3,9%
	- Services extérieurs	15 668 841	3,7%	3,4%	16 663 176	3,9%	3,8%	16 398 896	3,9%	3,8%
	- Autres services extérieurs (sauf personnel extérieur)	15 189 591	3,5%	3,3%	24 570 747	5,7%	5,6%	23 704 633	5,7%	5,5%
	- Exonération des droits d'inscription	5 837 867	1,4%	1,3%						
	- Charges de personnel (y c. le personnel extérieur)	368 115 565	85,9%	79,4%	363 314 444	84,9%	82,4%	354 141 489	85,0%	81,5%
	- Impôts, taxes et versements assimilés s/ rémunérations	4 909 389	1,1%	1,1%	4 839 919	1,1%	1,1%	4 707 472	1,1%	1,1%
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés	819 330	0,2%	0,2%	957 449	0,2%	0,2%	934 060	0,2%	0,2%
	Charges d'exploitation	428 445 834	100%	92,4%	427 934 753	100%	97,1%	416 836 851	100%	95,9%
	EBE	35 208 239			12 977 806			17 832 933		

• Le résultat d'exploitation

→ Il traduit la performance économique de l'établissement indépendamment de sa politique de financement et du régime d'imposition des bénéfices.

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2020	2019	2018	Ecart 2019/20
Excédent (ou insuffisance) brut(e) d'exploitation	35 208 239	12 977 806	17 832 933	22 230 433
+ Transfert de charges d'exploitation				
+ Autres produits } 1	16 193 816	20 830 244	16 595 721	-4 636 428
- Autres charges } 1	29 846 487	22 279 508	22 723 820	7 566 979
+ Reprises sur amortissements et provisions	1 887 312	1 148 178	756 958	739 133
- Dotations aux amortissements et provisions	42 483 064	41 393 539	41 656 420	1 089 525
+ Produits issus de la neutralisation des amortissements } 2	34 187 930	32 841 479	32 322 598	1 346 452
+ Quote-part des subv. d'inv. virée au résultat de l'ex.				
+ Produits des cessions d'éléments d'actif				
- Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		257 872		-257 872
= RESULTAT D'EXPLOITATION	15 147 746	3 866 788	3 127 970	11 280 957

Le résultat d'exploitation se monte à **15,1 M€, en augmentation de 11,3 M€** par rapport à 2019. L'augmentation importante de l'EBE (+ 22,2 M€) est atténuée de 10,9 M€ pour les raisons suivantes :

- **(1) une dégradation de plus de 12,1 M€ du rapport entre les autres produits et les autres charges :**
 - les autres produits se réduisent de 4,6 M€, la baisse résultant d'une réelle baisse des produits divers (- 2 M€), du changement de comptabilisation des revenus de l'apprentissage en prestations (- 5,4 M€ comparé à 2019), de la comptabilisation des prestations internes entre établissement principal et SACD (+ 1,8 M€) et du produit lié à la régularisation de la TVA mixte de 2017 et 2018 (+ 1 M€) ;
 - les autres charges augmentent de 7,6 M€ malgré le reclassement de l'exonération des droits différenciés des étudiants hors UE dans la valeur ajoutée, la hausse étant liée à celles des autres charges courantes (+ 0,9 M€) et à celle des reversements effectués aux partenaires dans le cadre de l'opération Campus (6,9 M€ contre 2 M€ en 2019, soit + 4,9 M€) ainsi qu'à la comptabilisation des prestations internes entre établissement principal et SACD (+ 1,8 M€).
- **(2) l'évolution favorable des postes participants au calcul de la CAF de 1,2 M€.** L'augmentation des dotations aux amortissements et aux provisions de près de 1,1 M€ (elles atteignent 42,5 M€) et la baisse des éléments d'actif cédés (- 0,2 M€) sont compensées par la hausse des produits calculés qui progressent de 2,1 M€ :
 - l'amortissement net pèse ainsi pour 8 M€ sur le résultat contre 8,2 M€ en 2019 (dotation aux amortissement de 42,2 M€ et neutralisation contre 34,2 M€),
 - à l'inverse, le provisionnement net génère 1,6 M€ de résultat contre 0,6 M€ en 2019 (dotation aux provision de 0,3 M€ et reprise de 1,9 M€).

● Le résultat net comptable après impôts

➔ Il tient compte de tous les produits et de toutes les charges et correspond au solde du compte de résultat.

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2020	2019	2018	Ecart 2019/20
Résultat d'exploitation	15 147 746	3 866 788	3 127 970	11 280 957
+ Produits financiers	63 231	4 919	36 121	58 311
dont :				
. reprises sur provisions				
. transferts de charges financières				
- Charges financières	984 782	782 887	354 421	201 894
dont :				
. dotations aux amortissements et aux provisions				
= RESULTAT NET COMPTABLE	14 226 195	3 088 820	2 809 670	11 137 374
- Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés				
= RESULTAT NET après impôts	14 226 195	3 088 820	2 809 670	11 137 374

Rappelons qu'avec la mise en application du plan comptable unique des opérateurs de l'Etat depuis l'exercice 2017, les produits et les charges exceptionnelles sont reclassés dans les autres comptes et la notion de résultat exceptionnel disparaît.

Le résultat d'exploitation de 15,1 M€ est dégradé de 0,9 M€ par les éléments financiers pour former le résultat net comptable. Les charges financières comprennent principalement les intérêts d'emprunt et atteignent près de 1 M€, en hausse de 0,2 M€.

Enfin, l'établissement n'ayant pas payé d'impôt sur les sociétés en 2020, le résultat courant après impôts s'élève à 14,2 M€ contre 3 M€ en 2019.

2.3. Le tableau de financement

2.3.1 La capacité d'autofinancement

➔ La capacité d'autofinancement (CAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers.

Elle mesure ainsi la capacité à financer sur les propres ressources, à autofinancer, les besoins liés à notre activité, tels que les investissements, les remboursements de dettes ou l'augmentation du fonds de roulement. Elle représente donc l'excédent de ressources dégagé par l'activité de l'établissement et peut s'analyser comme sa ressource durable. Lorsque la CAF est négative, on parle d'insuffisance d'autofinancement (IAF).

La CAF se calcule à partir du compte de résultat et correspond à la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables, en neutralisant les dépenses non décaissables (amortissements, provisions, etc.) et les recettes non encaissables (neutralisation de l'amortissement, reprises sur provisions, etc.). Elle représente le résultat des opérations susceptibles d'avoir une action sur la trésorerie qui ont servi au calcul du résultat de l'exercice.

	Etablissement principal	SAIC	PUS	UOH	Unistra 2020	Rappel 2019
+ Résultat de l'exercice	14 352 685	-139 426	-17 869	30 805	14 226 195	3 088 820
(+) Dotations aux amortissements (c/ 6811)	41 869 609	357 409	2 088	952	42 230 057	40 815 331
(-) Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs (c/ 7813 et 7873)	-34 156 992	-30 938			-34 187 930	-32 841 479
(+) Dotations aux provisions (c/ 6815, 6816, 6817)	48 982	0	204 025	0	253 007	578 208
(-) Reprises sur provisions (c/ 7815, 7816, 7817)	-1 722 996	-2 439	-161 877		-1 887 312	-1 148 178
(+) Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés (c/ 656)	0	0	0	0	0	257 872
(-) Produits de cession d'éléments d'actif (c/ 756)	0	0	0	0	0	0
+ Eléments de CAF	6 038 602	324 032	44 237	952	6 407 822	7 661 754
Capacité d'Autofinancement	20 391 287	184 606	26 367	31 756	20 634 017	10 750 574

Comme le montre le tableau précédent, la **CAF s'élève à 20,6 M€**, en augmentation de 9,9 M€ comparativement à 2019. Cet agrégat est composé :

- ✓ du résultat de 14,2 M€, en forte hausse de 11,1 M€,
- ✓ des éléments de CAF (dépenses non décaissables diminuées des produits non encaissables) de 6,4 M€, composés de l'amortissement net (8 M€) et des provisions nettes (- 1,6 M€), et en diminution comparativement à 2019 (- 1,2 M€).

C'est donc l'importance du résultat qui améliore directement la CAF.

La CAF dégagée par l'établissement (à laquelle s'ajoute les produits de cession d'actif) s'apprécie au regard du **volume d'investissement qu'elle a permis de financer, 41 % en 2020** contre 18 % en 2019 et 21 % en 2018. L'augmentation de la CAF conjuguée à la réduction des investissements réalisés explique la hausse de ce taux. Néanmoins, une partie importante des investissements (26,9 M€) s'inscrit dans le cadre de l'opération Campus qui bénéficie de financements spécifiques : retraité de ce montant, la CAF couvrirait 86 % de nos investissements hors Campus.

	2020	2019	2018
CAF + produits cession	20 634 017	10 750 574	11 386 535
Investissements	50 874 200	58 495 771	55 510 112
CAF / Investissements	41%	18%	21%

Ce montant peut également être apprécié selon le ratio : **CAF / produits d'exploitation** qui permet de mesurer la part de ces produits dégagée pour le financement de nos investissements. D'une valeur de 4,5 %, ce ratio s'améliore également comparativement à 2018 et 2019.

	2020	2019	2018
CAF	20 634 017	10 750 574	11 386 535
Produits d'exploitation	463 654 073	440 912 559	434 669 784
CAF / produits d'exploitation	4,5%	2,4%	2,6%

2.3.2. Le tableau de financement

Le tableau de financement permet de comparer les emplois et les ressources en investissement, la CAF venant s'ajouter aux ressources.

La différence entre les emplois et les ressources détermine la variation du fonds de roulement au cours de l'exercice.

➔ Si Ressources > Emplois, la différence vient en **augmentation du fonds de roulement**.

➔ Si Ressources < Emplois, la différence est un **prélèvement sur le fonds de roulement**.

Pour l'exercice 2020, le tableau de financement fait apparaître une **augmentation du fonds de roulement de 15,7 M€** à laquelle s'ajoute les **opérations inscrites en report à nouveau pour 0,3 M€**, soit une **hausse cumulée de 16 M€**.

Le financement des investissements

TABLEAU DE FINANCEMENT	2020	2019	2018
(+) Ressources investissements	69 319 332	86 040 234	85 349 159
Capacité d'autofinancement	20 634 017	10 750 574	11 386 535
Subventions d'équipement	34 644 345	43 281 427	42 658 625
Autres subventions (RA)	0	0	0
Cessions d'actifs	0	0	0
Augmentation des dettes	14 040 970	32 008 233	31 304 000
(-) Emplois investissements	53 601 638	60 686 922	56 292 491
Immobilisations incorporelles	387 404	331 753	638 184
Immobilisations corporelles	15 533 225	13 697 357	11 366 827
Immobilisations en cours	34 922 888	44 458 929	43 533 077
Immobilisations financières	30 683	7 732	-27 977
Remboursements dettes et avances	2 727 438	2 191 150	782 379
Variation du fonds de roulement	15 717 694	25 353 312	29 056 669
Opérations non budgétaires			
Opérations du RAN	309 562	5 098 694	783 833
Variation du fonds de roulement comptable	16 027 256	30 452 006	29 840 502

Précisons que les dotations non consommables de l'IdEx et de l'Opération Campus ne sont pas retracées dans ce tableau de financement dans un souci de simplification ; étant enregistrées à la fois en dettes et en immobilisations financières, elles n'ont pas d'impact sur la variation du fonds de roulement.

Les **ressources en investissement représentent 69,3 M€** et sont en baisse de 16,7 M€ comparativement à 2019 essentiellement du fait d'un tirage d'emprunt moins important en 2020 qu'en 2019 :

- ✓ la CAF s'accroît de 9,9 M€ principalement par l'effet du résultat de fonctionnement en forte hausse ;
- ✓ les subventions d'investissement comptabilisées se montent à 34,6 M€ et ont permis de financer 68 % des acquisitions d'immobilisations (50,9 M€), leur réduction de 8,6 M€ par rapport à 2019 étant liée à celle des acquisitions d'immobilisations de 7,6 M€ ;
- ✓ les emprunts tirés en 2020 sont moins importants qu'en 2019 (14 M€ contre 32 M€ soit un delta de – 18 M€), l'établissement disposant encore dans sa trésorerie d'un solde suffisant provenant des tirages des années antérieures.

Les **emplois en investissement se montent à 53,6 M€** cette année, en réduction de 7 M€ par rapport à 2019 principalement par la baisse des acquisitions d'immobilisations :

- ✓ malgré une baisse de 7,6 M€, concentrée sur les immobilisations en cours, les investissements restent à un niveau élevé de 50,9 M€ ;

	Var 2019/20	2020	2019	2018
Compte 20 immobilisations incorporelles	16,8%	387 404	331 753	638 184
Compte 21 : immobilisations corporelles	13,4%	15 533 225	13 697 357	11 366 827
Compte 23 : immobilisations en cours	-21,4%	34 922 888	44 458 929	43 533 077
Comptes 26 & 27: immobilisations financières	296,8%	30 683	7 732	-27 977
Total des acquisitions d'immobilisations	-13,0%	50 874 200	58 495 771	55 510 112

- ✓ A l'inverse, les remboursements de dettes et avances augmentent de 0,5 M€ du fait de l'augmentation des remboursements des emprunts relatifs à l'Opération Campus.

Les dettes ont ainsi augmenté d'un montant net de 11,3 M€ (différence entre l'augmentation et le remboursement des dettes) essentiellement du fait du nouveau tirage d'emprunt dans le cadre de l'Opération Campus. Rappelons également que ces dettes viennent abonder le fonds de roulement de l'établissement pour sa part non mobilisable.

Au total, les acquisitions d'immobilisations de l'établissement (50,87 M€) ont été financées à hauteur de 68 % par les subventions d'investissement comptabilisées (34,64 M€) et pour le solde de 32 % par la capacité d'autofinancement (16,23 M€).

Taux de couverture des immobilisation	2020	2019	2018
par la CAF	32%	18%	21%
par les subventions	68%	74%	77%
par le fonds de roulement mobilisable	0%	8%	3%

Il convient également de rappeler qu'il était prévu au budget 2020 que la tranche annuelle du programme pluriannuel d'investissement (PPI) autofinancé ainsi que le complément d'investissement de l'opération Ease (LASM) soient financés par un prélèvement sur le fonds de roulement mobilisable. En exécution, le résultat dégagé au-delà de celui prévu a permis d'alimenter fortement la capacité d'autofinancement et ainsi de financer sur les recettes de l'année ces investissements respectivement de 5,4 M€ et de 2,9 M€.

Ainsi, l'apport au fonds de roulement de 16 M€ est constitué du solde de la capacité d'autofinancement n'ayant pas financé des immobilisations (4,4 M€), de l'augmentation nette des dettes (11,3 M€) et des opérations au titre des années antérieures inscrites en report à nouveau (0,3 M€).

3. L'EXECUTION DU BUDGET

3.1. Focus sur l'exécution de la masse salariale

Les dépenses de masse salariale, au titre des paiements réalisés en 2020, s'élèvent à **372 527 981 €** (hors passifs sociaux, charges à payer et provisions 2020). Elles progressent ainsi de 1,6 % cette année, comparativement à celles de l'année antérieure, soit **+ 6 M€**.

Le tableau d'évolution des dépenses depuis 2017, ci-après, nécessite quelques compléments d'explications.

- Chaîne paie sans corrections années antérieures : les opérations de paie sont réalisées par la Direction des ressources humaines en utilisant l'outil Girafe (*mis à disposition par la Direction Générale des Finances Publiques*) ; ce sont les éléments de paie ainsi traités qui apparaissent dans le fichier transmis par la DRFIP à l'université.
- Hors chaîne paie : la baisse des dépenses hors chaîne paie (**- 121 k€**), entre 2019 et 2020, est liée à la baisse des prestations directes versées, notamment au titre de la restauration sociale, impact important du télétravail accru durant les périodes de confinement en 2020.
- Charges à payer au titre de l'exercice 2020 : fin 2020, l'établissement constate des charges à payer d'un montant de 6,04 M€, contre 6,09 M€ à fin 2019. La variation qui s'établit ainsi à **- 0,05 k€** porte sur les ajustements suivants qui concernent :
 - Les charges à payer des personnels contractuels (- 240 k€) s'expliquant notamment par un montant moins important de CAP (- 146 k€) au titre des rémunérations des praticiens maîtres de stage de la Faculté de médecine, de maïeutique et de sciences de la santé (traitées exclusivement jusqu'en 2018 en dépenses de fonctionnement).
 - La charge à payer au titre du CET (- 132 k€).
 - La charge à payer au titre des rémunérations des inventeurs dans le cadre des licences gérées par la SATT Conectus Alsace (+ 135 k€).
 - La charge à payer au titre des indemnités CNU 2020, celles-ci n'ayant pas pu être intégrées en paie a cours de l'exercice 2020 (+ 121 k€).
 - La charge à payer au titre du forfait mobilité durable instauré par le décret n°2020-543 du 9 mai 2020 (+ 67 k€).

Evolution globale 2017-2020

	2017	2018	2019	2020
Chaîne paie sans corrections années antérieures (KX)	350 508 402 €	357 207 860 €	366 003 479 €	372 124 117 €
Hors chaîne paie	-105 346 €	262 678 €	524 961 €	403 864 €
Total	350 403 056 €	357 470 538 €	366 528 440 €	372 527 981 €
Variation	7 582 309 €	7 067 482 €	9 057 902 €	5 999 542 €
	Evol 2017/2016	Evol 2018/2017	Evol 2019/2018	Evol 2020/2019
	2,2%	2,0%	2,5%	1,6%
Evolution sur la totalité de la période	6%			
Charges à payer/Charges Constatées d'avance	4 722 119 €	5 009 519 €	6 129 257 €	6 039 177 €
Variation	-56 827 €	287 400 €	1 119 738 €	-90 080 €

La masse salariale représente 73% des paiements réalisés en 2020 (% identique à celui de 2019).

Toutes les analyses ci-dessous sont réalisées sur le périmètre de l'année 2020 de la dépense constatée dans les fichiers issus de la « chaîne paie » soit **372 124 117 €**.

Seront tout d'abord présentés les grands postes de dépenses, avant de procéder à un focus sur les dépenses de rémunération par populations.

Enfin, seront explicités les modes de financement de la masse salariale au sein de l'établissement.

3.1.1. La consommation des emplois

Rappel des éléments budgétaires (selon données budget actualisé 2020) :

Tableau 1 soumis au
vote CA

4 581 ETPT sous plafond Etat

1 173 ETPT sous plafond établissement

Répartition 2020 de la consommation des emplois par statut et catégorie

Catégories d'emplois	Nature des emplois	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires
		CDI
	Non permanents	CDD
S/total EC		

BIATSS	Permanents	Titulaires
		CDI
	Non permanents	CDD
S/total Biatss		
Totaux		

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat

Emplois sous plafond Etat : réalisé 2020	Emplois financés sur ressources propres : réalisé 2020	Global : réalisé 2020
En ETPT	En ETPT	En ETPT
1 785		1 785
20	41	61
773	372	1 145
2 578	413	2 991
1 465		1 465
115	150	265
286	558	844
1 867	708	2 575
4 445	1 121	5 565
4 601		

A noter, suite aux instructions du MESRI, les doctorants contractuels des Ecoles Normales Supérieures et de Polytechnique sont désormais décomptés sous plafond établissement (environ 22 ETPT concernés en 2020).

La répartition des effectifs par groupe de populations de l'établissement

Quelles sont-elles ?

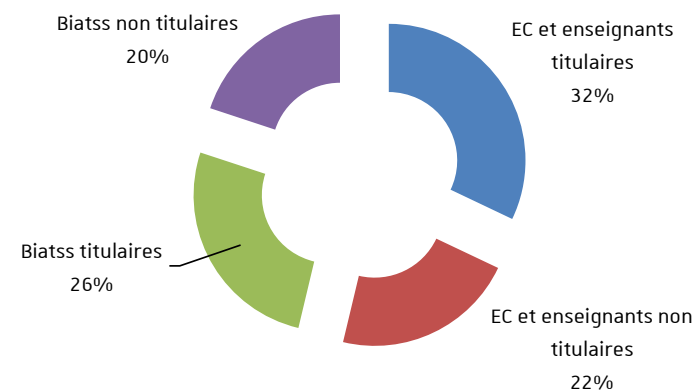
Personnels titulaires (fonctionnaires) :

- Enseignants-chercheurs (EC) et assimilés.
- Biatss et assimilés.

Personnels non titulaires :

- Enseignants-chercheurs (EC) et assimilés : dont les ATER (attachés temporaires d'enseignement et de recherche), les contractuels doctorants (« Ministère », « Région », contrats de recherche), les maîtres de langues, les assistants des hôpitaux, etc.
- Biatss et assimilés : les personnels en CDD, en CDI, les apprentis, etc.

2020 - Répartition des emplois par catégorie d'agents



Comparaison structure des emplois (en ETPT):

	2017	2018	2019	2020	Variation 20/17
EC et Enseignants titulaires	1 757	1 765	1 778	1 785	28
EC et Enseignants Contractuels	1 118	1 173	1 193	1 206	88
	2 875	2 938	2 971	2 991	116
Biatss Titulaires	1 498	1 498	1 493	1 465	-32
Biatss Contractuels	981	996	1 068	1 109	128
	2 479	2 494	2 561	2 575	96
	5 354	5 431	5 532	5 565	212

3.1.2. Les dépenses de masse salariale

Evolution des dépenses de masse salariale 2018-2020 par groupe d'éléments de rémunération

		Montant 2018	Montant 2019	Montant 2020	Evolution 2020/2019 en €	Evolution 2020/2018 en €	Evolution 2020/2019
Toutes catégories de personnel et tous statuts	Rémunérations principales et comp. rém. principales	183 442 052 €	188 386 147 €	191 554 492 €	3 168 345 €	8 112 440 €	2%
	Rémunérations accessoires : HC	11 300 283 €	12 080 696 €	12 230 471 €	149 775 €	930 188 €	1%
	Rémunérations accessoires hors HC	6 155 135 €	6 025 255 €	6 532 146 €	506 890 €	377 011 €	8%
	Primes et indemnités	12 218 917 €	12 599 328 €	12 855 576 €	256 248 €	636 659 €	2%
	Cotisations	143 458 467 €	146 355 668 €	148 479 989 €	2 124 321 €	5 021 522 €	1%
	Prestations	633 006 €	556 385 €	471 444 €	-84 941 €	-161 562 €	-15%
Total		357 207 860 €	366 003 479 €	372 124 117 €	6 120 638 €	14 916 257 €	1,67%
Total hors cotisations		213 749 393 €	219 647 811 €	223 644 128 €	3 996 318 €	9 894 736 €	1,82%

Poids des postes de dépenses		Montant 2018	Montant 2019	Montant 2020
Toutes catégories de personnel et tous statuts	Rémunérations principales et comp. rém. principales	51,35%	51,47%	51,48%
	Rémunérations accessoires : HC	3,16%	3,30%	3,29%
	Rémunérations accessoires hors HC	1,72%	1,65%	1,76%
	Primes et indemnités	3,42%	3,44%	3,45%
	Cotisations	40,16%	39,99%	39,90%
	Prestations	0,18%	0,15%	0,13%
Total		100%	100%	100%
Part hors charges		59,84%	60,01%	60,10%

L'évolution des dépenses de masse salariale sur la période **2019-2020** a connu une progression globale de **6,1 M€**, soit **+ 1,67 %**.

Les dépenses hors cotisations progressent de + 1,82 % sur la période (**soit + 4 M€**), avec des hausses notables sur les postes suivants :

- L'augmentation du poste des rémunérations principales (+ 3 M€), à mettre en relation :
 - o avec la variation nette des effectifs sur la période (+ 33 ETPT),
 - o avec la poursuite des mesures prises dans le cadre de la mise en œuvre du protocole PPCR.
- L'augmentation du poste des heures complémentaires hors charges (**+ 150 k€**)
- L'augmentation du poste des rémunérations accessoires hors heures complémentaires (**+ 506 k€**), l'analyse de ce poste, hors personnels de l'établissement (dont les détails sont donnés plus loin), fait apparaître les variations suivantes :

Remunérations accessoires (Vacations horaires, indemnités de jurys, indemnités de commission,...)

	2019	2020	variation
Vacataires étudiants	840 747	776 225	-64 522
Vacataires ext. Contract	1 163 678	1 044 339	-119 339
Vacataires ext. Titulaires	127 020	74 413	-52 607
PAMSU	0	651 093	651 093
	2 133 464	2 548 090	414 626

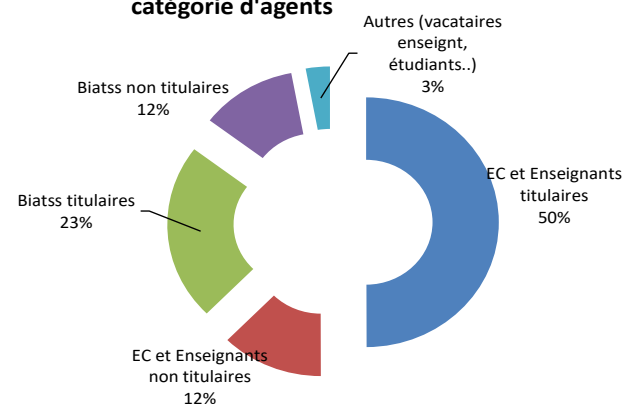
(PAMSU : Professeur Associé Maître de Stage Universitaire)

Il apparaît ainsi, qu'en dépit du contexte sanitaire, le niveau des rémunérations accessoires perçues par les personnels dits « extérieurs » a globalement été maintenu, la baisse observée hors vacataires étudiants, étant liée notamment à celles des indemnités de jurys et de commission.

- L'augmentation du poste des primes et indemnités (+ 257 k€) : cette variation est liée pour partie aux variations des primes des EC et enseignants titulaires (+ 65 k€) et à l'IFSE perçue par les Biatss contractuels (+ 60 k€ sur les personnels rémunérés sur le niveau central et 132 k€ sur les personnels rémunérés sur ressources propres de projets), cette progression est à mettre en relation d'une part avec le volume des recrutements opérés et d'autre part à l'extension de cette mesure aux personnels contractuels.
- Enfin, la baisse du poste des prestations est, quant à elle, liée à la diminution des remboursements des forfaits de remboursement de déplacements domicile-travail.

Proportion des dépenses de masse salariale 2018-2020 par catégorie de personnels et par statut : Titulaires et Contractuels

2020-Répartition des dépenses de masse salariale par
catégorie d'agents



		Montant 2018	Montant 2019	Montant 2020	Evolution en € 2020/2019	Evolution 2020/2019
Titulaires	Enseignants-chercheurs, enseignants	176 061 945 €	178 883 187 €	181 204 326 €	2 321 138 €	1,30%
	Biatss et assimilés	83 550 180 €	85 075 553 €	85 085 317 €	9 764 €	0,01%
	Rémunérations accessoires : HC	6 362 915 €	6 765 253 €	6 744 180 €	-21 073 €	-0,31%
	Total Titulaires	265 975 040 €	270 723 994 €	273 033 823 €	2 309 829 €	0,85%
Contractuels	Enseignants-chercheurs, enseignants	43 083 372 €	44 060 943 €	46 056 582 €	1 995 639 €	4,53%
	Biatss et assimilés	43 212 080 €	45 903 099 €	47 547 421 €	1 644 322 €	3,58%
	Rémunérations accessoires : HC	4 937 368 €	5 315 443 €	5 486 291 €	170 848 €	3,21%
	Total Contractuels	91 232 820 €	95 279 485 €	99 090 294 €	3 810 809 €	4,00%
Total toutes populations confondues		357 207 860 €	366 003 479 €	372 124 117 €	6 120 638 €	1,67%
Part des rémunérations versées aux titulaires/ dépenses totales		74,46%	73,97%	73,37%		

Evolution des rémunérations principales et compléments de rémunérations principales

	2018	2019	2020	Evolution 2020/2019
Rémunérations principales et comp rem. principales des Titulaires	128 414 377 €	130 845 216 €	132 054 144 €	0,92%
Rémunérations principales et comp rem. principales des Contractuels	55 027 675 €	57 540 931 €	59 430 558 €	3,28%
Total des rémunérations principales	183 442 052 €	188 386 147 €	191 484 702 €	1,64%
Part des rémunérations des titulaires/ Total des rémunérations	70,00%	69,46%	68,96%	-0,71%

La comparaison du poste des rémunérations principales et compléments de rémunérations principales des **agents titulaires** met en exergue une progression de **+ 1,2 M€**, soit + 0,92 % entre 2019 et 2020. Cette progression est liée à la progression des indices majorés moyens (liés pour partie aux effets des mesures prises dans le cadre du PPCR).

La progression des rémunérations principales des **personnels contractuels** s'élève quant à elle à **+ 1,89 M€**, soit + 3,28 % ; elle est liée :

- Aux recrutements des enseignants-chercheurs et enseignants contractuels, ainsi que des Biatss contractuels opérés par le niveau central **(+ 888 k€)**.
- Aux recrutements réalisés sur les ressources propres des structures de l'établissement avec une augmentation de **+ 1 M€**.



Focus sur les Titulaires

Evolution 2017-2020 des ETPT et Indices Majorés moyens

		2017	2018	2019	2020	Evolution 2020/2019	Evolution 2020/2017
Enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés	ETPT moyen	1 757	1 765	1 778	1 785	7	28
	Indice Majoré Moyen (IMM)	869	876	887	895	0,91%	3,05%
Personnels Biatss et assimilés	ETPT moyen	1 498	1 498	1 493	1 465	-28	-32
	Indice Majoré Moyen (IMM)	447	448	457	466	1,91%	4,40%
Total Titulaires	ETPT moyen	3 255	3 263	3 271	3 250	-21	-4
	Indice Majoré Moyen (IMM)	675	680	691	701	2,46%	3,99%

- L'amélioration de l'Indice Majoré Moyen se poursuit sur la période 2019-2020, avec un taux d'évolution global égal à + 2,46 %.
- La variation des effectifs a entraîné une baisse globale des traitements bruts de 270 k€ (- 591 k€ sur les personnels Biatss et + 322 k€ sur les personnels EC et enseignants).
- La variation des IMM a quant à elle induit une augmentation des traitements bruts de 1,425 M€ (+ 589 k€ sur les Biatss et +836 k€ sur les EC et enseignants) ; il est à noter que cette variation est pour partie liée aux effets du PPCR (estimé à 430 k€) et à une modification de la structuration des emplois parmi les personnels Biatss (recul des effectifs Biatss de la catégorie C).
- Les effets cumulés produisent une variation globale des traitements bruts de **1,16 M€** (soit 2,2 M€ avec charges).

Les Titulaires Enseignants-Chercheurs et enseignants

Enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés de l'Etablissement		Montant 2018	Montant 2019	Montant 2020	Evolution 2020/2019 en €	Evolution 2020/2019
Enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés	Rémunérations principales et comp de rém. principales	89 177 756 €	90 998 689 €	92 222 047 €	1 223 358 €	1,34%
	Rémunérations accessoires hors HC	1 212 479 €	872 846 €	989 454 €	116 608 €	13,36%
	Heures Complémentaires	4 492 397 €	4 743 873 €	4 742 039 €	-1 834 €	-0,04%
	Indem. compensatrice CSG	779 570 €	795 697 €	810 204 €	14 507 €	1,82%
	Primes des EC et enseignants	3 728 388 €	3 698 013 €	3 763 294 €	65 281 €	1,77%
	Abattement indemnitaire PPCR	-291 448 €	-571 905 €	-606 220 €	-34 315 €	6,00%
	Cotisations	81 186 240 €	82 852 256 €	83 887 858 €	1 035 602 €	1,25%
	Prestations	131 727 €	123 788 €	69 201 €	-54 587 €	-44,10%
	Total Enseignants-chercheurs, enseignants	180 417 109 €	183 513 257 €	185 877 877 €	2 364 620 €	1,29%

Les dépenses de masse salariale des personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires ont connu une progression de **1,29 %** sur la période 2019-2020.

- 0 La variation nette des effectifs, quel que soit le motif d'entrée ou de sortie, conduit à une hausse des traitements bruts de 0,32 M€ (**+ 7 ETPT entre 2019 et 2020**, soit + 28 ETPT entre 2017 et 2020), la progression des indices majorés moyens à une augmentation de 0,836 M€ (dont 0,23 M€ au titre du PPCR), soit une hausse nette des traitements bruts de **1,16 M€**.
- 0 Une hausse de **24 k€** sur le poste des compléments de rémunérations principales correspondant au versement de la GIPA.
- 0 La variation observée sur le poste « rémunérations accessoires » de **+ 116 k€**, résulte d'effets conjugués parmi lesquels :
 - une baisse des rémunérations servies au titre des indemnités de commission, de jurys, de formation continue de - 94 k€,
 - une baisse des rémunérations perçues au titre des inventions/brevets de - 54 k€ (Cette dernière faisant l'objet d'une charge à payer au titre de 2020 d'un montant global de 203 k€),
 - une hausse des rémunérations perçues au titre de la prime de charges administratives (PCA), de la prime de reconnaissance de l'implication pédagogique (PRIP) et de la prime exceptionnelle « Covid », pour un montant total de + 248 k€.

- 0 Les primes des EC et enseignants (PRES et PEDR) enregistrent une hausse de + **65 k€** ; les primes d'encadrement doctoral et de recherche pour la période de septembre à décembre 2020 pour les nouveaux attributaires ont fait l'objet d'une charge à payer 2020 d'un montant de 93 k€ ; le paiement interviendra en janvier 2021.
- 0 Enfin, la baisse observée au titre des prestations est liée à la diminution des remboursements des forfaits de remboursement de déplacements domicile-travail.

Les Titulaires BIATSS

Personnels Biatss de l'Etablissement		Montant 2018	Montant 2019	Montant 2020	Evolution 2020/2019 en €	Evolution 2020/2019
Personnels Biatss et assimilés	Rémunérations principales et comp de rém. principales	39 236 621 €	39 846 527 €	39 856 211 €	9 684 €	0,02%
	Rémunérations accessoires hors HC	727 506 €	841 622 €	762 123 €	-79 499 €	-9,45%
	Heures comp	179 268 €	190 041 €	210 268 €	20 227 €	10,64%
	Primes spécifiques des Biatss	7 087 000 €	7 559 620 €	7 574 406 €	14 786 €	0,20%
	Indem. compensatrice CSG	476 953 €	473 621 €	477 776 €	4 155 €	0,88%
	Abattement indemnitaire PPCR	-299 695 €	-410 188 €	-404 379 €	5 809 €	-1,42%
	Cotisations	35 984 490 €	36 499 094 €	36 526 779 €	27 685 €	0,08%
	Prestations	335 601 €	264 188 €	290 319 €	26 131 €	9,89%
	Total Biatss	83 727 744 €	85 264 524 €	85 293 502 €	28 978 €	0,03%

Le niveau des dépenses de masse salariale des personnels Biatss titulaires est resté sensiblement identique entre 2019-2020 (+ 0,03 %).

- 0 Le niveau des traitements bruts est resté stable sur la période, ceci est lié à l'effet cumulé, d'une part, de la baisse des effectifs Biatss **(- 28 ETPT)** qui a entraîné une variation de **- 0,591 M€**, et d'autre part, à la progression des indices majorés qui induit quant à elle une hausse de **+ 0,589 M€** (dont 0,2 M€ au titre du PPCR).

On notera globalement une modification dans la structure des emplois (baisse des effectifs de catégories C).

- 0 La variation enregistrée sur le poste des « rémunérations accessoires hors HC » **(- 80 k€)** est liée principalement aux effets cumulatifs suivants :
 - à la diminution des jours monétisés au titre du CET (- 64 k€) ;
 - aux indemnités perçues au titre de la formation continue et des vacances administratives (- 104 k€) ;
 - au versement de la prime « Covid » + 94 k€.

3.1.3. Les dépenses de masse salariale par mode de financement

2020 - Dépenses de Masse Salariale (chaîne paie et hors chaîne paie)

	Budget ouvert Crédits de Paiement	Dépenses constatées Crédits de Paiement	Tx d'exé
Niveau Etablissement	309 537 431	309 014 692	99,83%
Heures complémentaires	14 270 677	14 270 974	100,00%
Niveau composantes, unités de recherche et services	53 730 897	49 242 316	91,65%
Total	377 539 005	372 527 981	98,67%

	Budget ouvert Crédits de Paiement	Dépenses constatées Crédits de Paiement	Tx d'exé
Idex Etablissement	7 047 088	6 400 846	90,83%
PIA2/PIA3	1 709 270	1 450 728	84,87%
Opérations Campus	580 000	504 739	87,02%
Equipex	59 857	59 258	99,00%
Total	9 396 215	8 415 571	89,56%

Dépenses sur les crédits du « niveau Etablissement » : par statut et catégorie (hors heures complémentaires)

	2 018	2 019	2 020	Différence 2020/2019 en €	Variation 2020/2019 en %
PAIE1 – Dépenses titulaires et non titulaires sur postes vacants	275 296 025 €	280 026 101 €	283 413 588 €	3 387 487 €	1,21%
Dont Titulaires Permanents de l'établissement	257 871 222 €	262 093 734 €	264 737 467 €	2 643 734 €	1,01%
Dont personnels tit. non permanents de l'établissement (ATER)	810 903 €	770 046 €	817 399 €	47 353 €	6,15%
Dont Contractuels	16 613 900 €	17 162 322 €	17 858 722 €	696 400 €	4,06%
PAIE2 – Dépenses de non titulaires sur Niveau Central	11 767 226 €	11 998 187 €	12 084 084 €	85 897 €	0,72%
PAIE3 – Missions complémentaires des doctorants contractuels	1 144 924 €	12 916 954 €	13 367 987 €	451 033 €	3,49%
PAIE5 – Doctorants contractuels	11 655 569 €				
Dépenses hors chaîne paie	26 594 €	218 942 €	149 032 €	- 69 910 €	
Total général exécuté	299 890 339 €	305 160 185 €	309 014 692 €	3 854 508 €	1,26%

Budget ouvert (en Crédits de Paiement)	299 437 810 €	306 002 162 €	309 537 431 €
Taux exécution	100,15%	99,72%	99,83%

➤ Focus sur les personnels contractuels rémunérés sur le budget du niveau central

Outre l'augmentation de + **2,6 M€** observée sur la population des personnels titulaires et décrite dans les points précédents, on observe une augmentation de + **1,3 M€** entre 2019 et 2020 sur les personnels contractuels (EC, enseignants, Biatss et vacataires).

Cette augmentation est liée aux recrutements des EC et enseignants contractuels (+ **974 k€**), ainsi que des personnels Biatss (+ **304 k€**) pris en charge sur les crédits du niveau central (vacances de postes, suppléances, recrutements obtenus par les structures lors des dialogues de gestion).

La variation des contractuels Biatss est à mettre en relation avec les recrutements effectués des agents de catégorie B (+ 107 k€) et des agents de catégorie C (+ 232 k€).

Concernant la progression observée sur la population des EC et enseignants contractuels, cette dernière est imputable à hauteur de **397 k€** au dispositif de prolongation des contrats dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid (prolongation des contrats d'ATER + 62 k€ et prolongation des contrats doctoraux +335 k€). Il est à noter dès à présent que le budget de la recherche est également impacté par ces mesures comme cela sera évoqué plus loin.

Les autres recrutements des EC et enseignants contractuels portent essentiellement sur les ATER (+ **136 k€**), les enseignants contractuels (+ **375 k€**) et les doctorants contractuels (+ **106 k€**), et une baisse relative des EC associés (- **45 k€**).

Dépenses sur le budget « heures complémentaires chargées »

Statut	Catégorie d'emplois	2 018	2 019	2 020	Différence en € 2020/2019	Variation 2020/2019 en %
Non titulaires	Biatss	240 444	270 801	386 349	115 548	
	EC, enseignants et assimilés	1 196 015	1 242 554	1 473 765	231 211	
	Indemnitaires (ext etab)	79 260	38 461	46 246	7 785	
	Vacataires (ext. Etab)	5 261 965	5 674 364	5 604 160	-70 204	
Total Contractuels		6 777 685	7 226 180	7 510 520	284 340	3,93%
Titulaires	Biatss	179 257	189 668	208 363	18 695	
	EC, enseignants et assimilés (Dont ATER titulaires)	4 504 980	4 756 441	4 757 987	1 546	
	Indemnitaires (ext etab)	1 671 708	1 824 372	1 794 049	-30 323	
	Vacataires (ext. Etab)	17 968	7 123		-7 123	
Total Titulaires		6 373 913	6 777 604	6 760 399	-17 205	-0,25%
Dépenses hors chaîne paie		-8 227	1 330	54	9 557	
Total général exécuté		13 143 372	14 005 114	14 270 974	265 859	1,90%

Budget Ouvert

13 569 585

13 664 499

14 270 677

Taux exécution

96,86%

102,49%

100,00%

Le poste « Heures Complémentaires » a évolué de + 1,9 % entre 2019 et 2020, soit + 265 k€ (coût heures chargées).

La charge d'enseignement totale 2019/2020 s'élève à 643 105 HeTD, elle est supérieure de 999 HeTD à la totalité de la charge d'enseignement réalisée en 2018/2019 (642 106 HeTD). Le nombre d'heures complémentaires payables au titre de l'année universitaire 2019/2020 s'élève à 296 339 HeTD et est supérieur de 3 350 HeTD à la totalité des HC payables en 2018/2019 (292 989 HeTD). En effet dans le contexte global de crise sanitaire, l'augmentation des heures complémentaires par rapport à l'année universitaire 2018/2019 a été plus faible que celle prévue (+12 000 HeTD) à la clôture précédente.

Les enseignements réalisés en 2019/2020, et donc les heures complémentaires, ont évolué de façon contrastée selon les structures :

- le Service de formation continue a connu une baisse importante d'activité,
- certaines composantes de formation ont vu leurs charges d'enseignement baisser comme l'INSPE, Sciences Politiques ou l'IPAG (préparations concours, entraînements aux oraux),
- d'autres ont vu leurs charges d'enseignement augmenter, en lien notamment avec l'augmentation du nombre de places en L1, à l'instar de la Faculté des sciences économiques et de gestion.

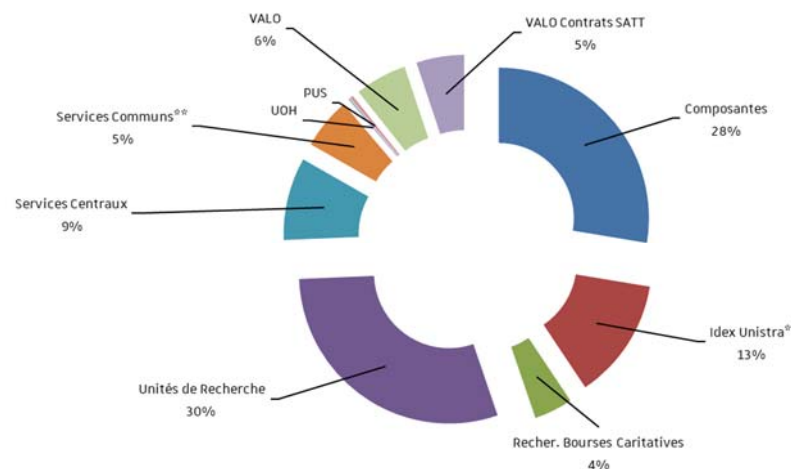
Dépenses de masse salariale sur les crédits des composantes – unités de recherche - services

(Dotations et / ou ressources propres)

Groupe	Réalisé 2018	réalisé 2019	Budget ouvert 2020	Réalisé 2020	Différence 2020/2019 en €	Tx d'exé
Composantes	11 488 036 €	12 384 098 €	15 118 021 €	13 594 150 €	1 210 052 €	90%
Idex Unistra*	6 031 493 €	6 401 340 €	7 047 088 €	6 400 846 €	- 493 €	91%
Recher. Bourses Caritatives	1 919 431 €	2 458 609 €	2 466 131 €	2 040 249 €	- 418 360 €	83%
Unités de Recherche	11 782 781 €	12 949 868 €	14 872 709 €	14 574 847 €	1 624 979 €	98%
Services Centraux	3 737 053 €	3 864 246 €	5 425 496 €	4 370 449 €	506 203 €	81%
Services Communs**	3 113 579 €	3 176 933 €	3 128 264 €	2 721 559 €	- 455 374 €	87%
UOH	98 571 €	94 351 €	94 500 €	93 434 €	- 917 €	99%
PUS	146 590 €	157 044 €	166 200 €	161 024 €	3 980 €	97%
VALO	3 229 236 €	3 196 993 €	2 612 487 €	2 749 810 €	- 447 183 €	105%
VALO Contrats SATT	2 882 059 €	2 679 661 €	2 800 000 €	2 535 949 €	- 143 712 €	91%
Total général	44 428 827 €	47 363 141 €	53 730 897 €	49 242 316 €	1 879 173 €	92%

*Idex Unistra y compris SCD

**EAV/SAS/SFC/SCD



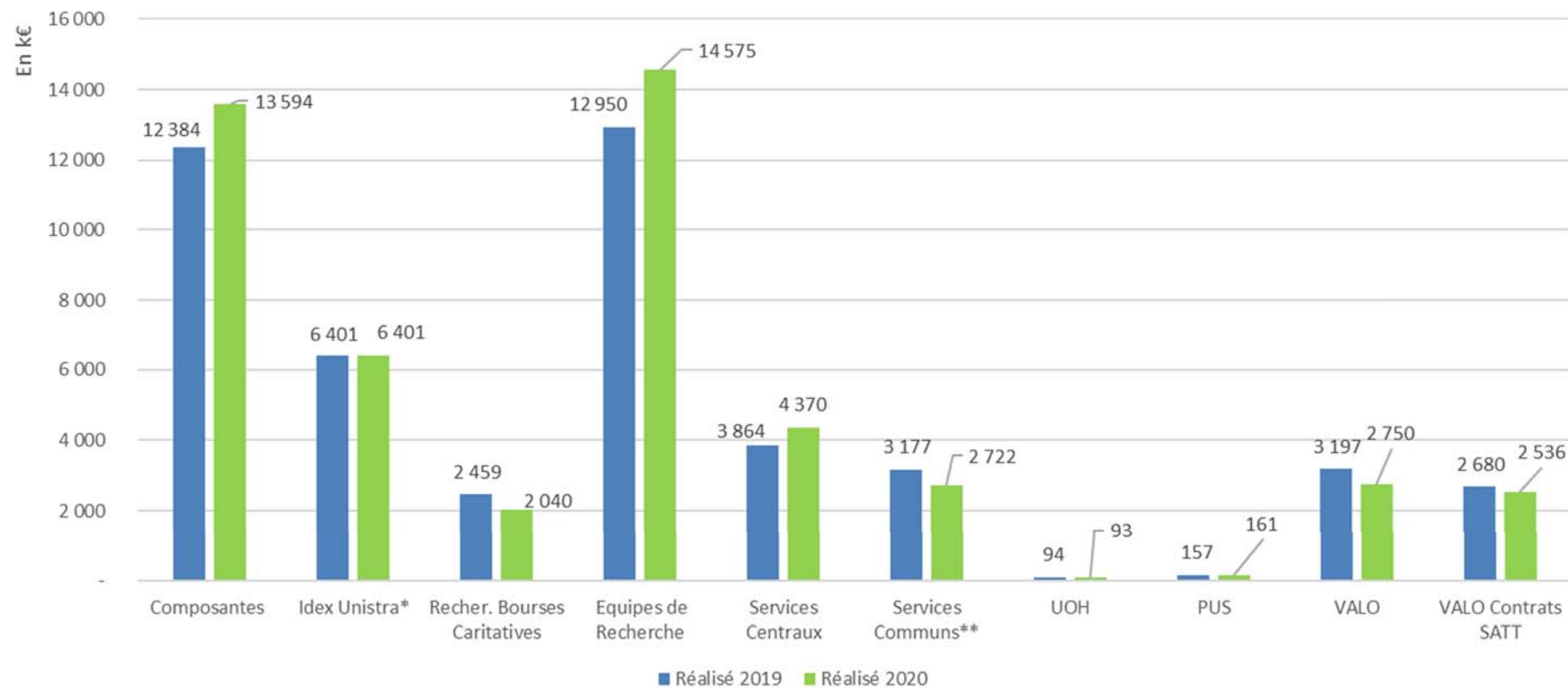
Dépenses de masse salariale sur les crédits des composantes – unités de recherche - services

(Dotations et / ou ressources propres)

Un niveau global de dépenses 2020 sur « ressources propres » en hausse de **+ 1,8 M€**.

- **Pour les services centraux** : on note une variation de **+ 506 k€ par rapport à 2019**, qui est à mettre en regard de projets spécifiques menés par la Dnum « PC Scol » (+ 207 k€), la DRI « Eucor » (+ 88 k€), le projet européen « EPICUR » (+ 216 k€), le Jardin des Sciences (+ 58 k€), et enfin par les actions menées par le Service de la vie universitaire (+ 86 k€), d'autres services voient en revanche le niveau des rémunérations baisser en raison du peu d'activités dû au confinement (- 150 k€).
- **Pour les composantes de formation** : la progression globale est de **+ 1,2 M€**, avec des situations très contrastées :
 - ✓ 23 composantes enregistrent une baisse de leurs dépenses en 2020 pour un montant total de **- 481 k€**, les structures les plus impactées étant la Faculté des arts (- 57 k€), la Faculté des langues (- 86 k€) et le CEIPI (- 190 k€).
 - ✓ 12 composantes connaissent une variation positive de **1,6 M€**, dont 1,1 M€ lié à la Faculté de médecine, de maïeutique et des sciences de la santé (en effet la rémunération des **PAMSU** de la Faculté de médecine - 997 k€ en 2020 - était enregistrée jusqu'en 2019 sur la base de notes d'honoraires et donc comptabilisée en dépenses de fonctionnement ; impact aussi de l'universitarisation des études de santé) ; augmentation également des recrutements effectués sur ressources propres par certaines structures (EMS + 310 k€, Sciences Po. + 67 k€, Fac. sciences éco. + 35 k€, Télécom Physique + 48 k€).
- **Pour les services communs** : la variation des dépenses s'établit à **- 455 k€**, sans surprise l'activité des structures concernées a été impactée par le contexte sanitaire : SFC - 258 k€, Espace Avenir - 128 k€ et le SBU -63 k€ ; seule l'activité du SUAPS est restée stable sur la période.
- **Pour les unités de recherche** : on observe une augmentation de **+ 1,6 M€**, liée notamment aux recrutements opérés dans le cadre des contrats de recherche + 402 k€ avec là aussi des évolutions contrastées (Financements européens - 214 k€ ; ANR + 200 k€ ; subventions de recherche + 417 k€), aux projets PIA EUR (+ 485 k€), aux contrats de travail portés pour le compte des fondations de l'université et aux contrats imputés sur des apurements de contrats de recherche (+ 400 k€ en 2020), aux prolongations des contrats dans le cadre du dispositif sanitaire pour les contrats de type ANR, INCA (+ 92 k€) et enfin au Pôle Entrepreneuriat étudiant (+ 103 k€).
- Les contrats financés par **des bourses caritatives** observent une baisse notable de **- 418 k€**, dont - 300 k€ pour la région et - 99 k€ pour l'IHU.
- Une baisse de **- 143 k€** pour les contrats portés pour le compte de **la SATT Conectus**, et une baisse de **- 447 k€** pour les autres rémunérations du SAIC (les rémunérations des personnels d'EASE ont été imputés sur l'Idex EN 2020).

- Enfin, concernant les dépenses financées par l'**Idex « Etablissement »**, un focus spécifique est proposé dans la suite du rapport.



3.1.4. Le financement de la masse salariale

Quelques clés de lecture : Il existe une unité budgétaire spécifique pour la masse salariale (MS), miroir des unités budgétaires existantes de l'établissement principal.

Conséquences :

- 0 Les rémunérations sont impactées budgétairement a posteriori, à savoir après paiement par les services de la direction régionale des finances publiques. La liquidation de la paie est réalisée généralement avant le 15 du mois suivant.
- 0 Les fichiers qui parviennent à l'université sont traités pour permettre de retracer dans le SI finances (SIFAC) les dépenses afférentes. Ce premier traitement est réalisé à partir d'une base développée localement dénommée « Mandatement KA » (du nom du fichier transmis par la direction régionale des finances publiques). Celle-ci permet notamment de façon semi-automatique de discriminer les éléments de rémunération des personnels concernés afin de répertorier les charges dans chaque structure de coût. Ainsi la rémunération d'un personnel affecté à une composante donnée sera reportée sur une structure de paie dans SIFAC clairement identifiée. Il convient de préciser que l'outil de transmission des informations liées à la paye vers la DRFIP ne permet pas d'intégrer des éléments à caractère budgétaire, ce qui a nécessité la mise en place du dispositif décrit ci-dessus.

L'arborescence prend en compte également d'autres critères comme celui de la nature de la population et des modes de financement ou enveloppes dédiées :

- 0 Les personnels titulaires et personnels contractuels assis sur des postes nationaux (PAIE1).
- 0 Les personnels non titulaires pris en charge par l'établissement (PAIE2).
- 0 Les personnels non titulaires pris en charge par les ressources de la structure de rattachement (décision de la composante ou service ou unité de recherche) (PAIE7).
- 0 Les personnels bénéficiant de contrats doctoraux et de missions complémentaires financés sur dotation ministérielle (PAIE5).
- 0 Les heures complémentaires et vacations d'enseignement sont également portées sur une structure différenciée (PAIE6).

Les crédits masse salariale SCSP	313 221 239 €
<i>(hors enveloppes non titrées sur le central : 310 350 €)</i>	
Socle masse salariale :	307 974 871 €
Crédits notifiés en 2020 (hors actions spécifiques) :	1 953 948 €
Autres ajustements 2020 (var° emplois)	-278 537 €
PPCR 2020	1 059 428 €
Contrats doctoraux	-225 614 €
Moyens loi ORE	690 466 €
Mise en œuvre congé projet pédagogique	38 333 €
Monétisation congés, plan vélo et mobilité actives	66 078 €
Réforme études santé - env. effectifs étudiants	566 667 €
Révision IFSE - filières administrative et sociale	37 127 €
Crédits actions spécifiques notifiés en 2020 :	3 292 420 €
Financements autres de la masse salariale :	
Indemnités membres CNU (SCSP action spé. fonct.)	121 521 €
Frais formation apprentis (SCSP action spé. fonct.)	67 669 €
Facturations externes, ORV et subrogation	2 030 035 €
Transferts internes (heures complémentaires...)	9 331 471 €
Total des Crédits	324 771 935 €

La dotation de masse salariale d'Etat suffit-elle à financer l'ensemble des dépenses de rémunérations de l'établissement ?

Ces ressources devraient *a minima* permettre le financement des dépenses prises en charge sur les centres financiers « PAIE1 à PAIE6 ».

Les dépenses de rémunérations des postes entérinés par l'établissement :

Les Dépenses	323 285 665 €
PAIE1	283 562 620 €
PAIE2	12 084 084 €
PAIE5	13 367 987 €
PAIE6	14 270 974 €

Les crédits d'Etat doivent au moins contribuer au financement intégral des rémunérations chargées de l'ensemble des titulaires (PAIE1) ainsi qu'à une partie des personnels contractuels que l'établissement a fait le choix de pérenniser sur le « niveau central » (PAIE2). Les contrats doctoraux ministériels doivent être financés, ainsi que les missions complémentaires, les ATER. Toute décision de l'établissement devant être assumée par celui-ci.

La frontière est quelque fois difficile à trouver, puisque les dotations sont à présent globalisées, conséquence du passage aux responsabilités élargies. Il est proposé ci-dessous un découpage des dépenses au regard du financement y afférent de façon à permettre une meilleure compréhension de la couverture des dépenses salariales.

L'affichage des « crédits » et « dépenses » ci-dessus semble faire apparaître un excédent de financement en 2020 ; toutefois, ainsi que le montre la suite du rapport, ce n'est pas le cas, au contraire, du fait de versements de SCSP fin 2020 concernant des actions devant être mises en œuvre en 2021.

- Dans les tableaux ci-après, la dépense traitée correspond à celle des **personnels recensés sur un support de poste national (plafond 1)**. La dépense retranscrite est financée par plusieurs enveloppes distinctes, de dotations ministérielles (Dot et AS) d'une part, et de ressources propres (RP et DB) d'autre part.

PAIE1 (Crédits Paiement consommés)

Dépenses concernant les rémunérations principales des personnels titulaires et des personnels contractuels "assis" sur postes nationaux	283 562 620
---	--------------------



Financement (recettes encaissées)		283 362 557
Dot	Socle masse salariale	278 495 965
Dot	Autres ajustements 2020 (var° emplois)	-278 537
Dot	PPCR 2020	1 059 428
Dot	Moyens loi ORE	465 643
Dot	Mise en œuvre congé projet pédagogique	38 333
Dot	Monétisation congés, plan vélo et mobilité actives	66 078
Dot	Réforme études santé - env. effectifs étudiants	422 316
Dot	Révision IFSE - filières administrative et sociale	37 127
As	Indemnités membres CNU	121 521
As	IUF Compensation PEDR	90 125
As	Transfert demi emploi IGE Reims	10 381
As	Compensation prime exceptionnelle Covid-19	157 940
As	Prime directeur INSPE	5 250
RP	Facturations externes, ORV et subrogation	1 132 255
DB	Transferts internes	1 538 732
		280 691 570
		2 670 987

<=> **insuffisance de financement****200 063**

explicitée dans le tableau de synthèse du financement de la masse salariale

- La dépense qui suit est celle constatée dans les états budgétaires concernant les **rémunérations des personnels contractuels qui sont affectés suite à une décision de l'établissement (« prise en charge centrale »)**. Les lecteurs, maîtres de langues et ATER (décision établissement) émargent sur cette enveloppe.

PAIE2 (Crédits Paiement consommés)

Dépenses concernant les rémunérations principales des contractuels financés sur ressources propres de l'établissement pris en charge en "Central"	12 084 084
---	-------------------



Financement (recettes encaissées)		12 084 084	
Dot	Socle masse salariale	10 266 860	11 703 487
Dot	Réforme études santé - env. effectifs étudiants	98 737	
As	Compensation labo-U	1 075 556	
As	Prolongation CD, ATER, post-doc (crise sanitaire)	62 193	
As	Dispositif apprentissage	200 141	380 597
RP	Facturations externes, ORV et subrogation	111 145	
DB	Transferts internes	269 452	

- Les **heures complémentaires**

PAIE6 (Crédits Paiement consommés)

Dépenses concernant les heures complémentaires	14 270 974
--	-------------------



Financement (recettes encaissées)		14 055 468	
Dot	Socle masse salariale	6 280 173	6 391 693
As	IUF décharges	111 520	
RP	Facturations externes, ORV et subrogation	140 487	7 663 775
DB	Transferts internes	7 523 287	

Utilisation partielle FdR gagé 2019 loi ORE

215 506

- Les dépenses au titre des **contrats doctoraux** indiquées ci-dessous correspondent aux allocations attribuées par le ministère d'une part, et celles obtenues dans le cadre des conventions de reversement conclues avec les écoles normales supérieures et de l'école polytechnique. Sont également mentionnées les dépenses constatées au titre des missions complémentaires assurées par des doctorants contractuels (ministériels ou autres).

PAIE 5 (Crédits Paiement consommés)

Dépenses concernant les rémunérations des contrats doctoraux état et des missions complémentaires	13 367 987
contrats doctoraux état	12 357 286
missions complémentaires	1 010 701



Financement (recettes encaissées)	13 367 987	
Dot Socle masse salariale	12 603 461	12 721 839
Dot Contrats doctoraux	-225 614	
As Prolongation CD, ATER, post-doc (crise sanitaire)	334 942	
As Prolongation contrat doctoral handicap	9 050	646 148
RP Facturations externes, ORV et subrogation	646 148	
DB Transferts internes	0	

A ce stade, toutes les dépenses de masse salariale liées à des décisions établissement sont intégrées mais un déséquilibre entre les ressources et les dépenses apparaît pour 416 k€. Sur ce montant, 216 k€ correspondent à un report de crédits loi ORE gagés au 31/12/2019 (*cf. page précédente*) et 200 k€ sont un défaut de financement.

Par ailleurs, d'autres dépenses de personnels imputées en fonctionnement sur l'unité budgétaire PAIE (PAIE1 à 6) doivent être prises en compte. Elles s'élèvent à 1,53 M€ (total des crédits de paiement consommés) au titre des mises à disposition entrantes de personnels, des frais liés à la paie à façon facturés par la DGFiP, de la contribution annuelle au FIPHFP, des missions complémentaires des doctorants extérieurs, des frais de formation des apprentis, etc. Ces CP consommés ont été réduits de 0,22 M€, montant correspondant aux crédits récupérés par prestations internes (au titre notamment des compensations financières liées aux décharges enseignement). Ainsi, le total net des CP consommés en fonctionnement sur l'unité budgétaire PAIE s'élèvent à **1,316 M€**.

Comme seule une action spécifique pour les frais de formation des apprentis de 68 k€ est apportée en financement, un défaut de financement de 1,248 M€ est observé.

Enfin, des enveloppes de fonctionnement sont également transférées aux structures dans le cadre des frais de mission des professeurs invités ou encore dans le cadre de dotations spécifiques MESRI (loi ORE, L1 SPS, STAPS, IDIP), et ce pour un total de **135 k€**.

Compte tenu de ces éléments, un besoin de trésorerie de **1,45 M€** est nécessaire pour équilibrer les dépenses. La même analyse menée en droits constatés (sur la base de la comptabilisation des recettes- dépenses et non des encaissements – décaissements) conduit à un besoin de financement de 1,36 M€.

Ce besoin, évalué à 1,54 M€ au budget rectificatif, a été couvert par un apport du niveau central sur les moyens généraux non dédiés spécifiquement au financement de la masse salariale.

Enfin, il est nécessaire de tenir compte dans cette analyse des **recettes 2020 qui doivent être gagées, pour un total de 1,7 M€** (cf. détail tableau ci-après) **au titre des actions suivantes devant être mises en œuvre en 2021**: tutorat étudiant (*dispositif lié à la crise sanitaire*), plan diversité sociale, solde des moyens loi ORE 2020, solde de l'enveloppe de prolongation des contrats doctoraux, ATER, post-doctorants (*crise sanitaire*) et enfin solde des moyens liés à la réforme des études de santé.

Ce montant abonde la trésorerie et le fonds de roulement de l'établissement mais pour leurs parts gagées dans la mesure où les dépenses afférentes seront effectuées en 2021.

D'autres dépenses de personnels sont financées sur « ressources propres » pour un total de **49 242 316 €** :

- certaines le sont par des crédits dédiés ; c'est le cas, des bourses de recherche caritatives, régionales, des dépenses réalisées sur l'Idex, etc.
- d'autres afférentes à des contrats de travail et vacations sont financées directement sur leurs ressources propres par les composantes de formation, unités de recherche et services (PAIE7 dans l'application SIFAC).

Synthèse du financement de la masse salariale 2020	Montant dépenses 2020 (CP consommés)	Financement (recettes encaissées)						Total des financements
		Etat : SCSP				Autres financements		
		Socle masse salariale 2020	Crédits notifiés en 2020 (hors actions spécifiques)	Crédits actions spécifiques MS notifiés en 2020	Autres crédits actions spécifiques notifiés en 2020	Facturations externes, ORV et subrogation	Ressources propres (dont transferts internes)	
Montant des recettes connues au niveau établissement (hors composantes services et UR)		307 974 871 €	1 953 948 €	3 292 420 €	189 190 €	2 030 035 €	9 331 471 €	324 771 935 €
PAIE1 - Dépenses concernant les rémunérations principales des personnels titulaires et des personnels contractuels "assis" sur postes nationaux	283 562 620 €	278 495 965 €	1 810 388 €	263 696 €	121 521 €	1 132 255 €	1 538 732 €	283 362 557 €
PAIE2 - Dépenses concernant les rémunérations principales des contractuels financés sur ressources propres de l'établissement pris en charge en "central"	12 084 084 €	10 266 860 €	98 737 €	1 337 890 €		111 145 €	269 452 €	12 084 084 €
PAIE5 - Dépenses concernant les rémunérations des contrats doctoraux ministériels + missions complémentaires	13 367 987 €	12 603 461 €	-225 614 €	343 992 €		646 148 €		13 367 987 €
PAIE6 - Dépenses concernant les heures complémentaires	14 270 974 €	6 280 173 €		111 520 €		140 487 €	7 523 287 €	14 055 468 €
Dépenses masse salariale 2020 sur décisions niveau établissement	323 285 665 €	307 646 460 €	1 683 511 €	2 057 098 €	121 521 €	2 030 035 €	9 331 471 €	322 870 096 €
PAIE 7, P7R et eotp - Dépenses autofinancées (PUS, UOH, IDEX...) et dépenses sur décisions composantes - services - unités de recherche	49 242 316 €						49 242 316 €	49 242 316 €
Total des dépenses masse salariale 2020	372 527 981 €	307 646 460 €	1 683 511 €	2 057 098 €	121 521 €	2 030 035 €	58 573 787 €	372 112 412 €
PAIE1 à 6 - Dépenses imputées en fonctionnement au niveau établissement : MAD entrantes, paie à façon, contribution FIPHP, missions complémentaires doctorants extérieurs, frais de formation des apprentis : 1 531 672 € Les crédits récupérés par prestations internes (hors SACD) viennent en réduction des CP consommés (-215 448 €)	1 316 224 €				67 669 €			67 669 €
Enveloppes de fonctionnement transférées : frais de mission des professeurs invités, transferts enveloppes fonctionnement aux structures dans le cadre de dotations spécifiques MESRI (loi ORE, L1 SPS, STAPS, SHS)	135 151 €	119 252 €		15 899 €				135 151 €
Total	373 979 356 €	307 765 712 €	1 683 511 €	2 072 997 €	189 190 €	2 030 035 €	58 573 787 €	372 315 231 €
Solde dépenses / recettes								1 664 124 €
Utilisation partielle FdR gagé 2019 loi ORE								215 506 €
Prélèvement sur la trésorerie								1 448 618 €
Recettes 2020 gagées	0 €	209 159 €	270 437 €	1 219 423 €				1 699 019 €
Tutorat étudiant (crise sanitaire)				435 675 €				435 675 €
Plan diversité sociale				250 000 €				250 000 €
Solde moyens loi ORE 2020 (yc engagements en cours)		209 159 €	224 823 €					433 983 €
Solde prolongation CD, ATER, post-doc (crise sanitaire)				249 647 €				249 647 €
Solde moyens réforme études santé (yc enga. en cours)			45 614 €	284 101 €				329 715 €

3.2. Focus sur l'Idex

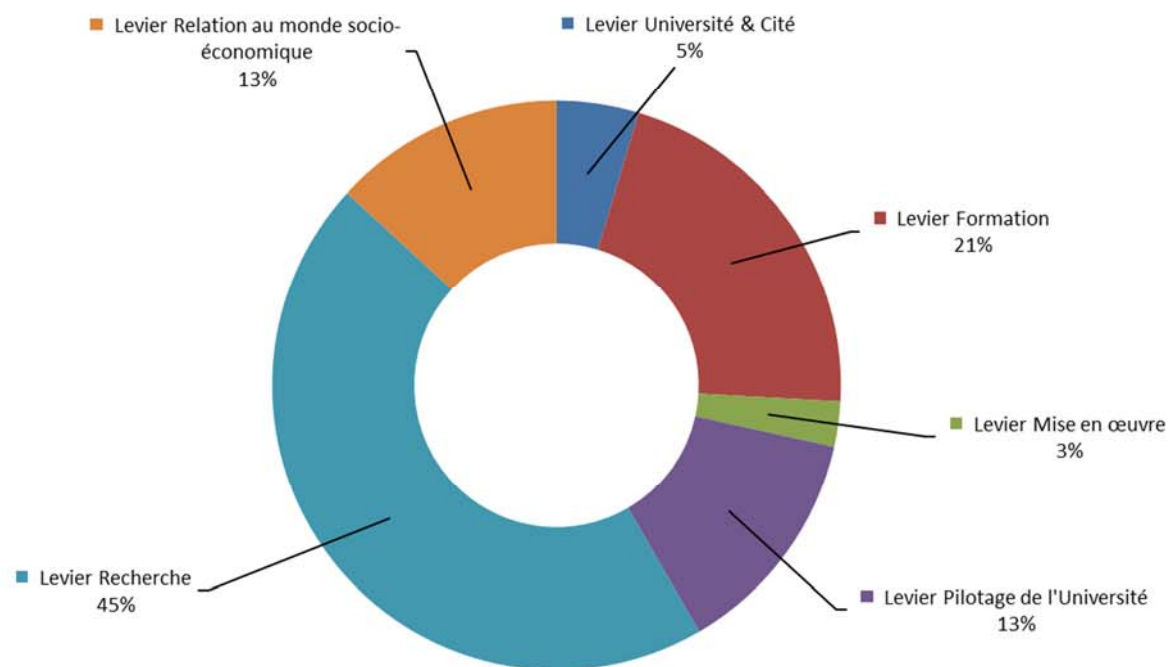
IDEX : BILAN DE L'EXECUTION 2020

	Budget ouvert AE Fonctionnement	Budget consommé AE Fonctionnement	Budget ouvert AE Personnel	Budget consommé AE Personnel	Budget ouvert AE Investissement	Budget consommé AE Investissement	Budget ouvert AE dans l'établissement	Budget consommé AE dans l'établissement	Budget consommé CP dans l'établissement	Flux extra budgétaires
Labex Partenaires	6 751 075	6 751 074					6 751 075	6 751 074		
Levier Recherche USIAS	1 000 000	1 000 000					1 000 000	1 000 000		
Sous total Versements Partenaires	7 751 075	7 751 074					7 751 075	7 751 074	7 751 074	0
Taux d'exécution par enveloppe	100%						100%			
LABEX GREAM	43 111	31 288	139 000	142 769	4 000	708	186 111	174 765		
LABEX IRMIA	76 000	15 780	350 000	288 243	25 000		451 000	304 024		4 368
LABEX G-EAU-THERMIE	159 185	138 355	160 500	151 142	54 000	48 665	373 685	338 163		1 716
LABEX MITOCROSS	370 834	362 674	145 400	137 320	4 825	4 799	521 059	504 793		
LABEX TRANSPLANTEX	550 723	543 903	100 000	89 837	383 815	382 402	1 034 538	1 016 142		
Sous total Labex	1 199 853	1 092 001	894 900	809 312	471 640	436 574	2 566 393	2 337 888	1 952 102	6 084
Taux d'exécution par enveloppe	91%		90%		93%		91%			
Levier Université & Cité	391 280	204 827	338 140	273 334	46 404	45 402	775 824	523 563		2 496
Levier Formation	967 701	592 370	941 377	852 548	986 822	859 836	2 895 900	2 304 753		78 624
Levier Mise en œuvre	24 799	4 672	290 000	284 328	0		314 799	289 000		
Levier Pilotage de l'Université	693 238	376 598	813 999	729 050	313 989	274 543	1 821 226	1 380 190		100 932
Levier Recherche	1 866 511	1 649 935	3 111 269	2 884 584	523 605	494 654	5 501 385	5 029 173		51 116
Levier Relation au monde socio-économique	966 600	840 483	657 403	567 559	101 000	72 923	1 725 003	1 480 965		
Frais de structure de l'établissement										3 826 445
Sous total IDEX	4 910 129	3 668 884	6 152 188	5 591 403	1 971 820	1 747 357	13 034 137	11 007 645	10 994 356	4 059 613
Taux d'exécution par enveloppe	75%		91%		89%		84%			
Total	13 861 057	12 511 959	7 047 088	6 400 715	2 443 460	2 183 931	23 351 605	21 096 606	20 697 531	4 065 697
Taux d'exécution par enveloppe	90%		91%		89%		90%			

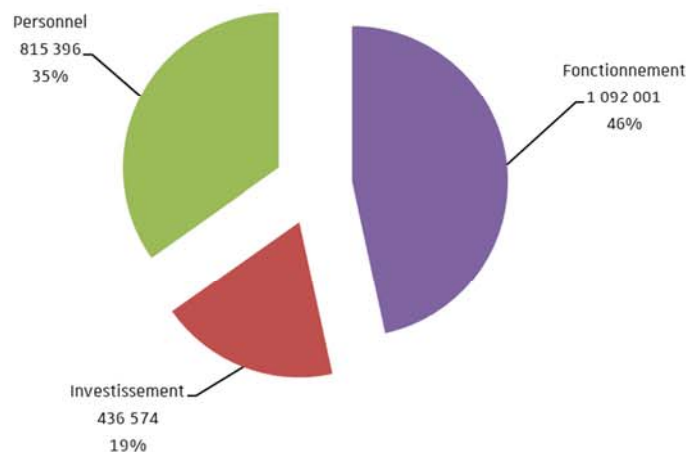
	2018	2019	2020
Encaissements	25 597 500	25 597 500	25 362 214
CP reversements partenaires	8 289 454	8 289 456	7 751 074
CP conso établissement	10 861 488	11 079 023	12 946 457
Dépenses extra-budgétaires	2 778 038	2 688 764	4 065 697
Décaissements	21 928 980	22 057 243	24 763 228
Variation de la trésorerie	3 668 520	3 540 257	598 986

Le montant global de consommation des crédits de l'IdEx Unistra est en sensible hausse par rapport à l'année précédente 2019, +2 706 k€ soit +12,3 %. Cette hausse est principalement portée par une augmentation des consommations en CP au niveau de l'établissement, +1 329 k€ soit +7 % ; ainsi que par une augmentation des frais de structure qui sont passés de 15% à 20%. Cela conduit à une augmentation des dépenses extra-budgétaires de + 1 377 k€ soit +51,2 % par rapport à l'année 2019.

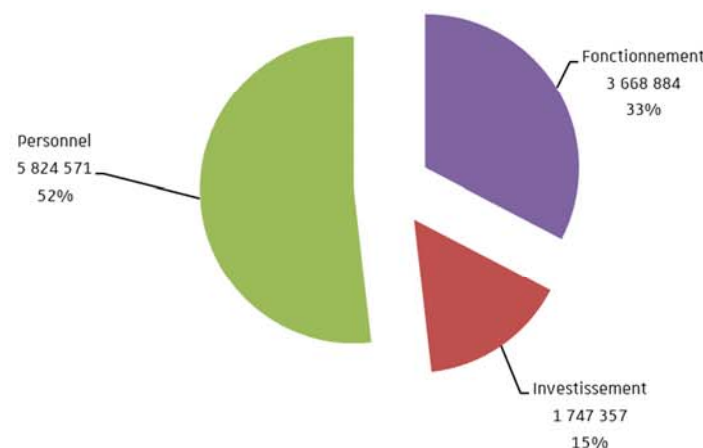
Répartition des dépenses Idex 2020 par leviers



Répartition des dépenses Labex par enveloppe



Répartition des dépenses Idex par enveloppe



Répartition des dépenses par enveloppe :

Labex

La répartition des dépenses par enveloppe, montre une stabilité dans les dépenses de personnel qui sont les moins affectées par les règles de date limitée d'éligibilité des dépenses. Nous notons au contraire une augmentation significative des dépenses d'investissement, dont la part passe de 6 % du budget à 19 % et quasi-quadruple en terme de volume. Cette augmentation est cependant à nuancer car étant le fait des achats effectués par un seul Labex, les autres restant plus ou moins stables. Il convient aussi de noter que le niveau des dépenses 2019 d'investissement était particulièrement bas.

Les dépenses de fonctionnement sont elles aussi en légère augmentation (en volume) ce qui est, compte tenu du contexte sanitaire de l'année 2020, très positif et témoigne du fort dynamisme des Labex.

IdEX

On notera une légère augmentation des dépenses d'investissement sur crédits IdEX en 2020. Ces dernières passent de 9 % en 2019 à 15 % en 2020. Ce qui représente une hausse de 816 k€. Cette hausse s'explique principalement par la politique volontariste de l'établissement dans le soutien de la politique de la donnée et le financement d'un entrepôt de données ainsi que des baies du data center (*voir levier pilotage ci-après*).

Les dépenses de personnel restent stables entre 2019 et 2020 avec une hausse de moins de 1 %. Ceci témoigne d'une gestion contrôlée des dépenses de personnels qui se maintiennent à 5,8 M€.

Les dépenses de fonctionnement sont quant à elles en hausse de 448 k€, + 14% à 3,6 M€, tout en restant dans un niveau normal d'activité.

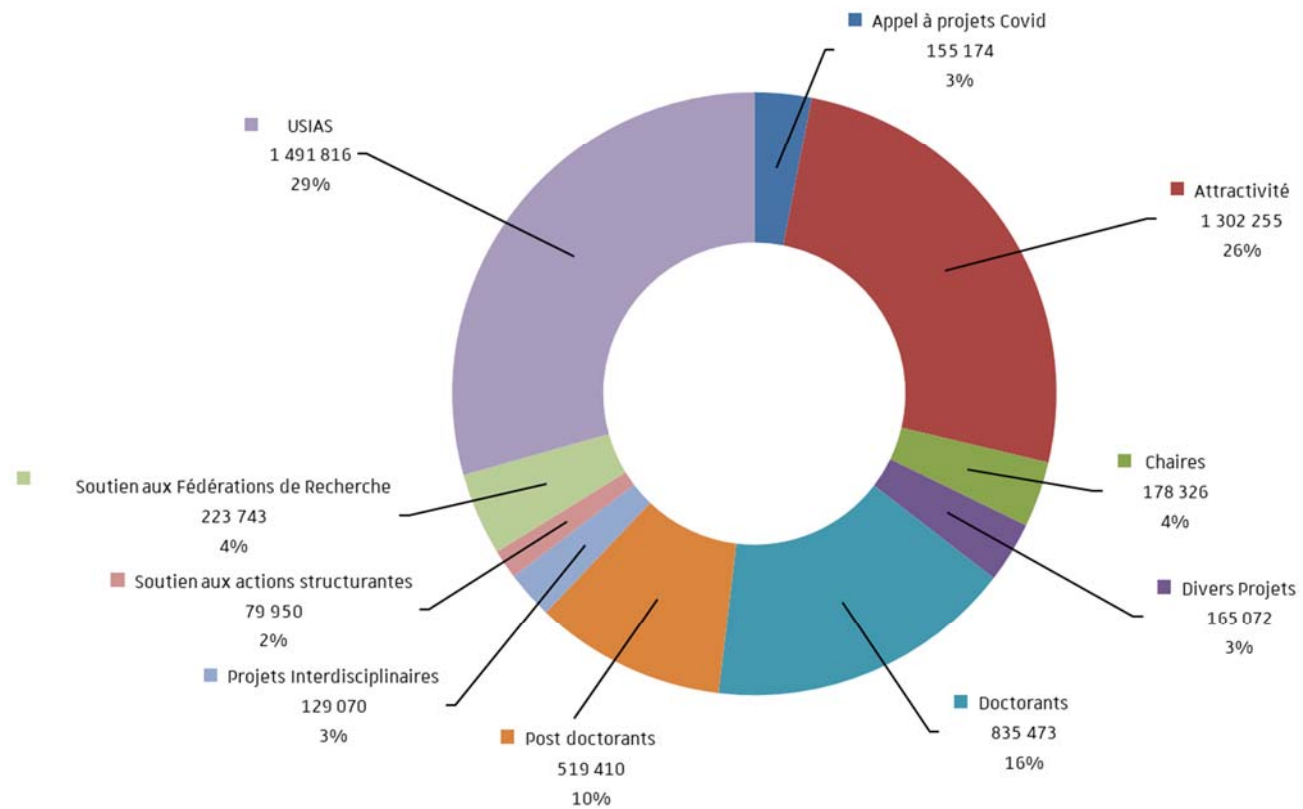
La tendance globale de consommation des crédits IdEX est donc haussière ce qui est à saluer compte tenu du contexte particulier de cette année 2020.

Focus sur le levier Recherche

Les dépenses du levier Recherche ont diminué de **903 k€** par rapport à l'année précédente (5,98 M€ en 2019 et 5,17 M€ en 2018). Cette baisse est en partie due à l'augmentation des frais de structure de l'établissement qui a entraîné une baisse de l'ensemble des budgets des différents leviers de l'ordre de 6 à 15 % en fonction des leviers.

Cette baisse a été impactée sur l'ensemble des actions mais plus particulièrement sur les appels post-doctorants et doctorants. La baisse en consommation des crédits et en nombre de thèses financées dans le cadre de l'appel doctorants internationaux pré-figure aussi de l'évolution de la structure même du levier. En effet, le financement de contrats doctoraux se fera dorénavant principalement via les ITI.

Répartition des dépenses sur le levier Recherche

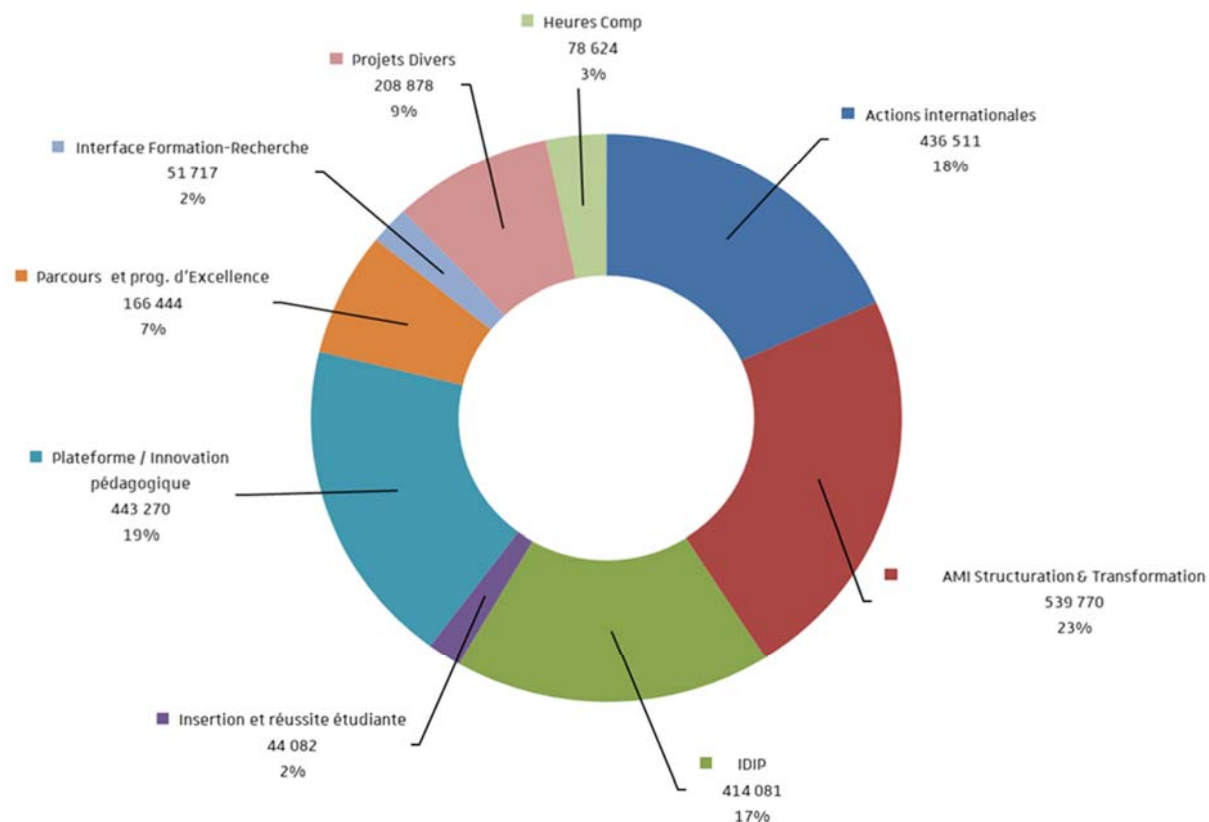


Focus sur le levier Formation

Les dépenses du levier Formation s'élèvent à **2,383 M€** (contre 1,753 M€ en 2019). Les actions financées sont articulées principalement autour de l'IDIP ; la rénovation des pratiques pédagogiques (deux appels à manifestation d'intérêt) ; de la dimension internationale (dont soutien aux dispositifs de mobilité), etc.

Un tiers des dépenses réalisées l'année 2020 ont porté sur des investissements pédagogiques. Cette hausse s'explique en partie par le contexte de l'année 2020. Un effort tout particulier a été mené dans le cadre du programme de rénovation des pratiques pédagogiques dont une partie de l'enveloppe allouée aux appels à manifestation d'intérêt a été réaffectée en cours d'année pour faire face à la crise sanitaire. Cette enveloppe de réactivité a permis de soutenir de nouvelles modalités d'enseignement pour préparer la rentrée universitaire 2020-2021.

Répartition des dépenses sur le levier Formation



Les LabEx :

L'année 2020 a été la dernière année des programmes de recherche des Labex qui évoluent pour s'intégrer dorénavant dans les Instituts thématiques interdisciplinaires (ITI). Les ITI allient un programme de recherche d'excellence à un cursus de formation de niveau master adossé aux composantes et écoles doctorales. Il s'agit d'un programme ambitieux d'une durée 8 ans sur lequel seront re-ventilés en 2021 les crédits préalablement alloués aux Labex.

D'un point de vue financier, les crédits Labex des dotations des années 2020 et précédentes pourront être engagés jusqu'au 31/12/2021 avec une date limite d'éligibilité des dépenses fixée au 31/12/2022 pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement et au 31/12/2024 pour les dépenses de personnel (pour permettre le financement de doctorants).

L'année 2020 a donc été la dernière année de reversements de crédits LABEX aux établissements partenaires ; ceux-ci sont en baisse, à 6,76 M€, les projets touchant à leur fin.

Les dépenses sont quant à elles en hausse (2,3 M€ en 2020 contre 1,9 M€ en 2019) témoignant de la volonté des porteurs de dépenser l'intégralité des crédits Labex avant le passage aux (éventuels) crédits ITI.

Les leviers Idex :

✓ le levier Recherche :

La programmation des crédits 2020 intègre la mise en œuvre progressive des Instituts Thématiques Interdisciplinaires (ITI) et les implications budgétaires qui en découlent.

Ainsi, a été constituée une dotation d'environ 900 k€ destinée aux futurs ITI et venant en substitution des appels « contrats doctoraux » et « projets interdisciplinaires » qui ont été abandonnés.

Par ailleurs, d'autres actions structurantes ont été reconduites telles que :

- les appels « Attractivité » (1 M€) et « Contrats post-doctoraux » (0,5 M€),
- l'Institut d'études avancées USIAS (2,5 M€).

✓ le levier Formation :

La programmation des crédits 2020 porte sur la reconduction d'actions structurantes du levier comme suit : le soutien à l'Idip et à la rénovation des pratiques pédagogiques (1,5 M€) ; le soutien aux actions de mobilité (0,5 M€) ainsi que d'autres dispositifs tels que le programme *Fellowship formation* (180 k€) qui participe à la dynamisation d'un secteur émergent ou à l'aide à la restructuration d'un secteur en crise.

L'année 2020 a vu la création d'un pôle transversal « Bureau National Formation » au sein du PUI rattaché au département Offre de formation de la Direction des études et de la scolarité. Ce soutien porte sur le recrutement d'une ingénieure de projets formation qui a pour missions d'effectuer en interne un suivi des projets de formation dans le cadre national (notamment en raison de l'augmentation du nombre de projets de formation sur financements de tiers (dont les appels à projets du PIA 3) et d'offrir par ailleurs un accompagnement allant du montage jusqu'à la réalisation de ces projets.

✓ le levier Relation au monde socio-économique :

Dans une logique de poursuite des actions passées et de constitution d'un effet de levier, il s'est agi en 2020 de poursuivre des projets tels que :

- le déploiement du portail entreprises (0,2 M€),
- le développement du MedTech Center (0,1 M€),
- le soutien aux événements de valorisation (0,1 M€), lesquels ont cependant pâti des conditions sanitaires dégradées.

Un soutien global de l'ensemble des leviers de l'IdEX a aussi été apporté au financement de l'usine école EASE à hauteur de 1 M€. Son rattachement budgétaire au levier Relation avec le monde socio-économique explique l'augmentation significative des dépenses sur ce levier qui doublent quasiment entre 2019 et 2020.

✓ le levier Université & Cité :

En 2020, l'accent a notamment été porté sur :

- la science ouverte (150 k€),
- la médiation scientifique et la diffusion des savoirs (165 k€),
- les initiatives étudiantes à rayonnement international et à l'animation de la vie culturelle (70 k€).

D'autres programmes en lien avec la Recherche tels que le fonds FACE (100 k€) et le soutien à la Commission de la Reichsuniversität (102 k€) ont été reconduits. En revanche, l'année 2020 a vu la fin du soutien programmé pour la Maison pour la Science en Alsace (84 k€).

✓ le levier Pilotage de l'université :

L'un des enjeux de 2020 a consisté à mettre en synergie le plan d'action du développement durable (170 k€) et la démarche Cap 2030 (170 k€).

L'année 2020 a aussi vu la prolongation, pour la deuxième année, du soutien apporté au Pôle Pilotage et Amélioration Continue de l'université pour 163 k€.

La dynamique créée autour de la politique de la donnée a également été soutenue à travers notamment la réalisation d'un entrepôt de données (350 k€) et la contribution au financement du data center (266 k€).

Ces investissements témoignent d'une politique volontariste de l'université dans le domaine.

Quant au volet « gestion des talents », l'un des objectifs principaux était de favoriser l'accompagnement et la reconnaissance professionnelle (360 k€).

✓ le levier Mise en œuvre :

A l'instar des années précédentes, 0,3 M€ ont été dépensés au titre de la coordination de l'IdEx (fonctionnement et personnel). Ce montant est stable par rapport aux années précédentes.

3.3. Focus opérations pluriannuelles

La programmation budgétaire des opérations pluriannuelles est décrite de manière détaillée dans les tableaux budgétaires 9 et 10 qui présentent les prévisions et les réalisations de l'exercice 2020.

L'ensemble des opérations pluriannuelles programmées représente un montant global exécuté de 529,5 M€, soit une augmentation de plus de 12 M€ par rapport aux sommes figurant aux tableaux 9 et 10 du dernier budget actualisé 2020. Le détail de cette variation est présenté dans les items ci-dessous.

Sur le total de 529,5 M€, 487,5 M€ proviennent de financements extérieurs et 42 M€ d'autofinancement. A la clôture 2019, 299,5 M€ étaient engagés, 231,7 M€ payés et 205,5 M€ des financements extérieurs encaissés. Fin 2020, les engagements se situent à 351,2 M€ (+ 51,7 M€), les paiements à 299,3 M€ (+ 67,8 M€) et les encaissements des financements extérieurs s'élèvent désormais à 255,7 M€ (+ 50,1 M€). Ainsi au titre de 2020, l'impact de ces opérations sur le solde budgétaire de 2020 de l'établissement est négatif de 17,7 M€.

Focus sur les contrats de recherche et de formation

➤ Les Contrats de recherche

Au compte financier 2020, les contrats de recherche actifs représentent un montant contractuel de 103,6 M€ qui se détaillent en :

- 38,4 M€ (37 %) de contrats européens,
- 26,8 M€ (25,9 %) de contrats financés par l'ANR,
- 15,0 M€ (14,5 %) de contrats financés par divers bailleurs nationaux
- 3,6 M€ (3,5 %) de contrats financés par des partenaires de l'IDEX (Equipex notamment)
- 19,8 M€ (19,1 %) de contrats PIA3 (EUR).

Par rapport au dernier budget actualisé, ce sont 50 nouveaux contrats qui ont été ouverts et qui représentent un montant contractuel global de 9,6 M€ :

- 11 contrats européens pour un montant de 3,8 M€,
- 7 contrats financés par l'ANR pour un montant de 3,1 M€,
- 32 contrats financés par divers bailleurs nationaux pour un montant de 2,7 M€.

Les 103,6 M€ de contrats de recherche représentent le cumul des contrats qui sont ouverts annuellement. Ainsi en 2020, ce sont 17,9 M€ qui représentent 102 nouveaux contrats qui ont été attribués à des projets de recherche à l'Université de Strasbourg.

Les tableaux ci-dessous présente l'évolution des attributions des nouveaux contrats de recherche à l'Université depuis 2013.

Nombre de contrats

Nombre de contrats	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contrats ANR	14	19	17	17	25	26	24
Contrats UE	11	9	13	13	17	23	19
Autres contrats	48	38	50	50	54	44	59
Total	73	66	80	80	96	93	102

Montants contractuels

Montants contract. (M€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contrats ANR	1,8	2,5	2,6	4,6	4,2	4,1	5,1
Contrats UE	2,1	4,1	8,3	5,9	6,8	7,0	7,6
Autres contrats	2,3	2,1	2,3	2,1	2,3	3,2	5,2
Total	6,2	8,7	13,2	12,6	13,3	14,3	17,9

L'attribution de nouveaux financements de recherche à l'université en 2020 s'élève à 102 contrats, soit 9 de plus qu'en 2019. Concernant les contrats européens, la nouvelle programmation recherche « Horizon Europe » 2021-2027 n'a pas encore véritablement apporté de nouveaux contrats ; dans ce contexte, le nombre bien que moyen, reste bon. Pour les contrats ANR, l'exercice 2020 est sur un niveau plutôt élevé. Enfin pour ce qui concerne les financements des autres bailleurs, si le nombre de contrats n'est pas exceptionnel, le montant moyen des attributions est en forte hausse, passant de 56 k€ à 88 k€.

Globalement la consommation des AE des contrats de recherche s'élève à 13,14 M€ pour une prévision de 19,52 M€ ce qui représente un taux de consommation de 67,3 % ; la crise sanitaire et les incertitudes qui lui sont liées ont entravé le bon déroulement scientifique de nombreux projets. Le taux de consommation des CP s'élève à 65,26 %.

Les taux de consommation des AE et des CP par financeurs sont :

Type de contrats	Prévisions d'AE	Consommation d'AE	Taux de consommation d'AE	Prévisions de CP	Consommation de CP	Taux de consommation de CP
Contrats ANR	5,75 M€	4,18 M€	72,70%	5,94 M€	4,25 M€	71,54%
Contrats UE	7,88 M€	4,97 M€	63,07%	7,96 M€	4,92 M€	61,81%
Autres contrats	5,89 M€	3,99 M€	67,74%	6,32 M€	4,03 M€	63,69%
Total	19,52 M€	13,14 M€	67,32%	20,21 M€	13,19 M€	65,26%

Le taux de réalisation des encaissements de l'exercice 2020 est de 88,48 % (17,64 M€ de réalisations par apport à 19,94 M€ de prévisions) ; il était de 75,2 % en 2019 mais de 96,7 % en 2018.

➤ Contrats de formation

Les contrats de formation inscrits dans le tableau agrégé des opérations pluriannuelles s'élèvent à 25,03 M€ et concernent les financements attribués par les collectivités territoriales, des projets liés au PIA 2 / PIA 3 ainsi que d'autres financements (Interreg, différentes actions Jean Monnet, ARS, etc.). Ce montant de 25,03 M€ est supérieur à celui figurant au budget actualisé (BA) 2020 qui était de 23,90 M€.

L'écart de 1,13 M€ est constitué de plusieurs financements PIA3 dans le cadre de l'appel à projet « Hybridation » de l'ANR, destiné à développer les enseignements à distances devenus indispensables depuis l'été dernier.

Globalement la consommation des AE des contrats de formation s'élève à 2,39 M€ ce qui représente un taux de consommation de 59,66 %. Le taux de consommation des CP est de seulement 48,4 %. Concernant les encaissements le taux de réalisation est de 87 %.

Focus sur les contrats de Plan Etat-Région

➤ CPER Recherche

3 projets relèvent de cette catégorie :

- CPER Alsacalcul pour un montant de 4,3 M€,
- CPER I2MT (Imagerie in vivo multimodale translationnelle) pour un montant de 1,8 M€,
- CPER Alsace Aval Sentinelle pour un montant de 0,5M€.

Globalement, la consommation des AE de ces projets s'élève à près de 6,6 M€ ce qui représente un taux de consommation proche de 100 %. Le taux de consommations des CP se situe à 90 % et s'explique essentiellement par le fait que les gros équipements acquis dans le cadre du projet I2MT nécessitent parfois des adaptations techniques du fournisseur, voir une fabrication lancée uniquement au moment de la signature des marchés. Concernant les encaissements le taux de réalisation est de l'ordre de 74 %.

➤ CPER immobilier

Dans ce cadre, l'établissement assure la maîtrise d'ouvrage de 4 projets immobiliers :

La construction du CRBS pour un montant de 38,9 M€ financés par le CPER (27,5 M€ au titre de 2007-2013 et 1,1 M€ au titre de 2015-2020), le plan Campus (2,8 M€) et l'établissement (7,5 M€).

La seconde tranche de restructuration des laboratoires de recherche en chimie au sein de l'Institut Le Bel pour un total de 6 M€ inscrits au CPER 2015-2020.

Le volet immobilier du projet I2MT qui consiste en la réhabilitation de l'Institut de Physique Biologique pour un budget prévisionnel de 2,35 M€ dont 0,92 M€ de fonds européens en cours d'instruction ainsi qu'un complément de 65 k€ sollicité auprès de l'Eurométropole (la Région ayant quant à elle confirmé son accord sur un complément équivalent).

L'aménagement du Campus d'Illkirch pour un budget de 1,3 M€, dont 1,1 M€ au titre du CPER 2015-2020 et 0,2 M€ au titre du CPER précédent.

Les autorisations d'engagement inscrites au budget révisé 2020 au titre des CPER Immobilier s'élevaient à 2,1 M€ pour une réalisation à hauteur de 1,9 M€ (soit un taux de consommation de 89 %).

Les crédits de paiement, prévus à hauteur de 7,3 M€, se sont finalement élevés à 4,6 M€, soit un taux de consommation de près de 64 %. Ce sont les paiements programmés au titre du CRBS qui n'ont pas pu se réaliser comme prévu (- 1,6 M€) suivi de l'I2MT (- 0,5 M€) et de la rénovation de l'Institut Le Bel tranche 2 (- 0,4 M€).

Les recettes encaissables afférentes qui étaient prévues pour un montant global de 0,7 M€ se sont réalisées à hauteur de 0,4 M€. La différence provient des soldes des financements de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région qui n'ont pas été appelés en raison du décalage de calendrier de l'opération rénovation du Le Bel tranche 2.

Les compléments en fonds propres mobilisés en 2020 sur les CPER immobilier s'élèvent à 1,46 M€ dont 1,3 M€ pour le CRBS (dont 1,2 M€ inscrits au PPI et 0,1 M€ de dotation de la DPI) et 0,16 M€ pour l'I2MT. Compte-tenu de ces apports et d'une régularisation d'une recette antérieure de 237 k€, le solde budgétaire révisé traduit un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 2,7 M€.

Globalement, les projets concernant les contrats de Plan Etat-Région (recherche et immobilier) génèrent un solde budgétaire déficitaire de - 3,8 M€ qui, compte-tenu de l'autofinancement apporté sur les crédits globalisés de 1,3 M€, est révisé à - 2,5 M€. Il résulte essentiellement des décalages de trésorerie (décaissements sur recettes encaissées en année antérieure).

	AE	CP	RE
CPER Construction du CRBS	1 618 085	3 527 233	236 761
CPER Rénovation laboratoires Le Bel tranche 2	45 117	375 205	
CPER I2MT réhabilitation secteur recherche IPB	196 954	679 830	220 704
CPER Parvis de Pharmacie-Campus Illkirch	55	11 640	208 000
CPER Immobilier	1 860 211	4 593 908	665 465
CPER RE1 ALSACALCUL	734 918	817 280	1 128 288
CPER RE5 I2MT	479 966	565 770	270 000
CPER RE7 ALSACE-AVAL-SENTINELLE	46 380	42 781	125 000
CPER Recherche	1 261 264	1 425 832	1 523 288
Total CPER	3 121 475	6 019 740	2 188 753
	SB	-3 830 987	

Focus sur l'Opération Campus

➤ Opération Campus

Le total des autorisations d'engagement (AE) ouvertes en 2020 au titre de l'Opération Campus s'élève à 36 M€. La consommation d'AE traduisant les engagements juridiques pris dans l'exercice s'établit globalement à **26,2 M€**, soit un taux d'exécution de 72 %. L'Opération Campus de Strasbourg connaît en 2020 un allongement du calendrier d'opérations dû essentiellement à la situation sanitaire exceptionnelle. En décembre 2020, 10 opérations avaient été livrées, 11 opérations étaient en phase travaux et 4 opérations en appels d'offres travaux.

Le tableau suivant présente la consommation des AE et les taux d'exécution par enveloppe.

AE	Prévision 2020	Conso 2020	Taux d'exécution
Investissement	23 575 068	17 818 136	76%
Fonctionnement,	11 888 353	7 850 658	66%
Masse salariale	580 000	504 739	87%
Total DPC	36 043 421	26 173 532	73%

Total avec CRBS	36 043 421	26 173 532	73%
------------------------	-------------------	-------------------	------------

Les engagements juridiques pris en 2020 sont déclinés par opérations

Opérations	Conso AE 2020	Part de l'opération
Planétarium	5 962 384	23%
Insa	5 950 000	23%
Tour de chimie	3 190 497	12%
Studium	2 468 110	9%
Rénovation du patio	2 399 375	9%
G2EI Manufacture	1 323 516	5%
Autres opérations	4 879 650	19%
Total	26 173 532	100%

Au total, près de 9,9 M€ d'AE restent non engagées à la clôture et seront reportées sur les exercices ultérieurs. Les écarts de consommation concernent principalement :

- Le Studium pour – 1,7 M€ causé par des défaillances d'entreprises et donc un retard décalant l'engagement.
- Le centre sportif pour – 1,2 M€ entraîné par un décalage d'engagement pour le marché désamiantage démolition.
- G2EI Descartes pour – 0,8 M€ résultant de défaillances d'entreprises pouvant entraîner des travaux supplémentaires ainsi que des litiges éventuels.
- Le SSI du PEGE pour – 0,4 M€, l'écart s'explique par le décalage de ces travaux.

Les crédits de paiement (CP) ouverts au budget révisé 2020 se montent à 47,1 M€ (46,9 M€ auxquels s'ajoutent 0,2 M€ pour l'opération CRBS).

Les paiements se sont élevés à **36,8 M€** (36,6 M€ auxquels s'ajoutent 0,2 M€ pour l'opération CRBS).

CP	Prévision 2020	Conso 2020	Taux d'exécution
Investissement	34 017 901	28 038 927	82%
Fonctionnement,	12 263 135	8 014 348	65%
Masse salariale	580 000	504 739	87%
Total DPC	46 861 037	36 558 014	78%
Total avec CRBS	47 058 681	36 755 658	78%

Au total, près de 10,3 M€ de CP restent non consommés à la clôture et seront reportés sur les exercices ultérieurs.

Le taux d'exécution est globalement de 78%, dont 82% en investissement et 65% en fonctionnement.

Les écarts de consommation concernent principalement :

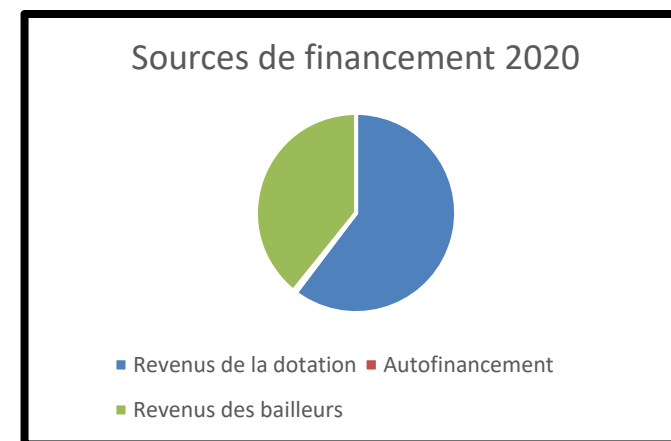
- G2EI Manufacture pour – **2,1 M€**, principalement du fait des de défaillances d'entreprises et de divers aléas (sols pollués)
- Planétarium pour – **1,4 M€** causé par un étalement du démarrage de l'opération.
- Séparation tour de chimie et plateformes pour – **1,1 M€**, le démarrage des travaux ayant été retardé (mise au point du planning et dévoiement du réseau).
- G2EI Descartes pour – **1 M€**, cette sous-consommation résultant de défaillances et liquidations d'entreprises.
- ISIS data centre pour – **1,1 M€**, l'écart s'explique par un retard pris dans l'exécution suite à un litige non encore soldé.
- L'ingénierie campus pour – **0,9 M€** résultant de fins de contrats ainsi que des difficultés quant aux recrutements.

Les opérations pour lesquelles les paiements sont les plus importants sont présentés dans le tableau suivant.

Opérations	Conso CP 2020	Part de l'opération
Studium	8 082 854	22%
G2EI Manufacture	6 180 623	17%
INSA	5 950 000	16%
Rénovation du patio	3 816 296	10%
G2EI Descartes	3 664 919	10%
Planétarium	1 099 754	3%
Autres opérations	7 763 569	21%
Total	36 558 014	100%

Les recettes encaissables (RE) prévues se montent à 25,3 M€. Les encaissements de l'exercice se sont élevés à 25,1 M€, soit un taux d'exécution de 99%.

- Les revenus annuels de la dotation non consommable (DNC) Campus prévus à hauteur de 15,1 M€ ont été intégralement perçus, le calendrier des versements des revenus de la dotation pour une année civile comprenant le 4^{ème} trimestre N-1 et les trois premiers trimestres N. Il faut également relever que le problème d'émargement observé en 2019 et qui avait conduit à minorer les RE de 0,157 M€ est régularisé en 2020.
- Les versements apportés par les collectivités locales (Région, Conseil Départemental, Eurométropole) et le rectorat étaient prévus à hauteur de 6,9 M€ alors que les encaissements se sont élevés à 8,1 M€, soit un delta de +1,2 M€. Le différentiel s'explique par des modifications au projet d'avenant mis en œuvre avec les collectivités territoriales.
- Le versement des soldes ANR initialement prévu à hauteur de 2,2 M€ n'ont pas été appelé en raison de l'étalement du calendrier des opérations.



Compte-tenu des recettes encaissables et de la sous-consommation des CP, le solde budgétaire dégagé est ainsi déficitaire de -11,5 M€ (contre -21,8 M€ prévus). Le tableau ci-dessous retrace le solde budgétaire annuel de l'opération Campus.

Opérations fléchées	Campus
Recettes fléchées	25 071 389
Crédits paiement fléchés	36 558 014
SB Fléché	-11 486 625

Dotations sur recettes globalisées	-220 000
Apports sur FDR	338 805
SB Fléché révisé	-11 367 820

Compte-tenu de l'autofinancement apporté par l'établissement pour un montant net de 0,1 M€, le solde budgétaire révisé s'établit à -11,4 M€ pour l'exercice.

L'autofinancement concerne l'opération de séparation de la Tour et du bâtiment bas de la Faculté de Chimie pour 439 k€ (dont 339 k€ sur fonds de roulement et 100 k€ sur dotation de la DPI), à l'inverse, les fonds propres injectés sur l'opération IRMA sont réduits de 320 k€ (les aléas mobilisés sur les revenus de la dotation avec l'accord du ministère permettant de réduire l'apport en fonds propres initialement prévu pour compléter le budget de l'opération).

➤ Focus sur l'emprunt

Afin de faire face aux besoins de trésorerie générés par l'Opération Campus, des tirages d'emprunts sont effectués auprès de deux partenaires financiers que sont la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Le montant de ces tirages sont déterminés sur la base d'un modèle financier qui prend en compte les besoins de décaissements théoriques (liés aux montants et aux calendriers des opérations) d'une part et les ressources relatives à l'Opération Campus d'autre part afin d'optimiser les emprunts à réaliser.

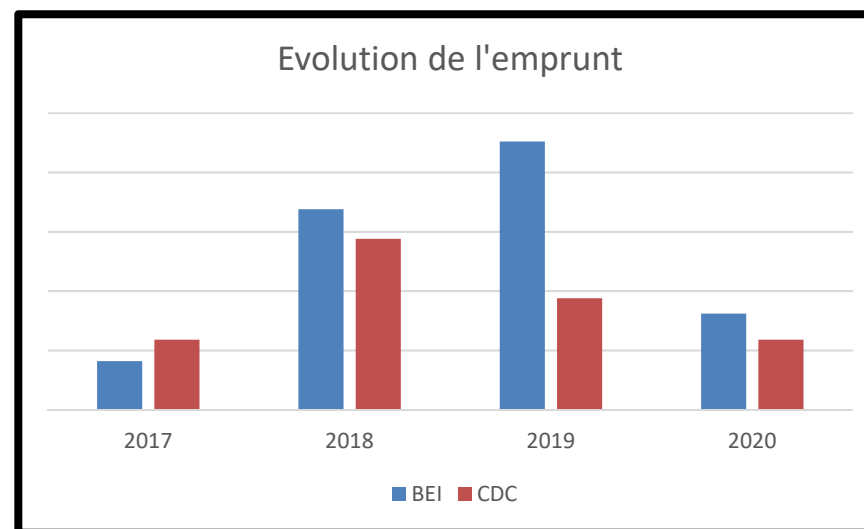
Rappelons que l'université a emprunté 73,3 M€ à fin 2019 (dont 11,9 M€ au titre des prêts à taux zéro). Prévus à hauteur de 14 M€ en 2020, les tirages d'emprunts de l'année ont été réalisés pour ce montant.

Concernant la BEI, un seul tirage de 8,1 M€ a été effectué, il concerne les opérations Studium (2 M€), Patio (2,1 M€) et le Planétarium (4 M€). Le taux consenti pour cet emprunt est de 0,380% contre 0,805 % en 2019 et 1,556 % en 2018, l'établissement bénéficiant ainsi de la baisse actuelle des taux d'emprunts.

Auprès de la CDC, il a été emprunté un total de 5,9 M€ sur deux types de prêts distincts.

- Le premier est le prêt croissance verte à hauteur de 2,9 M€ et concerne l'opérations rénovation énergétique du patio. Le taux consenti en 2020 est de 1,88 %.
- Le second est le prêt au secteur public local, pour un montant de 3 M€, au titre des opérations Studium (1 M€) et Planétarium (2 M€). Le taux consenti en 2020 est de 2,09 % (2,30 % en 2019, 3,06 % en 2018).

Le remboursement en capital effectué au cours de l'année s'est élevé à 2,7 M€ et les intérêts d'emprunt à 0,9 M€.



Focus sur les autres opérations

➤ Les autres opérations immobilières et d'équipement

Elles comprennent :

- les actions spécifiques de mise en sécurité et en accessibilité financées par l'Etat et, selon les cas, abondées par l'établissement,
- les opérations immobilières, soit autofinancées et inscrites au Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) de l'établissement, soit bénéficiant de financements spécifiques,
- les premiers équipements, autofinancés au PPI et/ou disposant de financements dédiés.

Ces opérations se montent globalement à 27,9 M€.

En 2020, ce sont 4,9 M€ d'engagements qui étaient prévus pour ces autres opérations dont 1,2 M€ au titre de dépenses de 1^{er} équipement (CRBS & PEGE). Au final les AE se sont élevées à 3,2 M€ (soit un taux de consommation de 65%), ce qui s'explique notamment par le report de certaines dépenses de 1^{er} équipement lié au retard de livraisons de ces projets immobiliers (le taux de consommation des AE 1^{er} équipement se situant à 53%).

Concernant les décaissements, ils se sont élevés à 5,1 M€ pour une prévision de 8,8 M€, soit un taux de consommation inférieur à 58%, mais qui s'explique également par le report des dépenses de 1^{er} équipement (- 1,5 M€) et par une sous-consommation sur les projets Réhabilitation Institut de Physique (- 0,4 M€), le pôle entrepreneuriat universitaire (- 0,4 M€) et la réfection de la toiture de la Faculté de philosophie au (- 0,3 M€).

Les encaissements 2020 prévus pour un montant de 0,9 M€ se sont réalisés à hauteur de 1,5 M€ du fait de l'obtention de crédits sur des actions d'économies d'énergie à gains rapides obtenus à la fin de l'exercice 2020 (+ 0,7 M€).

Compte tenu de ces éléments, le solde budgétaire annuel est négatif de 3,6 M€ du fait du financement sur le fonds de roulement.

➤ **Les opérations en matière informatique et numérique**

Les projets d'investissements pluriannuels informatiques et numériques recouvrent :

- le renouvellement des équipements des réseaux Osiris et Rarest (1,3 M€),
- la première tranche d'équipements pour le data center (3,3 M€),
- les différents projets d'infrastructure (téléphonie, câblage, fibre, wifi), de jouvence de matériels et numériques comme l'ENST (2,5 M€),
- les premiers équipements informatiques liés aux opérations de construction et/ou de rénovation immobilières (0,7 M€).

Ces opérations se chiffrent globalement à 7,8 M€, en grande partie autofinancés (7 M€ sur fonds de roulement, inscrits au PPI autofinancé).

Le taux de consommation des AE pour ces opérations est 70 %. Ce taux s'explique essentiellement par les décalages dans la mise en œuvre de l'opération « Studium équipements informatiques » pour laquelle le montant des AE prévu était de 0,250 k€ pour une consommation d'AE à hauteur de 92 k€ (taux de 37 %). *

Concernant les CP, le taux de consommation de 77 % s'explique par le fait qu'une part significative des AE n'ont pas fait l'objet de décaissements en fin d'exercice soit pour des factures non parvenues soit pour des services non faits.

Pour ce qui concerne les encaissements, le taux de réalisation est de 100 %.

➤ **Convention de site**

La convention de site portée par le SBU représente 1,5 M€ entièrement financés par des partenaires extérieurs. Il était prévu qu'elle arrive à son terme en 2018, mais les opérations du schéma directeur de la documentation « Alsace » se poursuivront sur la durée du quinquennal en cours, en utilisant notamment le solde des crédits alloués à ce titre sur la période 2013/2017. Cette reprogrammation a pour conséquence un report dans le temps des engagements prévus initialement pour 2019 et explique un taux de consommation des AE ouverts en 2020 à hauteur de 28 %. Concernant les CP, le taux de consommation de 45 %, supérieur à celui des AE, s'explique par les commandes initiées les années antérieures et dont les factures correspondantes ont fait l'objet d'un paiement en 2020. L'exécution budgétaire de cette convention devrait se poursuivre en 2021.

Pour ce qui concerne les recettes, tous les financements ont fait l'objet d'encaissements.

3.4. Focus sur les achats

Propos liminaires :

Méthodologie d'analyse 2020

Les montants de dépenses indiqués ci-après concernent l'ensemble de l'université, sans distinction de l'établissement principal des services à comptabilité distincte. Ils ont été obtenus à partir des requêtes Business Object sur SIFAC relatives aux bons de commandes facturés hors taxes par groupe de marchandises. Ces achats ont été analysés par nomenclature d'achat, afin de permettre de procéder aux analyses et d'élaborer les tableaux suivants.

Les 4 derniers exercices, 2017-2018-2019-2020, sont reportés afin de pouvoir mesurer l'évolution des indicateurs.

L'organisation des achats

La réglementation des achats publics distingue principalement deux acteurs : les acheteurs et les prescripteurs. A l'Université de Strasbourg, le rôle d'acheteur est assuré par le Département des Achats et des Marchés (DAM), rattaché à la Direction des Finances, et le Département des Contrats Immobiliers (DCI), rattaché à la Direction du Patrimoine Immobilier. Le **Département des Achats et des Marchés** (DAM) a pour mission, d'une part, la rédaction des marchés en fournitures et services dont le montant est supérieur ou égal à 90 000 € HT et, d'autre part, d'accompagner toutes les structures de l'établissement dans la passation de leurs propres contrats et achats, à l'exception de ceux relatifs au domaine immobilier. Le **Département des Contrats Immobiliers** (DCI) a la responsabilité des contrats afférents au domaine immobilier de l'université à savoir les marchés et les contrats qui portent sur les travaux publics, les prestations intellectuelles (architectes), les services et les fournitures qui ont pour objet l'immobilier.

Le tableau ci-dessous synthétise les procédures et les responsabilités relatives aux achats en 2020.

Procédure à appliquer	Seuils	Signataire
Achat libre dans le respect des principes de la commande publique et de la politique d'achat de l'Université	< 40 000 € HT ¹	Directeur de service, de composante et d'unité
Mise en ligne de la procédure sur le profil d'acheteur de l'Université : www.marches-publics.gouv.fr	40 000 € HT < 90 000 € HT	Directeur de service, de composante et d'unité
Procédure mise en œuvre par le DAM ou le DCI	≥ 90 000 € HT	Président de l'université

¹ Depuis le 01/01/2020, en application du Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019, le seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de l'Université de Strasbourg est rehaussé de 25 000€HT à 40 000€HT.

La politique des achats en 2020 :

La taille de l'Université de Strasbourg, ses spécificités, sa pluridisciplinarité, le contexte financier contraint actuel et la structuration interministérielle des achats rendent nécessaire la mise en œuvre d'une politique d'achat adaptée. Au sein de l'Université de Strasbourg, l'achat doit être accessible pour les composantes, les services et laboratoires de l'université, lisible par les sociétés, sécurisé par un dispositif de contrôle interne et souple par les outils proposés. Les achats rendus possibles au travers des marchés doivent répondre aux besoins exprimés par les « utilisateurs » de l'établissement. La fonction achat a pour but de dynamiser les investissements stratégiques et d'optimiser le fonctionnement de l'établissement tout en permettant le respect du cadre réglementaire relatif à la commande publique.

A ce titre, le décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'Etat et relatif à la gouvernance des achats de l'Etat, impose désormais à la fonction achat de veiller au respect de la politique des achats de l'Etat et de s'assurer que les achats de l'établissement sont effectués dans les conditions économiquement les plus avantageuses, qu'ils respectent les objectifs de développement durable et social (intégration de clauses sociales et environnementales dans les marchés), qu'ils sont réalisés dans des conditions facilitant l'accès des petites et moyennes entreprises à la commande publique et qu'ils contribuent à la diffusion de l'innovation.

Pour répondre notamment aux attentes de la politique des achats de l'Etat, les achats transversaux de l'université continuent à être mutualisés et font l'objet de marchés publics qui s'imposent à tous les acteurs de l'établissement. La dynamique de mutualisation des procédures avec d'autres établissements (INSA, UHA, UL, ENSAS, BNU, CNRS, etc.) et organismes (AMUE) s'est poursuivie en 2020 : marchés en groupement pour le papier, l'outillage et la quincaillerie, la location de fontaines à eau, la traduction, les déchets ménagers et l'audiovisuel sont autant d'exemples de mutualisation et d'optimisation des achats.

L'université poursuit la différenciation stratégique de sa politique achat.

Les achats cœur de métier sont, de ce fait, gérés directement par les laboratoires et services, ce qui peut expliquer un taux de couverture par marché relativement bas sur certaines familles. Cette organisation responsabilise le service prescripteur puisque chaque directeur est signataire de ces marchés (dans la limite de 90 000 € HT). Les services et composantes sont également responsables des achats dont le montant est inférieur à 40 000 € HT. Enfin, différents outils sont mis à la disposition des structures de l'université pour réussir et sécuriser leurs achats, dans la limite des délégations mises en place : charte pour un achat public raisonné, site d'information Info-achats (GED), fiches de procédures, Dépêche de l'achat, guides de bonnes pratiques, nomenclature, formations et conseils. L'accompagnement des prescripteurs de l'établissement s'est poursuivi en 2020 pour contribuer à une gestion harmonieuse des deniers de l'établissement.

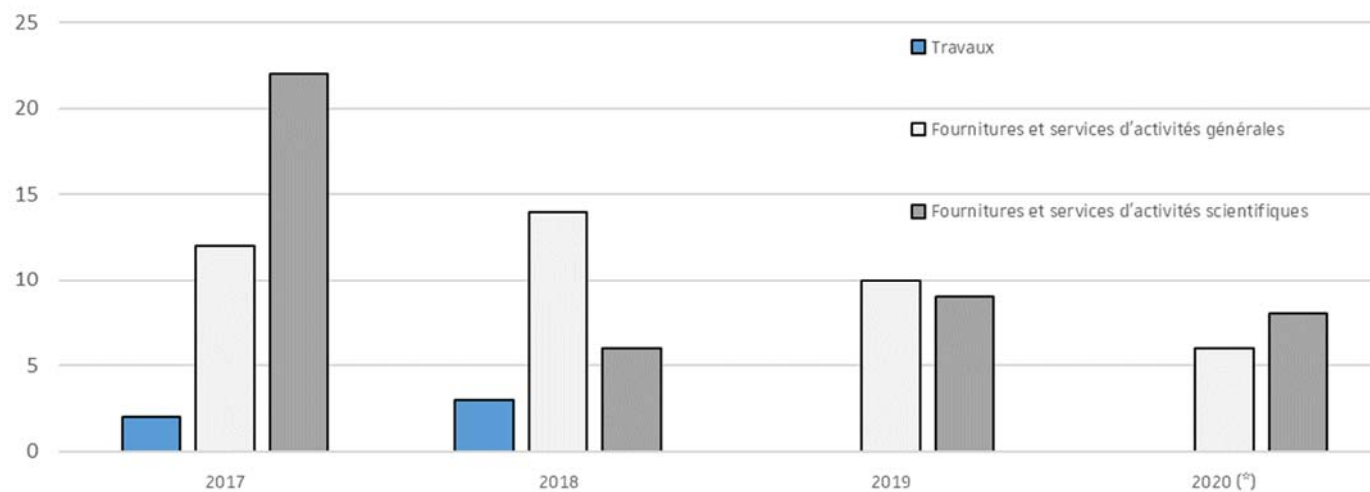
Le nombre d'annonces relatives aux procédures < 90 k€ HT relevant de la responsabilité des ordonnateurs secondaire, notifiées en 2020 :

- Chaque structure est responsable de la passation des achats inférieurs à 90 k€ HT. Ces derniers ont été mis en ligne sur le profil d'acheteur PLACE.
- L'accompagnement et le contrôle relatifs aux annonces des consultations gérées par les services et composantes se sont poursuivis par le département achats marchés contribuant ainsi à une optimisation des achats par l'incitation à la négociation d'une part et par un niveau plus performant de précision de cahiers des charges parfois trop succincts voire trop détaillés d'autre part. Il se traduit par la réalisation de gains intéressants pour les composantes, laboratoires ou services (gain d'une année de maintenance supplémentaire pour des équipements scientifiques, réduction des prix par la négociation, etc.).
- En 2020, on dénombre un total de 14 marchés notifiés² pour un montant total de 792 k€ HT.

Marchés compris entre 25 k € HT (*) et 90 k € HT notifiés de 2017 à 2020 (Responsabilité de l'ordonnateur secondaire)				
Type de marché	2017	2018	2019	2020 (*)
Travaux	2	3	0	0
Fournitures et services d'activités générales	12	14	10	6
Fournitures et services d'activités scientifiques	22	6	9	8
TOTAL	36	23	19	14

(*) 40 k € HT depuis le 01/01/2020

² Sont pris en compte les marchés notifiés liés à une consultation d'un montant compris entre 40 et 90k€ HT relevant de la responsabilité des ordonnateurs secondaire.



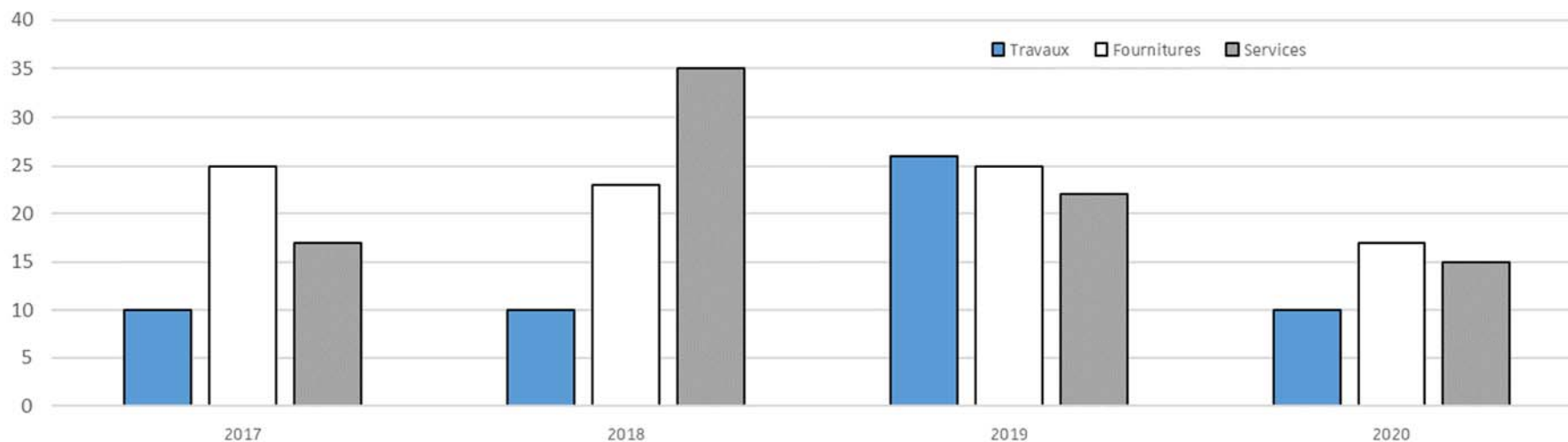
Le nombre de procédures notifiées en 2020 :

► Le tableau ci-dessous reprend uniquement les procédures notifiées par le DAM et le DCI (hors marchés « Achatsweb » décomptés séparément).

► On notera une croissance globale du nombre de procédures notifiées par l'Université de Strasbourg (+ 31 % entre 2017 et 2019, + 7 % entre 2018 et 2019, - 42 % entre 2019 et 2020).

Néanmoins, une procédure peut faire l'objet de plusieurs marchés (en cas d'allotissement, chaque lot pouvant être attribué à plusieurs fournisseurs). En 2020, le nombre de marchés notifiés a été de 107 alors qu'il s'élevait à 159 en 2019.

Nombre de procédures notifiées de 2017 à 2020				
Type de marché	2017	2018	2019	2020
Travaux	10	10	26	10
Fournitures	25	23	25	17
Services	17	35	22	15
TOTAL	52	68	73	42

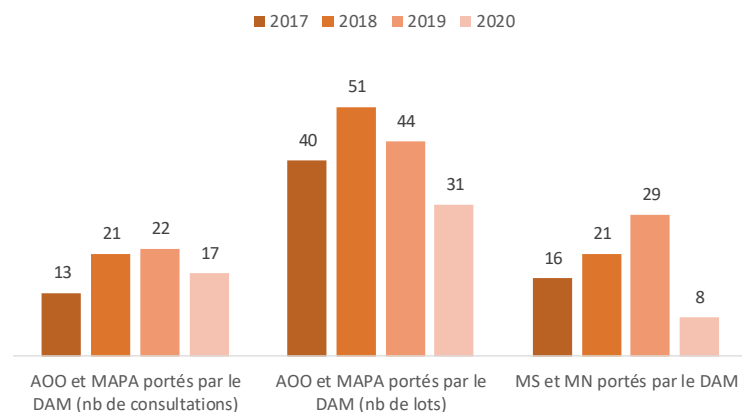


► Le nombre de consultations porté par le DAM demeure élevé. Il est en augmentation ces dernières années, notamment concernant les marchés subséquents portés par le DAM, qui permettent de suivre au mieux l'évolution des besoins et l'évolution des conditions économiques dans l'intérêt de l'établissement. L'année 2020 étant particulière compte tenu de la crise sanitaire, il est probable qu'un report des achats d'investissements (équipements scientifiques notamment) soit constaté sur 2021.

Bilan annuel des **consultations** passées par le DAM :

	2017	2018	2019	2020
AOO/AOR (consultations)*	13	18	20	15
AOO (lots)**	40	32	40	29
MAPA (consultations)*	0	3	2	2
MAPA (lots)**	0	19	4	2
Marché sans pub ni mise en concurrence	2	11	10	2
Dialogue Compétitif	0	0	0	0
DSP/CSP	0	0	0	0
Marché subséquents < 90k€ HT	2	3	12	3
Marché subséquents > 90k€ HT	12	7	7	6
Autres procédures (non portées par l'Unistra)	4	3	6	8

	2017	2018	2019	2020
AOO et MAPA portés par le DAM (nb de consultations)	13	21	22	17
AOO et MAPA portés par le DAM (nb de lots)	40	51	44	31
MS et MN portés par le DAM	16	21	29	8



*Autres procédures (non portées par l'Unistra) 2020 :

Licences ADOBE (marché ministère)
 Fourniture de papier couleur (université de Lorraine)
 Droits d'usage logiciels spécifiques (marché ministère)
 Solutions antivirus (marché ministère)
 Fournitures et prestations animaleries (marché INSERM)
 Acquisition diffractomètre (Accord-cadre AMUE)
 Acquisition chromatographe (Accord-cadre AMUE)
 Prestations traduction (Accord-cadre PFRA)

*nombre de consultations (et non nombre de lots) notifiés durant l'année

** nombre de lots au total, notifiés durant l'année

Légende :

AOO : Appel d'Offre Ouvert

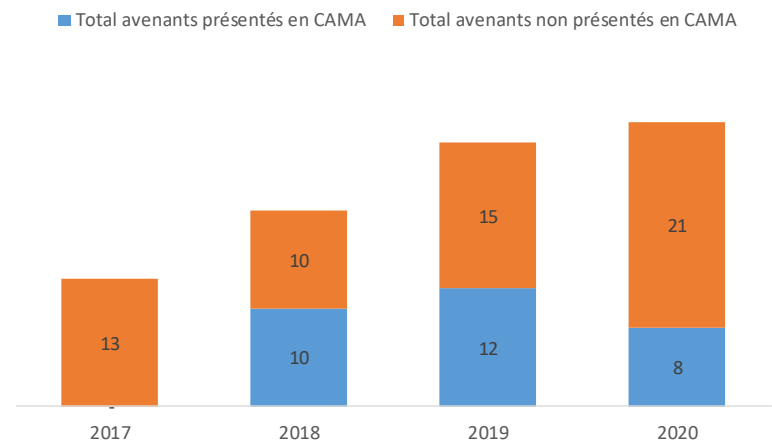
AOR : Appel d'Offre Restreint

DSP : Délégation de service public

CSP : Concession de service public

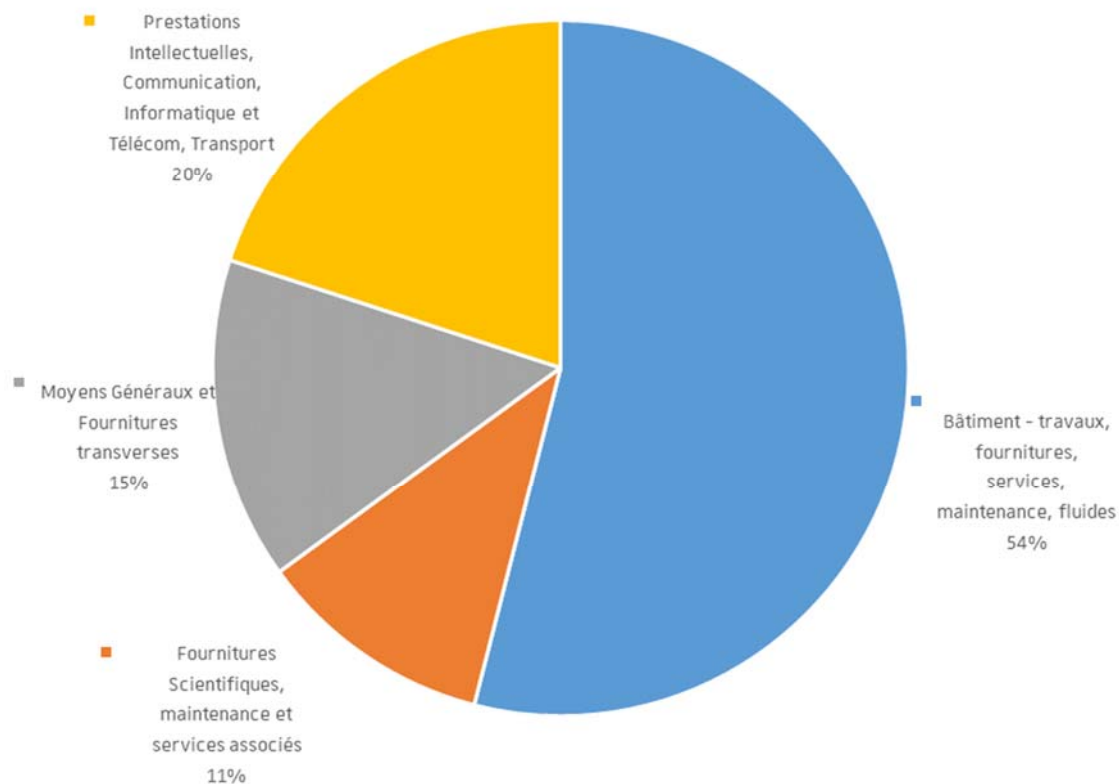
Bilan annuel des **avenants** passées par le DAM :

	2017	2018	2019	2020
Total avenants présentés en CAMA	-	10	12	8
Total avenants non présentés en CAMA	13	10	15	21
TOTAL annuel	13	20	27	29



Répartition de la dépense par segment d'achat en 2020 (facturé HT) :

Répartition de la dépense Unistra par segment d'achat - 2020

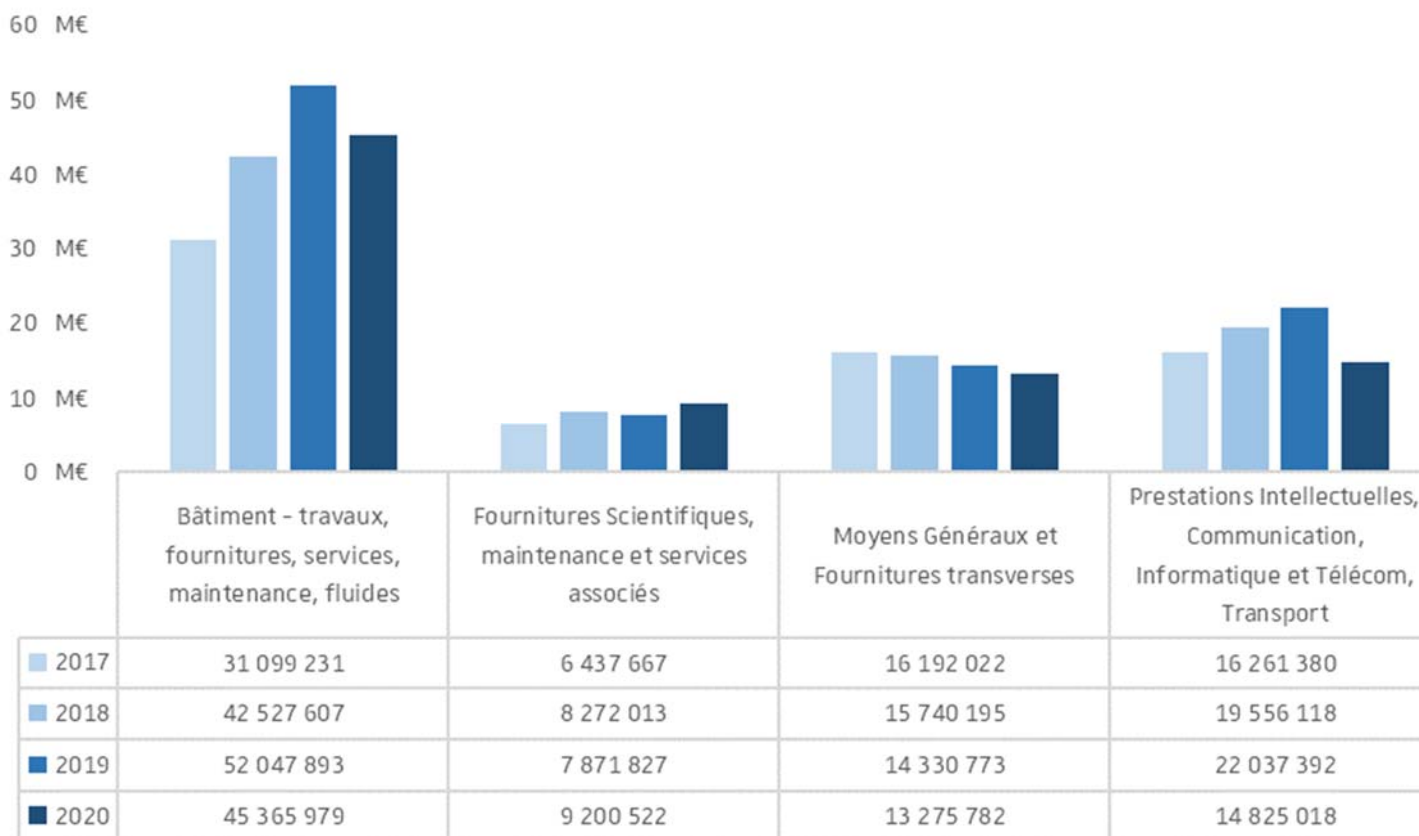


Les segments d'achats ci-dessus sont constitués suivant la dépense constatée sur la nomenclature d'achat de l'Université :

- Bâtiment - travaux, fournitures, services, maintenance, fluides : codes NACRES : BA, BD, BE, BF
- Fournitures Scientifiques, maintenance et services associés : codes NACRES : G, H, J, K, L, M, N, O, P, Q, S, T, U, V, W
- Moyens Généraux et Fournitures transverses : codes NACRES : A, BB, BC, CE, CF, CG, CI, F, R
- Prestations Intellectuelles, Communication, Informatique et Télécom, Transport : codes NACRES : CA, CB, CC, CD, CH, D, E, I
- Dépense hors achats : code NACRES : X (ces dépenses ne sont pas représentées sur ce graphique)

Evolution et ventilation de la dépense par segment d'achat :

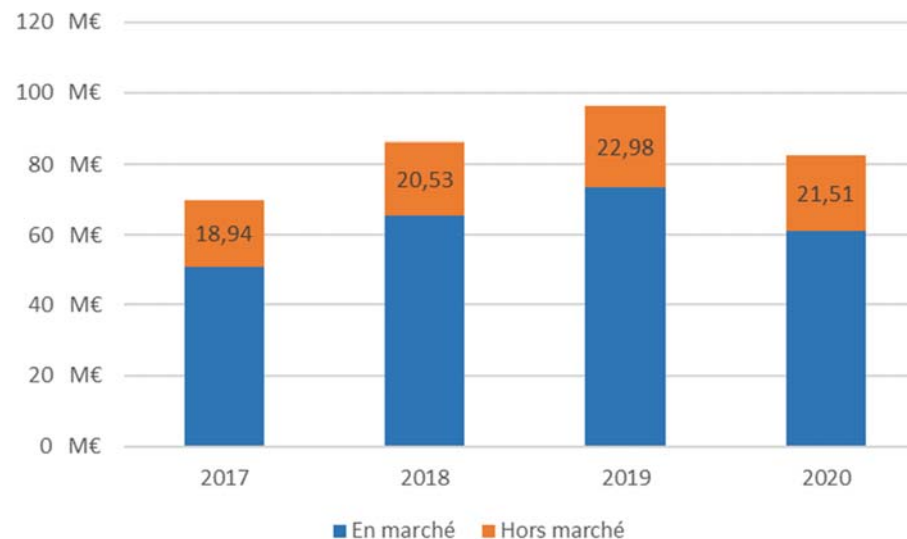
Le graphique ci-dessous représente le montant des factures (€ HT) par segment d'achat sur les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020.



Evolution de la dépense (facturé HT) "en marché" et "hors marché" de 2017 à 2020

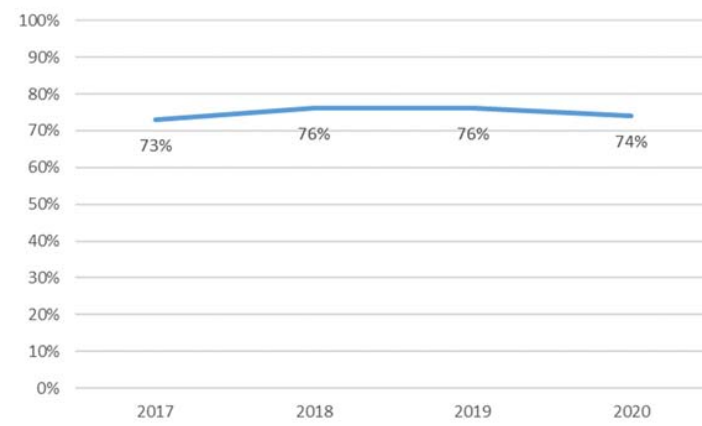
Les achats couverts par des marchés connaissent en 2020 une baisse de 16,5 % par rapport à 2019, en s'établissant à 61 M € HT.

Alors que les achats sont en baisse de 14 % entre 2019 et 2020 (facturé HT, hors « dépenses hors achats liées au code NACRES X), la dépense « hors marché » est en baisse de 6 % en 2020.



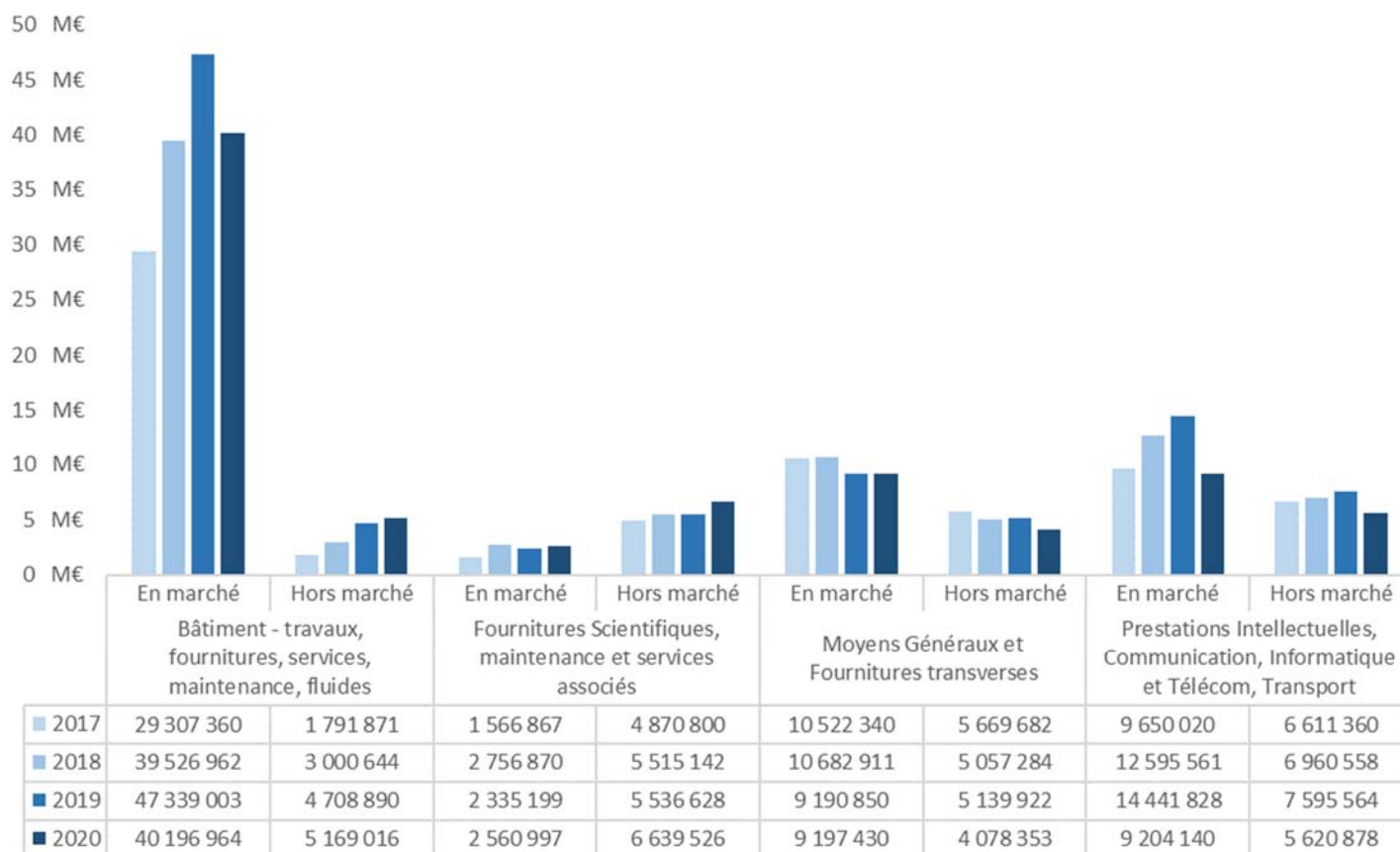
Evolution du taux de couverture de la dépense par des marchés publics

Le taux de couverture est en légère diminution, pour s'établir à 74 % en 2020 (-2 points par rapport à 2019).



Evolution et ventilation de la dépense de 2017 à 2020, suivant le segment d'achat (facturé HT)

En volume de dépense, le tableau ci-dessous représente l'évolution de la dépense par segment d'achat, suivant que cette dernière ait été effectuée en marché ou hors-marché.

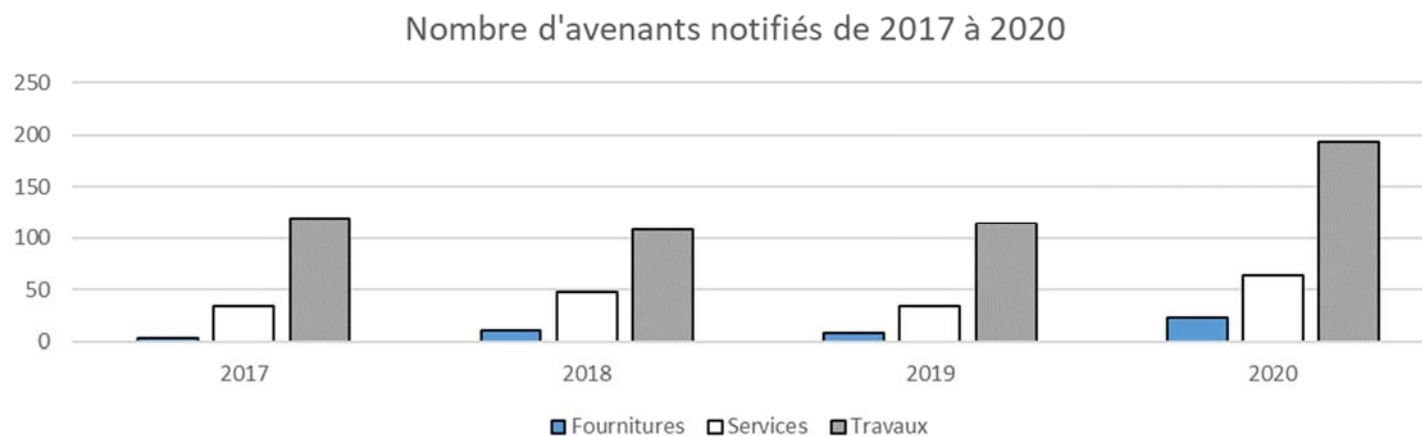


Le volume des avenants passés en 2020 :

En 2020, 281 avenants ont été instruits :

- 194 avenants pour des marchés de travaux. Il est à noter que plusieurs avenants n'entraînent pas de plus-value financière (avenants pour transfert de société, ou modification des calendriers d'opération). De plus, concernant les travaux, il convient de rappeler que la nature, la complexité technique et juridique, les demandes de l'établissement, les difficultés inhérentes au projet, le nombre d'acteurs concernés constituent autant de facteurs de modification des contrats.
- 64 avenants pour des marchés de services (dont 54 immobiliers). Concernant les avenants de Maîtrise d'œuvre, il est rappelé que la réglementation impose un tel mécanisme en phase « avant-projet définitif ».
- 23 avenants pour des marchés de fournitures.

Nombre d'avenants notifiés de 2017 à 2020				
Nombre d'avenant en :	2017	2018	2019	2020
Fournitures	3	11	8	23
Services	34	48	34	64
Travaux	119	108	114	194
TOTAL	156	167	156	281



La complémentarité des stratégies d'achats :

► L'Université de Strasbourg poursuit sa politique de rapprochement avec les autres établissements pour des raisons économiques en massifiant les achats sur des besoins standard (groupement de commandes avec d'autres universités et établissements).

Ces groupements de commandes sont d'importance et fédèrent généralement des établissements ayant une taille similaire à l'Université de Strasbourg.

► Par ailleurs, l'Université de Strasbourg a renouvelé une convention de partenariat avec l'UGAP en 2019 (convention 2019-2023) pour des achats courants afin de bénéficier de tarifs avantageux. La stratégie d'achat de l'établissement tend à privilégier le recours à l'UGAP pour des achats courants de faible importance, n'offrant pas de plus-value particulière identifiée et qui nécessiteraient toutefois une activité importante en matière d'instruction de procédure. Néanmoins, un certain nombre d'achats, représentant un volume d'affaires important à l'instar du mobilier de bureau, de petits équipements scientifiques et médicaux, de la fourniture de services de téléphonie (télécommunications fixes, postes téléphoniques et maintenance des installations de téléphonie), de la vérification des installations électriques et de gaz, de la location de copieurs d'étage, de la fourniture de licences logicielles, de véhicules et de prestations de déménagement ont également fait l'objet d'un recours à l'UGAP.

3.5. Exécution budgétaire en droits constatés

Hors prestations internes.

Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2020	2019	2018	2017
60	Achat et variation de stocks	17 905 250,16	17 589 019,47	16 950 301,60	17 108 132,87
601	Achats stockés matières premières et fournitures	0,00	0,00	106,69	0,00
602	Achats stockés autres approvisionnements	13 836,70	52,20	269,42	0,00
60611	Electricité	4 283 342,16	4 372 302,52	4 108 848,40	4 145 236,07
60612	Carburants et lubrifiants	102 042,22	132 370,41	152 714,50	121 665,15
60613	Gaz	1 429 195,98	1 803 167,92	1 628 179,31	1 668 079,98
60614	Chauffage sur réseau	2 777 589,59	2 738 316,32	2 972 740,35	2 618 047,29
60617	Eau	1 245 835,48	1 068 300,60	750 548,23	1 083 152,63
60618	Autres fournitures non stockables	452,52	0,00	9,97	32,63
6062	Assainissement	0,00	0,00	0,00	2 803,55
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	2 129 972,53	2 521 235,16	2 319 431,46	2 514 515,08
6064	Fournitures administratives	667 739,19	553 395,17	517 507,33	520 887,70
6065	Linge, vêtements de travail	72 513,15	33 549,63	40 926,30	40 672,50
6066	Animaux	36 090,04	57 203,54	49 519,70	99 673,89
6067	Fournitures et matériel d'enseignement et de recherche	4 640 471,76	3 693 750,03	3 794 748,70	3 690 869,08
6068	Autres matériels et fournitures non stockés	502 105,37	607 696,97	611 171,22	598 844,79
607	Achats de marchandises	281,95	134,58	7,03	0,00
608	Frais accessoires d'achat	3 781,52	7 544,42	3 572,99	3 652,53

Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2020	2019	2018	2017
61	Services extérieurs	15 668 841,30	16 663 175,87	16 398 896,06	16 074 741,28
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	6 000,00	32 636,00
6122	Crédit-bail mobilier	11,08	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	1 050 339,26	1 259 598,99	1 295 087,38	1 003 063,33
6135	Locations mobilières	786 017,09	898 175,06	879 652,79	823 522,15
6138	Autres locations	0,00	2 100,00	0,00	149,84
614	Charge locative et de co-propriété	987 615,10	1 129 870,11	909 937,49	876 868,41
6152	Entretien s/ biens immobiliers	3 664 202,51	3 530 575,03	3 670 141,82	4 048 811,58
6155	Entretien s/ biens mobiliers	866 444,07	758 642,04	782 690,79	714 299,86
6156	Maintenance (contrat)	3 752 418,25	3 099 453,83	2 645 455,10	2 379 481,45
616	Primes d'assurances	160 347,90	170 595,05	141 772,10	141 109,20
617	Etudes et recherches	700 942,29	963 396,89	1 107 201,89	907 007,32
6181	Documentation générale et administrative	0,00	264,00	498,44	587,50
6183	Documentation technique et bibliothèque	3 524 951,13	3 711 429,99	3 710 523,55	3 818 470,75
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences	175 552,62	1 139 074,88	1 249 934,71	1 328 733,89
62	Autres services extérieurs	16 466 639,34	26 019 651,00	25 164 492,41	23 936 623,09
621	Personnel extérieur à l'établissement	1 277 048,84	1 448 904,50	1 459 859,40	1 085 999,16
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	935 795,30	2 048 091,11	1 810 226,08	1 298 883,90
623	Publicité, publications, relations publiques	2 511 431,95	2 820 762,42	3 032 437,31	2 570 531,78
624	Transport de biens, transports collectifs de personnes	374 959,56	698 253,02	682 374,41	488 556,89
6251	Voyages et déplacements	582 702,27	2 569 251,20	2 651 819,47	2 648 590,49
6254	Frais d'inscription aux colloques	165 289,96	440 447,48	446 233,44	411 272,69
6255	Frais de déménagement	510 658,65	116 047,03	98 694,81	325 607,97
6256	Frais de missions	1 051 601,81	3 554 934,18	3 112 899,43	3 225 611,77
6257	Frais de réceptions	622 728,37	2 238 777,69	2 100 209,67	2 077 512,68
6258	Divers	0,00	286,40	0,00	1 493,40
626	Frais postaux et frais de télécommunications	941 085,83	1 085 013,13	1 126 984,04	1 101 933,89
627	Services bancaires et assimilés	45 603,65	52 535,94	61 506,86	104 241,19
6281	Concours divers (cotisations)	1 048 554,47	1 184 098,34	1 509 950,68	1 351 577,48
6283	Formation continue du pers. de l'établissement	804 228,00	1 108 727,95	1 267 425,84	1 203 752,23
6284	Frais recrutements personnels	17 376,00	0,00	0,00	0,00
6285	Prestations extérieures de gardiennage	886 534,98	1 226 680,29	1 501 212,12	1 065 724,15
6286	Contrat de nettoyage	2 466 621,51	2 399 027,17	2 301 614,81	2 258 463,98
6287	Prestations extérieures d'informatique	575 529,22	1 100 717,15	446 019,84	590 607,24
6288	Autres prestations extérieures	1 648 888,97	1 927 096,00	1 555 024,20	2 126 262,20

Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2020	2019	2018	2017
63	Impôts, taxes et versements assimilés	5 728 719,59	5 797 367,33	5 641 531,38	5 108 140,37
63F	Impôts, taxes	819 330,11	957 448,56	934 059,68	495 850,31
63P	Perso. impôts, taxes	4 909 389,48	4 839 918,77	4 707 471,70	4 612 290,06
64	Charges de personnel	366 838 516,36	361 865 539,08	352 681 630,03	345 741 725,64
64111	Rémunérations principales	189 593 646,82	186 509 113,22	181 480 901,31	178 527 287,27
64112	Rémunérations accessoires	14 935 667,20	14 859 944,76	14 138 746,92	13 618 696,51
6412	Congés payés	140 808,60	181 389,26	154 772,83	162 713,44
6413	Primes gratifications	4 742 473,04	4 404 535,32	4 516 436,98	9 907 240,89
6414	Ind et avantages	12 790 947,16	12 962 133,86	11 597 465,75	3 949 460,50
6415	Sft	1 499 927,54	1 480 774,76	1 489 560,33	1 500 617,44
64191	Abattement indemnitaire	-1 010 854,06	-982 417,35	-591 161,49	-559 594,44
64192	Indu paie	-271 893,70	-368 804,86	0,00	0,00
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	143 597 596,63	141 787 279,34	138 861 249,73	137 518 750,96
647	Autres charges sociales	820 197,13	1 031 590,77	1 033 657,67	1 114 797,64
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	1 755,43
65	Autres charges de gestion courante	35 684 354,28	22 537 379,73	22 723 819,60	11 332 680,60
651	Redevances, concessions, brevets, licences, marques	2 296 476,29	1 828 463,19	1 261 241,29	1 060 425,34
654	Charges sur créances irrécouvrables	28 365,59	12 183,34	479 561,23	100 301,86
656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	257 871,54	0,00	0,00
657811	Exonération des droits d'inscription	5 837 867,00	0,00	0,00	0,00
657818	Autres charges spécifiques (ex 6578)	15 705 064,60	8 866 397,70	7 040 392,80	6 550 771,64
6581	Pénalités (sur contrats, amendes fiscales ou pénales)	51 611,62	-19 175,86	409 058,75	13 115,92
6583	Charge annulation titres ex antérieur	785 896,57	618 458,17	625 577,01	701 143,57
65841	Déficits-débets décharges-remise gracieuse	0,00	15 632,94	0,00	3 829,50
6585	Dons, libéralités	400,00	0,00	3 000,00	0,00
6588	Autres charges diverses	10 978 672,61	10 957 548,71	12 904 988,52	2 903 092,77
	dont prestations internes entre étab. principal et SACD (à/c 2020)	1 815 652,65	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	984 781,68	782 887,42	354 420,92	137 189,72
66	Charges financières	984 781,68	782 887,42	354 420,92	137 189,72

Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2020	2019	2018	2017
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	42 483 064,01	41 393 539,23	41 656 420,29	43 809 382,99
6811	Dotations aux amortissements sur immo incorp et corp	42 230 056,95	40 815 331,33	39 705 051,54	40 466 518,74
6815	Dotations aux provisions pour risques sur charges de fonctionnement	26 716,00	334 378,00	1 690 765,00	0,00
6816	Dotations pour dépréciations des immobilisations	0,00	0,00	17 500,00	662 733,87
6817	Dotations pour dépréciations des actifs circulants	226 291,06	243 829,90	243 103,75	1 586 550,44
6815P	Dotations aux provisions d'expl sur charges de personnel	0,00	0,00	0,00	1 093 579,94
6815F	Dotations aux provisions d'expl sur charges de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
69D	Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés	0,00	0,00	0,00	48 885,00
Total dépenses de fonctionnement		501 760 166,72	492 648 559,13	481 571 512,29	463 297 501,56
<i>dont dépenses de personnel</i>		<i>371 747 905,84</i>	<i>366 705 457,85</i>	<i>357 389 101,73</i>	<i>350 354 015,70</i>
<i>dont fonctionnement hors MS</i>		<i>130 012 260,88</i>	<i>125 943 101,28</i>	<i>124 182 410,56</i>	<i>112 943 485,86</i>

Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2020	2019	2018	2017
16D	Emprunts et dettes	2 727 438,46	2 191 150,23	0,00	0,00
164D	Emprunts auprès des établissements de crédit	2 723 060,99	2 183 115,22	0,00	0,00
165D	Dépôts et cautionnements versés	4 377,47	8 035,01	0,00	0,00
167D	Emprunt - conditions particulières		0,00	0,00	0,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences	381 320,95	331 753,21	638 184,15	491 019,83
208	Autres immobilisations incorporelles	6 083,33	0,00	0,00	0,00
211	Terrains nus acquis	0,00	0,00	0,00	2 656,00
212	Agencements et aménagements de terrains	21 810,00	0,00	0,00	15 429,60
213	Constructions	3 466 947,62	1 294 590,58	998 588,91	1 647 542,32
215	Installations techn, matériel et outillage	4 175 853,54	2 622 751,29	3 603 573,99	2 642 957,78
2151	Installations techniques complexes	217 663,10	27 865,60	28 763,91	13 289,94
2154	Matériel acquis	3 662 982,01	2 500 777,48	3 516 358,78	2 497 800,64
2155	Outillage	234 838,29	54 563,84	29 675,05	90 043,88
2156	Matériel d'enseignement	60 370,14	39 544,37	28 776,25	41 823,32
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	7 868 613,46	9 780 015,45	6 764 664,54	5 054 558,42
2182	Matériel de transport	47 487,27	155 800,19	33 421,61	65 533,72
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	6 402 240,60	6 820 324,84	4 786 085,65	3 889 965,54
2184	Mobilier	315 006,51	1 697 183,94	744 415,61	133 894,72
2188	Matériels divers	1 103 879,08	1 106 706,48	1 200 741,67	965 164,44

Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2020	2019	2018	2017
231	Immobilisations corporelles en cours	33 847 140,37	44 641 689,67	42 530 058,44	23 712 777,40
232	Immobilisations incorporelles en cours	1 224,09	2 141,32	2 678,00	1 201,92
237	Avances versées sur immo incorporelles	13 427,01	0,00	2 689,20	0,00
238	Avances versées sur immo corporelles	1 061 096,63	-184 902,03	997 651,79	367 127,63
26D	Participations et créances	0,00	0,00	0,00	0,00
261D	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00
27D	Autres immobilisations financières	52 860,00	26 720,00	-27 977,07	-21 862,86
274D	Prêts	24 360,00	26 720,00	-27 977,07	0,00
275D	Dépôts et cautionnements versés	28 500,00	0,00	0,00	0,00
Total dépenses d'investissement		53 623 815,46	60 705 909,72	55 510 111,95	33 913 408,04
Total dépenses budgétaires		555 383 982,18	553 354 468,85	537 081 624,24	497 210 909,60
Non budg	Autres opérations non budgétaires	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances et acomptes versés sur immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Total dépenses et opérations non budgétaires		555 383 982,18	553 354 468,85	537 081 624,24	497 210 909,60

Recettes par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2020	2019	2018	2017
70	Ventes et prestations	57 142 740,40	44 995 420,43	47 063 044,18	45 048 215,18
701	Ventes de produits finis	610 092,71	663 492,50	575 599,13	662 150,23
705	Etudes	10 865,00	12 000,00	11 449,49	60 043,81
706211	Droits de scolarité diplômes nationaux - étudiants nationaux (ex 70651)	8 070 886,10	8 216 909,17	8 391 227,79	8 601 115,24
706213	Droits de scolarité diplômes nationaux - étudiants hors UE (nouveau compte)	5 837 867,00	0,00	0,00	0,00
70622	Droits des diplômes propres à l'établissement (ex 70652)	17 515 027,98	18 303 978,67	18 021 183,62	16 649 148,06
70623	Redevances (ex 70653)	42 165,50	33 957,17	231 088,66	332 841,35
70624	Prestations de formation continue (ex 70654)	7 298 256,47	8 650 341,99	9 375 571,51	9 268 421,19
70625	Validation des acquis de l'expérience (ex 70655)	113 786,00	113 571,10	85 561,90	77 810,00
70626	Formations en apprentissage (nouveau compte)	10 005 374,74	0,00	0,00	0,00
70661	Colloques	348 760,75	728 064,08	716 682,39	1 068 110,67
70662	Prestations de recherche	171 470,13	217 438,14	457 752,04	805 718,31
70663	Mesures et expertises	611 714,30	655 839,63	668 895,97	517 611,63
70664	Ventes de publications	372,43	374,33	493,60	399,56
70681	Prestations et travaux informatiques	34 139,60	21 119,03	6 002,25	6 032,71
70682	Autres prestations de services	855 179,23	1 264 644,29	1 652 628,33	1 643 854,32
708	Produits des activités annexes	5 616 782,46	6 113 690,33	6 868 907,50	5 354 958,10
71	Production stockée	170 130,33	-4 829,15	50 578,22	-35 026,96
71	Prod.stockee var.exe	170 130,33	-4 829,15	50 578,22	-35 026,96
74	Subventions	406 341 202,01	395 921 967,67	387 556 161,63	374 516 831,08
741111	Ministère de tutelle principale - SCSP	344 533 554,05			
741112	Ministère de tutelle secondaire - SCSP	6,00	341 473 998,39	339 882 429,51	334 719 969,92
74118	Ministère de tutelle - autres subventions	771 884,48			
74128	Autres ministères - autres subventions	739 219,65	861 418,70	932 656,66	933 645,67
741311	ANR Investissements d'avenir	24 662 278,16	23 100 952,12	20 994 586,00	16 012 638,76
741312	ANR hors Investissements d'avenir	13 306 600,43	8 131 289,26	7 026 287,70	3 123 478,03
741323	Aide Etat versée ASP contrats aidés	2 920,49	7 226,49	4 406,90	6 242,49
7442	Subventions Région	2 083 971,54	1 684 033,80	1 808 643,27	1 524 355,49
7443	Subvention Département	251 284,00	269 147,00	250 197,00	263 100,00
7444	Subv. communes/grpt de communes	584 880,41	815 480,87	444 100,36	677 635,63
7446	Subventions Union Européenne	6 982 688,15	7 546 496,66	6 086 838,43	4 744 764,73
7447	Subventions org internat	0,00	0,00	1 262,61	0,00
7448	Autres coll publ org	4 273 881,13	3 934 134,33	1 935 032,83	4 492 954,30
746	Dons et legs	147 493,87	145 004,50	116 725,30	81 887,00
7481	Dts tax apprentiss	956 788,83	1 152 812,55	1 139 109,97	1 041 910,49
7488	Autres subv exploit	7 043 750,82	6 799 973,00	6 933 885,09	6 894 248,57

Recettes par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2020	2019	2018	2017
75	Produits divers	16 193 816,34	20 830 244,17	16 595 721,33	11 973 330,14
751	Redevances de concessions et brevets	8 052,87	323 864,88	99 274,87	114 803,32
752	Revenus des immeubles	1 404 586,02	1 461 205,80	774 182,12	1 076 829,51
753	Libéralités	751 962,56	1 084 670,34	1 500,00	0,00
7571	Taxes affectées (CVEC)	3 232 969,30	3 512 708,72	638 791,00	0,00
7583	Produits de gestion annulation dépenses années antérieures	1 251 959,32	1 724 824,54	1 211 892,21	423 401,94
7584	Autres produits contentieux	19 527,30	245 122,19	14 534,06	9 955,54
75881	Variation du coefficient de TVA	978 999,38	0,00	0,00	0,00
75882	Autres produits <i>(dont formations en apprentissage reclassées en 70626 à/c 2020)</i>	8 545 759,59	12 477 847,70	13 855 547,07	10 348 339,83
	<i>dont prestations internes entre étab. principal et SACD (à/c 2020)</i>	1 815 652,65	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	63 230,63	4 919,44	36 121,32	54 703,92
76	Produits financiers	63 230,63	4 919,44	36 121,32	54 703,92
78	Reprise sur amortissements et provisions	36 075 241,80	33 989 656,99	33 079 555,77	36 332 848,40
7813	Quote-part de reprise au résultat des FEA	34 187 930,19	32 841 478,63	32 322 597,97	35 311 861,45
7815	Reprises sur provisions d'exploitation	1 665 446,49	942 897,00	80 704,73	125 808,00
7816	Reprises sur dépréciations des immobilisations	0,00	0,00	0,00	662 733,87
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	221 865,12	205 281,36	676 253,07	232 445,08
Total recettes de fonctionnement		515 986 361,51	495 737 379,55	484 381 182,45	467 890 901,76

Recettes par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2020	2019	2018	2017
10	Financement externe de l'actif Etat	25 393 960,79	32 748 195,31	33 131 027,80	12 935 363,23
101R	Etat	25 393 960,79	32 748 195,31	33 131 027,80	12 935 363,23
13	Financement externe de l'actif autres collectivités et org.	9 250 384,14	10 533 231,82	9 527 596,87	6 982 638,81
1312	Régions	2 918 907,76	2 939 220,84	2 842 344,54	1 711 332,00
1313	Départements	1 291 000,51	2 328 478,69	1 457 851,05	645 761,08
1314	Communes et groupements de communes	3 049 848,03	3 208 293,06	2 836 070,60	1 500 216,45
1315	Autres collectivités et établissements publics	347 248,37	435 538,30	1 179 439,65	2 276 964,74
1316	Union européenne	631 247,40	443 153,58	568 917,23	237 563,09
1317	Autres organismes	600 791,46	1 148 573,13	589 156,44	544 615,05
1318	Autres organismes privés	411 340,61	29 974,22	53 817,36	66 186,40
16R	Emprunts et dettes	14 040 970,20	32 008 232,50	30 521 621,38	9 887 848,21
164R	Emprunts auprès des établissements de crédit	14 000 000,00	32 000 000,00	30 550 421,38	10 000 000,00
165R	Dépôts et cautionnements reçus	40 970,20	8 232,50	-28 800,00	-112 151,79
167R	Emprunt - conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00
26R	Participations et créances	0,00	0,00	0,00	0,00
261R	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00
27R	Autres immobilisations financières	22 177,34	18 988,08	0,00	0,00
274R	Prêts	22 177,34	18 988,08	0,00	0,00
Total recettes d'investissement		48 707 492,47	75 308 647,71	73 180 246,05	29 805 850,25
Total ressources		564 693 853,98	571 046 027,26	557 561 428,50	497 696 752,01
Non budg	Autres opérations non budgétaires	309 562,00	5 098 693,67	783 833,19	0,00
	Ecritures d'intégration ADUEIS	0,00	0,00	783 833,19	0,00
	Ecritures RAN	309 562,00	5 098 693,67	0,00	0,00
Total ressources et opérations non budgétaires		565 003 415,98	576 144 720,93	558 345 261,69	497 696 752,01



MAQUETTE BUDGETAIRE

Tableau 1 : autorisations emplois réalisées

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Répartition 2020 de la consommation des emplois par statut et catégorie

Catégories d'emplois	Nature des emplois	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires
		CDI
	Non permanents	CDD
S/total EC		

BIATSS	Permanents	Titulaires
		CDI
	Non permanents	CDD
S/total Biatss		
Totaux		

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat

Emplois sous plafond Etat : réalisé 2020	Emplois financés sur ressources propres: réalisé 2020	Global : Réalisé 2020
En ETPT	En ETPT	
1 785		1 785
20	41	61
773	372	1 145
2 578	413	2 991
1 465		1 465
115	150	265
286	558	844
1 867	708	2 574
4 445	1 121	5 565
4 601		

Tableau 2
Autorisations budgétaires UNISTRA

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations

Dépenses								
	AE				CP			
	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Personnel	366 570 606,50	373 098 819,29	377 539 004,57	372 512 522,98	366 528 439,72	373 098 819,29	377 539 004,57	372 527 981,34
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>96 458 427,39</i>	<i>97 272 958,00</i>	<i>97 573 963,00</i>	<i>97 357 134,77</i>	<i>96 458 427,39</i>	<i>97 272 958,00</i>	<i>97 573 963,00</i>	<i>97 357 134,77</i>
Fonctionnement	85 137 721,65	97 246 472,33	104 556 041,22	81 659 767,45	80 685 657,85	98 085 803,54	103 931 152,77	81 420 855,05
Investissement	56 440 186,80	54 152 297,96	54 462 325,09	40 708 746,84	53 772 404,58	64 009 167,93	75 243 246,27	54 309 615,37
TOTAL DES DÉPENSES	508 148 514,95	524 497 589,58	536 557 370,88	494 881 037,27	500 986 502,15	535 193 790,76	556 713 403,61	508 258 451,76
Solde budgétaire (excédent)								

Recettes				
RE				
CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	
432 417 326,43	437 453 149,71	449 379 173,77	445 912 710,49	Recettes globalisées
340 764 797,00	341 533 048,00	343 225 461,00	344 553 084,00	Subvention pour charges de service public
7 319 616,85	7 695 201,44	9 795 315,09	9 906 232,99	Autres financements Etat
13 053 732,39	16 537 191,52	21 365 814,03	20 355 533,03	Autres financements publics
3 925 061,97	2 931 278,00	2 931 278,00	3 251 334,80	Fiscalité affectée
67 354 118,22	68 756 430,75	72 061 305,65	67 846 525,67	Recettes propres
51 780 554,63	59 411 050,67	65 842 160,53	56 605 577,83	Recettes fléchées
45 079 571,68	49 975 732,87	50 565 993,25	45 475 442,80	Financements de l'Etat fléchés
6 337 415,68	9 285 317,80	15 241 838,68	10 780 157,81	Autres financements publics fléchés
363 567,27	150 000,00	34 328,60	349 977,22	Recettes propres fléchées
484 197 881,06	496 864 200,38	515 221 334,30	502 518 288,32	TOTAL DES RECETTES
16 788 621,09	38 329 590,38	41 492 069,31	5 740 163,44	Solde budgétaire (déficit)

Tableau 3
DEPENSES PAR DESTINATION ET RECETTES PAR ORIGINE
UNISTRA

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors étudiants	371 160 548,49	371 176 070,56	80 451 968,73	80 202 977,11	40 641 393,26	54 135 523,58	492 253 910,48	505 514 571,25
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	6 259 512,10	6 259 413,70	3 894 748,40	3 679 333,15	2 087 839,15	1 483 513,25	12 242 099,65	11 422 260,10
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	10 413 073,45	10 413 071,70	6 120 038,37	6 326 626,33	2 034 798,46	1 769 773,21	18 567 910,28	18 509 471,24
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	434 712,93	434 712,93	62 670,10	74 719,78	34 245,27	15 151,87	531 628,30	524 584,58
D105 - Bibliothèques et documentation	1 870 614,67	1 870 614,67	3 519 757,86	3 712 655,10	143 922,45	373 080,10	5 534 294,98	5 956 349,87
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	12 699 348,36	12 704 278,36	5 739 121,34	5 680 933,41	1 089 738,40	944 119,79	19 528 208,10	19 329 331,56
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	5 764 751,95	5 764 751,95	878 680,02	911 952,76	1 330 220,65	1 011 433,36	7 973 652,62	7 688 138,07
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	11 074 601,97	11 076 891,97	3 145 308,14	3 416 337,43	979 031,60	974 401,85	15 198 941,71	15 467 631,25
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-701,21	-701,21	-	-	-701,21	-701,21
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 740 933,92	1 740 933,92	423 628,12	481 208,02	397 738,19	391 432,73	2 562 300,23	2 613 574,67
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 724 842,21	7 724 595,21	1 997 285,72	2 023 061,70	272 788,44	270 697,77	9 994 916,37	10 018 354,68
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 455 730,94	1 455 720,94	1 536 582,88	1 516 595,21	928 607,73	955 486,29	3 920 921,55	3 927 802,44
D113 - Diffusion des savoirs et musées	1 152 342,90	1 152 357,31	781 054,92	615 216,83	26 712,68	27 460,07	-	1 795 034,21
D114 - Immobilier	3 117 856,44	3 117 555,84	28 050 089,49	27 853 144,77	27 342 605,32	40 704 433,21	58 510 551,25	71 675 133,82
D115 - Pilotage et support	307 452 226,65	307 461 172,06	24 303 704,58	23 911 893,83	3 973 144,92	5 214 540,08	-	336 587 605,97
Étudiants	1 351 974,49	1 351 910,78	1 207 798,72	1 217 877,94	67 353,58	174 091,79	2 627 126,79	2 743 880,51
D201 - Aides directes aux étudiants	12 554,20	12 554,20	49 541,56	55 576,95	-	-	62 095,76	68 131,15
D202 - Aides indirectes	370 943,17	370 867,55	798 199,92	830 834,42	4 604,70	6 732,25	1 173 747,79	1 208 434,22
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	968 477,12	968 489,03	360 057,24	331 466,57	62 748,88	167 359,54	1 391 283,24	1 467 315,14
Total	372 512 522,98	372 527 981,34	81 659 767,45	81 420 855,05	40 708 746,84	54 309 615,37	494 881 037,27	508 258 451,76

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)

Tableau 3
DEPENSES PAR DESTINATION ET RECETTES PAR ORIGINE
UNISTRA

Tableau des recettes par origine

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financement publics	Recettes propres	Financements de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	
Subvention pour charges de service public	344 553 084,00								344 553 084,00
Droits d'inscription					8 109 047,67				8 109 047,67
Formation continue, diplômes propres et VAE					30 565 792,72				30 565 792,72
Taxe d'apprentissage					961 454,53				961 454,53
Contrats et prestations de recherche hors ANR					37 507,95				37 507,95
Valorisation					1 088 542,17			360,00	1 088 902,17
ANR investissements d'avenir						43 114 534,88			43 114 534,88
ANR hors investissements d'avenir		6 952 240,67							6 952 240,67
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				2 803 665,41			5 174 934,33		7 978 599,74
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				8 137 673,60			-		8 137 673,60
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		2 953 992,32		9 410 751,97	6 940 996,56	2 360 907,92	5 605 223,48	176 692,24	27 448 564,49
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					101 880,02				101 880,02
Autres recettes			3 251 334,80	3 442,05	20 041 304,05			172 924,98	23 469 005,88
Total	344 553 084,00	9 906 232,99	3 251 334,80	20 355 533,03	67 846 525,67	45 475 442,80	10 780 157,81	349 977,22	502 518 288,32
SOLDE BUDGETAIRE (déficit)									5 740 163,44

Tableau 4
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Solde budgétaire (déficit)	16 788 621	38 329 590	41 492 069	5 740 163
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>	15 072 918	38 149 327	41 742 546	8 132 924
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>	1 495 047	135 677		
<i>dont solde budgétaire UOH</i>	221 519			
<i>dont solde budgétaire PUS</i>		103 000	3 500	
Emprunts : remboursements en capital	2 183 115	3 400 000	3 000 000	2 542 901
Prêts : remboursements en capital	26 720	30 000	30 000	24 360
Dépôts et cautionnements	7 900	9 000	9 000	4 025
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	20 505 871	11 172 832	20 858 305	11 128 009
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	130 985		550 000	211 097
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	39 643 212	52 941 422	65 939 374	19 650 555
Variation positive de trésorerie	12 025 247			7 749 002
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>				
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	24 003 173	17 580 257		20 180 539
TOTAL DES BESOINS	51 668 460	52 941 422	65 939 374	27 399 557

et

ou

ou

ou

et

CF 2020	BA 2020	BI 2020	CF 2019	Financements (couverture des besoins)
				Solde budgétaire (excédent)
				<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
2 073 996	213 539			<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
303 341	40 438	58 413		<i>dont solde budgétaire UOH</i>
15 423			863	<i>dont solde budgétaire PUS</i>
14 000 000	14 000 000	35 000 000	32 000 000	Emprunts : encaissements en capital
22 200	30 000	30 000	17 816	Prêts : encaissements en capital
11 420	10 000	10 000	8 383	Dépôts et cautionnements
10 869 878	16 554 386	11 298 542	13 999 869	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
2 496 059	8 000 000		5 642 393	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
27 399 557	38 594 386	46 338 542	51 668 460	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
	27 344 988	6 602 880		Variation négative de trésorerie
12 431 537	21 842 064	24 183 137	11 977 926	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
	5 502 924			<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
27 399 557	65 939 374	52 941 422	51 668 460	TOTAL DES FINANCEMENTS

Tableau 5
Opérations pour le compte de tiers (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

			POUR MÉMOIRE							
			AU 31/12/20		BI 2020		BA 2020		Taux d'exécution	
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements réalisés	Encaissements réalisés	Décaissements réalisés	Encaissements réalisés	Décaissements réalisés	Encaissements réalisés		
Opération 1	C 4731	Autres opérations (reversements contrats, Campus, insectarium ...)	5 359 638,97	5 376 564,13	3 413 832,04	3 378 542,01	13 159 304,53	10 374 386,39	40,73%	51,83%
Opération 2	C 4731	Sécurité sociale étudiante								
Opération 3	C 46711	Bourse AMI	343 960,00	677 080,00	699 000,00	680 000,00	699 000,00	680 000,00	49,21%	99,57%
Opération 4	C 445	TVA	5 424 410,15	4 816 233,63	7 060 000,00	7 240 000,00	7 000 000,00	5 500 000,00	77,49%	87,57%
TOTAL			11 128 009,12	10 869 877,76	11 172 832,04	11 298 542,01	20 858 304,53	16 554 386,39		

Tableau 6
Situation patrimoniale - UNISTRA AVEC SACD

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	PRODUITS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Personnel	366 705 457,85	373 098 819,29	377 539 004,57	371 747 905,84	Subventions pour charge de service public	340 785 889,07	341 534 128,00	343 225 461,00	344 533 554,05
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	<i>96 458 427,39</i>	<i>97 272 958,00</i>	<i>95 573 963,00</i>	<i>97 357 134,77</i>	Fiscalité affectée	3 512 708,72	2 931 278,00	2 931 278,00	3 232 969,30
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	131 695 050,94	141 257 685,45	146 745 648,55	130 012 260,88	Autres subventions	55 136 078,60	62 549 587,31	68 848 955,36	61 807 647,96
					Autres produits	102 054 652,82	108 441 161,49	110 950 521,51	106 412 190,20
TOTAL DES CHARGES (1)	498 400 508,79	514 356 504,74	524 284 653,12	501 760 166,72	TOTAL DES PRODUITS (2)	501 489 329,21	515 456 154,80	525 956 215,87	515 986 361,51
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	<i>3 088 820,42</i>	<i>1 099 650,06</i>	<i>1 671 562,75</i>	<i>14 226 194,79</i>	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	501 489 329,21	515 456 154,80	525 956 215,87	515 986 361,51	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	501 489 329,21	515 456 154,80	525 956 215,87	515 986 361,51

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	3 088 820,42	1 099 650,06	1 671 562,75	14 226 194,79
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	41 393 539,23	41 300 000,00	41 300 000,00	42 483 064,01
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 148 178,36	-	-	1 918 249,44
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	257 871,54	-	-	0,00
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	32 841 478,63	34 000 000,00	34 000 000,00	34 156 992,36
= CAF ou IAF*	10 750 574,20	8 399 650,06	8 971 562,75	20 634 017,00

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	RESSOURCES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	10 750 574,20	8 399 650,06	8 971 562,75	20 634 017,00
Investissements	58 488 039,49	63 299 173,93	67 508 765,74	50 843 517,00	Financement de l'actif par l'État	32 748 195,31	2 363 877,38	4 418 900,03	25 393 960,79
					Autres ressources	10 533 231,82	46 632 140,08	39 810 671,45	9 250 384,14
Remboursement des dettes financières	2 183 115,22	3 400 000,00	3 000 000,00	2 723 060,99	Augmentation des dettes financières	32 000 000,00	35 000 000,00	14 000 000,00	14 000 000,00
Prêts : remboursements en capital	26 720,00	30 000,00	30 000,00	24 360,00	Prêts : encaissements en capital	18 988,08	30 000,00	30 000,00	22 177,34
Dépôts et cautionnements	8 035,01	9 000,00	9 000,00	32 877,47	Dépôts et cautionnements	8 232,50	10 000,00	10 000,00	40 970,20
TOTAL DES EMPLOIS (5)	60 705 909,72	66 738 173,93	70 547 765,74	53 623 815,46	TOTAL DES RESSOURCES (6)	86 059 221,91	92 435 667,52	67 241 134,23	69 341 509,47
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	25 353 312,19	25 697 493,59	-	15 717 694,01	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	-	-	3 306 631,51	-

Intégration ADUEIS

Ecritures RAN

AUTRES OPERATIONS NON BUDGETAIRES	5 098 693,67			309 562,00	AUTRES OPERATIONS NON BUDGETAIRES				
APPORT au FONDS DE ROULEMENT COMPTABLE	30 452 005,86	25 697 493,59	-	16 027 256,01	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT COMPTABLE	-	-	3 306 631,51	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : Apport (7) ou Prélèvement (8)	30 452 005,86	25 697 493,59	-3 306 631,51	16 027 256,01
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	18 426 758,54	32 300 374,00	24 038 355,95	8 278 254,29
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	12 025 247,32	-6 602 880,41	-27 344 987,46	7 749 001,72
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	117 207 186,60	127 576 004,89	113 900 555,09	133 234 442,61
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-32 306 742,93	-8 621 147,30	-8 268 386,98	-24 028 488,64
Niveau de la TRESORERIE évaluée au 31/12/2020	149 513 929,53	136 197 152,19	122 168 942,07	157 262 931,25

Tableau 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	149 513 929,53	211 995 262,52	182 558 381,80	147 169 023,55	207 930 310,45	176 897 543,10	141 192 934,77	239 799 084,17	212 302 747,15	175 238 574,47	221 879 753,92	220 476 543,16	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	2 298 097,23	92 941 073,98	3 298 467,82	91 545 188,38	4 551 270,92	2 979 071,06	124 874 332,86	2 346 352,19	9 093 663,00	8 104 547,79	7 254 711,44	96 625 933,82	445 912 710,49
Subvention pour charges de service public	-	85 088 763,00	-	85 088 763,00	-	-	119 215 386,00	-	20 000,00	-	-	55 140 172,00	344 553 084,00
Autres financements de l'Etat	44 698,00	762 179,00	118 861,63	939 742,30	145 153,95	279 005,00	377 140,00	302 869,51	1 386 840,52	948 109,63	560 079,44	4 041 554,01	9 906 232,99
Fiscalité affectée	20 442,50	5 994,00	-	-	-	-	-	-	2 208 721,55	15 299,50	-	1 000 877,25	3 251 334,80
Autres financements publics	529 263,00	936 371,83	789 255,64	726 510,63	677 163,98	496 975,81	2 853 580,19	102 311,66	698 819,24	1 991 226,36	1 226 121,62	9 327 933,07	20 355 533,03
Recettes propres	1 703 693,73	6 147 766,15	2 390 350,55	4 790 172,45	3 728 952,99	2 203 090,25	2 428 226,67	1 941 171,02	4 779 281,69	5 149 912,30	5 468 510,38	27 115 397,49	67 846 525,67
Recettes budgétaires fléchées	6 755 467,34	740 272,45	5 668,93	10 867 788,08	0,00	4 047 655,17	7 418 011,08	5 113,72	1 734 441,20	9 886 863,40	6 629 026,79	8 515 269,67	56 605 577,83
Financements de l'Etat fléchés	6 451 972,60	738 000,00	-	10 151 841,56	-	4 037 257,67	7 406 682,46	-	1 148 288,00	3 812 499,10	6 624 489,60	5 104 411,81	45 475 442,80
Autres financements publics fléchés	300 000,00	-	-	700 000,00	-	-	-	-	593 396,80	6 024 000,00	1 000,00	3 161 761,01	10 780 157,81
Recettes propres fléchées	3 494,74	2 272,45	5 668,93	15 946,52	-	10 397,50	11 328,62	5 113,72	-7 243,60	50 364,30	3 537,19	249 096,85	349 977,22
Opérations non budgétaires	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	4 279,85	0,00	0,00	3 326,85	1 413,50	300,00	14 022 199,88	14 033 620,08
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14 000 000,00	14 000 000,00
Prêts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 199,88	22 199,88
Dépôts et cautionnements	-	-	-	2 100,00	-	4 279,85	-	-	3 326,85	1 413,50	300,00	0,00	11 420,20
Opérations gérées en compte de tiers	93 410 722,82	-84 561 322,91	3 743 785,00	148 233,07	1 845 573,97	160 773,08	8 768 632,05	7 215 296,96	3 586 463,80	74 914 780,51	-2 402 598,86	-93 464 402,57	13 365 936,92
TVA encaissée	90 261,26	473 922,20	106 211,52	28 936,33	48 263,36	99 726,64	39 673,63	245 449,45	308 440,30	243 564,07	304 023,03	2 827 761,84	4 816 233,63
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	45 621,39	223 122,18	163 870,00	36 713,48	1 093 798,00	1 115 492,46	819 167,59	-	139 015,70	10 000,00	545 733,06	1 861 110,27	6 053 644,13
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	93 274 840,17	-85 258 367,29	3 473 703,48	82 583,26	703 512,61	-1 054 446,02	7 909 790,83	6 969 847,51	3 139 007,80	74 661 216,44	-3 252 354,95	-98 153 274,68	2 496 059,16
TOTAL	102 464 287,39	9 120 023,52	7 047 921,75	102 563 309,53	6 396 844,89	7 191 779,16	141 060 975,99	9 566 762,87	14 417 894,85	92 907 605,20	11 481 439,37	25 699 000,80	529 917 845,32
DECAISSEMENTS													
Enveloppes hors recettes fléchées	36 099 321,12	34 537 301,19	36 900 044,02	33 051 516,47	34 268 179,47	37 665 459,04	36 547 880,11	33 720 770,62	35 316 315,84	39 183 600,65	39 275 283,98	42 655 664,48	439 221 336,99
Personnel	30 706 880,59	29 422 404,34	30 243 463,30	27 612 027,39	29 846 811,93	30 244 572,22	31 016 879,68	32 281 657,72	27 699 630,27	32 562 362,14	31 381 807,98	31 093 912,88	364 112 410,44
Fonctionnement	4 250 501,13	4 556 940,16	5 756 467,25	4 527 520,04	3 674 210,95	5 334 920,20	4 707 015,06	1 124 115,83	6 323 642,88	5 209 011,92	5 504 386,36	9 031 061,50	59 999 793,28
Investissement	1 141 939,40	557 956,69	900 113,47	911 969,04	747 156,59	2 085 966,62	823 985,37	314 997,07	1 293 042,69	1 412 226,59	2 389 089,64	2 530 690,10	15 109 133,27
Dépenses sur recettes fléchées	3 352 911,63	3 455 378,91	4 508 620,93	8 185 684,63	2 188 296,34	3 149 976,29	4 337 395,36	2 820 732,32	15 754 173,22	5 959 872,14	4 762 298,35	10 561 774,65	69 037 114,77
Personnel	654 100,51	720 972,01	740 678,26	631 180,55	799 561,79	758 333,79	662 359,85	704 454,47	580 189,99	698 375,99	712 206,73	753 157,05	8 415 570,90
Fonctionnement	698 810,55	307 042,11	869 622,81	4 634 298,15	344 810,43	422 361,40	767 073,34	233 019,34	10 062 960,49	385 706,12	1 370 173,63	1 325 183,40	21 421 061,77
Investissement	2 000 000,57	2 427 364,79	2 898 319,86	2 920 205,93	1 043 924,12	1 969 281,10	2 907 962,17	1 883 258,51	5 111 022,74	4 875 790,12	2 679 917,99	8 483 434,20	39 200 482,10
Opérations non budgétaires	1 960,00	135,01	3 600,00	3 600,00	-	1 348 051,93	-	-	539 767,38	5 280,00	202 107,68	466 783,68	2 571 285,68
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	1 348 051,93	-	-	538 757,38	-	192 907,68	463 183,68	2 542 900,67
Prêts : décaissements en capital	1 960,00	-	3 600,00	3 600,00	-	-	-	-	-	3 600,00	8 000,00	3 600,00	24 360,00
Dépôts et cautionnements	-	135,01	-	-	-	-	-	-	1 010,00	1 680,00	1 200,00	0,00	4 025,01
Opérations gérées en compte de tiers	528 761,65	564 089,13	1 025 015,05	561 221,53	973 136,43	732 900,23	1 569 551,12	521 596,95	-128 188,91	1 117 672,96	-31 355 039,88	35 228 389,90	11 339 106,16
TVA décaissée	354 829,12	387 645,41	429 513,26	351 198,53	96 616,27	346 314,07	417 875,10	223 008,40	411 280,77	636 375,14	710 900,56	1 058 853,52	5 424 410,15
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	-	62 364,27	124 353,00	48 291,62	1 203 678,00	602 188,00	891 472,05	-	137 892,50	75 083,20	254 949,00	2 303 327,33	5 703 598,97
Les opérations pour compte de tiers – décaissements :	173 932,53	114 079,45	471 148,79	161 731,38	-327 157,84	-215 601,84	260 203,97	298 588,55	-677 362,18	406 214,62	-32 320 889,44	31 866 209,05	211 097,04
TOTAL	39 982 954,40	38 556 904,24	42 437 280,00	41 802 022,63	37 429 612,24	42 896 387,49	42 454 826,59	37 063 099,89	51 482 067,53	46 266 425,75	12 884 650,13	88 912 612,71	522 168 843,60
SOLDE DU MOIS	62 481 332,99	-29 436 880,72	-35 389 358,25	60 761 286,90	-31 032 767,35	-35 704 608,33	98 606 149,40	-27 496 337,02	-37 064 172,68	46 641 179,45	-1 403 210,76	-63 213 611,91	7 749 001,72
SOLDE CUMULE	211 995 262,52	182 558 381,80	147 169 023,55	207 930 310,45	176 897 543,10	141 192 934,77	239 799 084,17	212 302 747,15	175 238 574,47	221 879 753,92	220 476 543,16	157 262 931,25	

dont trésorerie fléchée	-12 431 536,94
dont trésorerie non fléchée	6 691 373,50
dont trésorerie sur opérations non budgétaires	11 462 334,40
dont trésorerie sur opérations gérées en compte de tiers	2 026 830,76
Variation de la trésorerie	7 749 001,72

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées (CPER / Investissement d'Avenir / Plan Campus)

	Antérieures à 2020	BA 2020	Réalisé 2020	2021	2022	2023 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		8 517 263	8 517 263	-10 003 673	-53 519 098	-60 979 180	
Recettes fléchées (b)	309 627 549	65 842 161	56 605 578	54 343 404	49 856 084	209 546 397	689 215 595
Financements de l'État fléchés	261 087 709	50 565 993	45 475 443	45 424 699	45 177 572	208 924 125	611 180 099
Autres financements publics fléchés	48 001 865	15 241 839	10 780 158	8 918 705	4 678 512	622 272	77 463 192
Recettes propres fléchées	537 975	34 329	349 977	0	0	0	572 304
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	294 922 684	87 684 225	69 037 115	94 888 830	53 796 166	138 007 217	669 299 122
Personnel							0
AE=CP	55 094 368	9 631 707	8 415 571	10 309 953	10 495 659	38 019 054	123 550 741
Fonctionnement							0
AE	66 624 033	24 834 709	20 964 454	27 710 459	19 948 763	77 999 252	217 117 215
CP	65 143 618	25 496 933	21 421 062	27 788 221	19 948 763	78 739 680	217 117 215
Investissement							0
AE	234 358 089	35 717 543	26 879 941	37 310 540	5 405 206	15 839 788	328 631 166
CP	174 684 697	52 555 585	39 200 482	56 790 656	23 351 744	21 248 483	328 631 166
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	14 704 865	-21 842 064	-12 431 537	-40 545 425	-3 940 082	71 539 179	19 916 473

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées sur crédits globalisés (d)	9 632 035	6 841 129	4 980 928	550 000	0	0	17 023 164
Campus	2 372 302	1 400 900	121 494	550 000			4 323 202
CPER Immobilier	6 369 432	1 200 000	1 464 000				7 569 432
CPER Recherche		606 229	90 785				606 229
Idex établissement	439 038	130 000	190 000				569 038
Autres Investissements d'avenir	451 262	3 504 000	3 114 650				3 955 262
Financement de dépenses globalisées sur recettes fléchées (e)	15 819 637	3 520 000	4 302 458	3 520 000	3 520 000	10 559 999	36 939 636
Campus							0
CPER Immobilier			236 761				0
CPER Recherche							0
Idex établissement	15 819 637	3 520 000	4 065 697	3 520 000	3 520 000	10 559 999	36 939 636
Autres Investissements d'avenir							0
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (f)	0	0	0	0	0	0	0
Solde budgétaire révisé de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) + (d) - (e) - (f)	8 517 263	-18 520 935	-11 753 066	-43 515 425	-7 460 082	60 979 180	0
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e) - (f)	8 517 263	-10 003 673	-3 235 804	-53 519 098	-60 979 180	0	0

Pour information, solde budgétaire globalisé révisé tenant compte des financements de dépenses fléchées sur recettes globalisées et de dépenses globalisées sur recettes fléchées

Solde budgétaire fléché révisé	-11 753 066
Solde budgétaire globalisé révisé	6 012 903
Solde budgétaire de l'exercice	-5 740 163

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
Contrats ANR Recherche	26 810 571	11 130 818	11 130 818	-	5 748 709	5 748 709	4 177 389	1 571 320
Contrats européens Recherche	38 358 559	16 056 015	16 056 015	-	7 880 164	7 880 164	4 973 824	2 906 339
Contrats Autres bailleurs Recherche	15 046 298	6 243 742	6 243 742	-	4 090 227	4 090 227	2 801 535	1 288 692
Contrats Idex Partenaires Recherche	3 577 182	3 292 296	3 292 296	-	175 385	175 385	62 127	113 258
Contrats PIA 3 - EUR	19 809 048	921 353	921 353	-	1 630 326	1 630 326	1 123 603	506 723
Total contrats de recherche	103 601 658	37 644 224	37 644 224	-	19 524 811	19 524 811	13 138 479	6 386 332
Op. 1								
Op. 2								
Op. 3								
Total contrats de formation continue								
Financements collectivités territoriales	3 164 926	1 529 031	1 529 031	-	1 071 671	1 071 671	958 449	113 222
ECPM Plateforme pédagogique	400 623	400 623	400 623	-	-	-	-	-
ESBS Plateforme pédagogique	156 477	156 477	156 477	-	-	-	-	-
EOST Plateforme pédagogique	149 049	149 049	149 049	-	-	-	-	-
Telecom Physique Relations entreprises	113 538	113 538	113 538	-	-	-	-	-
EM Strasbourg Plateforme anglais	74 216	74 216	74 216	-	-	-	-	-
ECPM Pacte ingénieurs 2 phase 2	76 943	28 003	28 003	-	48 939	48 939	524	48 415
ESBS Pacte ingénieurs 2 phase 2	100 273	51 189	51 189	-	31 084	31 084	29 454	1 629
Telecom Physique Filière Informatique	805 079	459 107	459 107	-	284 619	284 619	287 929	3 310
EAV PROJET STRAS LAB	96 829	96 829	96 829	-	-	-	-	2 412
SVU REGION BRUIT Du TEMPS	10 000	-	-	-	10 000	10 000	-	10 000
IHA REGION USINE ECOLE INDUSTRIE DU FUTUR	470 324	-	-	-	410 824	410 824	398 910	11 914
ILL REGION POMGEC	353 371	-	-	-	60 040	60 040	58 769	1 271
ISC REGION BRASSERIUT	180 000	-	-	-	118 160	118 160	103 476	14 684
PHI REGION EMERA	103 205	-	-	-	82 005	82 005	67 970	14 035
HIS REGION GUIDE CONFERENCIER	75 000	-	-	-	26 000	26 000	13 829	12 171
Financements européens	2 499 632	600 704	600 704	-	860 347	860 347	278 415	581 932
Projet MEDSOL (ERASMUS +)	326 650	264 503	264 503	-	62 147	62 147	5 400	56 747
Projet Interreg Upper Rhine	311 794	73 285	73 285	-	238 509	238 509	3 895	234 614
ERASMUS+ KAAT	74 181	36 075	36 075	-	38 106	38 106	9 737	28 369
JDS INTERREG MICRO PROJET	16 851	4 152	4 152	-	9 199	9 199	6 012	3 187
JDS INTERREG CLIM ABILITY D.	184 281	7 051	7 051	-	57 226	57 226	44 285	12 941
MSA STEM SCHOOL	73 625	31 596	31 596	-	22 430	22 430	16 492	5 938
MSA SPOON	82 355	15 074	15 074	-	23 000	23 000	11 722	11 278
IEP CHAIRE JEAN MONNET	50 000	14 193	14 193	-	16 807	16 807	8 044	8 763
IEP CENTRE EXCELLENCE JEAN MONNET	100 000	25 467	25 467	-	11 822	11 822	5 401	6 421
IEP PROJET JEAN MONNET	52 237	41 537	41 537	-	10 700	10 700	3 275	7 425
IEP Réseau JEAN MONNET	179 684	1 768	1 768	-	29 655	29 655	15 771	13 884
LGE ERASMUS+ CLUSTER4SMART	82 082	68 447	68 447	-	13 635	13 635	13 107	528

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
Contrats ANR Recherche	26 810 571	10 926 023	10 926 023	-	5 935 567	5 935 567	4 245 834	1 689 733	11 502 365	136 350
Contrats européens Recherche	38 358 559	15 819 699	15 819 699	-	7 957 102	7 957 102	4 918 764	3 038 338	17 328 720	291 376
Contrats Autres bailleurs Recherche	15 046 298	5 977 439	5 977 439	-	4 197 446	4 197 446	2 590 610	1 606 836	6 001 020	477 228
Contrats IDEX Partenaires Recherche	3 577 182	3 108 028	3 108 028	-	359 653	359 653	243 133	116 520	222 758	3 262
Contrats PIA 3 - EUR	19 809 048	787 614	787 614	-	1 764 064	1 764 064	1 192 566	571 498	17 764 092	64 776
Total contrats de recherche	103 601 658	36 618 803	36 618 803	-	20 213 832	20 213 832	13 190 907	7 022 925	52 818 956	972 993
Op. 1										
Op. 2										
Op. 3										
Total contrats de formation continue										
Financements collectivités territoriales	3 164 926	1 485 541	1 485 541	-	1 115 161	1 115 161	561 639	553 522	677 446	440 301
ECPM Plateforme pédagogique	400 623	400 578	400 578	-	45	45	-	45	-	45
ESBS Plateforme pédagogique	156 477	156 477	156 477	-	-	-	-	-	0	-
EOST Plateforme pédagogique	149 049	149 049	149 049	-	-	-	-	-	0	-
Telecom Physique Relations entreprises	113 538	113 538	113 538	-	-	-	-	-	-	-
EM Strasbourg Plateforme anglais	74 216	74 216	74 216	-	-	-	-	-	0	-
ECPM Pacte ingénieurs 2 phase 2	76 943	23 077	23 077	-	53 865	53 865	5 450	48 415	48 415	-
ESBS Pacte ingénieurs 2 phase 2	100 273	50 913	50 913	-	31 360	31 360	29 717	1 643	19 629	14
Telecom Physique Filière Informatique	805 079	423 276	423 276	-	320 451	320 451	264 864	55 586	58 042	58 896
EAV PROJET STRAS LAB	96 829	94 417	94 417	-	2 412	2 412	-	2 412	2 412	-
SVU REGION BRUIT Du TEMPS	10 000	-	-	-	10 000	10 000	-	10 000	10 000	-
IHA REGION USINE ECOLE INDUSTRIE DU FUTUR	470 324	-	-	-	410 824	410 824	85 266	325 558	71 414	313 644
ILL REGION POMGEC	353 371	-	-	-	60 040	60 040	2 849	57 191	294 602	55 920
ISC REGION BRASSERIUT	180 000	-	-	-	118 160	118 160	91 694	26 466	76 524	11 782
PHI REGION EMERA	103 205	-	-	-	82 005	82 005	67 970	14 035	35 235	-
HIS REGION GUIDE CONFERENCIER	75 000	-	-	-	26 000	26 000	13 829	12 171	61 171	-
Financements européens	2 499 632	532 577	532 577	-	928 474	928 474	339 921	588 554	1 620 513	6 622
Projet MEDSOL (ERASMUS +)	326 650	249 725	249 725	-	76 925	76 925	20 178	56 747	56 747	- 0
Projet Interreg Upper Rhine	311 794	48 785	48 785	-	263 009	263 009	28 395	234 614	234 614	-
ERASMUS+ KAAT	74 181	32 450	32 450	-	41 731	41 731	11 277	30 454	28 369	2 085
JDS INTERREG MICRO PROJET	16 851	4 122	4 122	-	9 229	9 229	6 042	3 187	6 687	-
JDS INTERREG CLIM ABILITY D.	184 281	4 658	4 658	-	59 619	59 619	46 473	13 146	132 945	205
MSA STEM SCHOOL	73 625	31 596	31 596	-	22 430	22 430	16 492	5 938	25 537	-
MSA SPOON	82 355	14 519	14 519	-	23 555	23 555	12 075	11 480	55 559	202
IEP CHAIRE JEAN MONNET	50 000	10 107	10 107	-	20 893	20 893	12 094	8 799	27 763	36
IEP CENTRE EXCELLENCE JEAN MONNET	100 000	19 187	19 187	-	18 102	18 102	10 156	7 946	69 132	1 525
IEP PROJET JEAN MONNET	52 237	36 597	36 597	-	15 640	15 640	7 894	7 746	7 425	321
IEP Réseau JEAN MONNET	179 684	1 259	1 259	-	30 164	30 164	16 279	13 884	162 146	-
LGE ERASMUS+ CLUSTER4SMART	82 082	68 447	68 447	-	13 635	13 635	13 107	528	528	-

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
EMS ERASMUS+ EU Cab	38 539	9 551	9 551	-	13 000	13 000	1 156	11 844
EMS UE ECHANGES EXPERTS CUBA	6 000	-	-	-	6 000	6 000	-	6 000
EPE UE ERASMUS+ LOCALL	47 520	264	264	-	16 836	16 836	10 215	6 621
UE EPICUR UNIVERSITE EUROPEENNE	873 833	7 741	7 741		291 276	291 276	123 906	167 370
Financements Investissements d'Avenir	17 728 070	982 793	982 793	-	1 580 501	1 580 501	975 191	605 309
PROJET EOIE	830 847	380 965	380 965	-	386 077	386 077	342 029	44 048
PROJET EBB	219 149	219 149	219 149	-	180	180	-	5 916
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté sciences historiques	95 760	-	-	-	11 595	11 595	4 466	7 129
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté des Lettres	482 476	44 268	44 268	-	44 440	44 440	34 699	9 741
PROJET ANR NCU ECRI+ part UOH	2 903 399	180 218	180 218	-	193 084	193 084	94 844	98 240
PROJET ANR NCU INCLUDE part IDIP	5 914 393	71 693	71 693	-	220 000	220 000	150 666	69 334
PROJET ANR NCU INCLUDE part DES	1 861 607	86 500	86 500	-	173 749	173 749	61 919	111 830
PROJET ANR NCU INCLUDE part SCD	420 000	-	-	-	-	-	-	-
PROJET ANR NCU INCLUDE EOST	4 000	-	-	-	4 000	4 000	-	4 000
EAV PIA3 NORIA	2 861 640	-	-	-	186 164	186 164	80 542	105 622
EPICUR UNIVERSITE EUROPEENNE	1 010 000	-	-	-	315 257	315 257	185 958	129 299
PROJET ANR NCU DEPHY DES	607 960	-	-	-	2 250	2 250	-	2 250
PROJET ANR NCU DEPHY DIN	303 000	-	-	-	11 005	11 005	10 827	178
PROJET ANR NCU DEPHY CHM	89 040	-	-	-	-	-	-	-
PROJET ANR NCU UHA++	90 000	-	-	-	10 000	10 000	1 426	8 574
CDC TERITOIRES D'INNOVATION	34 800	-	-		22 700	22 700	13 730	8 970
Financements autres	1 635 891	875 863	875 863	-	485 840	485 840	173 524	312 316
CMI - FIGURE	254 000	204 341	204 341	-	1 142	1 142	944	199
JDS ALSASCIENCE PREFECTURE REGION GE	74 500	9 780	9 780	-	51 538	51 538	28 663	22 875
EAV PROJET ETENA	746 718	611 649	611 649	-	-	-	-	11 364
ITR PROGRAMME CIERA 2018-2020	9 000	3 828	3 828	-	5 172	5 172	-	5 172
ITR DG TRAVAIL GFACT	21 090	5 188	5 188	-	15 902	15 902	1 044	14 859
ITR SITE INTERNET DIALOGUE SOCIAL	38 533	1 676	1 676	-	26 857	26 857	22 026	4 832
MED UNIVERSITARISATION PROF. NON MEDICALE	320 000	39 401	39 401	-	270 599	270 599	128 919	141 680
MED PROJET SSES	29 900	-	-	-	29 900	29 900	-	29 900
MED ARS PROJET AUMG	102 400	-	-	-	59 730	59 730	-	59 730
ILL CIEP COOPERATION KRIBI (CAMEROUN)	39 750	-	-	-	25 000	25 000	3 294	21 706
Total contrats d'enseignement	25 028 520	3 988 392	3 988 392	-	3 998 358	3 998 358	2 385 579	1 612 779

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
EMS ERASMUS+ EU Cab	38 539	9 551	9 551	-	13 000	13 000	1 156	11 844	27 832	-
EMS UE ECHANGES EXPERTS CUBA	6 000	-	-	-	6 000	6 000	-	6 000	6 000	-
EPE UE ERASMUS+ LOCAL	47 520	264	264	-	16 836	16 836	10 215	6 621	37 041	-
UE EPICUR UNIVERSITE EUROPEENNE	873 833	1 310	1 310	-	297 707	297 707	128 088	169 619	742 187	2 248
Financements Investissements d'Avenir	17 728 070	973 341	973 341	-	1 589 952	1 589 952	885 021	704 932	15 770 086	99 623
PROJET EOIE	830 847	379 965	379 965	-	387 077	387 077	310 497	76 580	107 853	32 532
PROJET EBB	219 149	218 401	218 401	-	928	928	5 317	6 245	5 916	149
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté sciences historiques	95 760	-	-	-	11 595	11 595	4 466	7 129	91 294	-
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté des Lettres	482 476	44 268	44 268	-	44 440	44 440	34 699	9 741	403 508	-
PROJET ANR NCU ECRI+ part UOH	2 903 399	173 793	173 793	-	199 509	199 509	100 828	98 682	2 628 336	442
PROJET ANR NCU INCLUDE part IDIP	5 914 393	70 693	70 693	-	221 000	221 000	150 298	70 702	5 692 034	1 369
PROJET ANR NCU INCLUDE part DES	1 861 607	86 222	86 222	-	174 027	174 027	62 197	111 830	1 713 188	-
PROJET ANR NCU INCLUDE part SCD	420 000	-	-	-	-	-	-	-	420 000	-
PROJET ANR NCU INCLUDE EOIST	4 000	-	-	-	4 000	4 000	-	4 000	4 000	-
EAV PIA3 NORIA	2 861 640	-	-	-	186 164	186 164	78 405	107 759	2 781 098	2 137
EPICUR UNIVERSITE EUROPEENNE	1 010 000	-	-	-	315 257	315 257	148 948	166 309	824 042	37 010
PROJET ANR NCU DEPHY DES	607 960	-	-	-	2 250	2 250	-	2 250	607 960	-
PROJET ANR NCU DEPHY DIN	303 000	-	-	-	11 005	11 005	-	11 005	292 173	10 827
PROJET ANR NCU DEPHY CHM	89 040	-	-	-	-	-	-	-	89 040	-
PROJET ANR NCU UHA++	90 000	-	-	-	10 000	10 000	-	10 000	88 574	1 426
CDC TERRITOIRES D'INNOVATION	34 800	-	-	-	22 700	22 700	-	22 700	21 070	13 730
Financements autres	1 635 891	767 203	767 203	-	573 326	573 326	249 713	323 613	586 504	32 471
CMI - FIGURE	254 000	168 346	168 346	-	37 138	37 138	36 909	229	48 715	31
JDS ALSASCIENCE PREFECTURE REGION GE	74 500	9 703	9 703	-	51 538	51 538	28 637	22 900	36 058	102
EAV PROJET ETENA	746 718	555 192	555 192	-	35 359	35 359	44 299	8 940	146 433	794
ITR PROGRAMME CIERA 2018-2020	9 000	3 828	3 828	-	5 172	5 172	-	5 172	5 172	-
ITR DG TRAVAIL GFACT	21 090	5 038	5 038	-	16 052	16 052	978	15 074	14 859	216
ITR SITE INTERNET DIALOGUE SOCIAL	38 533	1 622	1 622	-	26 911	26 911	22 080	4 832	14 832	-
MED UNIVERSITARISATION PROF. NON MEDICALE	320 000	23 474	23 474	-	286 526	286 526	116 811	169 716	151 680	28 036
MED PROJET SSES	29 900	-	-	-	29 900	29 900	-	29 900	29 900	-
MED ARS PROJET AUMG	102 400	-	-	-	59 730	59 730	-	59 730	102 400	-
ILL CIEP COOPERATION KRIBI (CAMEROUN)	39 750	-	-	-	25 000	25 000	-	25 000	36 456	3 294
Total contrats d'enseignement	25 028 520	3 758 662	3 758 662	-	4 206 914	4 206 914	2 036 293	2 170 621	18 654 549	579 016

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
CPER Recherche	6 652 109	5 329 478	5 329 478	-	1 313 186	1 313 186	1 261 264	51 922
CPER RE1 ALSACALCUL	4 352 109	3 570 463	3 570 463	-	781 646	781 646	734 918	46 728
CPER RE5 I2MT	1 800 000	1 306 857	1 306 857	-	483 698	483 698	479 966	3 732
CPER RE7 ALSACE-AVAL-SENTINELLE	500 000	452 158	452 158	-	47 842	47 842	46 380	1 463
CPER immobiliers	47 808 837	44 716 116	44 716 116	-	2 103 462	2 103 462	1 860 211	243 252
dont CPER 2007-13 cofinancée Campus Construction CRBS	38 768 837	37 121 672	37 121 672	-	1 647 165	1 647 165	1 618 085	29 081
dont CPER 2015-20 Restructuration labos Le Bel tranche 2	6 000 000	5 948 014	5 948 014	-	51 986	51 986	45 117	6 869
dont CPER 2015-20 I2MT réhabilitat* secteur recherche IPB	1 740 000	1 599 689	1 599 689	-	244 311	244 311	196 954	47 357
dont CPER 2007-13 et 2015-20 Parvis de Pharmacie-Campus Illkirch	1 300 000	46 741	46 741	-	160 000	160 000	55	159 945
EASE	24 535 276	21 434 276	21 434 276	-	3 104 000	3 104 000	3 081 159	22 841
dont Construction EASE (hors dons 275K€)	21 475 542	18 774 542	18 774 542	-	2 705 683	2 705 683	2 682 843	22 841
dont Equipement EASE	3 059 735	2 659 735	2 659 735	-	398 317	398 317	398 317	-
Autres opérations immobilières	27 853 834	16 268 438	16 268 438	-	4 948 189	4 948 189	3 230 685	1 717 503
dont Accessibilité PMR (subvention 2014)	529 780	529 780	529 780	-	-	-	-	-
dont Géographie (Mise en sécurité 2014, Accessibilité 2015 et FDR)	2 008 182	1 997 754	1 997 754	-	10 428	10 428	155	10 273
dont Mise en sécurité pharmacie (subvention 2017)	100 000	-	-	-	100 000	100 000	11 873	88 127
dont Mise en sécurité faculté de psychologie (subvention 2018)	450 000	278 950	278 950	-	171 050	171 050	86 885	84 165
dont Mise en accessibilité Palais Universitaire (subvention 2018)	100 000	36 714	36 714	-	63 286	63 286	3 492	59 794
dont Achèvement mise aux normes électriques PU(AS sécurité 2019)	310 000	306 067	306 067	-	6 933	6 933	12 910	19 844
dont Sécurisation du campus de l'Esplanade(AS sûreté 2019)	50 000	-	-	-	50 000	50 000	41 662	8 338
dont création d'un ascenseur en Faculté de Philosophie (AS accessibilité 2019)	201 000	-	-	-	235 930	235 930	209 338	26 592
dont Allée Anton du Barry	250 000	-	-	-	-	-	-	-
dont Réorganisation des locaux de physique	1 005 761	1 005 761	1 005 761	-	-	-	26	26
dont Palais Universitaire (biblio recherche, câblage électrique et informatique) (autofinancement)	2 269 463	2 253 528	2 253 528	-	16 427	16 427	16 427	1
dont Centre Européen de Science Quantique	3 686 000	3 093 845	3 093 845	-	329 100	329 100	294 255	34 845
dont Réaménagement des laboratoires Pharmacie	697 354	406 013	406 013	-	200 000	200 000	56 397	143 603
dont Toiture Psychologie (tranche 2 et 3)	970 800	953 673	953 673	-	17 127	17 127	7 951	9 176
dont Réhabilitation laboratoire UMR S 1110	186 945	186 945	186 945	-	-	-	-	-
dont Laboratoire GREAM	113 074	113 074	113 074	-	-	-	-	-
dont Réorganisation Atrium	213 981	213 981	213 981	-	-	-	-	-
dont Complément réhabilitation Physique	815 000	226 024	226 024	-	588 976	588 976	380 220	208 756
dont Réfection toiture 7 rue de l'université	910 000	366 907	366 907	-	660 093	660 093	576 012	84 081
dont TPS : aménagement de salle de cours	750 000	1 080	1 080	-	239 000	239 000	103 854	135 146
dont Rénovation amphi de physique (autofinancement)	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Réaménagement Saint Georges	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Transformation de la bibliothèque de droit en salle de cours	300 000	-	-	-	66 200	66 200	65 880	320
dont Rénovation amphithéâtre Ourisson	700 000	-	-	-	60 000	60 000	1 620	58 380
	-	-	-	-	-	-	-	-
dont création salles de cours bâtiment 3 médecine	20 000	-	-	-	75 000	75 000	61 771	13 229

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
CPER Recherche	6 652 109	4 603 060	4 603 060	-	1 962 145	1 962 145	1 425 831	536 314	61 368	561 850
CPER RE1 ALSACALCUL	4 352 109	3 380 582	3 380 582	-	971 527	971 527	817 280	154 247	46 728	107 520
CPER RE5 I2MT	1 800 000	773 841	773 841	-	939 255	939 255	565 770	373 484	13 178	447 211
CPER RE7 ALSACE-AVAL-SENTINELLE	500 000	448 637	448 637	-	51 363	51 363	42 781	8 582	1 463	7 120
CPER immobiliers	47 808 837	37 945 798	37 945 798	-	7 257 122	7 257 122	4 593 908	2 663 213	1 232 511	4 036 620
dont CPER 2007-13 cofinancée Campus Construction CRBS	38 768 837	32 127 849	32 127 849	-	5 141 438	5 141 438	3 527 233	1 614 205	29 081	3 084 674
dont CPER 2015-20 Restructuration labos Le Bel tranche 2	6 000 000	5 272 791	5 272 791	-	727 209	727 209	375 205	352 004	6 869	345 134
dont CPER 2015-20 I2MT réhabilitat* secteur recherche IPB	1 740 000	510 525	510 525	-	1 333 475	1 333 475	679 830	653 645	-	606 288
dont CPER 2007-13 et 2015-20 Parvis de Pharmacie-campus Illkirch	1 300 000	34 633	34 633	-	55 000	55 000	11 640	43 360	1 253 204	524
EASE	24 535 276	21 339 414	21 339 414	-	3 198 862	3 198 862	3 202 265	-	3 403	-
dont Construction EASE (hors dons 275K€)	21 475 542	18 679 679	18 679 679	-	2 800 545	2 800 545	2 803 948	-	3 403	-
dont Equipement EASE	3 059 735	2 659 735	2 659 735	-	398 317	398 317	398 317	-	1 683	-
Autres opérations immobilières	27 853 834	10 414 256	10 414 256	-	8 778 847	8 778 847	5 085 843	3 693 004	8 354 710	3 999 024
dont Accessibilité PMR (subvention 2014)	529 780	517 183	517 183	-	12 596	12 596	-	12 596	-	12 596
dont Géographie (Mise en sécurité 2014, Accessibilité 2015 et FDR)	2 008 182	1 911 398	1 911 398	-	96 784	96 784	1 264	95 521	10 273	85 248
dont Mise en sécurité pharmacie (subvention 2017)	100 000	-	-	-	100 000	100 000	-	100 000	88 127	11 873
dont Mise en sécurité faculté de psychologie (subvention 2018)	450 000	169 260	169 260	-	280 740	280 740	125 627	155 112	84 165	70 947
dont Mise en accessibilité Palais Universitaire (subvention 2018)	100 000	27 052	27 052	-	72 948	72 948	6 169	66 778	59 794	6 984
dont Achèvement mise aux normes électriques PU(AS sécurité 2019)	310 000	36 942	36 942	-	276 058	276 058	253 326	22 732	16 844	2 888
dont Sécurisation du campus de l'Esplanade(AS sûreté 2019)	50 000	-	-	-	50 000	50 000	-	50 000	8 338	41 662
dont création d'un ascenseur en Faculté de Philosophie (AS accessibilité 2019)	201 000	-	-	-	235 930	235 930	179 343	56 587	-	29 994
dont Allée Anton du Barry	250 000	-	-	-	-	-	-	-	250 000	-
dont Réorganisation des locaux de physique	1 005 761	978 963	978 963	-	26 798	26 798	12 106	14 692	-	26
dont Palais Universitaire (biblio recherche, câblage électrique et informatique) (autofinancement)	2 269 463	2 254 560	2 254 560	-	15 395	15 395	16 427	-	491	-
dont Centre Européen de Science Quantique	3 686 000	296 749	296 749	-	1 393 943	1 393 943	1 416 232	-	22 289	1 675 119
dont Réaménagement des laboratoires Pharmacie	697 354	261 743	261 743	-	200 000	200 000	122 439	77 561	234 944	78 229
dont Toiture Psychologie (tranche 2 et 3)	970 800	933 664	933 664	-	37 136	37 136	27 960	9 176	9 176	-
dont Réhabilitation laboratoire UMR S 1110	186 945	183 613	183 613	-	3 333	3 333	-	3 333	-	3 333
dont Laboratoire GREAM	113 074	112 815	112 815	-	259	259	-	259	-	259
dont Réorganisation Atrium	213 981	195 423	195 423	-	18 558	18 558	2 430	16 128	-	16 128
dont Complément réhabilitation Physique	815 000	189 095	189 095	-	625 905	625 905	177 041	448 864	208 756	240 108
dont Réfection toiture 7 rue de l'université	910 000	1 628	1 628	-	1 025 372	1 025 372	730 810	294 562	-	32 919
dont TPS : aménagement de salle de cours	750 000	1 080	1 080	-	172 000	172 000	59 035	112 965	645 066	44 819
dont Rénovation amphî de physique (autofinancement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Réaménagement Saint Georges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Transformation de la bibliothèque de droit en salle de cours	300 000	-	-	-	46 200	46 200	5 664	40 536	234 120	60 216
dont Rénovation amphithéâtre Ourisson	700 000	-	-	-	60 000	60 000	1 080	58 920	698 380	540
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont création salles de cours bâtiment 3 médecine	20 000	-	-	-	75 000	75 000	58 607	16 393	-	3 163

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
dont travaux suite incendie labos Le Bel	98 000	-	-	-	95 000	95 000	91 133	3 867
AAP TIGRE 1 : Actions d'économie d'énergie à gain rapide	122 000	-	-	-	64 500	64 500	58 366	6 134
AAP TIGRE 2 : Actions d'économie d'énergie à gain rapide	579 600	-	-	-	-	-	-	-
dont Mise aux normes Inst. Clinique de la souris	2 400 000	-	-	-	-	-	-	-
dont CEERIPE (Centre Européen Ens., Rech. et d'Innovation en Physiologie de l'Exercice	408 002	399 653	399 653	-	8 350	8 350	2 395	5 954
dont Travaux Pôle Entrepreneuriat universitaire	783 318	453 414	453 414	-	329 904	329 904	193 961	135 943
dont IUT Illkirch : moyens pour compléter CPER	125 113	-	-	-	-	-	-	-
dont Mobilier bibliothèque PEGE (autofinancement)	511 847	511 847	511 847	-	-	-	-	-
dont Premier équipement PEGE (autofinancement)	800 000	664 170	664 170	-	135 830	135 830	69 115	66 715
dont Premier équipement CRBS (autofinancement)	199 613	199 613	199 613	-	14 700	14 700	14 693	7
dont Premier équipement CRBS animalerie (autofinancement)	1 540 000	869 029	869 029	-	570 971	570 971	566 822	4 149
dont Premier équipement Studium (autofinancement)	1 409 000	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Cardo (PAPS-PCPI) (autofinancement)	1 500 000	1 175 287	1 175 287	-	324 713	324 713	15 729	308 985
dont Premier équipement G2EI Descartes (autofinancement)	200 000	-	-	-	200 000	200 000	-	200 000
dont Premier équipement Patio (autofinancement)	50 000	-	-	-	-	-	-	-
dont travaux d'installation équipements scientifiques IPCMS	70 000	-	-	-	70 000	70 000	70 000	-
dont renouvellement compresseur cryogénie	70 000	-	-	-	70 000	70 000	70 000	-
dont salles blanches G2EI Descartes	150 000	-	-	-	-	-	-	-
dont Plateforme Silabe : travaux financés sur boni de liquidation	200 000	25 330	25 330	-	174 670	174 670	173 564	1 106
Opération Campus	284 644 794	161 873 257	161 873 257	-	36 043 422	36 043 422	26 173 532	9 869 889
dont Ingénierie (période 2009-2022)	15 583 076	11 047 701	11 047 701	-	1 021 200	1 021 200	515 950	505 250
dont Restructuration labos sud Le Bel tranche 1 (Campus + CPER 2007-13)	8 757 445	8 502 995	8 502 995	-	254 449	254 449	70 016	184 433
dont Campus vert Tranche 2	9 331 500	9 330 714	9 330 714	-	786	786	-	786
dont Campus vert Tranche 3 (hors part ISIS)	690 000	142 380	142 380	-	1 000	1 000	-	1 489
dont Construction centre sportif	20 390 000	2 294 264	2 294 264	-	1 537 732	1 537 732	342 330	1 195 402
dont Construction Studium	31 450 000	27 053 406	27 053 406	-	3 896 554	3 896 554	2 468 110	1 428 444
dont Studium : travaux préalables magasins Patio + aménagement RDC Le Bel Sud	2 400 000	2 337 269	2 337 269	-	62 731	62 731	47 532	15 199
dont Concession Faculty club, Tour de chimie, Résidence des personnels	790 000	-	-	-	-	-	-	-
dont Maison des personnels	4 070 000	3 744 711	3 744 711	-	325 289	325 289	28 814	296 475
dont Séparation tour de chimie	4 080 000	686 425	686 425	-	3 393 575	3 393 575	3 190 497	203 078
dont Salle Paul Collomb (reversement au CROUS sur les revenus de la dotation)	2 000 000	-	-	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-
dont Rénovation énergétique Patio	15 770 000	12 969 419	12 969 419	-	2 424 263	2 424 263	2 399 375	24 887
dont Rénovation énergétique Droit	5 432 000	5 203 431	5 203 431	-	228 569	228 569	27 091	201 478
dont Rénovation énergétique IRMA	1 554 000	1 411 598	1 411 598	-	142 402	142 402	34 374	108 028
dont Rénovation énergétique Math	6 310 000	500 624	500 624	-	301 600	301 600	300 300	1 300
dont Reconstruction Botanique	680 000	440 555	440 555	-	239 445	239 445	236 114	3 331
dont IPCB	9 020 000	8 740 835	8 740 835	-	279 165	279 165	64 244	214 921
dont Rénovation géologie	8 600 000	66 775	66 775	-	22 225	22 225	-	22 225
dont Travaux préalables Planétarium	1 400 000	1 101 614	1 101 614	-	298 386	298 386	57 961	240 425

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
dont travaux suite incendie labos Le Bel	98 000	-	-	-	95 000	95 000	28 985	66 015	6 867	62 148
AAP TIGRE 1 : Actions d'économie d'énergie à gain rapide	122 000	-	-	-	4 500	4 500	-	4 500	63 634	58 366
AAP TIGRE 2 : Actions d'économie d'énergie à gain rapide	579 600	-	-	-	-	-	-	-	579 600	-
dont Mise aux normes Inst. Clinique de la souris	2 400 000	-	-	-	-	-	-	-	2 400 000	-
dont CEERIPE (Centre Européen Ens., Rech. et d'Innovation en Physiologie de l'Exercice	408 002	328 565	328 565	-	79 438	79 438	35 592	43 846	5 954	37 891
dont Travaux Pôle Entrepreneuriat universitaire	783 318	147 365	147 365	-	635 953	635 953	232 455	403 498	135 943	267 555
dont IUT Illkirch : moyens pour compléter CPER	125 113	-	-	-	-	-	-	-	125 113	-
dont Mobilier bibliothèque PEGE (autofinancement)	511 847	511 847	511 847	-	-	-	-	-	0	-
dont Premier équipement PEGE (autofinancement)	800 000	503 331	503 331	-	296 669	296 669	157 866	138 803	66 715	72 088
dont Premier équipement CRBS (autofinancement)	199 613	11 990	11 990	-	202 323	202 323	110 684	91 639	14 693	91 632
dont Premier équipement CRBS animalerie (autofinancement)	1 540 000	223 409	223 409	-	1 216 591	1 216 591	471 217	745 374	104 149	741 225
dont Premier équipement Studium (autofinancement)	1 409 000	-	-	-	-	-	-	-	1 409 000	-
dont Premier équipement Cardo (PAPS-PCPI) (autofinancement)	1 500 000	591 251	591 251	-	908 749	908 749	542 885	365 864	308 985	56 879
dont Premier équipement G2EI Descartes (autofinancement)	200 000	-	-	-	200 000	200 000	-	200 000	200 000	-
dont Premier équipement Patio (autofinancement)	50 000	-	-	-	-	-	-	-	50 000	-
dont travaux d'installation équipements scientifiques IPCMS	70 000	-	-	-	70 000	70 000	70 000	-	-	-
dont renouvellement compresseur cryogénie	70 000	-	-	-	70 000	70 000	70 000	-	-	-
dont salles blanches G2EI Descartes	150 000	-	-	-	-	-	-	-	150 000	-
dont Plateforme Silabe : travaux financés sur boni de liquidation	200 000	25 330	25 330	-	174 670	174 670	170 597	4 073	1 106	2 967
Opération Campus	284 644 794	110 061 136	110 061 136	-	46 861 038	46 861 038	36 558 014	10 303 024	96 598 004	41 427 640
dont Ingénierie (période 2009-2022)	15 583 076	10 531 726	10 531 726	-	1 537 175	1 537 175	651 287	885 888	4 019 425	380 638
dont Restructuration labos sud Le Bel tranche 1 (Campus + CPER 2007-13)	8 757 445	8 219 379	8 219 379	-	538 065	538 065	173 966	364 100	184 433	179 667
dont Campus vert Tranche 2	9 331 500	9 316 352	9 316 352	-	15 148	15 148	-	15 148	786	14 362
dont Campus vert Tranche 3 (hors part ISIS)	690 000	141 891	141 891	-	489	489	-	489	548 109	0
dont Construction centre sportif	20 390 000	596 380	596 380	-	717 281	717 281	745 321	28 040	17 753 406	1 294 893
dont Construction Studium	31 450 000	15 690 276	15 690 276	-	8 070 557	8 070 557	8 082 854	12 297	1 928 484	5 748 386
dont Studium : travaux préalables magasins Patio + aménagement RDC Le Bel Sud	2 400 000	2 249 179	2 249 179	-	150 821	150 821	98 788	52 034	15 199	36 835
dont Concession Faculty club, Tour de chimie, Résidence des personnels	790 000	-	-	-	-	-	-	-	790 000	-
dont Maison des personnels	4 070 000	3 404 814	3 404 814	-	665 186	665 186	108 161	557 025	296 475	260 551
dont Séparation tour de chimie	4 080 000	169 158	169 158	-	1 780 548	1 780 548	699 701	1 080 847	203 078	3 008 064
dont Salle Paul Collomb (versement au CROUS sur les revenus de la dotation)	2 000 000	-	-	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-
dont Rénovation énergétique Patio	15 770 000	4 504 295	4 504 295	-	832 116	832 116	3 816 296	2 984 180	401 205	7 048 204
dont Rénovation énergétique Droit	5 432 000	4 548 533	4 548 533	-	883 467	883 467	404 034	479 434	201 478	277 956
dont Rénovation énergétique IRMA	1 554 000	991 719	991 719	-	463 389	463 389	286 760	176 629	108 028	167 493
dont Rénovation énergétique Math	6 310 000	97 429	97 429	-	201 600	201 600	297 324	95 725	5 509 076	406 170
dont Reconstruction Botanique	680 000	374 465	374 465	-	305 535	305 535	300 113	5 422	3 331	2 091
dont IPCB	9 020 000	8 368 890	8 368 890	-	651 110	651 110	302 634	348 475	214 921	133 554
dont Rénovation géologie	8 600 000	14 435	14 435	-	74 565	74 565	52 340	22 225	8 533 225	-
dont Travaux préalables Planétarium	1 400 000	635 238	635 238	-	488 153	488 153	427 710	60 444	240 425	96 628

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
dont Construction Planétarium	9 330 000	1 494 049	1 494 049	-	6 115 104	6 115 104	5 962 384	152 720
dont Musée zoologique	13 200 000	1 743 903	1 743 903	-	42 000	42 000	- 5 866	47 866
dont INSA (versement INSA sur les revenus de la dotation)	10 570 000	1 118 000	1 118 000	-	5 950 000	5 950 000	5 950 000	-
dont G2EI Manufacture	27 040 000	22 690 355	22 690 355	-	1 884 329	1 884 329	1 323 516	560 813
dont Achat foncier Manufacture	6 216 000	5 892 154	5 892 154	-	323 846	323 846	289 195	34 651
dont G2EI Descartes	12 750 000	10 913 067	10 913 067	-	1 175 013	1 175 013	438 808	736 205
dont ISIS-Data centre	17 936 000	17 231 797	17 231 797	-	704 203	704 203	462 890	241 313
dont Site de l'hôpital	5 910 000	-	-	-	-	-	-	-
dont Achat foncier hôpital	2 950 000	-	-	-	-	-	-	-
dont Animalerie provisoire Insectarium	148 153	148 153	148 153	-	-	-	-	-
dont versement GER Insectarium	2 972 219	-	-	-	2 972 219	2 972 219	-	2 972 219
dont PAPS-PCPI (versement EmS sur les revenus de la dotation)	3 944 000	3 944 000	3 944 000	-	-	-	-	-
dont SSI PEGE	450 000	2 664	2 664	-	447 336	447 336	28 490	418 846
dont charges d'intérêts d'emprunt	22 920 401	1 120 401	1 120 401	-	1 000 000	1 000 000	941 894	58 106
dont Revenus de la dotation Campus	-	-	-	-	-	-	-	-
CDP Plateforme IBISA	40 000	-	-	-	40 000	40 000	25 214	14 786

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
dont Construction Planétarium	9 330 000	524 620	524 620	-	2 504 182	2 504 182	1 099 754	1 404 428	1 873 568	5 832 059
dont Musée zoologique	13 200 000	230 609	230 609	-	542 000	542 000	297 545	244 455	11 461 964	1 209 883
dont INSA (versement INSA sur les revenus de la dotation)	10 570 000	1 118 000	1 118 000	-	5 950 000	5 950 000	5 950 000	-	3 502 000	-
dont G2EI Manufacture	27 040 000	4 878 085	4 878 085	-	8 275 619	8 275 619	6 180 623	2 094 996	3 026 129	12 955 164
dont Achat foncier Manufacture	6 216 000	5 875 500	5 875 500	-	340 500	340 500	382 735	- 42 235	34 651	- 76 886
dont G2EI Descartes	12 750 000	6 227 094	6 227 094	-	4 708 283	4 708 283	3 664 919	1 043 364	1 398 125	1 459 862
dont ISIS-Data centre	17 936 000	16 192 969	16 192 969	-	1 743 031	1 743 031	671 308	1 071 723	241 313	830 410
dont Site de l'hôpital	5 910 000	-	-	-	-	-	-	-	5 910 000	-
dont Achat foncier hôpital	2 950 000	-	-	-	-	-	-	-	2 950 000	-
dont Animalerie provisoire Insectarium	148 153	148 153	148 153	-	-	-	-	-	-	-
dont versement GER Insectarium	2 972 219	-	-	-	2 972 219	2 972 219	-	2 972 219	2 972 219	-
dont PAPS-PCPI (versement EmS sur les revenus de la dotation)	3 944 000	3 944 000	3 944 000	-	-	-	-	-	-	-
dont SSI PEGE	450 000	-	-	-	450 000	450 000	-	450 000	418 846	31 154
dont charges d'intérêts d'emprunt	22 920 401	1 067 946	1 067 946	-	1 000 000	1 000 000	863 843	136 157	20 858 106	130 506
dont Revenus de la dotation Campus	-									
CDP Plateforme IBISA	40 000	-	-	-	40 000	40 000	17 249	22 751	14 786	7 965

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
Convention de site	1 471 206	1 339 579	1 339 579	-	128 027	128 027	36 213	91 813
Informatique-Numérique	7 791 298	6 903 714	6 903 714	-	738 344	738 344	515 563	222 780
dont Passage à la téléphonie sur IP	634 369	580 169	580 169	-	60 691	60 691	60 690	1
dont poursuite projet SI câblage	350 000	274 998	274 998	-	75 002	75 002	43 090	31 912
dont Extension de la couverture WIFI sur le campus	453 370	433 370	433 370	-	20 000	20 000	16 419	3 581
dont Double boucle de fibre optique pour mise en œuvre plan reprise d'activité	372 032	372 032	372 032	-	-	-	-	-
dont Equipement Data centre	3 300 000	3 033 559	3 033 559	-	110 711	110 711	108 748	1 963
dont Câblage et Wifi du Campus Sud	200 036	100 036	100 036	-	100 000	100 000	99 404	596
dont OSIRIS 4	1 255 000	1 245 561	1 245 561	-	9 439	9 439	9 424	15
dont PAPS PCPI équipements informatiques	180 000	177 836	177 836	-	2 164	2 164	-	2 164
dont Maison des personnels équipements informatiques	89 350	86 319	86 319	-	3 031	3 031	-	3 031
dont Centralisation jouvence matériel des amphis	305 000	237 693	237 693	-	67 307	67 307	62 464	4 842
dont CRBS équipement informatique	159 177	159 177	159 177	-	-	-	-	-
dont refonte env. collaboratif volent rempl. ENT	202 964	202 964	202 964	-	-	-	-	-
dont Studium équipements informatiques	250 000	-	-	-	250 000	250 000	92 449	157 551
dont GE2I Descartes équipements informatiques	40 000	-	-	-	40 000	40 000	22 876	17 124
Total programmes pluriannuels	400 797 354	257 864 859	257 864 859	-	48 418 629	48 418 629	36 183 841	12 234 788
Total	529 427 532	299 497 475	299 497 475	0	71 941 798	71 941 798	51 707 900	20 233 898
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :								
Ss total personnel	80 459 556	26 643 850	26 643 850	-	11 502 506	11 502 506	9 936 936	1 565 570
Ss total fonctionnement et intervention	105 128 974	29 825 811	29 825 811	-	18 994 439	18 994 439	12 153 602	6 840 837
Ss total investissement	343 839 002	243 027 814	243 027 814	-	41 444 853	41 444 853	29 617 362	11 827 491

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
Convention de site	1 471 206	1 231 538	1 231 538	-	236 068	236 068	107 509	128 559	95 413	36 746
Informatique-Numérique	7 791 298	5 498 290	5 498 290	-	2 133 057	2 133 057	1 642 991	490 066	372 020	277 997
dont Passage à la téléphonie sur IP	634 369	580 169	580 169	-	60 691	60 691	37 383	23 308	- 6 490	23 307
dont poursuite projet SI câblage	350 000	290 788	290 788	-	59 212	59 212	12 448	46 764	31 912	14 852
dont Extension de la couverture WIFI sur le campus	453 370	433 370	433 370	-	20 000	20 000	12 564	7 436	3 582	3 855
dont Double boucle de fibre optique pour mise en œuvre plan reprise d'activité	372 032	372 032	372 032	-	-	-	-	-	-	-
dont Equipement Data centre	3 300 000	2 918 530	2 918 530	-	215 028	215 028	189 222	25 807	157 694	34 554
dont Câblage et Wifi du Campus Sud	200 036	100 036	100 036	-	100 000	100 000	-	100 000	596	99 404
dont OSIRIS 4	1 255 000	-	-	-	1 255 000	1 255 000	1 242 355	12 645	15	12 630
dont PAPS PCPI équipements informatiques	180 000	167 724	167 724	-	12 276	12 276	10 112	2 164	2 164	-
dont Maison des personnels équipements informatiques	89 350	67 556	67 556	-	21 794	21 794	18 293	3 501	3 031	470
dont Centralisation jouvence matériel des amphis	305 000	210 208	210 208	-	94 792	94 792	27 485	67 307	4 842	62 464
dont CRBS équipement informatique	159 177	156 309	156 309	-	2 867	2 867	2 867	-	- 0	0
dont refonte env. collaboratif volent rempl. ENT	202 964	201 568	201 568	-	1 397	1 397	1 397	-	-	0
dont Studium équipements informatiques	250 000	-	-	-	250 000	250 000	69 844	180 156	157 551	22 605
dont GE2I Descartes équipements informatiques	40 000	-	-	-	40 000	40 000	19 021	20 979	17 124	3 855
Total programmes pluriannuels	400 797 354	191 093 491	191 093 491	-	70 467 139	70 467 139	52 633 610	17 833 528	106 748 653	50 321 599
Total	529 427 532	231 470 956	231 470 956	0	94 887 884	94 887 883	67 860 811	27 027 073	178 222 158	51 873 608
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :										
Ss total personnel	80 459 556	26 643 850	26 643 850	-	11 502 506	11 502 506	9 936 936	1 565 570	43 878 770	-
Ss total fonctionnement et intervention	105 128 974	28 266 479	28 266 479	-	20 349 745	20 349 745	12 715 754	7 633 991	63 149 561	997 179
Ss total investissement	343 839 002	176 560 627	176 560 627	-	63 035 633	63 035 633	45 208 121	17 827 512	71 193 825	50 876 429

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
Contrats ANR Recherche	26 810 571	11 075 177	11 075 177	-	6 585 706	6 585 706	-	6 187 844	397 861
Contrats européens Recherche	38 358 559	17 850 449	17 850 449	-	6 064 976	6 064 976	-	5 749 266	315 711
Contrats Autres bailleurs Recherche	15 046 298	4 558 610	4 558 610	-	4 137 426	4 137 426	-	4 234 243	96 816
Contrats Idex Partenaires Recherche	3 577 182	2 174 372	2 174 372	-	1 163 911	1 163 911	-	-	1 163 911
Contrats PIA 3 - EUR	19 809 048	2 985 662	2 985 662	-	1 990 323	1 990 323	-	1 473 479	516 844
Total contrats de recherche	103 601 658	38 644 271	38 644 271	-	19 942 343	19 942 343	-	17 644 832	2 297 511
Op. 1									
Op. 2									
Op. 3									
Total contrats de formation continue		-	-	-	-	-	-	-	-
Financements collectivités territoriales	3 164 926	894 545	894 545	-	1 186 309	1 186 309	-	768 830	417 479
ECPM Plateforme pédagogique	400 623	32 986	32 986	-	336 090	336 090	-	-	336 090
ESBS Plateforme pédagogique	156 477	132 745	132 745	-	-	-	-	-	-
EOST Plateforme pédagogique	149 049	105 633	105 633	-	-	-	-	-	-
Telecom Physique Relations entreprises	113 538	12 352	12 352	-	56 145	56 145	-	-	56 145
EM Strasbourg Plateforme anglais	74 216	29 000	29 000	-	36 182	36 182	-	-	36 182
ECPM Pacte ingénieurs 2 phase 2	76 943	25 350	25 350	-	11 835	11 835	-	-	11 835
ESBS Pacte ingénieurs 2 phase 2	100 273	47 200	47 200	-	-	-	-	-	-
Telecom Physique Filière Informatique	805 079	421 779	421 779	-	276 340	276 340	-	203 317	73 023
EAV PROJET STRAS LAB	96 829	60 000	60 000	-	36 829	36 829	-	31 000	5 829
SVU REGION BRUIT Du TEMPS	10 000	5 000	5 000	-	5 000	5 000	-	-	5 000
IHA REGION USINE ECOLE INDUSTRIE DU FUTUR	470 324	-	-	-	181 200	181 200	-	273 200	92 000
ILL REGION POMGEC	353 371	-	-	-	181 639	181 639	-	154 463	27 176
ISC REGION BRASSERIUT	180 000	-	-	-	81 760	81 760	-	81 760	-
PHI REGION EMERA	103 205	-	-	-	16 711	16 711	-	25 089	41 800
HIS REGION GUIDE CONFERENCIER	75 000	22 500	22 500	-	-	-	-	-	-
Financements européens	2 499 632	659 129	659 129	-	721 992	721 992	-	517 852	204 140
Projet MEDSOL (ERASMUS +)	326 650	286 757	286 757	-	39 893	39 893	-	-	39 893
Projet Interreg Upper Rhine	311 794	49 910	49 910	-	70 530	70 530	-	-	70 530
ERASMUS+ KAAT	74 181	59 345	59 345	-	14 836	14 836	-	-	14 836
JDS INTERREG MICRO PROJET	16 851	-	-	-	16 851	16 851	-	-	16 851
JDS INTERREG CLIM ABILITY D.	184 281	-	-	-	48 825	48 825	-	-	48 825
MSA STEM SCHOOL	73 625	29 450	29 450	-	14 725	14 725	-	30 890	16 165
MSA SPOON	82 355	27 437	27 437	-	17 564	17 564	-	38 584	21 020
IEP CHAIRE JEAN MONNET	50 000	35 000	35 000	-	-	-	-	-	-
IEP CENTRE EXCELLENCE JEAN MONNET	100 000	70 000	70 000	-	-	-	-	-	-
IEP PROJET JEAN MONNET	52 237	36 566	36 566	-	-	-	-	-	-
IEP Réseau JEAN MONNET	179 684	-	-	-	107 810	107 810	-	74 722	33 088

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
LGE ERASMUS+ CLUSTER4SMART	82 082	49 249	49 249	-	16 416	16 416	-	16 416	- 0
EMS ERASMUS+ EU Cab	38 539	15 416	15 416	-	-	-	-	7 708	- 7 708
EMS UE ECHANGES EXPERTS CUBA	6 000	-	-	-	6 000	6 000	-	-	6 000
EPE UE ERASMUS+ LOCALL	47 520	-	-	-	19 008	19 008	-	-	19 008
UE EPICUR UNIVERSITE EUROPEENNE	873 833	-	-	-	349 534	349 534	-	349 533	1
Financements Investissements d'Avenir	17 728 070	1 897 172	1 897 172	-	1 975 406	1 975 406	-	2 088 579	- 113 173
PROJET EOIE	830 847	747 938	747 938	-	-	-	-	612	- 612
PROJET EBB	219 149	71 384	71 384	-	135 764	135 764	-	-	135 764
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté sciences historiques	95 760	1 500	1 500	-	11 595	11 595	-	5 797	5 798
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté des Lettres	482 476	38 350	38 350	-	45 000	45 000	-	44 590	410
PROJET ANR NCU ECRI+ part UOH	2 903 399	300 000	300 000	-	313 047	313 047	-	347 960	- 34 913
PROJET ANR NCU INCLUDE part IDIP	5 914 393	570 455	570 455	-	570 455	570 455	-	481 779	88 676
PROJET ANR NCU INCLUDE part DES	1 861 607	167 545	167 545	-	167 545	167 545	-	168 444	- 899
PROJET ANR NCU INCLUDE part SCD	420 000	-	-	-	90 000	90 000	-	90 000	-
PROJET ANR NCU INCLUDE EOST	4 000	-	-	-	-	-	-	-	-
EAV PIA3 NORIA	2 861 640	-	-	-	378 000	378 000	-	343 397	34 603
EPICUR UNIVERSITE EUROPEENNE	1 010 000	-	-	-	264 000	264 000	-	606 000	- 342 000
PROJET ANR NCU DEPHY DES	607 960	-	-	-	-	-	-	-	-
PROJET ANR NCU DEPHY DIN	303 000	-	-	-	-	-	-	-	-
PROJET ANR NCU DEPHY CHM	89 040	-	-	-	-	-	-	-	-
PROJET ANR NCU UHA++	90 000	-	-	-	-	-	-	-	-
CDC TERRITOIRES D'INNOVATION	34 800	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements autres	1 635 891	971 943	971 943	-	145 220	145 220	-	128 021	17 199
CMI - FIGURE	254 000	158 646	158 646	-	45 354	45 354	-	45 800	- 446
JDS ALSASCIENCE PREFECTURE REGION GE	74 500	-	-	-	35 000	35 000	-	22 491	12 509
EAV PROJET ETENA	746 718	444 618	444 618	-	-	-	-	-	-
ITR PROGRAMME CIERA 2018-2020	9 000	7 200	7 200	-	-	-	-	-	-
ITR DG TRAVAIL GFACT	21 090	10 545	10 545	-	8 436	8 436	-	-	8 436
ITR SITE INTERNET DIALOGUE SOCIAL	38 533	30 933	30 933	-	-	-	-	-	-
MED UNIVERSITARISATION PROF. NON MEDICALE	320 000	320 000	320 000	-	-	-	-	-	-
MED PROJET SSES	29 900	-	-	-	29 900	29 900	-	-	29 900
MED ARS PROJET AUMG	102 400	-	-	-	8 530	8 530	-	59 730	- 51 200
ILL CIEP COOPERATION KRIBI (CAMEROUN)	39 750	-	-	-	18 000	18 000	-	-	18 000
Total contrats d'enseignement	25 028 520	4 422 789	4 422 789	-	4 028 927	4 028 927	-	3 503 282	525 645

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
CPER Recherche	6 652 109	3 425 313	3 425 313	-	1 848 531	1 848 531	-	1 523 288	325 243
CPER RE1 ALSACALCUL	4 352 109	2 554 313	2 554 313	-	1 139 531	1 139 531	-	1 128 288	11 243
CPER RE5 I2MT	1 800 000	605 000	605 000	-	475 000	475 000	-	270 000	205 000
CPER RE7 ALSACE-AVAL-SENTINELLE	500 000	266 000	266 000	-	234 000	234 000	-	125 000	109 000
CPER immobiliers	47 808 837	36 723 701	36 723 701	-	613 704	613 704	-	665 465	- 51 761
dont CPER 2007-13 cofinancée Campus Construction CRBS	38 768 837	29 637 405	29 637 405	-	-	-	-	236 761	- 236 761
dont CPER 2015-20 Restructuration labos Le Bel tranche 2	6 000 000	5 915 000	5 915 000	-	85 000	85 000	-	-	85 000
dont CPER 2015-20 I2MT réhabilitat* secteur recherche IPB	1 740 000	729 296	729 296	-	170 704	170 704	-	220 704	- 50 000
dont CPER 2007-13 et 2015-20 Parvis de Pharmacie-Campus Illkirch	1 300 000	442 000	442 000	-	358 000	358 000	-	208 000	150 000
EASE	24 535 276	14 624 611	14 624 611	-	6 371 403	6 371 403	-	176 321	6 195 082
dont Construction EASE (hors dons 275K€)	21 475 542	14 624 611	14 624 611	-	4 359 671	4 359 671	-	4 129	4 355 543
dont Equipement EASE	3 059 735	-	-	-	2 011 732	2 011 732	-	172 192	1 839 539
Autres opérations immobilières	27 853 834	5 745 330	5 745 330	-	924 670	924 670	-	1 517 612	- 592 942
dont Accessibilité PMR (subvention 2014)	529 780	350 000	350 000	-	-	-	-	-	-
dont Géographie (Mise en sécurité 2014, Accessibilité 2015 et FDR)	2 008 182	930 000	930 000	-	-	-	-	-	-
dont Mise en sécurité pharmacie (subvention 2017)	100 000	100 000	100 000	-	-	-	-	-	-
dont Mise en sécurité faculté de psychologie (subvention 2018)	450 000	300 000	300 000	-	-	-	-	150 000	- 150 000
dont Mise en accessibilité Palais Universitaire (subvention 2018)	100 000	100 000	100 000	-	-	-	-	-	-
dont Achèvement mise aux normes électriques PU(AS sécurité 2019)	310 000	200 000	200 000	-	-	-	-	-	-
dont Sécurisation du campus de l'Esplanade(AS sûreté 2019)	50 000	50 000	50 000	-	-	-	-	-	-
dont création d'un ascenseur en Faculté de Philosophie (AS accessibilité 2019)	201 000	150 000	150 000	-	-	-	-	-	-
dont Allée Anton du Barry	250 000	-	-	-	150 000	150 000	-	150 000	-
dont Réorganisation des locaux de physique	1 005 761	400 000	400 000	-	-	-	-	-	-
dont Palais Universitaire (biblio recherche, câblage électrique et informatique) (autofinancement)	2 269 463	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Centre Européen de Science Quantique	3 686 000	330 000	330 000	-	-	-	-	-	-
dont Réaménagement des laboratoires Pharmacie	697 354	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Toiture Psychologie (tranche 2 et 3)	970 800	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Réhabilitation laboratoire UMR S 1110	186 945	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Laboratoire GREAM	113 074	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Réorganisation Atrium	213 981	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Complément réhabilitation Physique	815 000	500 000	500 000	-	300 000	300 000	-	216 012	83 988
dont Réfection toiture 7 rue de l'université	910 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont TPS : aménagement de salle de cours	750 000	650 000	650 000	-	-	-	-	-	-
dont Rénovation amphî de physique (autofinancement)	-	560 000	560 000	-	-	-	-	-	-
dont Réaménagement Saint Georges	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Transformation de la bibliothèque de droit en salle de cours	300 000	-	-	-	100 000	100 000	-	100 000	-
dont Rénovation amphithéâtre Ourisson	700 000	-	-	-	200 000	200 000	-	200 000	-

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
dont création salles de cours bâtiment 3 médecine	20 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont travaux suite incendie labos Le Bel	98 000	-	-	-	-	-	-	-	-
AAP TIGRE 1 : Actions d'économie d'énergie à gain rapide	122 000	-	-	-	-	-	-	122 000	- 122 000
AAP TIGRE 2 : Actions d'économie d'énergie à gain rapide	579 600	-	-	-	-	-	-	579 600	- 579 600
dont Mise aux normes Inst. Clinique de la souris	2 400 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont CEERIPPE (Centre Européen Ens., Rech. et d'Innovation en Physiologie de l'Exercice	408 002	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Travaux Pôle Entrepreneuriat universitaire	783 318	-	-	-	-	-	-	-	-
dont IUT Illkirch : moyens pour compléter CPER	125 113	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Mobilier bibliothèque PEGE (autofinancement)	511 847	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement PEGE (autofinancement)	800 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement CRBS (autofinancement)	199 613	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement CRBS animalerie (autofinancement)	1 540 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Studium (autofinancement)	1 409 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Cardo (PAPS-PCPI) (autofinancement)	1 500 000	1 100 000	1 100 000	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement GZEI Descartes (autofinancement)	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Patio (autofinancement)	50 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont travaux d'installation équipements scientifiques IPCMS	70 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont renouvellement compresseur cryogénie	70 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont salles blanches GZEI Descartes	150 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Plateforme Silabe : travaux financés sur boni de liquidation	200 000	25 330	25 330	-	174 670	174 670	-	-	174 670
Opération Campus	284 644 794	100 164 077	100 164 077	-	25 307 100	25 307 100	-	25 071 389	235 711
dont Ingénierie (période 2009-2022)	15 583 076	7 583 076	7 583 076	-	-	-	-	2 178	- 2 178
dont Restructuration labos sud Le Bel tranche 1 (Campus + CPER 2007-13)	8 757 445	7 823 242	7 823 242	-	650 500	650 500	-	-	650 500
dont Campus vert Tranche 2	9 331 500	8 370 000	8 370 000	-	930 000	930 000	-	-	930 000
dont Campus vert Tranche 3 (hors part ISIS)	690 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Construction centre sportif	20 390 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Construction Studium	31 450 000	7 860 000	7 860 000	-	900 000	900 000	-	945 300	- 45 300
dont Studium : travaux préalables magasins Patio + aménagement RDC Le Bel Sud	2 400 000	2 160 000	2 160 000	-	240 000	240 000	-	-	240 000
dont Concession Faculty club, Tour de chimie, Résidence des personnels	790 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Maison des personnels	4 070 000	225 000	225 000	-	25 000	25 000	-	-	25 000
dont Séparation tour de chimie	4 080 000	1 800 000	1 800 000	-	-	-	-	-	-
dont Salle Paul Collomb (versement au CROUS sur les revenus de la dotation)	2 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Rénovation énergétique Patio	15 770 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Rénovation énergétique Droit	5 432 000	221 400	221 400	-	24 600	24 600	-	-	24 600
dont Rénovation énergétique IRMA	1 554 000	903 600	903 600	-	-	-	-	-	-
dont Rénovation énergétique Math	6 310 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Reconstruction Botanique	680 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont IPCB	9 020 000	1 080 000	1 080 000	-	120 000	120 000	-	1 500	118 500

TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
dont Rénovation géologie	8 600 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Travaux préalables Planétarium	1 400 000	990 000	990 000	-	-	-	-	-	-
dont Construction Planétarium	9 330 000	880 000	880 000	-	100 000	100 000	-	600 000	- 500 000
dont Musée zoologique	13 200 000	180 000	180 000	-	1 500 000	1 500 000	-	1 000 000	500 000
dont INSA (reversement INSA sur les revenus de la dotation)	10 570 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont G2EI Manufacture	27 040 000	4 800 000	4 800 000	-	4 700 000	4 700 000	-	7 200 000	- 2 500 000
dont Achat foncier Manufacture	6 216 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont G2EI Descartes	12 750 000	1 260 000	1 260 000	-	-	-	-	2 000	- 2 000
dont ISIS-Data centre	17 936 000	3 905 000	3 905 000	-	745 000	745 000	-	-	745 000
dont Site de l'hôpital	5 910 000	200 000	200 000	-	- 200 000	- 200 000	-	-	- 200 000
dont Achat foncier hôpital	2 950 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Animalerie provisoire Insectarium	148 153	148 153	148 153	-	-	-	-	-	-
dont reversement GER Insectarium	2 972 219	-	-	-	-	-	-	-	-
dont PAPS-PCPI (reversement EmS sur les revenus de la dotation)	3 944 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont SSI PEGE	450 000	-	-	-	450 000	450 000	-	-	450 000
dont charges d'intérêts d'emprunt	22 920 401	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Revenus de la dotation Campus	-	49 774 606	49 774 606	-	15 122 000	15 122 000	-	15 320 411	- 198 411
CDP Plateforme IBISA	40 000	-	-	-	40 000	40 000	-	40 000	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
Convention de site	1 471 206	1 471 206	1 471 206	-	-	-	-	-	-
Informatique-Numérique	7 791 298	274 729	274 729	-	20 845	20 845	-	20 845	-
dont Passage à la téléphonie sur IP	634 369	-	-	-	-	-	-	-	-
dont poursuite projet SI câblage	350 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Extension de la couverture WIFI sur le campus	453 370	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Double boucle de fibre optique pour mise en œuvre plan reprise d'activité	372 032	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Equipement Data centre	3 300 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Câblage et Wifi du Campus Sud	200 036	-	-	-	-	-	-	-	-
dont OSIRIS 4	1 255 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont PAPS PCPI équipements informatiques	180 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Maison des personnels équipements informatiques	89 350	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Centralisation jouvence matériel des amphis	305 000	219 155	219 155	-	20 845	20 845	-	20 845	-
dont CRBS équipement informatique	159 177	55 574	55 574	-	-	-	-	-	-
dont refonte env. collaboratif volent rempl. ENT	202 964	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Studium équipements informatiques	250 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont GE2I Descartes équipements informatiques	40 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Total programmes pluriannuels	400 797 354	162 428 967	162 428 967	-	35 126 252	35 126 252	-	29 014 920	6 111 333
Total	529 427 532	205 496 026	205 496 026	-	59 097 522	59 097 522	-	50 163 033	8 934 488

(*) Les financements extérieurs ne comprennent pas les dons en nature

Tableau 10
TABLEAU DETAILLE DES OPERATIONS PLURIANNUELLES ET PROGRAMMATION

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Exécution des autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Exécution						Reste à payer	Reste à réaliser	
			AE consommées les années antérieures à N	Consommations Nettes AE N	Total des AE consommées	CP consommés les années antérieures à N	CP consommés N	TOTAL des CP consommés	Sur les AE consommées	Solde à engager	Solde à payer
Contrats de recherche	Personnel	59 887 415	21 478 789	8 291 736	29 770 525	21 478 788	8 291 736	29 770 524	1	30 116 890	30 116 891
	Fonctionnement et intervention	35 021 932	13 605 016	3 573 205	17 178 221	12 903 204	3 879 253	16 782 457	395 764	17 843 711	18 239 475
	Investissement	8 692 312	2 560 419	1 273 538	3 833 957	2 236 810	1 019 918	3 256 729	577 229	4 858 354	5 435 583
Total contrat de recherche		103 601 658	37 644 225	13 138 479	50 782 704	36 618 803	13 190 907	49 809 710	972 994	52 818 955	53 791 948
Contrat de formation continue	Personnel										
	Fonctionnement et intervention										
	Investissement										
Total contrat de formation continue		0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Contrat d'enseignement	Personnel	14 180 395	1 813 315	1 140 461	2 953 776	1 813 315	1 140 461	2 953 776	0	11 226 618	11 226 618
	Fonctionnement et intervention	8 494 680	1 405 877	447 561	1 853 438	1 210 666	514 717	1 725 383	128 054	6 641 242	6 769 297
	Investissement	2 353 445	769 200	797 557	1 566 757	734 681	381 115	1 115 795	450 962	786 687	1 237 649
Total contrat d'enseignement		25 028 520	3 988 392	2 385 579	6 373 971	3 758 662	2 036 293	5 794 955	579 016	18 654 548	19 233 564
Dépenses d'investissement (PPI)	Personnel	6 391 747	3 351 747	504 739	3 856 485	3 351 747	504 739	3 856 485	0	2 535 261	2 535 261
	Fonctionnement et intervention	61 612 362	14 814 918	8 132 835	22 947 753	14 152 609	8 321 784	22 474 393	473 361	38 664 608	39 137 969
	Investissement	332 793 245	239 698 194	27 546 267	267 244 461	173 589 136	43 807 088	217 396 224	49 848 237	65 548 784	115 397 021
Total Dépenses d'investissement		400 797 353	257 864 858	36 183 841	294 048 699	191 093 491	52 633 610	243 727 102	50 321 598	106 748 653	157 070 251
	Ss total Personnel	80 459 556	26 643 851	9 936 936	36 580 787	26 643 850	9 936 936	36 580 786	1	43 878 769	43 878 770
	Ss total Fonctionnement	105 128 974	29 825 811	12 153 602	41 979 413	28 266 479	12 715 754	40 982 233	997 179	63 149 561	64 146 740
	Ss total Investissement	343 839 001	243 027 813	29 617 362	272 645 175	176 560 627	45 208 121	221 768 748	50 876 428	71 193 825	122 070 253
TOTAL		529 427 531	299 497 475	51 707 900	351 205 374	231 470 956	67 860 811	299 331 767	51 873 608	178 222 156	230 095 764

Tableau 10
TABLEAU DETAILLE DES OPERATIONS PLURIANNUELLES ET PROGRAMMATION

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

B - Exécution des recettes

		Prévision	Exécution				Prévisions en N+1 et suivantes	Prévisions en N+1 et suivantes
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Autofinancement < N	Encaissements réalisés N	Autofinancement N	Encaissements prévus en N+1 et suivantes	Autofinancement prévus en N+1 et suivantes
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	49 331 352	16 007 192		7 756 025		25 568 135	
	Autres financements publics**	49 314 188	21 169 639		9 196 010		18 948 538	
	Autres financements***	4 956 118	1 467 440		692 796		2 795 882	
Total contrat de recherche		103 601 658	38 644 271	0	17 644 832	0	47 312 556	0
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*							
	Autres financements publics**							
	Autres financements***							
	Autofinancement							
Total contrat de formation continue		0	0	0	0	0	0	0
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	17 674 387	1 933 408		1 764 697		13 976 282	
	Autres financements publics**	6 495 745	2 440 980		1 696 912		2 357 853	
	Autres financements***	154 402	48 401		41 673		64 328	
	Autofinancement	703 986		0		0		703 986
Total contrat d'enseignement		25 028 520	4 422 789	0	3 503 282	0	16 398 463	703 986
Programmes pluriannuels d'investissement (PPI)	Financement de l'Etat*	279 469 275	113 291 399		18 435 859		147 742 017	
	Autres financements publics**	79 039 950	48 802 558		10 351 761		19 885 631	
	Autres financements***	926 363	335 010		227 299		364 054	
	Autofinancement	41 361 765		22 275 392		9 946 236		9 140 137
Total PPI		400 797 353	162 428 967	22 275 392	29 014 919	9 946 236	167 991 702	9 140 137
	Ss total Financement de l'Etat	346 475 015	131 231 999	0	27 956 582	0	187 286 434	0
	Ss total Autres financements publics	134 849 883	72 413 177	0	21 244 684	0	41 192 022	0
	Ss total Autres financements	6 036 883	1 850 851	0	961 767	0	3 224 265	0
	Ss total Autofinancement	42 065 751		22 275 392		9 946 236		9 844 123
TOTAL		529 427 531	205 496 026	22 275 392	50 163 033	9 946 236	231 702 721	9 844 123

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABEAU 11
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		CF 2019	BA 2020	CF 2020
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer au 31.12.2020	87 883 774,19	95 045 786,99	95 045 786,99
	2 Niveau initial du fonds de roulement	86 755 180,74	117 207 186,60	117 207 186,60
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-50 733 501,47	-32 306 742,93	-32 306 742,93
	4 Niveau initial de la trésorerie	137 488 682,21	149 513 929,53	149 513 929,53
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	22 482 257,47	8 517 262,53	9 357 139,23
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	115 006 424,74	140 996 667,00	140 156 790,30
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	508 148 514,95	536 557 370,88	494 881 037,27
	6 Résultat patrimonial	3 088 820,42	1 671 562,75	14 226 194,79
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	10 750 574,20	8 971 562,75	20 634 017,00
	8 Variation du fonds de roulement	30 452 005,86	-3 306 631,51	16 027 256,01
	9 Opérations bilanciellées non budgétaires	SENS 29 808 462,82	11 001 000,00	11 282 849,08
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - 32 017 815,54	14 000 000,00	14 022 177,34
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	- 2 209 835,22	3 000 000,00	2 747 420,99
	Cautiennements et dépôts	- -482,50	-1 000,00	-8 092,73
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS -17 012,49	-13 361,91	141 764,74
	Variation des stocks	+ / - -4 829,15	5 000,00	170 130,33
	Production immobilisée	+		
	Charges sur créances irrécouvrables	- 12 183,34	18 361,91	28 365,59
	Produits divers de gestion courante	+		
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS 17 449 176,62	27 197 799,71	10 342 805,63
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements	+ / - 20 836 120,32	19 780 279,20	11 867 045,99
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements	+ / - -3 386 943,70	7 417 520,51	-1 524 240,36
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-16 788 621,09	-41 492 069,31	-5 740 163,44
	12.a Recettes budgétaires	484 197 881,06	515 221 334,30	502 518 288,32
	12.b Crédits de paiement ouverts	500 986 502,15	556 713 403,61	508 258 451,76
	13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	- 28 813 868,41	- 14 147 081,85	-13 489 165,16
	14 Variation de la trésorerie = 12- 13	12 025 247,32	-27 344 987,46	7 749 001,72
	Solde budgétaire résultant des opérations fléchées	-12 646 383,96	-21 842 064,31	-12 431 537,00
	Autofinancement des opérations fléchées sur crédits globalisés	2 210 029,52	6 841 129,00	4 980 928,21
	Financements de dépenses globalisées sur recettes fléchées	-2 688 763,80	-3 520 000,00	-4 302 457,69
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	-13 125 118,24	-18 520 935,31	-11 753 066,48
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	25 150 365,56	-8 824 052,15	19 502 068,20
	15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	18 426 758,54	24 038 355,95	8 278 254,29
	16 Restes à payer = 5 - 12b	7 162 012,80	-20 156 032,73	-13 377 414,49
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer : 1+16	95 045 786,99	74 889 754,26	81 668 372,50
	18 Niveau final du fonds de roulement	117 207 186,60	113 900 555,09	133 234 442,61
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-32 306 742,93	-8 268 386,98	-24 028 488,64
	20 Niveau final de la trésorerie	149 513 929,53	122 168 942,07	157 262 931,25
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	9 357 139,23	-10 003 672,78	-2 395 927,25
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	140 156 790,30	132 172 614,85	159 658 858,50

Comptabilité budgétaire

Comptabilité générale

Actualisation :

- Mise à jour du solde budgétaire révisé

- Mise à jour de la position de trésorerie fléchée

en cohérence avec le tableau 8 (à partir du CF 2019)

Tableau 2
Autorisations budgétaires ETABLISSEMENT HORS SACD

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations

Dépenses								
	AE				CP			
	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Personnel	360 370 422,65	367 218 697,29	371 393 117,57	366 593 281,97	360 328 302,50	367 218 697,29	371 393 117,57	366 608 725,92
dont contributions employeur au CAS Pension	96 458 427,39	97 272 958,00	97 573 963,00	97 337 463,36	96 458 427,39	97 272 958,00	97 573 963,00	97 337 463,36
Fonctionnement	84 328 398,06	94 381 852,06	101 512 652,59	79 639 843,66	79 901 924,10	95 176 183,27	100 835 058,77	79 339 261,72
Investissement	56 339 307,55	53 904 055,96	54 041 254,09	40 436 394,37	53 676 238,63	63 760 925,93	74 822 175,27	54 016 242,76
TOTAL DES DÉPENSES	501 038 128,26	515 504 605,31	526 947 024,25	486 669 520,00	493 906 465,23	526 155 806,49	547 050 351,61	499 964 230,40
Solde budgétaire (excédent)								

Recettes				
RE				
CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	
427 191 632,43	430 039 616,26	440 919 932,32	436 569 035,56	Recettes globalisées
340 644 797,00	341 393 048,00	343 085 461,00	344 553 084,00	Subvention pour charges de service public
7 298 382,05	7 695 201,44	9 795 315,09	9 906 232,99	Autres financements Etat
13 037 232,39	16 160 530,67	20 909 008,18	19 228 049,58	Autres financements publics
3 925 061,97	2 931 278,00	2 931 278,00	3 251 334,80	Fiscalité affectée
62 286 159,02	61 859 558,15	64 198 870,05	59 630 334,19	Recettes propres
51 641 914,70	57 966 863,67	64 387 873,53	55 262 271,00	Recettes fléchées
44 956 397,16	48 531 545,87	49 111 706,25	44 245 545,47	Financements de l'Etat fléchés
6 330 615,68	9 285 317,80	15 241 838,68	10 756 157,81	Autres financements publics fléchés
354 901,86	150 000,00	34 328,60	260 567,72	Recettes propres fléchées
478 833 547,13	488 006 479,93	505 307 805,85	491 831 306,56	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (déficit)				
15 072 918,10	38 149 326,56	41 742 545,76	8 132 923,84	

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine
ETABLISSEMENT (HORS SACS)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors étudiants	365 241 307,48	365 256 815,14	78 432 044,94	78 121 383,78	40 369 040,79	53 842 150,97	484 042 393,21	497 220 349,89
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	6 249 246,74	6 249 148,34	3 820 777,63	3 628 260,77	2 087 839,15	1 483 513,25	12 157 863,52	11 360 922,36
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	10 413 073,45	10 413 071,70	6 119 628,99	6 326 626,33	2 034 798,46	1 769 773,21	18 567 500,90	18 509 471,24
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	434 712,93	434 712,93	62 670,10	74 719,78	34 245,27	15 151,87	531 628,30	524 584,58
D105 - Bibliothèques et documentation	1 870 614,67	1 870 614,67	3 519 757,86	3 712 655,10	143 922,45	373 080,10	5 534 294,98	5 956 349,87
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	10 695 111,39	10 700 041,39	5 468 084,27	5 415 020,75	969 890,18	837 277,23	17 133 085,84	16 952 339,37
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	3 635 908,71	3 635 908,71	808 877,84	825 548,82	1 308 345,06	986 141,77	5 753 131,61	5 447 599,30
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	10 312 798,26	10 315 088,26	3 139 468,28	3 410 117,57	979 031,60	974 401,85	14 431 298,14	14 699 607,68
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies			-701,21	-701,21			-701,21	-701,21
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 413 934,73	1 413 934,73	386 510,46	441 211,89	356 666,02	316 570,72	2 157 111,21	2 171 717,34
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 702 881,87	7 702 634,87	1 994 959,17	2 020 696,25	272 788,44	270 697,77	9 970 629,48	9 994 028,89
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 448 392,69	1 448 382,69	1 501 287,09	1 483 561,29	928 607,73	955 486,29	3 878 287,51	3 887 430,27
D113 - Diffusion des savoirs et musées	941 205,47	941 205,47	672 605,16	500 771,57	25 414,60	27 460,07	1 639 225,23	1 469 437,11
D114 - Immobilier	3 117 856,44	3 117 555,84	27 605 233,66	27 405 250,13	27 259 755,82	40 621 583,71	57 982 845,92	71 144 389,68
D115 - Pilotage et support	307 005 570,13	307 014 515,54	23 332 885,64	22 877 644,74	3 967 736,01	5 211 013,13	334 306 191,78	335 103 173,41
Étudiants	1 351 974,49	1 351 910,78	1 207 798,72	1 217 877,94	67 353,58	174 091,79	2 627 126,79	2 743 880,51
D201 - Aides directes aux étudiants	12 554,20	12 554,20	49 541,56	55 576,95			62 095,76	68 131,15
D202 - Aides indirectes	370 943,17	370 867,55	798 199,92	830 834,42	4 604,70	6 732,25	1 173 747,79	1 208 434,22
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	968 477,12	968 489,03	360 057,24	331 466,57	62 748,88	167 359,54	1 391 283,24	1 467 315,14
Total	366 593 281,97	366 608 725,92	79 639 843,66	79 339 261,72	40 436 394,37	54 016 242,76	486 669 520,00	499 964 230,40

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine
ETABLISSEMENT (HORS SACD)

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financement publics	Recettes propres	Financements de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	
Subvention pour charges de service public	344 553 084,00								344 553 084,00
Droits d'inscription					8 109 047,67				8 109 047,67
Formation continue, diplômes propres et VAE					30 563 092,72				30 563 092,72
Taxe d'apprentissage					961 454,53				961 454,53
Contrats et prestations de recherche hors ANR					35 546,92				35 546,92
Valorisation					889 280,36			360,00	889 640,36
ANR investissements d'avenir						41 884 637,55			41 884 637,55
ANR hors investissements d'avenir		6 952 240,67							6 952 240,67
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				2 803 665,41			5 174 934,33		7 978 599,74
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				8 137 673,60					8 137 673,60
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		2 953 992,32		8 283 268,52	6 883 991,16	2 360 907,92	5 581 223,48	176 692,24	26 240 075,64
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					101 880,02				101 880,02
Autres recettes			3 251 334,80	3 442,05	12 086 040,81			83 515,48	15 424 333,14
Total	344 553 084,00	9 906 232,99	3 251 334,80	19 228 049,58	59 630 334,19	44 245 545,47	10 756 157,81	260 567,72	491 831 306,56

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	8 132 923,84
-----------------------------------	---------------------

Tableau 6
Situation patrimoniale - Etablissement hors SACD

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	PRODUITS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Personnel	360 517 749,30	367 218 697,29	371 393 117,57	365 726 346,12	Subventions pour charge de service public	340 665 889,07	341 394 128,00	343 085 461,00	344 533 554,05
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	<i>96 458 427,39</i>	<i>97 272 958,00</i>	<i>95 573 963,00</i>	<i>97 337 463,36</i>	Fiscalité affectée	3 512 708,72	2 931 278,00	2 931 278,00	3 232 969,30
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	128 585 485,85	137 841 065,18	143 246 229,55	127 292 858,66	Autres subventions	54 771 107,75	61 139 077,31	67 408 661,63	60 746 231,73
					Autres produits	93 705 298,26	101 024 479,22	103 154 320,24	98 859 135,20
TOTAL DES CHARGES (1)	489 103 235,15	505 059 762,47	514 639 347,12	493 019 204,78	TOTAL DES PRODUITS (2)	492 655 003,80	506 488 962,53	516 579 720,87	507 371 890,28
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	3 551 768,65	1 429 200,06	1 940 373,75	14 352 685,50	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	492 655 003,80	506 488 962,53	516 579 720,87	507 371 890,28	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	492 655 003,80	506 488 962,53	516 579 720,87	507 371 890,28

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	3 551 768,65	1 429 200,06	1 940 373,75	14 352 685,50
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	40 812 122,07	40 900 000,00	40 900 000,00	41 918 590,42
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	998 429,72	-	-	1 722 996,17
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	257 871,54	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	32 797 197,40	33 950 000,00	33 950 000,00	34 156 992,36
= CAF ou IAF*	10 826 135,14	8 379 200,06	8 890 373,75	20 391 287,39

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	RESSOURCES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	10 826 135,14	8 379 200,06	8 890 373,75	20 391 287,39
Investissements	58 391 350,82	63 050 931,93	67 087 694,74	50 595 521,58	Financement de l'actif par l'État	32 750 062,93	2 363 877,38	4 418 900,03	25 391 609,51
					Autres ressources	10 531 364,20	46 459 898,08	39 598 429,45	9 173 480,46
Remboursement des dettes financières (emprunts)	2 183 115,22	3 400 000,00	3 000 000,00	2 723 060,99	Augmentation des dettes financières (emprunts)	32 000 000,00	35 000 000,00	14 000 000,00	14 000 000,00
Prêts : remboursements en capital	26 720,00	30 000,00	30 000,00	24 360,00	Prêts : encaissements en capital	18 988,08	30 000,00	30 000,00	22 177,34
Dépôts et cautionnements	7 035,01	9 000,00	9 000,00	32 390,00	Dépôts et cautionnements	6 000,00	10 000,00	10 000,00	31 950,00
TOTAL DES EMPLOIS (5)	60 608 221,05	66 489 931,93	70 126 694,74	53 375 332,57	TOTAL DES RESSOURCES (6)	86 132 550,35	92 242 975,52	66 947 703,23	69 010 504,70
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	25 524 329,30	25 753 043,59	-	15 635 172,13	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	-	-	3 178 991,51	-

Tableau 2
Autorisations budgétaires SAIC

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations

Dépenses									Recettes				
	AE				CP				RE				
	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	
Personnel	5918543,27	5 624 511,00	5 879 487,00	5 662 248,35	5 918 543,27	5 624 511,00	5 879 487,00	5 662 248,35	4 948 413,16	7 137 533,45	8 003 402,45	8 844 926,97	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>				<i>19 671,41</i>				<i>19 671,41</i>					Subvention pour charges de service public
									21 234,80				Autres financements Etat
									8 000,00	376 660,85	456 805,85	1 124 309,45	Autres financements publics
													Fiscalité affectée
Fonctionnement	504001,46	2 519 457,27	2 604 575,63	1 736 557,66	516 044,91	2 519 457,27	2 608 305,63	1 807 466,89	4 919 178,36	6 760 872,60	7 546 596,60	7 720 617,52	Recettes propres
									85 300,55	1 115 000,00	1 115 000,00	991 159,03	Recettes fléchées
									69 835,14	1 115 000,00	1 115 000,00	877 749,53	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	98885,59	244 242,00	417 071,00	270 056,12	94 172,29	244 242,00	417 071,00	292 374,34	6 800,00			24 000,00	Autres financements publics fléchés
									8 665,41			89 409,50	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	6 521 430,32	8 388 210,27	8 901 133,63	7 668 862,13	6 528 760,47	8 388 210,27	8 904 863,63	7 762 089,58	5 033 713,71	8 252 533,45	9 118 402,45	9 836 086,00	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)							213 538,82	2 073 996,42	1 495 046,76	135 676,82			Solde budgétaire (déficit)

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine
SAIC

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors étudiants	5 662 248,35	5 662 248,35	1 736 557,66	1 807 466,89	270 056,12	292 374,34	7 668 862,13	7 762 089,58
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master							-	-
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat							-	-
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	2 004 236,97	2 004 236,97	271 037,07	265 912,66	119 848,22	106 842,56	2 395 122,26	2 376 992,19
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 128 843,24	2 128 843,24	69 802,18	86 403,94	21 875,59	25 291,59	2 220 521,01	2 240 538,77
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	761 803,71	761 803,71	5 839,86	6 219,86			767 643,57	768 023,57
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies							-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	326 999,19	326 999,19	37 117,66	39 996,13	41 072,17	74 862,01	405 189,02	441 857,33
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	21 960,34	21 960,34	1 439,05	1 477,95			23 399,39	23 438,29
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	7 338,25	7 338,25	35 295,79	33 033,92			42 634,04	40 372,17
D113 - Diffusion des savoirs et musées			4 035,89	2 314,16			4 035,89	2 314,16
D114 - Immobilier			444 855,83	447 894,64	82 849,50	82 849,50	527 705,33	530 744,14
D115 - Pilotage et support	411 066,65	411 066,65	867 134,33	924 213,63	4 410,64	2 528,68	1 282 611,62	1 337 808,96
Étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D201 - Aides directes aux étudiants							-	-
D202 - Aides indirectes							-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							-	-
Total	5 662 248,35	5 662 248,35	1 736 557,66	1 807 466,89	270 056,12	292 374,34	7 668 862,13	7 762 089,58

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	2 073 996,42
------------------------------------	---------------------

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine
SAIC

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	
Formation continue, diplômes propres et VAE				2 700,00				2 700,00
Contrats et prestations de recherche hors ANR				1 961,03				1 961,03
Valorisation				199 261,81				199 261,81
ANR investissements d'avenir					877 749,53			877 749,53
ANR hors investissements d'avenir								-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région								-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - UE								-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres			1 124 309,45			24 000,00		1 148 309,45
Autres recettes				7 516 694,68			89 409,50	7 606 104,18
Total	-	-	1 124 309,45	7 720 617,52	877 749,53	24 000,00	89 409,50	9 836 086,00

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	
-----------------------------------	--

Tableau 6
Situation patrimoniale - SAIC

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	PRODUITS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Personnel	5 906 133,74	5 624 511,00	5 879 487,00	5 765 143,55	Subventions pour charge de service public				
<i>dont charges de pensions civiles*</i>				19 671,41	Fiscalité affectée				
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	2 431 255,84	2 919 457,27	3 006 630,63	2 196 595,73	Autres subventions	171 949,77	1 196 286,00	1 202 044,36	896 589,16
					Autres produits	7 846 966,11	7 070 682,27	7 475 362,27	6 925 724,03
TOTAL DES CHARGES (1)	8 337 389,58	8 543 968,27	8 886 117,63	7 961 739,28	TOTAL DES PRODUITS (2)	8 018 915,88	8 266 968,27	8 677 406,63	7 822 313,19
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)					Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	318 473,70	277 000,00	208 711,00	139 426,09
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	8 337 389,58	8 543 968,27	8 886 117,63	7 961 739,28	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	8 337 389,58	8 543 968,27	8 886 117,63	7 961 739,28

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-318 473,70	-277 000,00	-208 711,00	-139 426,09
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	390 772,68	400 000,00	400 000,00	357 408,70
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 100,90	-	-	33 376,69
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	44 281,23	50 000,00	50 000,00	
= CAF ou IAF*	25 916,85	73 000,00	141 289,00	184 605,92

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	RESSOURCES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	25 916,85	73 000,00	141 289,00	184 605,92
Investissements	94 695,01	244 242,00	417 071,00	246 997,15	Financement de l'actif par l'État				2 351,28
Remboursement des dettes financières					Autres ressources		171 242,00	211 242,00	76 903,68
Prêts : remboursements en capital					Augmentation des dettes financières				
Dépôts et cautionnements	1 000,00			487,47	Prêts : encaissements en capital				
					Dépôts et cautionnements	2 232,50			9 020,20
TOTAL DES EMPLOIS (5)	95 695,01	244 242,00	417 071,00	247 484,62	TOTAL DES RESSOURCES (6)	28 149,35	244 242,00	352 531,00	272 881,08
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)		-	-	25 396,46	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	67 545,66	-	64 540,00	

Tableau 2
Autorisations budgétaires UOH

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations

Dépenses								
	AE				CP			
	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Personnel	94 350,66	89 011,00	94 500,00	93 433,67	94 350,66	89 011,00	94 500,00	93 433,67
dont contributions employeur au CAS Pension								
Fonctionnement	328 666,52	334 623,00	343 134,00	211 493,78	325 015,74	379 623,00	392 109,37	199 101,98
Investissement	962,35	2 000,00	2 000,00	999,47	962,35	2 000,00	2 000,00	998,27
TOTAL DES DÉPENSES	423 979,53	425 634,00	439 634,00	305 926,92	420 328,75	470 634,00	488 609,37	293 533,92

Recettes				
RE				
CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	
198 810,00	216 000,00	216 000,00	248 915,40	Recettes globalisées
120 000,00	140 000,00	140 000,00		Subvention pour charges de service public
				Autres financements Etat
				Autres financements publics
				Fiscalité affectée
78 810,00	76 000,00	76 000,00	248 915,40	Recettes propres
-	313 047,00	313 047,00	347 960,00	Recettes fléchées
	313 047,00	313 047,00	347 960,00	Financements de l'Etat fléchés
				Autres financements publics fléchés
				Recettes propres fléchées
198 810,00	529 047,00	529 047,00	596 875,40	TOTAL DES RECETTES

Solde budgétaire (excédent)					58 413,00	40 437,63	303 341,48
-----------------------------	--	--	--	--	-----------	-----------	------------

221 518,75				Solde budgétaire (déficit)
------------	--	--	--	----------------------------

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine
UOH

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'UOH							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors étudiants	93 433,67	93 433,67	211 493,78	199 101,98	999,47	998,27	305 926,92	293 533,92
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	10 265,36	10 265,36	73 970,77	51 072,38			84 236,13	61 337,74
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master			409,38				409,38	
D113 - Diffusion des savoirs et des musées	62 833,48	62 833,48	33 429,07	37 994,19	1,20		96 263,75	100 827,67
D115 - Pilotage et support	20 334,83	20 334,83	103 684,56	110 035,41	998,27	998,27	125 017,66	131 368,51
Étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D201 - Aides directes aux étudiants							-	-
D202 - Aides indirectes							-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							-	-
Total	93 433,67	93 433,67	211 493,78	199 101,98	999,47	998,27	305 926,92	293 533,92

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	303 341,48
------------------------------------	-------------------

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme						
	Recettes globalisées				Recettes fléchées		
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres
Subvention pour charges de service public							-
ANR investissements d'avenir					347 960,00		347 960,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				57 005,40			57 005,40
Autres recettes				191 910,00			191 910,00
Fondations fonds propres réserves dons							-
Total	-	-	-	248 915,40	347 960,00	-	596 875,40

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	
-----------------------------------	--

Tableau 6
Situation patrimoniale - UOH

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	PRODUITS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Personnel	94 350,66	89 011,00	94 500,00	93 433,67	Subventions pour charge de service public	120 000,00	140 000,00	140 000,00	
<i>dont charges de pensions civiles*</i>					Fiscalité affectée	-	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	336 498,23	379 623,00	392 109,37	231 419,49	Autres subventions	126 007,70	198 084,00	208 509,37	157 139,27
					Autres produits	79 514,01	76 000,00	76 000,00	198 518,55
TOTAL DES CHARGES (1)	430 848,89	468 634,00	486 609,37	324 853,16	TOTAL DES PRODUITS (2)	325 521,71	414 084,00	424 509,37	355 657,82
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)				30 804,66	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	105 327,18	54 550,00	62 100,00	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	430 848,89	468 634,00	486 609,37	355 657,82	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	430 848,89	468 634,00	486 609,37	355 657,82

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-105 327,18	-54 550,00	-62 100,00	30 804,66
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	943,57			951,77
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions				
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice				
= CAF ou IAF*	-104 383,61	-54 550,00	-62 100,00	31 756,43

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	RESSOURCES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Insuffisance d'autofinancement*	104 383,61	54 550,00	62 100,00		Capacité d'autofinancement*				31 756,43
Investissements	962,35	2 000,00	2 000,00	998,27	Financement de l'actif par l'État	-1 867,62			
					Autres ressources	1 867,62	1 000,00	1 000,00	
Remboursement des dettes financières					Augmentation des dettes financières				
Prêts : remboursements en capital					Prêts : encaissements en capital				
Dépôts et cautionnements					Dépôts et cautionnements				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	105 345,96	56 550,00	64 100,00	998,27	TOTAL DES RESSOURCES (6)	0,00	1 000,00	1 000,00	31 756,43
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	-	-	30 758,16	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	105 345,96	55 550,00	63 100,00	-

Tableau 2
Autorisations budgétaires PUS

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations

Dépenses									Recettes				
	AE				CP				RE				
	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	
Personnel	187 289,92	166 600,00	171 900,00	163 558,99	187 243,29	166 600,00	171 900,00	163 573,40	78 470,84	60 000,00	239 839,00	249 832,56	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>													Autres financements Etat
									8 500,00			3 174,00	Autres financements publics
													Fiscalité affectée
Fonctionnement	-23 344,39	10 540,00	95 679,00	71 872,35	-57 326,90	10 540,00	95 679,00	75 024,46	69 970,84	60 000,00	239 839,00	246 658,56	Recettes propres
									53 339,38	16 140,00	26 240,00	4 187,80	Recettes fléchées
									53 339,38	16 140,00	26 240,00	4 187,80	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	1 031,31	2 000,00	2 000,00	1 296,88	1 031,31	2 000,00	2 000,00	-					Autres financements publics fléchés
													Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	164 976,84	179 140,00	269 579,00	236 728,22	130 947,70	179 140,00	269 579,00	238 597,86	131 810,22	76 140,00	266 079,00	254 020,36	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)					862,52			15 422,50		103 000,00	3 500,00		Solde budgétaire (déficit)

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine
PUS

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors étudiants	163 558,99	163 573,40	71 872,35	75 024,46	1 296,88	-	236 728,22	238 597,86
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société			887,50	887,50			887,50	887,50
D113 - Diffusion des savoirs et musées	148 303,95	148 318,36	70 984,80	74 136,91	1 296,88		220 585,63	222 455,27
D115 - Pilotage et support	15 255,04	15 255,04	0,05	0,05			15 255,09	15 255,09
Étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D201 - Aides directes aux étudiants							-	-
D202 - Aides indirectes							-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							-	-
Total	163 558,99	163 573,40	71 872,35	75 024,46	1 296,88	-	236 728,22	238 597,86

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	15 422,50
------------------------------------	------------------

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	
Valorisation								-
ANR investissements d'avenir					4 187,80			4 187,80
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres			3 174,00					3 174,00
Autres recettes				246 658,56				246 658,56
Total	-	-	3 174,00	246 658,56	4 187,80	-	-	254 020,36

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	
-----------------------------------	--

Tableau 6
Situation patrimoniale - PUS

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	PRODUITS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Personnel	187 224,15	166 600,00	171 900,00	162 982,50	Subventions pour charge de service public		-	-	-
<i>dont charges de pensions civiles*</i>					Fiscalité affectée	-	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	341 811,02	117 540,00	100 679,00	291 387,00	Autres subventions	67 013,38	16 140,00	29 740,00	7 687,80
					Autres produits	422 874,44	270 000,00	244 839,00	428 812,42
TOTAL DES CHARGES (1)	529 035,17	284 140,00	272 579,00	454 369,50	TOTAL DES PRODUITS (2)	489 887,82	286 140,00	274 579,00	436 500,22
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)		2 000,00	2 000,00		Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	39 147,35			17 869,28
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	529 035,17	286 140,00	274 579,00	454 369,50	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	529 035,17	286 140,00	274 579,00	454 369,50

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-39 147,35	2 000,00	2 000,00	-17 869,28
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	189 700,91			206 113,12
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	147 647,74			161 876,58
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice				
= CAF ou IAF*	2 905,82	2 000,00	2 000,00	26 367,26

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020	RESSOURCES	CF 2019	BI 2020	BA 2020	CF 2020
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	2 905,82	2 000,00	2 000,00	26 367,26
Investissements	1 031,31	2 000,00	2 000,00		Financement de l'actif par l'État				
					Autres ressources				
Remboursement des dettes financières					Augmentation des dettes financières				
Prêts : remboursements en capital					Prêts : encaissements en capital				
Dépôts et cautionnements					Dépôts et cautionnements				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	1 031,31	2 000,00	2 000,00	0,00	TOTAL DES RESSOURCES (6)	2 905,82	2 000,00	2 000,00	26 367,26
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	1 874,51	-	-	26 367,26	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	-	-	-	-

ANNEXES

Annexe Campus

Calendrier général des opérations

Avancement et planning prévisionnel des opérations principales menées sous maîtrise d'ouvrage de l'université

N°	Opérations	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Commentaires
		T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	
1-a	Campus vert - tranche 1																opération livrée
1-b	Campus vert - tranche 2																opération livrée
1-c	Campus vert - tranche 3																2017 : réaménagement entrée de campus. 2018 : abords ISS et Insectarium en fin d'opération 2021 : abords INSA en fin de 1ère tranche
2	Centre sportif																démolition du bâtiment préfabriqué en avril 2021 démolition du CSU actuel après mise en service du nouveau CSU
3	Stadium (maison de l'étudiant - learning center)																mise en service fin 2021 (retards liquidations judiciaires + Covid-19)
4	Concession Faculty club / Résidence des personnels et des chercheurs / Reconversion de la tour de chimie en résidence universitaire																projet abandonné
5	Maison des personnels et formation																opération livrée
6	Résidence des personnels et des chercheurs	Voir Concession Faculty club / Résidence des personnels et des chercheurs / Reconversion de la tour de chimie en résidence universitaire															
8-a	Reconversion de la tour de chimie en résidence universitaire	Voir Concession Faculty club / Résidence des personnels et des chercheurs / Reconversion de la tour de chimie en résidence universitaire															
8-b	Séparation tour de chimie et bâtiment bas : aménagement d'une plateforme de services scientifiques communs pour la Faculté de Chimie																
10-a	Rénovation énergétique et mise aux normes Patlo																retards (réalisation et liquidations judiciaires + Covid-19)
10-b	Rénovation énergétique et mise aux normes Droit																opération livrée
10-c	Rénovation énergétique et mise aux normes IRMA																opération livrée
10-d	Rénovation énergétique et mise aux normes Math																
11-a	Reconstruction institut de botanique (serres et locaux jardin)																opération livrée
11-b	Localisation Laboratoire et salle de TP - Bâtiment IPCB (existant)																opération livrée
11-c	Rénovation Géologie (ex-Museo)																démarre après mise en service G20 Descartes
12-a	Pôle science, culture et société (planétarium)																
12-b	Pôle science, culture et société : Musée (zoologie)																
14-a	Pôle G2EI - Enseignements Manufacture + Recherche ENGES																retards (liquidations judiciaires + Covid-19)
14-b	Pôle G2EI - Descartes - Recherche EOST (extension)																retards (liquidations judiciaires + Covid-19)
15	Extension ISS et DATA - CENTRE																opération livrée
16	Insectarium (CNRS)																opération livrée
17	Centre de Recherche en Biomédecine de Strasbourg (CRBS)																1ère phase livrée début 2020 retards (réalisation et liquidations judiciaires + Covid-19)

Avancement et planning prévisionnel des opérations principales menées sous maîtrise d'ouvrage d'une collectivité (ou autre)

	Opérations	Maître d'œuvre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Commentaires
			T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	
9-a	Espace vie étudiante - RU	CRBS																opération livrée
9-b	Espace vie étudiante : Salle de Spectacle	CRBS																
9-c	Destruction des logements (1460 chambres)	CRBS																
18	Vie Étudiante (restauration et des logements) - Site de l'Hôpital	CRBS																Acquisition du foncier en 2021 procédure en marche global
19	UM Strasbourg (extension des locaux du PEGE) et cafétéria	MEPES																opération principale livrée fin en 2021
7	Maison Universitaire Internationale (MUI)	CRBS																opération livrée
13	Rénovation et extension de l'INSA	INSA																

Programme ■
 Procédure de sélection du maître d'œuvre ■
 Procédure de dévolution du PPP / des marchés de travaux ■
 Etudes ■
 Travaux ■
 Mise en service ✱



Annexe Campus

OPERATION CAMPUS DE STRASBOURG- AVANCEMENT AU 31.12.2020

N°	OPERATION	MO / montage	Montant opération en k€ convention de site 2016	Part Etat	DOSEX	AVANCEMENT OPERATIONNEL	Part recherche Formation ou vie étudiante	Commentaire / actualité
1a	Campus vert - tranche 1	Unistra / MDP			Néant	Livré	Vie étudiante	Opération terminée (aménagement de l'entrée et de stationnements, place d'Athènes)
9a	Cité Paul Appell - espace vie étudiante - RU	CROUS / MDP	6 500	4 000	Agrément	Inauguré le 11 juillet 2015	Vie étudiante	
1b	Campus vert - tranche 2	Unistra / MDP	7 900	7 900	Néant	Parc central inauguré le 17 septembre 2015	Vie étudiante	Montant total opération 9,3M€ sur financement Etat Opération terminée (aménagement du parc central et du parvis de l'INSA)
7	Maison Universitaire Internationale	SERS / bail	15 200	1 500	Agrément	Livré le 15 septembre 2015	Vie étudiante	
18	Insectarium	Unistra / MDP	5 940	5 940	Agrément	Mis à disposition du CNRS en juillet 2018	Recherche	
11b	IPCB	Unistra / MDP	8 800	8 800	Agrément	Livré décembre 2019	Recherche / Formation	
10a	EMS / extension PEGE	Région / MDP	21 000	7 000	Agrément	Livré juillet 2019	Formation	Travaux de SSI en 2021
5	Maison des Personnels	Unistra / MDP	4 070	4 070	Agrément	Livré juin 2019	Formation	
15	Extension ISI5 et Data Center	Unistra / MDP	17 000	15 000	Agrément	Livré octobre 2019	Recherche	
10b	Rénovation énergétique Droit	Unistra / MDP	4 400	4 400	Agrément	Livré mars 2020	Formation	
10c	Rénovation énergétique et mise aux normes IRMA	Unistra / MDP	1 000	1 000	Agrément	Livré mars 2020	Recherche	
13a	Reconstitution Institut de Botanique	Unistra / MDP	9 620	9 620	Approuvé au CA le 27/7/2019 En cours d'instruction	Livré octobre 2020	Formation / Culture scientifique	
17	CRBS	Unistra / MDP	8 000	2 800	Agrément	Travaux	Recherche	1ère phase livrée début 2020 - réception finale mars 2021 Retards (résiliation et liquidations judiciaires + Covid-19)
14b	Pôle G2EI - Descartes - Recherche EOST (extension)	Unistra / MDP	11 610	11 610	Agrément	Travaux	Recherche	Retards (liquidations judiciaires + Covid-19)
3	Stadium (Maison de l'Etudiant/Learning Centre)	Unistra / MDP	30 200	22 200	Agrément	Travaux	Vie étudiante	Retards (liquidations judiciaires + Covid-19)
10a	Rénovation énergétique et mise aux normes Patio	Unistra / MDP	14 450	14 450	Agrément	Travaux	Formation	Retards (résiliation + liquidations judiciaires + Covid-19)
9b et c	Cité Paul Appell - restructuration des 1 460 chambres et de la salle de spectacle	CROUS / conception-réalisation	36 390	2 000	Agrément	Travaux	Vie étudiante	Phase 1 livrée
14a	G2EI - Manufacture	Unistra / MDP	25 440	11 440	Agrément	Travaux	Recherche / Formation	Acquisition réalisée en octobre 2018 Retards (Covid-19)
13	Rénovation et extension de l'INSA	INSA / MDP	24 370	12 370	Agrément	Travaux	Recherche / Formation	Livraison en 2 phases (construction neuve puis réhabilitation de l'existant) Retards (Covid-19)
12a	Pôle science, culture et société : Planétarium et son jardin	Unistra / MDP	7 830	7 330	Agrément	Travaux	Culture scientifique	
9b	Séparation Tour de Chimie	Unistra / MDP	4 000	2 000	Néant	Travaux		
2	Centre sportif	Unistra / MDP	13 640	13 640	Agrément	Marchés travaux en cours de passation	Vie étudiante	
12b	Pôle science, culture et société : Musée Zoologie	Unistra / MDP	10 000	8 500	approuvé au CA Unistra 13/03/2018 - en cours d'instruction	Phase PRO en cours	Culture scientifique	
10d	Rénovation énergétique et mise aux normes Maths	Unistra / MDP	6 310	6 310	approuvé au CA Unistra le 29 mai 2018 - en cours d'instruction	Phase PRO en cours	Formation	
11c	Rénovation Géologie (ex-Musée)	Unistra / MDP	8 600	8 600	Prévu en 2021	Programmation en cours	Formation	
18	Restauration et logements site hôpital	CROUS / MDP	6 910	5 910	Dosex CA Crous novembre 2020	Faisabilité en cours	Vie étudiante	Acquisition prévue en 2021
1c	Campus vert - tranche 3 (finition bâtiment)	Unistra / MDP	800	800	Néant	Néant	Vie étudiante	Entrée rue Monge réaménagée, fin de la rue prévue en 2021 à la livraison de l'extension de l'INSA
9a	Reconversion de la tour de Chimie en résidence universitaire	Concession	Privé		Note préalable au Dosex soumise au Rectorat / MESRI en février 2017	Opération abandonnée	Autre	
4	Faculty Club	Concession	Privé	790				
5	Résidence des personnels et des chercheurs	Concession	Privé	-				

Annexe campus

Emplois

Détail des opérations inscrites au tableau 2

Grille de lecture : L'exécution budgétaire en AE au 31/12/2020 consolide les nouveaux engagements juridiques pris dans l'année et le retrait d'engagements d'années antérieures

Désignation	Montant de l'opération	Total exécuté au 31/12/2019		Prévisionnel 2020		Exécution 2020		Total exécuté au 31/12/2020	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Restructuration laboratoires Le Bel Sud T1	8 757 445	8 502 995	8 219 379	254 449	538 065	70 016	173 966	8 573 012	8 393 345
CRBS (seule figure la part de l'opération financée par Campus soit 8,14%-classée en CPER annexe 9)	2 800 000	2 800 000	2 602 356	0	197 644	0	197 644	2 800 000	2 800 000
Campus vert T2	9 331 500	9 330 714	9 316 352	786	15 148	0	0	9 330 714	9 316 352
Campus vert T3	690 000	142 380	141 891	0	489	-489	0	141 891	141 891
Construction Centre sportif	20 390 000	2 294 264	596 380	1 537 732	717 281	342 330	745 321	2 636 594	1 341 701
Construction Studium et stockage denses U2/U3	31 450 000	27 053 406	15 690 277	4 166 553	8 370 556	2 468 110	8 082 854	29 521 516	23 773 130
Concession Faculty club, Tour de chimie et Résidence des personnels	790 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Travaux préalables Studium	2 400 000	2 337 269	2 249 179	62 731	150 821	47 532	98 788	2 384 801	2 347 966
Maison des personnels et formation	4 070 000	3 744 711	3 404 814	325 289	665 186	28 814	108 161	3 773 525	3 512 974
Séparation Tour de Chimie	4 080 000	686 425	169 158	3 393 575	1 780 548	3 190 497	699 701	3 876 922	868 858
Salle Paul Collomb : reversement au CROUS sur les revenus de la dotation	2 000 000	0	0	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Rénovation énergétique du Patio	15 770 000	12 969 419	4 504 295	2 324 263	532 116	2 399 375	3 816 296	15 368 795	8 320 591
Rénovation énergétique de la Faculté de Droit	5 432 000	5 203 431	4 548 533	228 569	883 467	27 091	404 034	5 230 522	4 952 566
Rénovation énergétique IRMA	1 554 000	1 411 598	991 719	142 402	463 389	34 374	286 760	1 445 972	1 278 479
Rénovation énergétique Mathématiques	6 310 000	500 624	97 429	101 600	201 600	300 300	297 324	800 924	394 754
Reconstruction Botanique	680 000	440 555	374 465	239 445	305 535	236 114	300 113	676 670	674 579
Rénovation IPCB	9 020 000	8 740 835	8 368 890	279 165	651 110	64 244	302 634	8 805 079	8 671 525
Rénovation Géologie	8 600 000	66 775	14 435	22 225	74 565	0	52 340	66 775	66 775
Travaux préalables Planétarium	1 400 000	1 101 614	635 238	298 386	488 153	57 961	427 710	1 159 575	1 062 948
Construction Planétarium	9 330 000	1 494 048	524 620	6 115 104	2 504 182	5 962 384	1 099 754	7 456 432	1 624 374
Musée zoologique	13 200 000	1 743 903	230 609	52 000	542 000	-5 866	297 545	1 738 036	528 153
INSA : reversement sur revenus de la dotation	10 570 000	1 118 000	1 118 000	5 950 000	5 950 000	5 950 000	5 950 000	7 068 000	7 068 000
G2EI Manufacture	27 040 000	22 690 355	4 878 085	1 885 329	8 275 619	1 323 516	6 180 623	24 013 871	11 058 707
Achat Foncier Manufacture	6 216 000	5 892 154	5 875 500	323 846	340 500	289 195	382 735	6 181 349	6 258 235
G2EI - Descartes	12 750 000	10 913 067	6 227 094	1 195 013	4 708 283	438 808	3 664 919	11 351 875	9 892 013
Extension ISIS	17 936 000	17 231 797	16 192 969	704 203	1 743 031	462 890	671 308	17 694 687	16 864 277
Site de l'hôpital : reversement au CROUS sur revenus de la dotation	5 910 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Achat Foncier Hopital	2 950 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Reversement GER insectarium	2 972 219			2 972 219	2 972 219	0	0		
Animalerie provisoire Insectarium	148 152	148 152	148 152	0	0	0	0	148 152	148 152
PAPS-PCPI : reversement à l'EmS sur les revenus de la dotation	3 944 000	3 944 000	3 944 000	0	0	0	0	3 944 000	3 944 000
SSI PEGE : part de l'opération d'extension du PEGE gérée par l'Unistra	450 000	2 664	0	447 336	450 000	28 490	0	31 154	0
Pilotage et ingénierie	15 583 076	11 047 701	10 531 726	1 021 200	1 537 175	515 950	651 287	11 563 651	11 183 013
Intérêts d'emprunt	22 920 401	1 120 401	1 067 946	1 000 000	1 000 000	941 894	863 843	2 062 295	1 931 789
Total des opérations budgétaires	287 444 793	164 673 257	112 663 491	36 043 421	47 058 683	26 173 532	36 755 658	190 846 789	149 419 149

Annexe campus
Emplois

Détail des opérations inscrites au
tableau 2

Désignation	Prévisionnel 2021		Prévisionnel 2022		Prévisionnel 2023		Prévisionnel 2024 et suivants		Totaux	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Restructuration laboratoires										
Le Bel Sud T1	0	0	0	0	0	0	0	0	8 757 445	8 757 445
CRBS (seule figure la part de l'opération financée par Campus soit 8,1%-classée en CP&R annexe 9)	0	0	0	0	0	0	0	0	2 800 000	2 800 000
Campus vert T2	0	0	0	0	0	0	0	0	9 331 500	9 331 500
Campus vert T3	547 620	547 621	0	0	0	0	0	0	690 000	690 000
Construction Centre sportif	15 604 272	7 833 258	207 732	6 147 081	746 000	5 096 000	0	0	20 390 000	20 390 000
Construction Studium et stockage denses U2/U3	230 041	7 389 167	0	0	0	0	0	0	31 450 000	31 450 000
Concession Faculty club, Tour de chimie et Résidence des personnels	790 000	790 000	0	0	0	0	0	0	790 000	790 000
Travaux préalables Studium	0	0	0	0	0	0	0	0	2 400 000	2 400 000
Maison des personnels et formation	0	0	0	0	0	0	0	0	4 070 000	4 070 000
Séparation Tour de Chimie	0	1 880 295	0	250 000	0	0	0	0	4 080 000	4 080 000
Salle Paul Collomb : reversement au CROUS sur les revenus de la dotation	1 000 000	1 000 000	0	0	0	0	0	0	2 000 000	2 000 000
Rénovation énergétique du Patio	476 318	7 963 589	0	2 770 000	0	0	0	0	15 770 000	15 770 000
Rénovation énergétique de la Faculté de Droit	0	0	0	0	0	0	0	0	5 432 000	5 432 000
Rénovation énergétique IRMA	0	98 892	0	0	0	0	0	0	1 554 000	1 554 000
Rénovation énergétique Mathématiques	5 083 214	5 130 971	624 562	880 000	0	0	0	0	6 310 000	6 310 000
Reconstruction Botanique	0	0	0	0	0	0	0	0	680 000	680 000
Rénovation IPCB	0	0	0	0	0	0	0	0	9 020 000	9 020 000
Rénovation Géologie	140 000	90 000	111 000	100 000	8 011 000	5 500 000	249 000	2 821 000	8 600 000	8 600 000
Travaux préalables Planétarium	0	276 609	0	0	0	0	0	0	1 400 000	1 400 000
Construction Planétarium	932 380	4 000 000	788 468	2 301 198	0	0	0	0	9 330 000	9 330 000
Musée zoologique	10 406 000	7 200 000	939 893	4 995 893	58 204	231 498	0	0	13 200 000	13 200 000
INSA : reversement sur revenus de la dotation	2 820 000	2 820 000	550 000	550 000	132 000	132 000	0	0	10 570 000	10 570 000
G2EI Manufacture	1 759 000	10 321 000	705 316	3 565 296	0	0	0	0	27 040 000	27 040 000
Achat Fancier Manufacture	0	0	0	0	0	0	0	0	6 216 000	6 216 000
G2EI - Descartes	641 920	1 814 623	0	0	0	0	0	0	12 750 000	12 750 000
Extension ISIS	0	0	0	0	0	0	0	0	17 936 000	17 936 000
Site de l'hôpital : reversement au CROUS sur revenus de la dotation	2 000 000	2 000 000	3 000 000	3 000 000	910 000	910 000			5 910 000	5 910 000
Achat Fancier Hopital	2 950 000	2 950 000	0	0	0	0	0	0	2 950 000	2 950 000
Reversement GER insectarium									2 972 219	2 972 219
Animalerie provisoire Insectarium	0	0	0	0	0	0	0	0	148 152	148 152
PAPS-PCPI : reversement à l'Ems sur les revenus de la dotation	0	0	0	0	0	0	0	0	3 944 000	3 944 000
SSI PEGE : part de l'opération d'extension du PEGE gérée par l'Unistra	0	0	0	0	0	0	0	0	450 000	450 000
Pilotage et ingénierie	1 331 000	971 000	727 725	847 725	727 725	967 725	727 726	727 726	15 583 076	15 583 076
Intérêts d'emprunt	1 400 000	1 400 000	1 600 000	1 600 000	1 500 000	1 500 000	16 300 000	16 352 455	22 920 401	22 920 401
Total des opérations budgétaires	48 111 765	66 477 025	9 254 696	27 007 193	12 084 920	14 337 223	17 276 726	19 901 180	287 444 793	287 444 793

Annexe campus
Emplois

Détail des opérations inscrites au
tableau 4

Désignation	Montant de l'opération	Total exécuté au 31/12/2019		Prévisionnel 2020		Exécution 2020		Total exécuté au 31/12/2020	
			Décaissements		Décaissements		Décaissements		Décaissements
Restaurant universitaire cité Paul Appel : reversement au CROUS sur les intérêts	4 000 000		4 000 000						4 000 000
Maison universitaire internationale : reversement à la SERS sur intérêts	1 500 000		1 500 000						1 500 000
INSA : reversement à l'INSA sur les intérêts intermédiaires	2 300 000		2 070 000		50 000		50 000		2 120 000
Construction Insectorium	6 575 490		6 527 492		47 998		6 103		6 533 596
PEGE : reversement à la Région sur les intérêts intermédiaires	6 550 000		6 300 000		250 000		0		6 300 000
Emprunt : remboursement en capital	112 304 000		3 020 985		3 000 000		2 723 061		5 744 046
Total des opérations non budgétaires	133 229 490		23 418 477		3 347 998		2 779 164		26 197 641

Détail du GER

Provision GER	104 258 964		515 507		705 323		377 293		892 800
Total des provisions GER	104 258 964		515 507		705 323		377 293		892 800
Total général	524 933 247		136 597 475		51 112 002		39 912 115		176 509 590

497 688

Focus sur l'emprunt

Type d'emprunt	au 31/12/2019		2020		Capital restant du
	Tirages	Remboursement en capital	Tirages	Remboursement en capital	
Emprunt BEI	43 600 000	1 598 621	8 100 000	1 614 380	48 486 999
Emprunt CDC PSPL	10 800 000	479 561	3 000 000	272 100	13 048 339
Emprunt CDC PCV	7 000 000	107 603	2 900 000	241 381	9 551 016
Emprunt CDC PCV0	11 904 000	835 200	0	595 200	10 473 600
Total des emprunts	73 304 000	3 020 985	14 000 000	2 723 061	81 559 954

Annexe campus
Emplois

Détail des opérations inscrites au
tableau 4

Désignation	Prévisionnel 2021		Prévisionnel 2022		Prévisionnel 2023		Prévisionnel 2024 et suivants		Totaux	
		Décaissements		Décaissements		Décaissements		Décaissements		Décaissements
Restaurant universitaire cité Paul Appel : reversement au CROUS sur les intérêts										4 000 000
Maison universitaire internationale : reversement à la SERS sur intérêts										1 500 000
INSA : reversement à l'INSA sur les intérêts intermédiaires		180 000								2 300 000
Construction Insectarium										6 575 490
PEGE : reversement à la Région sur les intérêts intermédiaires										6 550 000
Emprunt : remboursement en capital		3 700 000		4 200 000		4 200 000		94 183 015		112 304 000
Total des opérations non budgétaires		3 880 000		4 200 000		4 200 000		94 183 015		133 229 490

Détail du GER

Provision GER		1 511 461		2 573 836		3 071 765		95 881 072		104 258 964
Total des provisions GER		1 511 461		2 573 836		3 071 765		95 881 072		104 258 964
Total général		71 868 486		33 781 029		21 608 988		209 965 267		524 933 247

Annexe campus
Recettes

Détail des opérations
inscrites au tableau 2

Grille de lecture :

- les revenus de la dotation sont ventilés par opération dans la colonne "Montant du financement" ; néanmoins, en exécution et en prévisionnel, les recettes encaissables (RE) correspondant à ces revenus sont indiquées globalement par année sur la ligne "Encaissement globalisé des revenus de la dotation" car il n'est pas possible de ventiler les encaissements par opération

- les emprunts tirés au 31/12/2020 sont indiqués à titre informatif par opération mais la trésorerie apportée par l'emprunt est indiquée globalement par année sur la ligne "Emprunt et remboursement en capital" car l'emprunt est une opération non budgétaire

Désignation	Sources de financement	Montant du financement	Total exécuté au 31/12/2019			Prévisionnel 2020			Exécution 2020			Total exécuté au 31/12/2020		
			RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR
Restructuration laboratoires Le Bel Sud T1	Intérêts intermédiaires	6 505 000	5 854 500			650 500						5 854 500	0	0
	Autres recettes	1 968 742	1 968 742									1 968 742	0	0
	Autofinancement	283 702			283 702							0	0	283 702
	Sous-total	8 757 445	7 823 242	0	283 702	650 500	0	0	0	0	0	7 823 242	0	283 702
CRBS : (seule figure la part de l'opération financée par Campus)	Intérêts intermédiaires	2 800 000	2 520 000			280 000						2 520 000	0	0
	Sous-total	2 800 000	2 520 000	0	0	280 000	0	0	0	0	0	2 520 000	0	0
Campus vert T2	Intérêts intermédiaires	9 300 000	8 370 000			930 000						8 370 000	0	0
	Autofinancement	31 500		31 500	0							0	31 500	0
	Sous-total	9 331 500	8 370 000	31 500	0	930 000	0	0	0	0	0	8 370 000	31 500	0
Campus vert T3	Revenus de la dotation	690 000										0	0	0
	Autofinancement	0										0	0	0
	Sous-total	690 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction Centre sportif	Revenus de la dotation	20 390 000										0	0	0
	Sous-total	20 390 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction Stadium et stockage denses U2/U3	Revenus de la dotation	21 550 000										0	0	0
	dont emprunt à date:20 200 000 €											0	0	0
	Intérêts intermédiaires	1 900 000	1 710 000									1 710 000	0	0
	Collectivités locales	8 000 000	6 150 000			900 000			900 000			7 050 000	0	0
Concession Faculty club, Tour de chimie et Résidence des personnels	Sous-total	31 450 000	7 860 000	0	0	900 000	0	0	900 000	0	0	8 760 000	0	0
	Revenus de la dotation	790 000										0	0	0
	Sous-total	790 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travaux préalables Stadium	Intérêts intermédiaires	2 400 000	2 160 000		0	240 000						2 160 000	0	0
	Sous-total	2 400 000	2 160 000	0	0	240 000	0	0	0	0	0	2 160 000	0	0
Maison des personnels et formation	Revenus de la dotation	3 820 000										0	0	0
	dont emprunt à date : 2 850 000 €											0	0	0
	Intérêts intermédiaires	250 000	225 000		-900	25 000		900				225 000	0	-900
	Sous-total	4 070 000	225 000	0	-900	25 000	0	900	0	0	0	225 000	0	-900
Séparation Tour de Chimie	Intérêts intermédiaires	2 000 000	1 800 000									1 800 000	0	0
	Autofinancement	2 080 000		80 000	50 000			1 400 000		100 000	338 517	0	180 000	368 517
	Sous-total	4 080 000	1 800 000	80 000	50 000	0	0	1 400 000	0	100 000	338 517	1 800 000	180 000	368 517
Salle Paul Collomb : reversement au CROUS sur les revenus de la dotation	Revenus de la dotation	2 000 000										0	0	0
	Sous-total	2 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rénovation énergétique du Patio	Revenus de la dotation	15 770 000										0	0	0
	dont emprunt à date : 13 900 000 €											0	0	0
	dont mobilisation aîeas : 770 000 €											0	0	0
Rénovation énergétique de la Faculté de Droit	Sous-total	15 770 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Revenus de la dotation	4 754 000										0	0	0
	dont emprunt à date : 4 304 000 €											0	0	0
	dont mobilisation aîeas : 450 000 €											0	0	0
	Intérêts intermédiaires	246 000	221 400			24 600						221 400	0	0
Rénovation énergétique IRMA	Autofinancement	432 000		270 200	261 800		-100 000			-100 000		0	170 200	261 800
	Sous-total	5 432 000	221 400	270 200	261 800	24 600	-100 000	0	0	-100 000	0	221 400	170 200	261 800
Rénovation énergétique	Revenus de la dotation	320 000											0	0
	dont mobilisation aîeas : 320 000 €												0	0
	Intérêts intermédiaires	1 004 000	903 600									903 600	0	0
	Autofinancement	550 000		550 000						-320 000		0	230 000	0
Rénovation énergétique Mathématiques	Sous-total	1 554 000	903 600	550 000	0	0	0	0	0	-320 000	0	903 600	230 000	0
	Revenus de la dotation	6 310 000										0	0	0
Reconstruction Botanique	Sous-total	6 310 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Revenus de la dotation	680 000										0	0	0
Rénovation IPCB	Sous-total	680 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Revenus de la dotation	7 600 000										0	0	0
	dont emprunt à date : 7 600 000 €											0	0	0
	Intérêts intermédiaires	1 200 000	1 080 000			120 000						1 080 000	0	0
	Autofinancement	220 000		220 000								0	0	220 000
	Sous-total	9 020 000	1 080 000	0	220 000	120 000	0	0	0	0	0	1 080 000	0	220 000

Annexe campus
Recettes

Détail des opérations
inscrites au tableau 2

Désignation	Sources de financement	Prévisionnel 2021			Prévisionnel 2022			Prévisionnel 2023			Prévisionnel 2024 et suivants			Totaux		
		RE	Autofinance ment annuel	Autofinance ment FDR	RE	Autofinance ment annuel	Autofinance ment FDR	RE	Autofinance ment annuel	Autofinance ment FDR	RE	Autofinance ment annuel	Autofinance ment FDR	RE	Autofinancem ent annuel	Autofinancem ent FDR
Restructuration laboratoires Le Bel Sud T1	Intérêts intermédiaires Autres recettes Autofinancement													6 505 000 1 968 742		283 702
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 473 742	0	283 702
CRBS (seule figure la part de l'opération financée par Campus)	Intérêts intermédiaires													2 800 000		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 800 000	0	0
Campus vert T2	Intérêts intermédiaires Autofinancement													9 300 000	31 500	0
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 300 000	31 500	0
Campus vert T3	Revenus de la dotation Autofinancement													0	0	0
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction Centre sportif	Revenus de la dotation													0	0	0
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction Studium et stockage denses U2/U3	Revenus de la dotation dont emprunt à date: 20 200 000 € Intérêts intermédiaires Collectivités locales	190 000 950 000												1 900 000 8 000 000		
	Sous-total	1 140 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 900 000	0	0
Concession Faculty club, Tour de chimie et Résidence des personnels	Revenus de la dotation													0	0	0
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travaux préalables Studium	Intérêts intermédiaires													2 400 000		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 400 000	0	0
Maison des personnels et formation	Revenus de la dotation dont emprunt à date : 2 850 000 € Intérêts intermédiaires													0 250 000		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	250 000	0	0
Séparation Tour de Chimie	Intérêts intermédiaires Autofinancement			550 000	200 000									2 000 000	80 000	2 000 000
	Sous-total	0	0	550 000	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000 000	80 000	2 000 000
Salle Paul Collomb : reversement au CROUS sur les revenus de la dotation	Revenus de la dotation													0	0	0
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rénovation énergétique du Patio	Revenus de la dotation dont emprunt à date : 13 900 000 € dont mobilisation aîlés : 770 000 €													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rénovation énergétique de la Faculté de Droit	Revenus de la dotation dont emprunt à date : 4 304 000 € dont mobilisation aîlés : 450 000 € Intérêts intermédiaires Autofinancement													0 246 000	170 200	261 800
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	246 000	170 200	261 800
Rénovation énergétique IRMA	Revenus de la dotation dont mobilisation aîlés : 320 000 € Intérêts intermédiaires Autofinancement	100 400												1 004 000	550 000	0
	Sous-total	100 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 004 000	550 000	0
Rénovation énergétique Mathématiques	Revenus de la dotation													0	0	0
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reconstruction Botanique	Revenus de la dotation													0	0	0
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rénovation IPCB	Revenus de la dotation dont emprunt à date : 7 600 000 € Intérêts intermédiaires Autofinancement													0 1 200 000	0	220 000
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200 000	0	220 000

Annexe campus
Recettes

Désignation	Sources de financement	Montant du financement	Total exécuté au 31/12/2019			Prévisionnel 2020			Exécution 2020			Total exécuté au 31/12/2020		
			RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR
Rénovation Géologie	Revenus de la dotation	8 600 000										0	0	0
	Sous-total	8 600 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travaux préalables Planétarium	Intérêts intermédiaires	1 100 000	990 000									990 000	0	0
	Autofinancement	300 000		300 000								0	300 000	0
	Sous-total	1 400 000	990 000	300 000	0	0	0	0	0	0	0	990 000	300 000	0
Construction Planétarium	Revenus de la dotation	7 130 000										0	0	0
	dont emprunt à date : 6 000 000 €													
	Intérêts intermédiaires	700 000	630 000									630 000	0	0
	Collectivités locales	1 500 000	250 000			100 000			600 000			850 000	0	0
	Sous-total	9 330 000	880 000	0	0	100 000	0	0	600 000	0	0	1 480 000	0	0
Musée zoologique	Revenus de la dotation	8 500 000										0	0	0
	Intérêts intermédiaires	200 000	180 000									180 000	0	0
	Collectivités locales	4 500 000				1 500 000			1 000 000			1 000 000	0	0
	Sous-total	13 200 000	180 000	0	0	1 500 000	0	0	1 000 000	0	0	1 180 000	0	0
INSA : reversement sur revenus de la dotation	Revenus de la dotation	10 570 000										0	0	0
	Sous-total	10 570 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
G2EI Manufacture	Revenus de la dotation	11 440 000										0	0	0
	dont emprunt à date :10 00 000 €											0	0	0
	dont mobilisation aléas : 444 000€													
	Collectivités locales	15 600 000	4 800 000			4 700 000			7 200 000			12 000 000	0	0
	Sous-total	27 040 000	4 800 000	0	0	4 700 000	0	0	7 200 000	0	0	12 000 000	0	0
Achat Foncier Manufacture	Revenus de la dotation	6 216 000										0	0	0
	dont emprunt à date :5 100 000 €											0	0	0
	Sous-total	6 216 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
G2EI - Descartes	Revenus de la dotation	11 350 000										0	0	0
	dont emprunt à date :8 000 000 €											0	0	0
	Intérêts intermédiaires	1 400 000	1 260 000						0			1 260 000	0	0
	Sous-total	12 750 000	1 260 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 260 000	0	0
Extension ISIS	Revenus de la dotation	12 860 000										0	0	0
	dont emprunt à date : 9 350 000 €											0	0	0
	Intérêts intermédiaires	2 450 000	2 205 000			245 000						2 205 000	0	0
	Collectivités locales	2 000 000	1 500 000			500 000						1 500 000	0	0
	Autres recettes	200 000	200 000									200 000	0	0
	Autofinancement	426 000			426 000							0		426 000
	Sous-total	17 936 000	3 905 000	0	426 000	745 000	0	0	0	0	0	3 905 000	0	426 000
Site de l'hôpital : reversement au CROUS sur revenus de la dotation	Revenus de la dotation	5 910 000										0	0	0
	Collectivités locales	0	200 000			-200 000						200 000	0	0
	Sous-total	5 910 000	200 000	0	0	-200 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Achat Foncier Hopital	Revenus de la dotation	2 950 000										0	0	0
	Sous-total	2 950 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reversement GER Insectarium	Revenus de la dotation	2 972 219										0	0	0
	Sous-total	2 972 219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Animalerie provisoire Insectarium	Intérêts intermédiaires	148 152	148 152									148 152	0	0
	Sous-total	148 152	148 152	0	0	0	0	0	0	0	0	148 152	0	0
PAPS-PCPI : reversement à l'EmS sur les revenus de la dotation	Revenus de la dotation	3 944 000										0	0	0
	Sous-total	3 944 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SSI PEGE : part de l'opération d'extension du PEGE gérée par	Intérêts intermédiaires	450 000				450 000						0	0	0
	Sous-total	450 000	0	0	0	450 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Pilotage et ingénierie	Revenus de la dotation	8 000 000										0	0	0
	(1M€/an 2017-2023)											0	0	0
	Abondement op° Droit	0		-100 000			100 000			100 000		0	0	0
	Intérêts intermédiaires	3 000 000	3 000 000									3 000 000	0	0
	Autres recettes	4 583 076	4 583 076									4 583 076	0	0
	Sous-total	15 583 076	7 583 076	-100 000	0	0	100 000	0	0	100 000	0	7 583 076	0	0
Encaissement globalisé des revenus de la dotation	Revenus de la dotation	49 774 606				15 122 000			15 320 411			65 095 016	0	0
	Sous-total	0	49 774 606	0	0	15 122 000	0	0	15 320 411	0	0	65 095 016	0	0
Intérêts d'emprunt	Revenus de la dotation	22 920 401										0	0	0
	Sous-total	22 920 401	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des opérations budgétaires		287 444 793	102 684 076	1 131 700	1 240 602	25 587 100	0	1 400 900	25 020 411	-220 000	338 517	127 504 487	911 700	1 579 119
dont revenus de la dotation		204 744 401	49 774 606			15 122 000			15 320 411			65 095 016		

Un problème d'émargement a conduit à réduire le montant des RE des revenus de la dotation de 157 557,13€ en 2019 par rapport aux encaissements réels, la somme est donc rattachée à 2020

Annexe campus
Recettes

Désignation	Sources de financement	Prévisionnel 2021			Prévisionnel 2022			Prévisionnel 2023			Prévisionnel 2024 et suivants			Totaux		
		RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR
Rénovation Géologie	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travaux préalables Planétarium	Intérêts intermédiaires	110 000												1 100 000		
	Autofinancement														300 000	0
	Sous-total	110 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 100 000	300 000	0
Construction Planétarium	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date : 6 000 000 €															
	Intérêts intermédiaires				70 000									700 000		
	Collectivités locales	500 000			650 000									1 500 000		
	Sous-total	500 000	0	0	720 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 200 000	0	0
Musée zoologique	Revenus de la dotation													0		
	Intérêts intermédiaires				20 000									200 000		
	Collectivités locales	1 600 000			1 000 000			400 000						4 500 000		
	Sous-total	1 600 000	0	0	1 020 000	0	0	400 000	0	0	0	0	0	4 700 000	0	0
INSA : reversement sur revenus de la dotation	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GZEI Manufacture	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date :10 00 000 €															
	dont mobilisation aléas : 444 000 €															
	Collectivités locales	3 100 000			3 000 000									15 600 000		
	Sous-total	3 100 000	0	0	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	15 600 000	0	0
Achat Foncier Manufacture	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date :5 100 000 €															
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GZEI - Descartes	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date :8 000 000 €															
	Intérêts intermédiaires	140 000												1 400 000		
	Sous-total	140 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 400 000	0	0
Extension ISIS	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date : 9 350 000 €															
	Intérêts intermédiaires													2 450 000		
	Collectivités locales													2 000 000		
	Autres recettes													200 000		
	Autofinancement													0	426 000	
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 650 000	0	426 000
Site de l'hôpital : reversement au CROUS sur revenus de la dotation	Revenus de la dotation													0		
	Collectivités locales															
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Achat Foncier Hopital	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reversement GER Insectarium	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Animalerie provisoire Insectarium	Intérêts intermédiaires													148 152		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	148 152	0	0
PAPS-PCPI : reversement à l'EmS sur les revenus de la dotation	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SSI PEGE : part de l'opération	Intérêts intermédiaires													450 000		
d'extension du PEGE gérée par	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	450 000	0	0
Pilotage et ingénierie	Revenus de la dotation													0		
	(1M€) (an 2017-2023)															
	Abonnement op° Droit													3 000 000	0	
	Intérêts intermédiaires													4 583 076		
	Autres recettes															
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 583 076	0	0
Encaissement globalisé des revenus de la dotation	Revenus de la dotation	15 122 000			15 122 000			15 122 000			97 454 015			207 716 621		
	Sous-total	15 122 000	0	0	15 122 000	0	0	15 122 000	0	0	97 454 015	0	0	207 716 621	0	0
Intérêts d'emprunt	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des opérations budgétaires		21 812 400	0	550 000	20 062 000	0	0	15 522 000	0	0	97 454 015	0	0	283 121 591	1 131 700	3 191 502
dont revenus de la dotation		15 122 000			15 122 000			15 122 000			97 454 015			207 716 621		

0

Annexe campus
Recettes

Désignation	Sources de financement	Montant du financement	Total exécuté au 31/12/2019			Prévisionnel 2020			Exécution 2020			Total exécuté au 31/12/2020		
			RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR

Détail des opérations
inscrites au tableau 4

Désignation	Sources de financement	Montant du financement	Total exécuté au 31/12/2019			Prévisionnel 2020			Exécution 2020			Total exécuté au 31/12/2020		
			Encassements			Encassements			Encassements			Encassements		
Restaurant universitaire Cité Paul	Intérêts intermédiaires	4 000 000	4 000 000			0			0			4 000 000		
Appel : reversement au CROUS sur les intérêts intermédiaires	Sous-total	4 000 000	4 000 000			0			0			4 000 000		
Maison universitaire internationale : reversement à la SERS sur intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	1 500 000	1 500 000			0			0			1 500 000		
	Sous-total	1 500 000	1 500 000			0			0			1 500 000		
INSA : reversement à l'INSA sur les intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	2 300 000	2 070 000			50 000			50 000			2 120 000		
	Sous-total	2 300 000	2 070 000			50 000			50 000			2 120 000		
Construction Insectarium	Intérêts intermédiaires	6 246 848	5 705 848			541 000			16 869			5 722 717		
	Autres recettes	129 599	203 090			125 552			120 703			323 793		
	Sous-total	6 376 447	5 908 938			666 552			137 572			6 046 510		
PEGE : reversement à la Région sur les intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	6 550 000	6 300 000			250 000			0			6 300 000		
	Sous-total	6 550 000	6 300 000			250 000			0			6 300 000		
Emprunt : tirages	Emprunt	115 504 000	73 304 000			14 000 000			14 000 000			87 304 000		
	Sous-total	115 504 000	73 304 000			14 000 000			14 000 000			87 304 000		
Total des opérations non budgétaires		136 230 447	93 082 938			14 966 552			14 187 572			107 270 510		

Détail du GER

GER	Revenus de la dotation	104 258 964										0		
	Sous-total	104 258 964	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des provisions GER		104 258 964	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux généraux		527 934 204	86 431 105	255 127	785 267	40 553 652	0	1 400 900	39 207 982	-220 000	338 517	234 774 997	911 700	1 579 119
dont revenus de la dotation		309 003 365	49 774 606			15 122 000			15 320 411			65 095 016		

Focus sur les revenus de la dotation au 31/12/2020

Montant de la dotation non consommable	Revenus annuels	Au 31/12/2019	Encassements 2020	Total
375 000 000	Revenus 2016	8 221 749		8 221 749
	Revenus 2017	15 121 434		15 121 434
	Revenus 2018	15 121 425		15 121 425
	Revenus 2019	11 309 996	9 811 427	15 121 423
	Revenus 2020		11 351 426	11 351 426
		49 774 604	15 162 853	64 937 457

Annexe campus
Recettes

Désignation	Sources de financement	Prévisionnel 2021			Prévisionnel 2022			Prévisionnel 2023			Prévisionnel 2024 et suivants			Totaux		
		RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR

Détail des opérations
inscrites au tableau 4

Désignation	Sources de financement	Prévisionnel 2021			Prévisionnel 2022			Prévisionnel 2023			Prévisionnel 2024 et suivants			Totaux		
		Encaissements			Encaissements			Encaissements			Encaissements			Encaissements		
Restaurant universitaire cité Paul	Intérêts intermédiaires	0			0			0			0			4 000 000		
Appel : reversement au CROUS sur les intérêts intermédiaires	Sous-total	0			0			0			0			4 000 000		
Maison universitaire internationale : reversement à la SERS sur intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	0			0			0			0			1 500 000		
	Sous-total	0			0			0			0			1 500 000		
INSA : reversement à l'INSA sur les intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	180 000												2 300 000		
	Sous-total	180 000			0			0			0			2 300 000		
Construction Insectarium	Intérêts intermédiaires													6 246 848		
	Autres recettes													328 642		
	Sous-total	0			0			0			0			6 575 490		
PEGE : reversement à la Région sur les intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	0												6 550 000		
	Sous-total	0			0			0			0			6 550 000		
Emprunt : tirages	Emprunt	25 000 000												112 304 000		
	Sous-total	25 000 000			0			0			0			112 304 000		
Total des opérations non budgétaires		25 180 000			0			0			0			133 229 490		

Détail du GER

GER	Revenus de la dotation													104 258 964			104 258 964		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	104 258 964	0	0	104 258 964	0	0
Total des provisions GER		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	104 258 964	0	0	104 258 964	0	0
Totaux généraux		46 892 400	0	550 000	20 062 000	0	0	15 522 000	0	0	201 712 979	0	0	520 610 045	1 131 700		3 191 502		
dont revenus de la dotation		15 122 000			15 122 000			15 122 000			201 712 979			311 975 585					

Programme Pluriannuel d'Investissement autofinancé : exécution 2020

Projets	Domaine	CF	PFI	Montant total de l'opération au BI 2020	Modifications intervenues postérieure-ment	Montant total de l'opération à date	Autres financements	dont autres financements dans FDR	Autofinan. total	Exécution années antérieures	Tranche actualisée 2020	Tranche exécutée 2020	Tranche actualisée 2021	Tranche actualisée 2022	Total PPI validé	Besoins futurs non validés
Réorganisation locaux Faculté de Physique	Immo	DPIDPRO	J14P0310	1 005 761	3	1 005 764	695 164		310 600	302 749	7 850,50	4 658,40			310 600	
Réfection circuits électriques (+ réseau Informatique) PU	Immo	DPIDPIM	I15DP103	2 269 463		2 269 463	623 000		1 646 463	1 630 528	15 935,39	15 934,79			1 646 463	
Electricité Palais U et rénovation (complément pour 1/3 du RdC)	Immo															
Câblage du Palais Universitaire	Immo															
Bibliothèque recherche histoire Palais Universitaire	Immo															
Centre Européen de Science Quantique phase 1	Immo	DPIDPIM	I17DP101	3 600 000	86 000	3 686 000	850 000		2 836 000	-156 273	1 200 000,00	1 200 000,00	1 792 273		2 836 000	
Centre Européen de Science Quantique phase 2	Immo			2 260 000	340 000	2 600 000			2 600 000						0	2 600 000
Restructuration des laboratoires Pharmacie	Immo	DPIDPIM	I17DP103	597 354	100 000	697 354	537 354		160 000	-85 118	9 507	-47 880	235 612		160 000	
Refection toiture psycho	Immo	DPIDPIM	I17DP104	917 000	53 800	970 800	570 800		400 000	382 257	17 743	8 567			400 000	
Réhabilitation bâtiment UMR_S 1110	Immo	DPIDPIM	I17DP105	400 000	-13 055	386 945			386 945	183 613	3 333	0			186 945	200 000
Réorganisation de locaux " Atrium"	Immo	DPIDPIM	I17DP107	1 515 400	-1 419	1 513 981	15 400		1 498 581	195 941	2 640	2 430			198 581	1 300 000
Palais U Locaux 1 ^{er} étage	Immo	DPIDPIM	I19DP101	690 000		690 000			690 000						0	690 000
Réhabilitation UFR de Physique	Immo	DPIDPIM	I19DP102	1 452 000		1 452 000	815 000		637 000						0	637 000
Refection toiture 7 rue de l'Université	Immo	DPIDPIM	I19DP103	320 000	590 000	910 000	590 000		320 000	231 930	88 070	-199 334			320 000	
TPS : aménagement de salles de cours	Immo	DPIDPIM	I19DP104	750 000		750 000	750 000		0	-248 920	55 000	-57 965	193 920		0	
Rénovation Amphithéâtre Physique (Fresnel)	Immo	DPIDPIM	I20DP101	780 000		780 000	560 000	560 000	220 000						0	780 000
Réaménagement de Saint Georges (création salles de classe)	Immo	DPIDPIM	I20DP102	198 000		198 000			198 000						0	198 000
Réaménagement d'un étage de la faculté de droit en salles de cours suite au départ de la bibliothèque	Immo	DPIDPIM	I20DP103	300 000		300 000	300 000		0						0	
Rénovation et accessibilité du grand amphithéâtre Ourisson	Immo	DPIDPIM	I20DP104	700 000		700 000	700 000		0						0	
Rénovation suite incendie labos Le Bel	Immo	DPIDPIM	I20DP107		198 000	198 000	100 000		98 000		98 000	29 804			98 000	
Réaménagement du Portique suite départ bibliothèque (création 3 grandes salles)	Immo			150 000		150 000			150 000						0	150 000
Réaménagement de la bibliothèque de psycho en locaux de recherche	Immo			300 000		300 000			300 000						0	300 000
Intracating interne	Immo			800 000		800 000			800 000						0	800 000
CEERIPE Centre Européen d'Enseignement, de Recherche et d'Innovation en Physiologie de l'Exercice	Immo	DPIDPIM	W17DP105	408 002		408 002	393 076		14 926	60 523	-45 597	-51 553			14 926	
Travaux Pôle Entrepreneuriat universitaire - report dotation 2018	Immo	DPIDPIM	W18DP101	653 318	130 000	783 318	783 318		0	-7 525	7 525	-4 877			0	
IUT Illkirch : moyens pour compléter CPER	Immo	DPIDPIM	I21DP101	125 113		125 113			125 113				125 113		125 113	
Participation à la réhabilitation des salles de TP en dentaire	Immo			500 000		500 000			500 000						0	500 000
Réaménagement de l'ancien Planétarium	Immo			30 000		30 000			30 000						0	30 000
Restructuration de la scolarité de sciences éco. et de gestion	Immo			130 000		130 000			130 000						0	130 000
Participation à la réfection des amphis de Pharmacie	Immo			170 000		170 000			170 000						0	170 000
Mise aux normes animalerie ICS	Immo	DPIDPIM	I21DP102	2 400 000		2 400 000	1 600 000		800 000				50 000	750 000	800 000	
CRBS - Aménagement du 6 ^e étage	Immo			1 000 000		1 000 000			1 000 000						0	1 000 000
Complément bâtiment CRBS	Immo	DPICPR	R11DP102	37 568 837	1 700 000	39 268 837	33 568 837		5 700 000	4 000 000	1 200 000	1 200 000			5 200 000	500 000
Isolation et fenêtres facade avant Faculté de Géographie	Immo	DPISIA	I14DP102	2 008 182		2 008 182	1 109 500	276 392	898 682	1 161 892	13 182	0			1 175 074	
Accessibilité et Sécurité de la Faculté de Géographie	Immo															
Rénovation Laboratoire Recherche Faculté de Géographie (complément mise en sécurité)	Immo															
AS mise en sécurité locaux pharmacie 2017	AS Immo	DPISIA	I17DP110	100 000		100 000	100 000		0	-100 000	100 000	0			0	
AS mise en sécurité Psychologie 2018	AS Immo	DPISIA	I18DP101	300 000		300 000	300 000		0	-124 197	124 197	-30 847			0	
AS mise en accessibilité Palais Universitaire 2018	AS Immo	DPISIA	I18DP102	100 000		100 000	100 000		0	-66 778	66 778	0			0	

Programme Pluriannuel d'Investissement autofinancé : exécution 2020

Projets	Domaine	CF	PFI	Montant total de l'opération au BI 2020	Modifications intervenues postérieure-ment	Montant total de l'opération à date	Autres financements	dont autres financements dans FDR	Autofinan. total	Exécution années antérieures	Tranche actualisée 2020	Tranche exécutée 2020	Tranche actualisée 2021	Tranche actualisée 2022	Total PPI validé	Besoins futurs non validés
AS achèvement mise aux normes électriques Palais Universitaire 2019	AS Immo	DPISIA	I19DPI05	200 000		200 000	200 000		0	-144 571	144 571	121 839			0	
AS Sécurisation du Campus Esplanade : protection contre les voitures béliers 2019	AS Immo	DPISIA	I19DPI06	0	50 000	50 000	50 000		0	-50 000	50 000	0			0	
AS Accessibilité création d'un ascenseur pour le bâtiment Faculté de Philosophie 2019	AS Immo	DPISIA	I19DPI07	0	150 000	150 000	150 000		0	-150 000	150 000	97 672			0	
Complément op* Campus - Plateforme recherche chimie	Immo campus	DPCOP	K15STOUR	2 000 000		2 000 000			2 000 000	50 000	1 400 000	338 517	550 000		2 000 000	
Maison des personnels - report dotation 2018	Immo campus	DPCOP	K17MAISO	0		0			0	-900	900	0			0	
Plateforme Silabe : travaux financés sur boni de liquidation	Immo	XCDPFL	I19CDP01	200 000		200 000			200 000	25 330	174 670	170 597			200 000	
OSIRIS	Info-Num	DINOSI	B19DIN01	1 255 000		1 255 000	1 255 000	1 255 000	0	50 861	1 204 139	1 194 701			1 255 000	
Poursuite projet "Si Câblage"	Info-Num	DINFCT	O15DIN01	570 000		570 000			570 000	253 225	96 775	13 643			350 000	220 000
Extension de la couverture WIFI sur le campus	Info-Num	DINFCT	O15DIN02	563 370		563 370			563 370	433 370	20 000	20 274			453 370	110 000
ISIS - Equipement DATA Center (T1 - 2 salles)	Info-Num	DINFCT	O17DIN01	3 300 000		3 300 000			3 300 000	2 965 474	168 085	143 930	166 441		3 300 000	
Infoprox - Cablage et Wifi du Campus sud	Info-Num	DINFCT	O17DIN03	470 036		470 036	36		470 000	100 000	100 000	0			200 000	270 000
Infoprox Cablage et Wifi du Campus Hopital	Info-Num			400 000		400 000			400 000						0	400 000
Refonte Environnement collaboratif -volet remplacement ENT	Info-Num	DINFCT	B18DIN02	202 964		202 964			202 964	202 964					202 964	
Centralisation jouvence du matériel des amphs	Info-Num	DINMAV	B18DUN01	305 000		305 000	240 000		65 000		65 000	0			65 000	
Multimédia amphi - maintenance à distance	Info-Num			300 000		300 000			300 000						0	300 000
Poursuite jouvence du matériel des amphs mutualisés	Info-Num			528 000		528 000			528 000						0	528 000
Poursuite jouvence du matériel des amphs non mutualisés	Info-Num			330 000		330 000			330 000						0	330 000
Equipement télétravail	Info-Num			150 000		150 000			150 000						0	150 000
CRBS - Equipement informatique	Equip info	DINFCT	B18DIN01	159 177		159 177	55 574		103 603	101 833	1 770	1 770			103 603	
Cardo (PAPS-PCPI) - Equipement informatique	Equip info	DINFCT	B19DIN03	180 000		180 000			180 000	177 836	2 164	0			180 000	
Maison des personnels - équipement informatique	Equip info	DINFCT	B19DIN04	89 350		89 350			89 350	70 605	18 745	15 244			89 350	
Studium - équipement informatique	Equip info	DINFCT	B20DIN01	250 000		250 000			250 000		250 000	69 844			250 000	
G2EI Descartes - équipement informatique	Equip info	DINFCT	B20DIN02	40 000		40 000			40 000		40 000	22 876			40 000	
Patio - équipement informatique	Equip info			150 000		150 000			150 000						0	150 000
G2EI Manufacture - équipement informatique	Equip info			120 000		120 000			120 000						0	120 000
Complément appel d'offres formation 2020	Formation	DESAOF			300 000	300 000			300 000		300 000	299 854			300 000	
PEGE - Equipement	Equip mobilier	TRAQUI	B18TRA01	800 000		800 000			800 000	603 893	196 107	57 305			800 000	
CRBS - Equipement	Equip mobilier	TRAQUI	B18TRA02	200 000	-387	199 613			199 613	11 990	187 623	122 939			199 613	
CRBS - Equipement animalerie sous-sol	Equip scient	TRAQUI	B18TRA03	2 290 000	90 000	2 380 000			2 380 000	223 409	1 216 591	471 217	100 000		1 540 000	840 000
CRBS - Equipement plateforme d'imagerie	Equip scient			500 000	-150 000	350 000			350 000						0	350 000
Studium - Equipement	Equip mobilier	TRAQUI	B19TRA01	2 000 000	-91 000	1 909 000			1 909 000				1 409 000		1 409 000	500 000
Cardo (PAPS-PCPI) - Equipement	Equip mobilier	TRAQUI	B19TRA02	1 500 000		1 500 000	1 100 000		400 000	136	399 864	83 314			400 000	
G2EI Descartes - équipement	Equip mobilier	TRAQUI	B19TRA03	400 000		400 000			400 000		200 000	0			200 000	200 000
Patio - équipement	Equip mobilier	TRAQUI	B19TRA04	50 000		50 000			50 000				50 000		50 000	
ESPE Colmar - équipement bibliothèque bilingue	Equip mobilier			0	40 000	40 000			40 000						0	40 000
ESPE Meinau - équipement nouveau bâtiment	Equip mobilier			400 000		400 000			400 000						0	400 000
G2EI Manufacture - équipement	Equip mobilier			500 000		500 000			500 000						0	500 000
Travaux d'installation d'un équipement scientifique IPCMS	Equip scient	R32IPCM	B20RCH01	0	70 000	70 000			70 000		70 000	70 000			70 000	
Renouvellement d'un compresseur en cryogénie	Equip scient	R50CRVO	B20RCH02		70 000	70 000			70 000		70 000	70 000			70 000	
Equipement et installation des salles blanches et autres équipements dans le nouveau bâtiment recherche G2EI Descartes en 2021	Equip scient	R31EOST	B21RCH03		400 000	400 000	250 000		150 000				150 000		150 000	

Programme Pluriannuel d'Investissement autofinancé : exécution 2020

Projets	Domaine	CF	PFI	Montant total de l'opération au BI 2020	Modifications intervenues postérieurement	Montant total de l'opération à date	Autres financements	dont autres financements dans FDR	Autofinan. total	Exécution années antérieures	Tranche actualisée 2020	Tranche exécutée 2020	Tranche actualisée 2021	Tranche actualisée 2022	Total PPI validé	Besoins futurs non validés
Remplacement du groupe froid du bâtiment ISIS actuel suite à de nombreuses pannes et dysfonctionnements	Equip scient				150 000	150 000			150 000						0	150 000
Apurement de contrats de recherche	Apur ctt	TRAFDR	B17TRA01	800 000		800 000			800 000	314 715					314 715	485 285

Total PPI				85 701 327	4 261 942	89 963 269	48 362 059	2 091 392	41 601 210	12 600 791	9 491 167	5 454 474	4 822 358	750 000	27 664 317	16 028 285
-----------	--	--	--	------------	-----------	------------	------------	-----------	------------	------------	-----------	-----------	-----------	---------	------------	------------

43 692 602

Taux conso tranche 2020

57%

43 692 602

Nouveau financements à gager

Création de salles de cours dans le bâtiment 3 Médecine	Immo	DPIPIIM	I20DPI06		75 000	75 000	75 000		0			-13 229			0	
Actions d'économie d'énergie à gain rapide	Immo	DPIPIIM	I20DPI08		126 500	126 500	126 500		0			-4 500			0	
AS Accessibilité allée Anton du Barry 2020	AS Immo	DPIPIA	I21DPI05		250 000	250 000	250 000		0			-150 000			0	
Total				0	451 500	451 500	451 500	0	0	0	0	-167 729	0	0	0	0

Report tranche 2020 à inscrire 4 036 693

Nouveaux financements à gager 167 729

Tranche 2021 4 822 358

Tranche 2022 750 000

9 776 781

Projets sur fonds CVEC	Domaine	CF	PFI	Montant total de l'opération au BI 2020	Modifications intervenues postérieurement	Montant total de l'opération à date	Financement CVEC annuel	Financement CVEC gagé dans FDR	Total financement CVEC	Exécution années antérieures	Tranche actualisée 2020	Tranche exécutée 2020	Tranche actualisée 2021	Tranche actualisée 2022	Total PPI sur fonds gagés CVEC
Centre sportif - équipement informatique	Equip info			0	100 000	100 000		100 000	100 000					100 000	100 000
Centre sportif - équipement	Equip mobilier			100 000	306 000	406 000		406 000	406 000				406 000		406 000
Total des investissements sur fonds gagés CVEC				100 000	406 000	506 000	0	506 000	506 000	0	0	0	406 000	100 000	506 000

ANNEXE

TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR 7044 ARCHIMEDE Archéologie et histoire ancienne : Méditerranée-Europe (Michel Humm)	Personnel		29		8				
	Fonctionnement	35 956,00 €		22 500,00 €					
	Investissement								
UMR 7354 DRES Droit, Religion, Entreprise et Société (Vincente Fortier)	Personnel		35		9				
	Fonctionnement	41 940,00 €		24 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7362 LIVE Laboratoire Image, Ville et Environnement (Dominique Badariotti)	Personnel		21		6				
	Fonctionnement	25 508,00 €		40 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7363 SAGE Sociétés, Acteurs, Gouvernements en Europe (Marine de Lassale)	Personnel		51		11				
	Fonctionnement	64 278,00 €		59 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7367 DYNAME Dynamiques européennes (Maurice Carrez)	Personnel		43		4				
	Fonctionnement	48 098,00 €		10 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7522 BETA Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (Julien Penin)	Personnel		49		10				23
	Fonctionnement	60 904,00 €		45 961,00 €				98 610 €	
	Investissement								

ANNEXE
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
USR 3227 MISHA Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme-Alsace (Didier Breton)	Personnel				2				
	Fonctionnement	61 000,00 €		31 000,00 €					
	Investissement								
UMR 3208 NS3E Nanomatériaux pour Systèmes Sous Sollicitations Extrêmes (Denis Spitzer)	Personnel		1		2				
	Fonctionnement	13 400,00 €		13 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7006 ISIS Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires (Paolo Samori)	Personnel		9		13				
	Fonctionnement	76 589,00 €		234 629,00 €					
	Investissement								
UMR 7140 CMC Chimie de la Matière Complexe (Petra Hellwig)	Personnel		19		12				
	Fonctionnement	60 319,00 €		56 800,00 €					
	Investissement								
UMR 7177 CHIMIE Institut de Chimie (Jean Weiss)	Personnel		34		43				
	Fonctionnement	150 854,00 €		220 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7178 IPHC Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (Rémi Barillon)	Personnel		56		181	208 103 €	2		
	Fonctionnement	235 658,00 €		1 424 800,00 €					
	Investissement								

ANNEXE
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR 7199 CAMB Conception et Application de Molécules Bioactives (Jean-Serge Rémy)	Personnel		13		16				
	Fonctionnement	57 834,00 €		72 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7200 LIT Laboratoire d'Innovation Thérapeutique (Didier Rognan)	Personnel		8		13	127 960 €	1		
	Fonctionnement	42 214,00 €		57 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7357 ICUBE Laboratoire des sciences de l'ingénieur, de l'informatique et de l'imagerie (Michel de Mathelin de Papigny)	Personnel		143		47				
	Fonctionnement	411 040,00 €		435 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7501 IRMA Institut de Recherche Mathématique Avancée (Philippe Helluy)	Personnel		73		23				
	Fonctionnement	185 455,00 €		83 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7504 IPCMS Institut de Physique et Chimie des Matériaux de Strasbourg (Pierre Rabu)	Personnel		36		79				
	Fonctionnement	215 274,00 €		940 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7042 LIMA Laboratoire d'innovation moléculaire et applications (Frédéric Leroux)	Personnel		8		23				
	Fonctionnement	46 756,00 €		103 183,00 €					
	Investissement								

ANNEXE
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR 7515 ICPEES Institut de Chimie et Procédés pour l'Energie, l'Environnement et la Santé (Guy Schlatter)	Personnel		15		30				
	Fonctionnement	79 928,00 €		74 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7516 IPGS Institut de Physique du Globe de Strasbourg (Laurence Jouniaux)	Personnel		36		22				
	Fonctionnement	106 348,00 €		105 078,00 €					
	Investissement								
UMR 7517 LHYGES Laboratoire d'Hydrologie et de Géochimie de Strasbourg (Philippe Ackerer)	Personnel		17		21				
	Fonctionnement	67 330,00 €		86 238,00 €					
	Investissement								
UMR 7550 Observatoire Astronomique de Strasbourg (Pierre-Alain Duc)	Personnel		16		28				
	Fonctionnement	54 214,00 €		48 265,00 €					
	Investissement								
UMS 830 EOST Ecole et Observatoire des Sciences de la Terre de Strasbourg (Frédéric Masson)	Personnel				12				
	Fonctionnement	80 000,00 €		181 584,00 €					
	Investissement								
UPR 22 ICS Institut Charles Sadron (Christian Gauthier)	Personnel		19		63				
	Fonctionnement	79 025,00 €		726 600,00 €					
	Investissement								

ANNEXE
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR 7156 GMGM Génétique Moléculaire, Génomique, Microbiologie (Ivan Tarassov)	Personnel		12		14	79 642 €	1		
	Fonctionnement	43 428,00 €		95 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7021 LBP Laboratoire Bioimagerie et Pathologies (Yves Mély)	Personnel		21		19	320 287 €	3		
	Fonctionnement	72 865,00 €		245 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7242 BSC Biotechnologie et signalisation cellulaire (Jean-Luc Galzi)	Personnel		12		32	305 091 €	3		
	Fonctionnement	72 710,00 €		182 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7364 LNCA Laboratoire de Neurosciences Cognitives et Adaptatives (Jean-Christophe Cassel)	Personnel		8		10	234 448 €	2		
	Fonctionnement	37 380,00 €		94 000,00 €					
	Investissement								
UM 41 / UMR 7104 / UMR_S 1258 IGBMC Institut de Génétique et de Biologie Moléculaire et Cellulaire (Alain Beretz)	Personnel		9		104	7 059 297 €	81		
	Fonctionnement	251 989,00 €		1 607 304,00 €		2 952 250 €			
	Investissement								
UMR_A 1131 SVQV Santé de la Vigne et Qualité du Vin (Véronique Brault)	Personnel		3						66
	Fonctionnement	25 577,00 €						211 800 €	
	Investissement								

ANNEXE
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR_S 1255 BPPS Biologie et Pharmacologie des plaquettes sanguines : Hémostase, Thrombose, Transfusion (Christian Gachet)	Personnel					1 028 574 €	8		
	Fonctionnement	17 829,00 €				120 529 €			
	Investissement								
UMR_S 1121 BioMat Biomatériaux et Bioingénierie (Pierre Schaaf)	Personnel		4		1	633 355 €	6		
	Fonctionnement	29 429,00 €				89 488 €			
	Investissement								
UMR_S 1110 IVH Institut de Recherche sur les Maladies Virales et Hépatiques (Thomas Baumert)	Personnel					1 357 972 €	12		
	Fonctionnement	47 929,00 €				152 788 €			
	Investissement								
UMR_S 1109 IRM ImmunoRhumatologie Moléculaire (Seiamak Bahram)	Personnel		2		1	1 151 206 €	10		
	Fonctionnement	52 180,00 €				103 276 €			
	Investissement								
UMR_S 1260 NanoRegMed Nanomédecine Régénérative (Nadia Benkirane-Jessel)	Personnel		2			357 246 €	3		
	Fonctionnement	46 850,00 €				53 160 €			
	Investissement								
UMR_S 1112 LGM Laboratoire de Génétique Médicale (Hélène Dollfus)	Personnel					341 000 €	3		
	Fonctionnement	8 360,00 €				56 787 €			
	Investissement								

ANNEXE
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR_S 1113 IRFAC Interface Recherche Fondamentale et Appliquée en Cancérologie (Jean-Noël Freund)	Personnel				1	1 093 659 €	12		
	Fonctionnement	53 351,00 €				248 352 €			
	Investissement								
UMR_S 1114 Neuropsychologie cognitive et physiopathologie de la schizophrénie (Anne Giersch)	Personnel		5			638 445 €	7		
	Fonctionnement	15 776,00 €				74 216 €			
	Investissement								
UMR_S 1118 Mécanismes centraux périphériques de la neurodégénérescence (Luc Dupuis)	Personnel		5			915 892 €	6		
	Fonctionnement	19 120,00 €				55 824 €			
	Investissement								
UMR_S 1119 Biopathologie de la myéline, neuroprotection et stratégies thérapeutiques (Ayikoe Guy Mensah-Nyagan)	Personnel		6		1	109 767 €	2		
	Fonctionnement	13 850,00 €				50 281 €			
	Investissement								
UMS 3286 PCBIS Plate-forme de Chimie Biologique Intégrative de Strasbourg (Pascal Villa)	Personnel				4				
	Fonctionnement			27 000,00 €					
	Investissement								
UMS 3415 Chronobiotron (Sophie Reibel-Foisset)	Personnel				5				
	Fonctionnement								
	Investissement								

ANNEXE
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMS 3489 CIZN Centre d'Investigations Neurocognitives et Neurophysiologiques (André Dufour)	Personnel				1				
	Fonctionnement			95 000,00 €					
	Investissement								
UPR 2357 IBMP Institut de Biologie Moléculaire des Plantes (Laurence Drouard)	Personnel		22		67				
	Fonctionnement	78 750,00 €		1 130 000,00 €					
	Investissement								
UPR 3212 INCI Institut des Neurosciences Cellulaires et Intégratives (Michel Barrot)	Personnel		15		35	726 034 €	6		
	Fonctionnement	75 770,00 €		320 000,00 €					
	Investissement								
UPR 3572 ICT Immunopathologie et Chimie Thérapeutique (Hélène Dumortier)	Personnel				13				
	Fonctionnement	7 074,00 €		73 000,00 €					
	Investissement								
UPR 9002 ARN Architecture et réactivité de l'ARN (Pascale Romby)	Personnel		8		45	134 228 €	2		
	Fonctionnement	49 579,00 €		285 000,00 €					
	Investissement								
UPR 9022 M3I Modèles Insectes d'Immunités innées M3I (Jean-Luc Imler)	Personnel		5		6	432 216 €	4		
	Fonctionnement	19 664,00 €		110 000,00 €		37 600 €			
	Investissement								

ANNEXE

TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMS 38 CRBS Centre de Recherche en Biomédecine de Strasbourg (Luc Dupuis)	Personnel					281 709 €	4		
	Fonctionnement	80 000 €				30 000 €			
	Investissement								
UPS 3156 Centre de Neurochimie (Marie-France Bader)	Personnel				5				
	Fonctionnement			650 000,00 €					
	Investissement								
Moyens globaux		3 419 382,00 €		10 006 942,00 €		4 024 551,09 €		310 410,00 €	

Rapport annuel de performance de l'établissement 2020

Finances
 Immobilier
 Réussite
 Numérique
 Bibliothèques
 Performance
 Étudiants
 Excellence
 Formation
 Doctorat
 Stratégie

Table des matières ➤

AVANT-PROPOS ➤	230
PARTIE I – PROJET STRATEGIQUE DE L'UNIVERSITE	231
I.1. AXE 1 : Construire au-delà des frontières, une université de type humboldtien attractive et de haut niveau international	232
1. Les coopérations avec les partenaires alsaciens et Eucor - Le Campus européen	232
2. Devenir une université internationale de recherche reconnue selon l'ambition de l'Idex	233
3. Conforter les relations avec le monde socio-économique et valoriser les résultats de la recherche	236
4. Améliorer la réussite étudiante	237
I.2. AXE 2 : Promouvoir une université décloisonnée	240
5. Une université qui allie au plus près recherche et formation	240
6. Une université ouverte sur la cité	241
7. Une université modernisée	242
PARTIE II : LES INDICATEURS - VALEURS CIBLES ET REALISATIONS	248
II.1. Formation	249
II.2. Formation continue et dispositif de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)	260
II.3. Doctorat	262
II.4. Bibliothèques	264
II.5. Gestion des ressources humaines	266
II.6. Finances	268
II.7. Numérique / SI	272
II.8. Gestion immobilière	279

Avant-propos ↘

Le Rapport annuel de performance de l'établissement (RAPé) a vocation à suivre l'évolution des indicateurs définis dans le contrat quinquennal de site signé avec le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), pour la période 2018-2022.

Ce document intègre le projet stratégique de l'Université de Strasbourg et décrit les 2 axes et les 7 priorités qui y figurent.

Axe 1 : Construire au-delà des frontières, une université de type humboldtien attractive et de haut niveau international : 4 priorités

- Les coopérations avec les partenaires alsaciens et Eucor - Le Campus européen.
- Devenir une université internationale de recherche reconnue selon l'ambition de l'Idex.
- Améliorer la réussite étudiante.
- Conforter les relations avec le monde socio - économique et valoriser les résultats de la recherche.

Axe 2 : Promouvoir une université décroisée : 3 priorités

- Une université qui allie au plus près recherche et formation.
- Une université ouverte sur la cité.
- Une université modernisée.

Par ailleurs, il recense, par domaine d'activité (formation, doctorat, bibliothèques, informatique et usages numériques, ressources humaines, finances et immobilier), les réalisations au titre de l'exercice 2020.

Plus globalement, le RAPé a pour vocation d'améliorer le pilotage de l'établissement, grâce au suivi d'indicateurs à la fois stratégiques et opérationnels, et à permettre un dialogue objectivé avec la tutelle.

Partie I – Projet stratégique de l’université

I.1. AXE 1 : Construire au-delà des frontières, une université de type humboldtien attractive et de haut niveau international

1. Les coopérations avec les partenaires alsaciens et Eucor - Le Campus européen

Construction du paysage territorial

La création de la région Grand Est, en 2016, a modifié les relations entre la région et les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) sur le site alsacien. Désormais, la collectivité régionale compte cinq universités. Celles-ci ont pris l'habitude de se concerter entre elles et avec les instances politiques. Cette nouvelle région a, entre autres caractéristiques, celle d'avoir le plus de frontières avec des pays limitrophes, à savoir la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse. Cette situation unique conforte l'Université de Strasbourg dans sa position de pont sur le Rhin, notamment avec l'Allemagne. Comme chef de file du contrat de site, l'Université de Strasbourg renforce sa vocation de leader dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'Université de Strasbourg se déploie essentiellement dans l'espace de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg.

La collectivité européenne d'Alsace, a vu le jour le 1^{er} janvier 2021 et résulte de la fusion des collectivités départementales du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ; c'est un nouvel interlocuteur pour l'Université de Strasbourg.

À ce titre, elle est un acteur majeur de la structuration de ce territoire eurométropolitain en matière d'ESR et d'innovation. Avec les collectivités locales et territoriales, une étroite collaboration se poursuit pour renforcer l'attractivité européenne et internationale.

Construction du paysage transfrontalier selon les quatre axes d'Eucor - Le Campus européen

En décembre 2015, les cinq universités membres d'Eucor - Le Campus européen ont fondé un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) doté de la personnalité juridique, afin de renforcer la recherche et l'enseignement transfrontaliers. Ces universités ont ainsi créé le premier GECT à ce jour entre des établissements d'enseignement supérieur au niveau européen. Le Campus européen s'inscrit dans une longue tradition de coopération basée sur la confiance entre les universités du Rhin Supérieur, laquelle a débuté dès 1989 avec la création du réseau Eucor. Dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, quatre axes stratégiques pour les dix ans à venir ont été définis : médecine de précision, physique quantique, histoire et SHS, développement durable et responsabilité sociale. La dimension européenne de l'Université de Strasbourg se trouve renforcée par son appartenance à Eucor - Le Campus européen. Elle se positionne comme une grande université de recherche et européenne.

2. Devenir une université internationale de recherche reconnue selon l'ambition de l'Idex

Conforter les pôles d'excellence et développer les domaines émergents en particulier interdisciplinaires en lien avec les appels à projets de l'Idex

Les projets prioritaires concernent :

- Le Centre de recherche en biomédecine de Strasbourg (CRBS) regroupant 10 unités de recherche, l'Institut de génétique médicale, des plateformes ainsi que des entreprises permet de mener une politique d'attractivité afin d'attirer de nouvelles équipes. La construction du centre a été presque terminée fin 2020 : livraison du bâtiment et emménagement des unités de recherche prévus début 2021.
- La construction d'une extension (« ISIS 2 ») au bâtiment de l'Institut de science et d'ingénierie supramoléculaires (ISIS) qui s'est achevée en 2019 ; cette opération qui offre de nouveaux espaces équipés permet d'amplifier la politique de recrutements de chercheurs de très haut niveau.
- La construction d'un Centre européen de sciences quantiques (CESQ) sur le site de Cronembourg, dont la construction de la première tranche a débuté en 2020, avec une livraison prévue en 2021, qui permettra le développement des sciences quantiques dans le contexte de l'axe stratégique transfrontalier au sein de Eucor – Le Campus européen et l'EUR QMat

De nouveaux développements seront soutenus en particulier autour des géosciences dans le contexte du projet bâtiminaire Génie civil et infrastructures intelligentes (GC2I), des technologies médicales et des mathématiques appliquées (simulations, modélisations).

La biologie moléculaire et cellulaire intégrative structurée autour de trois Labex, l'EUR IMCBio et l'équipex Insectarium, est particulièrement propice à des développements et une attractivité forte. La création d'un Institut de développement du médicament, porté par le Labex Medalis et visant un transfert de technologies inédit, est à l'étude. Un renforcement des relations avec les Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) permettra d'amplifier les recherches en médecine translationnelle, médecine personnalisée et en cancérologie autour du nouvel Institut régional du cancer.

Dans le domaine des Sciences humaines et sociales (SHS), la nouvelle orientation de la MISHA vers le numérique et les infrastructures nationales sera accompagnée prioritairement pour être au service de l'ensemble de la communauté des SHS. La MISHA et les instruments IDEX viendront en appui à la consolidation des pôles d'excellence regroupant plusieurs disciplines autour des sciences des religions, les questions européennes, l'économie durable, les sciences du langage et le plurilinguisme, la philosophie

allemande ou encore la musicologie et la création, autour du Labex GREAM. L'organisation d'assises en SHS ouvertes à l'ensemble des partenaires du site permettront de mieux identifier les nouveaux défis, thématiques émergentes et modes de collaboration pour appuyer les actions à venir.

Les domaines émergents interdisciplinaires déjà identifiés concernent l'environnement et le développement durable en adéquation avec la stratégie partagée du site. L'émergence de projets interdisciplinaires entre médecine et sciences humaines et sociales, interface à fort potentiel, sera encouragée.

La stimulation vers l'interdisciplinarité sera poursuivie par la mise en place d'outils de simplification d'accès à l'interdisciplinarité, en particulier au niveau du doctorat, et par la tenue d'un colloque annuel interdisciplinaire d'établissement ouvert à tout le site.

Attirer les meilleurs chercheurs et conserver les chercheurs talentueux

La poursuite de programmes spécifiques (appels à projets Attractivité, Chaires, USIAS Fellows, etc.) consolide l'inscription dans une recherche internationale au meilleur niveau. Un soutien aux recherches prometteuses portées en interne par les enseignants-chercheurs et chercheurs renforce les compétences fondamentales.

L'inscription des valeurs d'une recherche responsable et honnête dans la stratégie de l'établissement, grâce à la création d'un comité d'éthique, est également un facteur à la fois de qualité, de confiance et d'attractivité.

Réserver un accueil et un accompagnement de très bonne qualité (VIP) aux chercheurs et à leur famille, participer et communiquer à l'international sur le recrutement d'enseignants-chercheurs, de post-doctorants et de doctorants, simplifier les procédures administratives, traduire en anglais les sites de candidatures et participer à des forums de recrutement de haut niveau, sont des actions clés d'attractivité internationale.

Développer une politique d'attractivité des talents en SHS

Il s'agit de promouvoir le site strasbourgeois en poursuivant le développement d'outils d'accueil pour chaque nouvel arrivant (octroi d'un semestre recherche pour les maîtres de conférences nouvellement nommés dans les cinq premières années ; instruments d'attractivité de l'IDEX) et de renforcer la visibilité des grands axes de recherche du site en fédérant diverses équipes d'accueil.

La valorisation de bibliothèques conservant des fonds précieux et rares et l'exploitation du potentiel des nouvelles méthodes numériques de production et d'analyse des données documentaires seront renforcées.

Développer les outils et l'environnement « recherche »

L'accroissement de la performance générale est dépendant d'une amélioration continue de l'environnement et des conditions de travail des acteurs de la recherche. Une stratégie d'accompagnement du développement des plateformes et infrastructures technologiques avec une vision globale des enjeux RH est engagée.

Ouvrir l'accès aux données de la recherche : open access, open data

Dans le cadre de la politique générale de l'établissement favorisant les sciences ouvertes et améliorant l'efficacité du pilotage de la recherche, grâce aux données issues de l'archive institutionnelle du site alsacien Univoak.eu, des outils informatiques seront développés afin de produire des indicateurs spécifiques sur la production scientifique. Des actions incitatives seront menées afin de conduire à une archive la plus complète possible. L'Open Edition sera développée notamment au niveau des Presses universitaires de Strasbourg (PUS) et sera articulée avec les archives institutionnelles ouvertes de l'unistra, pour les données de la recherche et leur publication.

Afin de faciliter une large adhésion de la communauté scientifique, une formation à l'adresse des chercheurs et des doctorants à la science ouverte sera mise en place sur différents aspects : RRI (Responsible research and innovation), outils et méthodes de l'édition et accès libre, éthique de la recherche.

Formaliser une stratégie institutionnelle d'internationalisation

Au-delà d'Eucor - Le Campus européen, du transfrontalier et de l'axe franco-allemand, il s'agit de cibler des établissements partenaires, européens et internationaux privilégiés comme l'Europe centrale, la Chine, l'Inde, le Japon (partenaire historique) ou les Etats Unis, en vue de collaborations, mais également en vue d'attirer et de recruter des enseignants et des chercheurs. Un travail de recensement et d'identification a été engagé avec les établissements associés au contrat de site. Des partenariats privilégiés ont été identifiés et la réflexion menée porte sur la définition d'actions communes : bourses d'attractivité, délégations, participations à des salons internationaux reconnus afin de renforcer la visibilité et l'attractivité du site. Il s'agit également de créer un réseau international ancré dans le site en recensant et ciblant les établissements partenaires de recherche privilégiés autour de ces domaines émergents.

Les projets de Laboratoire international associé (LIA) ou International research network (IRN) avec le CNRS qui utilisent les outils de l>IDEX (chaires, tenure track) seront développés.

Mettre en œuvre l'accord de partenariat renforcé avec le CNRS

La convention quinquennale 2018-2022, Unistra-CNRS signée le 23 novembre 2020 a pour objectif de renforcer la politique scientifique partagée entre le CNRS et l'Université de Strasbourg.

Les actions concernées sont :

- Extension du modèle de partage des compétences de proximité en matière de gestion des parcs informatiques (InfoProx) sur les Campus de Cronenbourg, Historique et Esplanade.
- Déploiement d'outils communs en vue d'une interopérabilité des outils en particulier la passerelle GESLAB/SIFAC.
- Prospectives communes sur l'emploi des techniciens et ingénieurs.
- Convergence des processus entre le Pôle unique d'ingénierie (PUI) et la cellule Europe.
- Guichet unique d'accueil de chercheurs étrangers.
- Création d'un Club des Talents visant à identifier, accompagner et soutenir les jeunes chercheurs à très fort potentiel afin d'augmenter le nombre de projets déposés à l'ERC.
- Stratégie coordonnée de valorisation, avec mandat de signature unique des contrats, base de données partagée sur l'activité de valorisation et de propriété intellectuelle.

Jalon 1 : Renforcer les interactions avec les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS)

L'unistra et les HUS renforcent leur partenariat très concrètement, d'une part en travaillant sur la gouvernance de l'IHU et d'autre part en s'engageant dans une nouvelle convention cadre de partenariat (projet 2021).

3. Conforter les relations avec le monde socio-économique et valoriser les résultats de la recherche

Poursuivre, en lien avec la SATT Conectus et l'incubateur Sémia, l'accompagnement de l'activité de maturation et de création/d'accueil de nouvelles entreprises afin d'augmenter le nombre de start-up et de brevets.

Depuis deux ans, un certain nombre d'actions ont d'ores et déjà été mises en œuvre ou ont été amplifiées pour la valorisation de la production scientifique, et ce avec le souci de travailler en pleine synergie avec les différents acteurs du territoire. L'Université de Strasbourg s'est fixé les objectifs suivants :

- Mettre en place un système d'information général des relations de l'université avec le monde socio-économique.
- Poursuivre, en lien avec la SATT Conectus et l'incubateur Sémia, l'accompagnement de l'activité de maturation, de création et d'accueil de nouvelles entreprises afin d'augmenter le nombre de start-up et de faciliter la levée de fonds de ces dernières.
- Déployer une politique commune de développement et d'accessibilité des plateformes technologiques de services pour les entreprises.
- Faciliter l'accès des doctorants au monde de l'entreprise, notamment au travers d'implications dans des projets de maturation reliés à leurs travaux de thèse.
- Consolider le service de l'entrepreneuriat étudiant en lien avec le dispositif PEPITE-ETENA.
- Mettre en place un réseau des Fab-Labs de l'université ouvert vers les étudiants, mais aussi vers le monde socio-économique.

Le dispositif du mandataire unique avec le CNRS et l'Inserm est aujourd'hui mis en place pour la gestion de l'activité contractuelle et de la valorisation et sera donc déployé complètement. Il s'agira d'achever la consolidation du dispositif de gestion des contrats avec les entreprises autour de la SATT Conectus, outil mutualisé au service de l'ensemble des acteurs du site.

Jalon 2 : Généraliser le dispositif du mandataire unique

4. Améliorer la réussite étudiante

La réussite étudiante au sens large, c'est-à-dire incluant non seulement la réussite aux examens et aux diplômes, mais aussi la qualité de l'insertion professionnelle et la capacité à mener une vie adulte et citoyenne, est évidemment un objectif fondamental de l'Université de Strasbourg.

La formation des enseignants, et tout d'abord leur sensibilisation à la nécessité de pouvoir garantir la qualité de la formation, sont les premiers leviers utilisés tout au long du contrat, parce que ce sont eux qui conditionnent le succès des autres.

Par ailleurs, l'offre de formation a fait l'objet, pour le présent contrat, d'un considérable travail de mise en cohérence qui l'a rendu beaucoup plus claire et lisible que la précédente.

Accompagner les étudiants

L'Université de Strasbourg s'est emparée avec détermination des possibilités ouvertes par la loi « ORE » pour mieux accompagner les étudiants, depuis la période où, encore lycéens, ils réfléchissent à leur avenir. La mise en place de parcours « oui si » amorcée en 2018, a été étendue en 2019 et s'est poursuivie en 2020. Cette mise en place inclut le développement du système des enseignants-référents qui permettra à terme, d'ici fin 2021, à chaque étudiant de pouvoir compter sur un enseignant comme référent auquel il pourra s'adresser pour toute question sur ses études et son orientation.

Jalon 3 : Point sur la définition et la mise en œuvre des actions et dispositifs prévus dans le cadre de la réforme de l'orientation et de la réussite des étudiants (loi ORE)

Généraliser la démarche qualité (conseils de perfectionnement)

Le renforcement d'une démarche qualité exemplaire est fondamental pour le succès de la formation. Les conseils de perfectionnement progressivement mis en place, seront généralisés au terme du contrat. Pour l'évaluation des enseignements, le processus est mené depuis 2018 et sera mis en œuvre dès 2021.

Jalon 4 : Point sur la généralisation de conseils de perfectionnement, la mise en œuvre de la démarche d'évaluation des enseignements et les suppléments au diplôme

Conforter la professionnalisation des formations

L'ensemble de l'offre de formation 2018-2022 a été pensé en fonction des débouchés professionnels. Le principal travail à venir, outre bien entendu le maintien et la multiplication des contacts avec les milieux socio-professionnels, est de renforcer et consolider la formation aux compétences transversales ainsi que la validation et la certification de celles-ci. Cette démarche est tout à fait indissociable du développement des suppléments aux diplômes et des e-portfolios. Les suppléments aux diplômes existent déjà mais leur utilisation doit être systématisée. L'e-portfolio a été déployé à la rentrée 2020 dans plusieurs composantes de formation.

Développer l'innovation pédagogique pour la réussite des étudiants (ouverture du Studium)

En lien avec les nombreuses initiatives déjà prises ces dernières années, l'université continue à soutenir la formation des enseignants. L'organisation de séminaires pédagogiques par composante, qui a montré son efficacité, est soutenue et sera généralisée à l'horizon 2021.

L'université a repris, à partir de 2019, l'évaluation continue intégrale car elle est pertinente quand elle est soutenue par des équipes motivées, tout en restant en conformité avec le cadre national des formations. De meilleures conditions de travail, grâce notamment à l'ouverture courant 2021 d'un « Learning Center », le Studium, mais aussi à la diversification des « learning labs » amélioreront aussi la réussite.

Jalon 5 : Premier bilan des activités du Studium

Développer l'attractivité des campus

L'attractivité, déjà forte, de l'Université de Strasbourg doit encore être renforcée, d'une part par l'augmentation du nombre de conventions internationales, en particulier de bi-diplômation, d'autre part par l'augmentation du nombre d'enseignements en langue anglaise : l'objectif est que, d'ici 2022, 20% des parcours de licence et 60% des parcours de master comprennent au moins trois enseignements en langue étrangère.

Indicateur commun 1 – Taux de réussite en licence en trois ans

Indicateur commun 2 – Taux de réussite en licence en quatre ans

Indicateur commun 3 – Taux d'obtention du DUT en 2 ou 3 ans

Indicateur commun 4 – Réussite en Master en 2 ans

Indicateur commun 5 – Réussite en doctorat

Indicateur commun 6 – Insertion professionnelle

Indicateur commun 7 – Evaluation des formations et des enseignements

Indicateur commun 8 – Développement de la formation continue

Indicateur commun 9 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD ou Accès aux services et ressources documentaires de l'ESR

I.2. AXE 2 : Promouvoir une université décloisonnée

5. Une université qui allie au plus près recherche et formation

Les collègiums

Lors de la fusion, un niveau de gouvernance intermédiaire a été établi entre la présidence, les composantes de formation et les unités de recherche, celui des collègiums (9 au total, pour actuellement 35 composantes de formation et 83 unités de recherche). Ils constituent un espace de concertation, de coordination et d'initiatives collectives sur tout sujet qui relève de la formation ou de la recherche et en particulier du lien entre ces deux missions.

Après 10 années de fonctionnement, force est de constater une disparité dans les modes de fonctionnement de ces collègiums, peu d'entre eux s'étant dotés d'un règlement intérieur ou d'une charte.

La mise en place de « champs de formations », à la demande du HCERES, permet de poser le problème différemment. Les compétences « formation » des collègiums ont été transférées aux 5 champs de formations (ALL, DEG, SHS, S&T, V&S). La mise en œuvre des ITI permet de revoir le lien formation-recherche et interroge le devenir des collègiums.

Jalon 6 : Point d'étape sur le rôle des collègiums particulièrement sur le lien formation/recherche

Concernant le modèle des Écoles universitaires de recherche (EUR) du PIA 3 qui vise à renforcer le lien formation/recherche et à fluidifier le continuum du LMD concernant les liens existant entre la recherche et la formation, la situation est très diverse selon les disciplines, et dans la réflexion menée pour les renforcer, le domaine des humanités demande une attention toute particulière. Une nouvelle impulsion est récemment venue au travers des succès à l'appel à projet École universitaire de recherche (EUR) du PIA3 (5 EUR dont une en réseau). Ces « graduate schools » présentent un modèle qui mérite d'être retenu pour renforcer voire créer davantage de passerelles entre les formations et les recherches. Elles sont également une opportunité pour accélérer l'internationalisation de l'université.

Leur mise en œuvre doit être réfléchie au cas par cas, selon les disciplines ou les regroupements thématiques. Cette réflexion a fait l'objet d'une large consultation des différents acteurs au sein de l'université, fin 2018/début 2019. Elle doit aussi considérer l'ensemble du cycle universitaire car, si des passerelles entre master et doctorat

sont proposées (stages au sein des unités de recherche, cours communs, contrats doctoraux, etc.), les projets pour fluidifier les parcours licence et master sont encore trop rares.

Ainsi la réflexion sur une approche type « graduate schools » sur l'ensemble des domaines disciplinaires devrait conduire à davantage de lien entre la formation et la recherche, entre les disciplines même et avec les partenaires européens et internationaux.

6. Une université ouverte sur la cité

L'engagement social et sociétal

Depuis sa création en 2009, l'Université de Strasbourg s'est dotée d'une politique ambitieuse de diffusion et de partage des savoirs en direction d'un public non-universitaire. Celle-ci s'appuyait sur une expérience déjà acquise par les trois universités strasbourgeoises depuis les années 1980 : collections scientifiques, planétarium universitaire, actions scolaires et grand public, résidences d'artistes, Carte culture... Dans les dernières années, elle s'est dotée de nouveaux outils et a notamment développé la plateforme Oscahr (site internet collaboratif) pour en faire un portail éditorialisé et thématique de mise en relation des savoirs produits à l'Université de Strasbourg et rendus accessibles dans leur forme et dans leur contenu. Par ailleurs, elle a lancé un appel à projets pour les recherches et sciences participatives en 2019 et en 2020 et finance actuellement 4 projets de ce type. Enfin, l'offre de conférences et d'événements de diffusion des savoirs a gagné en visibilité par la création de cycles thématiques fédérateurs comme les débats « L'Europe en question » ou le Forum des religions.

Une action clé consiste à mettre en synergie les collections scientifiques autour du nouveau pôle de Sciences, Culture & Société, dont le noyau sera constitué par le nouveau Musée zoologique (ouverture prévue en 2023) et le nouveau Planétarium (ouverture prévue en 2022). L'ensemble des collections scientifiques présentes dans un proche périmètre (minéralogie, sismologie, physique, astronomie, moulages, botanique, etc.) seront mises en relation dans une approche interdisciplinaire, historiquement informée et associant les chercheurs, les milieux éducatifs et la société civile.

Le rapprochement du monde de la création artistique avec celui de la recherche scientifique se poursuit par la mise en œuvre d'une politique de résidences artistiques couplées à une approche scientifique, comme ce fut le cas par exemple pour la résidence du photographe Arno Gisinger en lien avec les chercheurs de l'EOST.

Enfin, les actions suivantes doivent permettre de développer davantage une culture de la responsabilité sociale et sociétale de l'établissement et d'en faire un acteur majeur du développement du territoire et des transformations de notre société :

- Le déploiement d'une politique forte en faveur de l'inclusion de tous les types de populations et le respect de la diversité.
- L'accueil d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants en exil, en accord avec les politiques de recherche et de formation.
- La prise en compte des enjeux sociétaux dans l'ensemble des domaines de la politique d'établissement (transition écologique & développement durable notamment).

Enfin, à partir des projets déjà existants de sciences citoyennes et participatives, l'Université de Strasbourg développera plus largement la co-construction de sa stratégie de recherche et de lien avec les milieux économiques, sociaux et culturels avec tous les acteurs du territoire, notamment les collectivités locales. Elle deviendra une université jouant pleinement son rôle de moteur dans le développement territorial et sociétal.

Le réseau des alumni

Le réseau des alumni de l'Université de Strasbourg regroupe d'ores et déjà plus de 35 000 personnes. Il contribue largement à la vie universitaire, en particulier pour ce qui concerne la préparation, l'accompagnement à la recherche d'emploi et le réseautage professionnel intergénérationnel. Son extension croissante montre d'ailleurs sa vitalité liée à la volonté de ses membres de rester en contact avec l'Unistra et les savoirs renouvelés. Ainsi son développement se poursuit, mais il faut aussi parvenir à mieux l'ancrer encore dans la vie des composantes de l'université. Le SRA a renforcé ses interventions en composante et réalisé 38 interventions au sein de 13 composantes et d'une école doctorale. L'objectif est d'atteindre 20 clubs « Alumni Unistra » dans le monde en 2020. Il dispose à la mi-novembre 2020 de 39 clubs (6 nationaux et 33 internationaux). En réponse au contexte de la pandémie de Covid 19, il a organisé l'Année de l'entraide professionnelle 2020/2021 avec des programmes spéciaux de mise en relation directe entre étudiants, jeunes diplômés et alumni en juin-juillet 2020, puis en novembre 2020 avec le Mois du parrainage, ainsi qu'un programme d'accompagnement des jeunes diplômés et de parrainage en ligne par compétences.

7. Une université modernisée

Une politique de ressources humaines volontariste : parité, amélioration des conditions de vie au travail

Une politique des ressources humaines responsable au service de l'intérêt général et au bénéfice de chacune et de chacun fondée sur la concertation et le dialogue social sera mise en œuvre.

Elle doit concourir au développement des missions de formation et de recherche et veiller à reconnaître l'engagement de l'ensemble des personnels dans la réalisation de ces deux finalités. Avec le souci constant de la maîtrise de l'évolution de la masse salariale, l'ambition de l'établissement est de poursuivre les efforts d'une politique des ressources humaines volontaire et solidaire, fondée sur l'écoute, la concertation et la collégialité et de développer une stratégie prospective de la politique des emplois en cohérence avec les axes stratégiques de l'université.

L'Université de Strasbourg atteindra ces objectifs en accompagnant l'ensemble des personnels (enseignants-chercheurs, enseignants, personnels techniques, administratifs, de bibliothèque, sociaux et de santé) dans leur carrière.

La politique d'égalité de l'Unistra vise à assurer un traitement équitable des femmes et des hommes en permettant une évolution de carrières au-delà des stéréotypes de la société et en luttant contre toute forme de discriminations, de violences sexistes, sexuelles ou homophobes subies ou produites par des personnels ou des usagers en incluant le sexe et/ou le genre comme paramètre de recherche dans un nombre croissant de disciplines. Ces objectifs se traduisent par des actions comme la mise en place d'un dispositif d'accompagnement et de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et homophobes ou des formations (initiales et continues) sur les enjeux de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Trois axes sont considérés comme prioritaires :

- Le premier axe met l'accent sur l'accompagnement et la promotion des carrières de l'ensemble des personnels. La volonté est d'accompagner et soutenir l'ensemble des personnels dans l'élaboration, voire la réorientation, de leur projet professionnel à moyen et long terme. L'université affiche une volonté politique de veiller à la progression de carrière de tout le personnel en lui offrant des perspectives d'évolution. Différentes actions sont envisagées : accompagnement des personnels lors de leur prise de fonctions (par exemple, séminaire de rentrée, décharge de service, mise en place d'un parrainage, etc.) ; développement d'une offre de formation continue tenant compte des demandes et besoins des personnels ; résorption des situations de décalage grade / fonction du personnel BIATSS ; mise en place d'une prime de reconnaissance de l'implication pédagogique ; poursuite de la mise en œuvre du RIFSEEP, mise en œuvre du volet indemnitaire de la LPR.

- Le deuxième axe veille à mettre en œuvre une gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC). Dans cette perspective, l'université entend développer une stratégie prospective et solidaire de la politique des emplois. La politique des emplois doit être définie en cohérence avec les priorités et objectifs de formation et recherche, avec le souci constant de la maîtrise de la masse salariale. L'université assume sa volonté politique de veiller à la progression de carrière de ses maîtres de conférences de haut niveau qui contribuent à son rayonnement et renforce simultanément sa politique d'attractivité à destination de talents scientifiques de

tout premier plan dont le recrutement en tant que professeurs permet d'impulser de nouvelles thématiques en émergence et prometteuses. Par ailleurs, une réflexion sur la gestion des moyens humains et financiers est dorénavant engagée avec les structures (i.e. composantes, unités de recherche et services) dans une perspective pluriannuelle. Allant dans ce sens, une nouvelle expérimentation de la généralisation des COM (Contrats d'objectifs et de moyens) est à l'étude. Par ailleurs, le déploiement du SIRH (SIHAM) facilitera l'établissement d'une cartographie des emplois et l'analyse prospective des départs.

- Le troisième axe est consacré à la question du bien vivre au travail. Il s'agit plus particulièrement de mettre en œuvre une politique des ressources humaines garantissant des conditions de travail favorables à l'ensemble des personnels, par l'établissement d'un plan relatif à la qualité de vie au travail. Par exemple, la généralisation de l'expérimentation sur le télétravail est un objectif réalisé du présent contrat. Les efforts déjà engagés dans la prise de conscience des risques psycho-sociaux seront intensifiés en collaboration notamment avec le service de santé au travail et le groupe Qualité de Vie au Travail émanant du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Le conventionnement (décembre 2017) en cours avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) permet d'envisager un certain nombre d'actions en faveur du recrutement et du maintien dans l'emploi des personnels en situation de handicap.

Les différents axes RH seront discutés et partagés dans un schéma directeur pluriannuel en ressources humaines.

Jalon 8 : Point d'étape sur les actions mises en œuvre en matière d'égalité femmes/hommes et de lutte contre les discriminations

Jalon 9 : Point d'étape sur les actions mises en œuvre dans le cadre des orientations stratégiques ministérielles en matière de prévention des risques professionnels

La politique numérique

La fiabilisation des données et la production d'indicateurs est un élément essentiel pour accompagner l'établissement dans ses missions fondamentales. La stratégie numérique 2018-2022 de l'établissement a été élaborée dans cette optique, sur la base d'une gouvernance renouvelée.

Afin d'atteindre ces objectifs, plusieurs actions ont d'ores et déjà été opérées depuis janvier 2018 ou sont planifiées à court terme. La gouvernance et l'organisation du numérique ont été profondément restructurées. Un Comité d'orientation stratégique du numérique et un Comité de suivi des projets numérique ont été créés. La Direction du numérique travaille en coordination avec l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques.

Parallèlement, l'établissement est dans la phase opérationnelle de déploiement de son second Schéma directeur numérique (SDN) qui couvre la période 2018-2022.

Les modernisations du système d'information (SI) de l'université se poursuivent (notamment autour de la dématérialisation des processus métiers). La mise en cohérence du système d'information repose en particulier sur la mise en place d'un référentiel de données, d'un annuaire unifié et d'un langage visuel commun.

La sécurisation des ressources numériques de l'université nécessite une meilleure gestion des droits d'accès, en particulier pour les partenaires extérieurs. L'établissement est engagé dans la refonte de l'Espace numérique de travail (ENT) au profit d'un « Espace numérique et social de travail » (ENST – renommé en interne « Ernest », lequel constitue progressivement un vrai « réseau social universitaire » intégrant de nombreux espaces collaboratifs) effectif en 2020, le déploiement d'un portail documentaire du Site Alsace permettant d'interroger les ressources des quatre établissements partenaires et le déploiement d'une nouvelle plateforme bureautique collaborative.

L'Unistra souhaite faire du numérique un véritable enjeu pour la formation. L'objectif premier est de permettre aux étudiants l'acquisition des compétences attendues par le monde professionnel dans un contexte de numérisation de l'économie, en particulier par le développement des nouvelles certifications universitaires des compétences numériques (PIX) intégrées dans tous les cursus de licence dès 2018.

L'établissement œuvre également au développement de lieux d'apprentissage ouverts sur le monde de l'entreprise. L'objectif est de faciliter l'appropriation des nouvelles pratiques de travail que le numérique induit (fonctionnement en mode projet, pratiques collaboratives, gestion des flux d'information, etc.). Dans la droite ligne de ces initiatives, l'établissement va œuvrer au développement d'un portail "orientation" à destination des lycéens et étudiants (consultation de l'offre de formation, outils d'autodiagnostic, fiches pratiques, etc.) ainsi qu'à la consolidation de son portail "entreprises" (constitution d'une banque de stages et d'emplois, description des diplômes par compétences, etc.).

Les évolutions des pratiques pédagogiques vont principalement concerner la réflexion sur les lieux d'apprentissage, les extensions du réel au virtuel, l'élargissement des modalités d'accès à la formation (EAD et hybridation), l'amélioration de l'accès aux ressources pédagogiques (référencement, accès mutualisé, moteurs de recherche, AMI AIR), ainsi que la récolte et l'analyse des traces d'apprentissage (Projet DUNE-Eole).

Le stockage et l'exploitation des données numériques dont la production suit une croissance quasi exponentielle sont les principaux défis à relever dans le domaine de la recherche. Le « big data » est aujourd'hui un enjeu à la fois scientifique, sociétal et économique. L'université entend être leader de cette révolution, et en particulier développer les infrastructures lui permettant d'interroger l'ensemble des données à disposition par une approche fondamentalement pluridisciplinaire.

L'université se dotera d'un tableau de bord des activités de recherche menées dans ses laboratoires afin d'asseoir le pilotage de sa stratégie sur des indicateurs fiables. Ce tableau de bord s'appuiera sur la constitution d'une archive institutionnelle ayant pour objectif de contenir, valoriser et conserver l'ensemble de la production scientifique de l'université.

En 2019, la construction d'un nouveau datacenter s'est achevée ; ce dernier permet de centraliser et sécuriser les infrastructures de l'Université de Strasbourg. Il abritera également des installations de calcul intensif qui constituent un outil majeur d'augmentation de la compétitivité tant scientifique qu'industrielle. Ce datacenter sera ouvert aux partenaires institutionnels de l'établissement (CNRS, Inserm, Rectorat, Crous, etc.) mais également aux autres universités et écoles du site Alsace, aux collectivités locales et institutions internationales (Région Grand Est, Conseil de l'Europe, espace rhénan, etc.), voire à des partenaires privés. Cette démarche de mutualisation des moyens de calcul et de stockage s'est traduite par une labellisation nationale de ce datacenter,

Jalon 7 : Point sur le numérique : fiabilisation des données et production d'indicateurs de pilotage

Indicateur commun 10 – Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision

Indicateur commun 11 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public

Indicateur commun 12 – Pilotage financier

Indicateur commun 13 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers

Indicateur commun 14 – Taux d'occupation des locaux Indicateur commun

Indicateur commun 15 – Evolution des surfaces immobilières

RECAPITULATIF DES JALONS DE LA TRAJECTOIRE DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

Année d'observation	2018	2019	2020	2021	2022
Recherche/Valorisation					
1. Renforcer les interactions avec les HUS					
2. Généraliser le dispositif du mandataire unique					
Formation et réussite étudiante					
3. Point sur la définition et la mise en œuvre des actions et dispositifs prévus dans le cadre de la réforme de l'orientation et de la réussite des étudiants (loi ORE)					
4. Point sur la généralisation de conseils de perfectionnement, la mise en œuvre de la démarche d'évaluation des enseignements et les suppléments au diplôme					
5. Premier bilan des activités du Studium					
Gouvernance/Pilotage					
6. Point d'étape sur le rôle des collègiums particulièrement sur le lien formation/recherche					
7. Point sur le numérique : fiabilisation des données et production d'indicateurs de pilotage					
8. Point d'étape sur les actions mises en œuvre en matière d'égalité femmes/hommes et de lutte contre les discriminations					
9. Point d'étape sur les actions mises en œuvre dans le cadre des orientations stratégiques ministérielles en matière de prévention des risques professionnels					

Partie II : Les indicateurs - Valeurs cibles et réalisations

II.1. Formation

IC 1 Taux de réussite en licence en 3 ans

Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
Données initiales Diplômés 2016 (cohorte 13/14) (Ministère)	Données initiales Diplômés 2016 (cohorte 13/14) (Unistra)	Cible 2022 Diplômés 2021 (cohorte 18/19)	Cible 2018 Diplômés 2017 (cohorte 14/15)	Réalisation 2018 Diplômés 2017 (cohorte 14/15)	Cible 2019 Diplômés 2018 (cohorte 15/16)	Réalisation 2019 Diplômés 2018 (cohorte 15/16)	Cible 2020 Diplômés 2019 (cohorte 16/17)	Réalisation 2020 Diplômés 2019 (cohorte 16/17)
39,3%	38,8%	45%	40%	39,6%	41%	38,6%	42%	41,5%



Commentaires techniques

Pour tous les indicateurs « Formation » : les données initiales dans le contrat quinquennal sont calculées par le Ministère, après retraitement des données SISE. Nous n’obtenons donc pas toujours les mêmes résultats à partir de nos bases de données. Ainsi afin que l’analyse de l’évolution soit pertinente, les données initiales ont été également calculées à partir de nos bases de données.

Taux de réussite en licence en 3 ans : étudiants nouveaux entrants qui, s’étant inscrits en L1 dans l’établissement, se sont réinscrits dans l’établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année.

Base (dénominateur) : étudiants du champ qui se sont inscrits 3 années de suite dans l’établissement (successivement en $n / n+1$, $n+1 / n+2$, $n+2 / n+3$) ou qui se sont inscrits dans l’établissement deux années (en $n / n+1$ et $n+1 / n+2$) et en sont sortis l’année $n+2 / n+3$.

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant réussi la Licence (licence LMD + licence pro) à la fin de troisième année (en $n+3$).



Analyse des résultats

Pour les diplômés 2019, de manière globale à l'université, le taux de réussite en licence en trois ans progresse par rapport aux années précédentes, permettant d'approcher la cible fixée et d'atteindre le taux le plus élevé depuis la création de l'université de Strasbourg.

Ce taux progresse également pour la majorité des composantes. En effet, sur 26 licences ils ne progressent pas uniquement pour 7 d'entre elles. On peut se réjouir par exemple, de l'augmentation de 8% des taux de réussite pour les licences de sciences économiques & gestion et de sciences sociales pour atteindre respectivement 46 et 53%.

Il est à noter que l'Université de Strasbourg, avec ses services et ses composantes, se mobilise fortement pour l'accueil et l'accompagnement de ses étudiants vers leur réussite. En effet, notamment depuis 2017, de nombreux dispositifs et actions sont déployés tels que la plateforme AIR avec ses modules de gestion du temps, de prise de note, la création d'une fonction de conseillère à la réussite qui est à disposition des étudiants, la mise en œuvre des contrats pédagogiques et de l'accompagnement adapté aux profils des étudiants par le biais des oui-si, dans le cadre de la loi ORE, etc.

La promotion observée est la première à avoir bénéficié dans sa totalité de la dynamique engagée en matière de réussite étudiante. Ces données confortent le choix de l'université d'amplifier son engagement pour la réussite étudiante et de poursuivre la création et le déploiement de nouveaux dispositifs.

IC 2 Taux de réussite en licence en 4 ans

	Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales Diplômés 2015 et 2016 (cohorte 12/13) (Ministère)	Données initiales Diplômés 2015 et 2016 (cohorte 12/13) (Unistra)	Cible 2022 Diplômés 2020 et 2021 (cohorte 17/18)	Cible 2018 Diplômés 2016 et 2017 (cohorte 13/14)	Réalisation 2018 Diplômés 2016 et 2017 (cohorte 13/14)	Cible 2019 Diplômés 2017 et 2018 (cohorte 14/15)	Réalisation 2019 Diplômés 2017 et 2018 (cohorte 14/15)	Cible 2020 Diplômés 2018 et 2019 (cohorte 15/16)	Réalisation 2020 Diplômés 2018 et 2019 (cohorte 15/16)
Réussite en 3 ans	37,1%	36,4%			38,8%		39,6%		38,6%
Réussite en 4 ans	18,6%	17,5%	22%	18%	14,9%	18%	15,4%	19%	14,8%
Cumul 3 et 4 ans	55,7%	54,0%			53,7%		55%		53,4%



Commentaires techniques

Taux de réussite en licence en 4 ans : étudiants nouveaux entrants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année.

Base (dénominateur) : étudiants du champ qui se sont inscrits 3 années de suite dans l'établissement (successivement en $n / n+1$, $n+1 / n+2$, $n+2 / n+3$) ou qui se sont inscrits dans l'établissement deux années (en $n / n+1$ et $n+1 / n+2$) et en sont sortis l'année $n+2 / n+3$.

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant réussi la Licence (licence LMD + licence pro) à la fin de la troisième année (en $n+3$).

Réussite en 4 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant réussi la Licence (licence LMD + licence pro) à la fin de la quatrième année (en $n+4$) (et n'en ayant pas obtenue à la session $n+3$).



Analyse des résultats

Le taux de réussite de la licence en 4 ans pour la cohorte 15-16 s'inscrit en diminution de 1,6 point par rapport à la promotion précédente, avec à la fois un taux de réussite de la licence en 3 ans inférieur de 1 point par rapport celui de la cohorte précédente et un taux de redoublement inférieur de 0,6% par rapport à l'année précédente. Pour cet indicateur, les taux varient considérablement d'une licence à une autre, allant de 34% en AES à 67% en Lettres ou en Géographie & aménagement.

Le taux de réussite de la licence en 3 et 4 ans progressera dans l'avenir avec l'amélioration confirmée de la réussite de la licence en 3 ans, déjà notée pour la promotion suivante, ainsi qu'avec la mise en œuvre du oui-si avec prolongement de la durée des études.

IC 3 Taux d'obtention du DUT

	Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales Diplômés 2015 et 2016 (cohorte 13/14) (Ministère)	Données initiales Diplômés 2015 et 2016 (cohorte 13/14) (Unistra)	Cible 2022 Diplômés 2020 et 2021 (cohorte 18/19)	Cible 2018 Diplômés 2016 et 2017 (cohorte 14/15)	Réalisation 2018 Diplômés 2016 et 2017 (cohorte 14/15)	Cible 2019 Diplômés 2017 et 2018 (cohorte 15/16)	Réalisation 2019 Diplômés 2017 et 2018 (cohorte 15/16)	Cible 2020 Diplômés 2018 et 2019 (cohorte 16/17)	Réalisation 2020 Diplômés 2018 et 2019 (cohorte 16/17)
Réussite en 2 ans	74,5%	74,5%	75%	75%	74,4%	75%	72,6%	75%	73,3%
Réussite en 3 ans	9,9%	9,3%	10%	9,5%	7,4%	10%	7,1%	10%	8,2%



Commentaires techniques

Taux d'obtention du DUT :

Base (dénominateur) : étudiants inscrits pour la première fois en DUT dans l'établissement l'année n / n+1 (inscriptions principales).

Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de DUT à la session n+2.

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de DUT à la session n+3 (et n'en ayant pas obtenu à la session n+2).



Analyse des résultats

De manière globale à l'échelle de l'université, le taux de réussite du DUT en 2 ans progresse de 0,7% par rapport à celui de l'année précédente, mais n'atteint pas la cible fixée. Ce taux moyen de 73,3% englobe des disparités entre les différentes spécialités. En effet, par exemple les taux de réussite du DUT en deux ans varient entre 55% (DUT Génie civil) et 90% (DUT Techniques de commercialisation). Le taux de réussite en trois ans progresse également (+ 1,1%). Ces différents taux, à l'échelle d'un DUT, sont variables d'une année sur l'autre car ils sont calculés à partir d'effectifs restreints. Aussi, une différence de 2 ou 3 individus peut avoir un impact important sur le taux affiché.

L'observation de la variation de ces indicateurs au cours du temps, devra se faire simultanément à celle de l'évolution du taux d'abandon en cours de formation. Aussi, ces taux seront à suivre à l'échelle de chacune des spécialités, notamment au regard de la progression de l'accueil des bacheliers technologiques dans les différents DUT. L'accueil d'un nombre plus important de bacheliers technologiques est un frein à l'amélioration du taux de réussite en 2 ans.

IC 4 Taux de réussite en master en 2 ans

Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
Données initiales	Données initiales	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
Diplômés 2016 (cohorte 14/15) (Ministère)	Diplômés 2016 (cohorte 14/15) (Unistra)	Diplômés 2021 (cohorte 19/20)	Diplômés 2017 (cohorte 15/16)	Diplômés 2017 (cohorte 15/16)	Diplômés 2018 (cohorte 16/17)	Diplômés 2018 (cohorte 16/17)	Diplômés 2019 (cohorte 17/18)	Diplômés 2019 (cohorte 17/18)
57,3%	52,0%*	58%	52%*	52,3%	54%*	56,9%	55%	60%

*Une erreur s'est glissée dans le calcul de l'IC4 des diplômés 2016, les données initiales ont été corrigées et les cibles 2018 et 2019 ont été ajustées.



Commentaires techniques

Taux de réussite en master en 2 ans : étudiants ayant pris une inscription principale en M1 (hors Master enseignement) l'année n/n+1 et qui n'étaient pas inscrits en M1 l'année précédente.

Base (dénominateur) : étudiants du champ qui se sont inscrits deux années de suite dans l'établissement (en n / n+1 et en n+1/ n+2) ou qui se sont inscrits dans l'établissement l'année n / n+1 et qui en sont sortis l'année n+1 / n+2.

Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.



Analyse des résultats

Le taux moyen de validation du master en deux ans (60%) marque une forte progression (+3,1%) par rapport à celui de la promotion précédente et +7,7% sur deux ans. L'observation fine des taux de validation du master 2 des différentes mentions met en évidence une grande diversité. En effet, les taux fluctuent entre 98% en Comptabilité, contrôle, audit et 9% par exemple pour Droit européen. Les faibles pourcentages ne traduisent pas un fort taux d'échec mais des sorties avec insertion professionnelle au niveau M1, ou, de nombreuses mobilités entre le M1 et le M2. Les taux de validation du Master en 2 ans progressent au cours du temps pour de nombreuses formations (staps, droit des affaires, chimie, politiques européennes, etc.) pouvant aller jusqu'à plus de 40% de progression (démographie, psychologie). La fin de la sélection à l'entrée des M2 évite des biais dans le calcul des taux de réussite.

IC 6 Insertion professionnelle des diplômés à 30 mois

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales (Unistra) Diplômés 2014	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018 Diplômés 2015	Cible 2019	Réalisation 2019 Diplômés 2016	Cible 2020 Diplômés 2017	Réalisation 2020 Diplômés 2017
Licence Pro	91%	92%	91%	92%	92%	94%	93%	91%
Master	91%	92%	91%	91%	92%	93%	92%	93%



Commentaires techniques

Les données initiales : situation professionnelle au 1^{er} décembre 2016 des diplômés 2014 de master et de licence professionnelle en formation initiale, (tous âges et nationalités confondus).

Réalisation 2020 : situation professionnelle au 1^{er} décembre 2019 des diplômés 2017 de master et de licence professionnelle en formation initiale, (tous âges et nationalités confondus).

Taux d'insertion : est défini comme étant le nombre de diplômés dans le champ de l'enquête occupant un emploi, quel qu'il soit, rapporté au nombre de diplômés dans le champ de l'enquête présents sur le marché du travail (en emploi ou en recherche d'emploi).



Analyse des résultats

Les valeurs cibles sont dans l'ensemble atteintes avec toutefois des variations en fonction des secteurs disciplinaires. On constate par ailleurs une nette évolution de cet indicateur entre 18 mois et 30 mois après le diplôme.

La mise en œuvre de l'approche programme, grâce à l'IDIP, a permis de placer la question des débouchés et de l'insertion au cœur de l'actuelle offre de formation. Cette démarche est renforcée par l'accent mis sur le développement et la valorisation des compétences transversales qui sont essentielles pour améliorer l'employabilité des étudiants notamment issus de filières généralistes.

Les équipes pédagogiques, en première ligne de la mise en œuvre de l'offre de formation, sont ainsi sensibilisées de façon continue à la question de l'insertion professionnelle. Les dispositifs lancés au niveau de l'université et de nombreux appels à projets leur permettent de se saisir de cette dimension.

Ainsi, l'obtention d'un appel à manifestation d'intérêts lancé par le MESRI (soutien à l'insertion professionnelle des filières ALL SHS) à partir de 2017 a permis la mise en place de missions professionnelles tuteurées volontaires dans les secteurs ALL SHS, parfois plus en difficulté par rapport à l'insertion de leurs jeunes diplômés. Ce dispositif renforce le déploiement de la pédagogie par projets qui met l'accent sur le développement et la valorisation des compétences des étudiants. Le développement du pôle entrepreneuriat étudiants (Pépité) et de son offre de formation permet également la diffusion de l'esprit d'entreprendre.

Le programme INCLUDE de l'Unistra (NCU 2) et les appels à projets IDEX formation lancés en 2019 comportent un axe professionnalisation et permettent d'ores et déjà tant au niveau des composantes que du niveau central le développement de nouvelles UE ou de parcours professionnalisants. Un projet de diplôme d'université (DU) dédié à la professionnalisation et permettant de valoriser cette approche est en cours d'étude pour une mise en œuvre à la rentrée 2021.

Une progression constante de l'alternance au cours des dernières années a un effet extrêmement bénéfique sur cet indicateur (environ 1 800 alternants actuellement).

Les liens avec le monde socio-économique font l'objet au niveau central d'un renforcement constant à travers la création d'un portail entreprises depuis janvier 2018 et l'organisation récurrente d'événements qui mettent en relation diplômés/étudiants et entreprises : forum alternance, forum Alsacetechn-Unistra stages emplois.

Un CRM (*Customer Relationship Management*) est en voie de développement pour systématiser et optimiser les relations universités-entreprises. Les composantes, en lien avec les services centraux ou seules, organisent des événements qui mettent en contact étudiants et professionnels (salons, simulations d'entretiens, conférences d'anciens, etc.)

La systématisation des conseils de perfectionnement au niveau mention, mise en œuvre depuis 2019 et l'augmentation du nombre d'intervenants « extérieurs » permettent des interactions plus étroites et fructueuses entre les enseignants, étudiants et professionnels.

Le développement du réseau alumni intervient de façon ciblée en soutien à l'aide à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Ce réseau permet également de mobiliser les entreprises partenaires pour proposer des offres de stages. Espace Avenir renforce également son action au service des composantes dans le domaine de l'insertion (soutien à la mise en œuvre d'UEs de projet professionnel, propositions d'ateliers dans les composantes, simulations d'entretiens de recrutement, etc.).

IC 7 Evaluation des formations et des enseignements

		Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
		Données initiales 2016/2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
Licences	1/-Part des mentions évaluées	100 %	100 %	100%	100%	100%	100%	100%	NA
	2/-Taux de réponse	8,6 %	35 %	20%	20,1%	25%	26%	25%	NA
Master	3/-Part des mentions évaluées	68,3 %	100 %	-	-	75%	78%	-	-
	4/-Taux de réponse	30,7 %	60 %	-	-	35%	31,4%	-	-
Autres diplômes (1)	5/-Part des mentions évaluées	86,1 %	100 %	90%	94,3%	100%	78%	100%	NA
	6/-Taux de réponse	32,9 %	60 %	35%	32,9%	45%	39%	45%	NA

(1) Les formations diplômantes étant évaluées tous les 2 ans, dans « Autres diplômes »
2016-2017/ 2018-2019/2020-2021 sont pris en compte : PACES, DUT1, diplôme d'ingénieur et diplômes de santé,
2017-2018 et 2019-2020 sont pris en compte : PACES, DUT1, DUT2, L3 et la licence professionnelle.

NA : Non Applicable



Commentaires techniques

Campagne 2019/2020 : en raison de la crise sanitaire les enseignements ont eu lieu uniquement à distance du 13 mars 2020 au 1er septembre 2020.

La campagne d'évaluation des formations de l'université de Strasbourg venait d'être ouverte le 11 mars 2020 et la plupart des enquêtes n'avaient pas encore été lancées. Les évaluations n'ont pas été obligatoires en raison de cette situation particulière, incomparable aux années précédentes. Ainsi, le fait de lancer ou non l'enquête étaient laissé à l'appréciation de chaque composante.

Campagne 2020/2021 :

Le questionnaire utilisé jusque-là pour les formations n'est pas adapté à la situation de crise actuelle.

Comme en 2019/20, il sera à la disposition des composantes, sans obligation cependant.

Par ailleurs, il est prévu de tester le nouveau dispositif d'évaluation des formations par les étudiants, basé sur le document cadre stratégique sur l'évaluation des formations et des enseignements validé en CFVU le 19/03/2019 et précisé dans un document décrivant le dispositif validé en CFVU en mai 2020.

Le groupe de travail finalise actuellement les questionnaires et les outils qui devraient permettre une phase test en 2021.



Analyse des résultats

II.2. Formation continue et dispositif de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

IC 8 Développement de la formation continue

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé /RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
Heures stagiaires	800 000	960 000	832 000	833 741	864 000	734 357	850 000	555 759
Nombre de diplômés en FC (*)	1 750	1 900	1 815	1 595	1 650	1 837	1 750	2 032
Dont VAE	55	100	64	58	73	54	70	51
Chiffre d'affaires en FC	9 268 000 €	11 307 000 €	10 413 000 €	9 376 000 €	9 864 000 €	8 650 000 €	9 800 000 €	7 298 256€

(*) Correction : les chiffres marqués en gras ont été corrigés, le nombre de diplômés en FC a remplacé le nombre d'inscrits et les réalisations 2018 ont été réajustées.



Commentaires techniques

Ce bilan résulte du cumul des activités de formation continue de l'Université de Strasbourg, constituées essentiellement des activités gérées directement par le Service formation continue (SFC, incluant les congrès-formations et la VAE), mais aussi des activités gérées directement par certaines composantes de formation, telles que le CEIPI (dont le nombre d'heures stagiaires passe de 101 000 en 2019 à 97 000 en 2020, pour un nombre de diplômés similaire) ou la Faculté de médecine, maïeutique et sciences de la santé (dont le nombre d'heures stagiaires passe de 12 476 en 2019 à 15 243 en 2020, les chiffres incluant désormais non seulement les activités du DEFOPE [Département de formation permanente] de cette faculté, mais aussi toute l'activité du bureau des DU de la celle-ci, ce qui explique l'augmentation du nombre total de diplômés FC, dont 370 relèvent du seul fait de la cette faculté).



Analyse des résultats

La crise sanitaire a eu un impact variable selon les types de formation continue : beaucoup de stages courts inter- ou intra-entreprises ont dû être annulés, de même que la quasi-totalité des congrès-formation.

A l'inverse, la VAE et les formations diplômantes ont pu, grâce notamment à la formation à distance, être maintenues.

De plus, les formations diplômantes, dont l'expérience montre qu'elles résultent plus souvent d'initiatives venant des stagiaires plutôt que des employeurs, ont repris depuis l'an dernier un cours encourageant, qui se traduit par une augmentation significative du nombre de diplômes délivrés en formation continue.

II.3. Doctorat

IC 5 Réussite en doctorat

	Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2016	Réalisation 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
Part des doctorats obtenus en < 40 mois	39,4%	45,8%	47%	45%	40%	45.5%	41%	42%	46%
Part des doctorats obtenus en <52 mois	75,7%	76,6%	82%	78%	69%	79%	72%	75%	77%



Commentaires techniques

La part des doctorats obtenus en moins de 40 mois et en moins de 52 mois ne peut à elle-seule quantifier la réussite du doctorat. Les valeurs ciblées ne donnent qu'une mesure partielle de la réussite du doctorat puisqu'elles intègrent les doctorants salariés préparant leur thèse à temps partiel et pour lesquels la durée du doctorat est nécessairement augmentée. La quantification de la réussite du doctorat devrait inclure une cible liée à l'employabilité des docteurs et notamment les poursuites de carrière en adéquation avec le diplôme de doctorat.



Analyse des résultats

Les réalisations 2020 semblent être en nette progression par rapport à l'année passée. Ces chiffres sont à relativiser puisqu'ils sont expliqués par une forte diminution du nombre de thèses soutenues par rapport à 2019, et non pas d'une diminution réelle de la durée globale des thèses. En effet, nous dénombrons 394 soutenances en 2020 pour 479 soutenances en 2019, soit une diminution de 21% du nombre de thèses, et ce en conséquence directe de la crise sanitaire qui nous a impactée depuis mars 2020. De plus, une analyse par domaine indique une diminution du nombre de thèses de plus de 30% dans le domaine I par rapport à 2019, alors qu'elle n'est que de 12% pour les domaines II, et III. La durée des thèses dans le domaine I étant plus longue (64 mois) que dans les autres domaines, une diminution plus importante du nombre de

doctorats dans le domaine I par rapport aux autres domaines a pour conséquence arithmétique une augmentation de la part des doctorats obtenus en moins de 40 mois et en moins de 52 mois

Contours des domaines Unistra :

Domaine I : Ecoles doctorales sciences juridiques, Augustin Cournot, Théologie-Sciences religieuses, Sciences humaine et sociale-Perspectives européennes, Humanités.

Domaine II : Ecoles doctorales Physique-chimie-physique, Sciences chimiques, Mathématiques-Sciences de l'information et de l'ingénieur, Sciences de la terre et de l'environnement.

Domaine III : Ecole doctorale Sciences de la vie et de la santé.

II.4. Bibliothèques

IC 9 Variation des horaires d'ouverture du SCD

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées (en heures)	56,16	60,65 (+8%)	56,31 (+0,27%)	56,35 (+0,34%)	57	56,35	57,38	56,35h (Situation normale, 13 bibliothèques répondent aux critères) ----- 48h (situation « Covid », 3 bibliothèques répondent aux critères)

Rappel des critères : bibliothèques ouvrant au moins 45 heures par semaine et offrant un minimum de 100 places assises.



Commentaires techniques

1/ En situation normale, les chiffres auraient été identiques à ceux de 2019. En effet, les mêmes bibliothèques (13) répondent aux critères et n'ont pas modifié leurs horaires (Alinéa, BMO (Médecine et odontologie), Cardo (ex IEP-IPAG), Education et Enseignement Strasbourg, Faculté de droit, Histoire Recherche, BIP (IUT-pharmacie), Langues, MISHA, PEGE (Pôle européen de gestion et d'économie), Portique, Psychologie, Recherche juridique).

2/ Situation liée à la pandémie Covid-19 : les consignes sanitaires ont bouleversé les 2 critères de l'indicateur : heures d'ouverture hebdomadaire et places de travail. Seules les bibliothèques de l'Alinéa, de médecine-odontologie (BMO) et du Pôle européen de gestion et d'économie (PEGE) répondent alors au double critère de 45h d'ouverture hebdomadaire et des 100 places assises, toutes les 3 ont été ouvertes 48 heures hebdomadaires en horaire réduit.

Ces 3 bibliothèques ont ouvert le samedi : 23 pour l'Alinéa, 22 pour le PEGE et 21 pour la BMO.

Par ailleurs, l'Alinéa a ouvert 3 dimanches et la bibliothèque du PEGE 2 dimanches.



Analyse des résultats

L'année ayant été fortement perturbée par la situation sanitaire liée à la Covid-19, nous proposons 2 résultats pour 2020 : le premier si tout avait été normal, le second prenant en compte la réalité de la situation (baisse des horaires d'ouverture et du nombre de places).

L'indicateur ne reflète pas l'effort et l'implication des bibliothèques intégrées à notre service durant cette période difficile.

En effet, sur l'ensemble de nos 24 bibliothèques, 1 960 places (4 457 en temps normal) sont mises à la disposition des étudiants depuis que l'accès aux espaces et aux collections est redevenu possible. Sur l'ensemble de l'année 2020, elles ont continué à offrir leurs services :

- 125 jours en moyenne chacune (3 502 jours cumulés) dont 25 en moyenne pour le prêt/retour en « click & collect » (602 jours cumulés).
- 22,6 heures d'ouverture hebdomadaire en moyenne chacune (49,67 en temps normal).

Dans le cadre de l'appel à projets du Plan « Bibliothèques ouvertes + » portant sur la période 2020-2023, les 4 établissements de la Coopération documentaire du site strasbourgeois (UNISTRA, BNU, ENSAS et INSA) ont déposé un dossier commun. Le Service des bibliothèques a demandé et obtenu pour 2020 un financement couvrant partiellement l'extension des ouvertures dominicales à l'Alinéa et l'ouverture des samedis en période de révision à la bibliothèque du Cardo (nouvelle bibliothèque de sciences politiques ouverte début mars).

Sur l'année civile 2020, la bibliothèque de l'Alinéa aurait dû ouvrir 20 dimanches et celle du Cardo 6 samedis.

II.5. Gestion des ressources humaines

IC 10 Endorecrutement des enseignants-chercheurs

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
Maîtres de conférences	21,9%	20%	20%	25%	20%	22,2%	20%	21,2%
Professeurs des universités	70,8%	50%	59%	59,1%	55%	56,5%	55%	68,8%



Commentaires techniques

En 2020, sur 33 recrutements de maître de conférences (MCF), 7 avaient soutenu leur doctorat à l'Université de Strasbourg (soit 21,2 % vs 22,2 % en 2019, 8 MCF sur les 36 recrutés avaient soutenu leur doctorat à l'Université de Strasbourg). Parmi les 7 doctorants nommés en 2020, l'un d'entre eux était MCF à l'étranger (Université de Polynésie) avant sa nomination à la rentrée 2020, les 6 autres étaient ATER, enseignants vacataires ou enseignants du second degré à l'Université de Strasbourg.

En ce qui concerne les 16 recrutements de professeur des universités (PR), 11 étaient MCF à l'Université de Strasbourg (en 2019, 13 étaient MCF à l'Université de Strasbourg sur les 23 recrutements de PR).



Analyse des résultats

Le taux d'endorecrutement des maîtres de conférences témoigne d'une stabilité par rapport aux données initiales de 2017 et reste très proche de la cible définie pour 2020 (20%). La politique de recrutement de l'établissement reste ouverte sur l'extérieur avec la nomination de jeunes chercheurs prometteurs pouvant impulser une dynamique de recherche tournée vers de nouvelles thématiques mais également venir enrichir des thématiques existantes. Il peut être également constaté que les MCF recrutés en 2020 et ayant soutenu leur thèse ont une expérience post-doctorale soit à Strasbourg ou dans une autre université. L'université applique également une politique de recrutement axée sur l'accompagnement de ses personnels dans leur progression de carrière ; en témoigne le fait que parmi les 7 MCF ayant soutenu leur doctorat à l'Université de Strasbourg, 6 d'entre-eux exerçaient des missions d'enseignement et/ou de recherche dans l'établissement.

Le taux d'endorecrutement des professeurs des universités est de 68,8 %, résultat supérieur à la cible fixée (55 %). Ceci est à mettre en relation avec la volonté politique de l'université d'offrir à ses maîtres de conférence une perspective d'évolution de carrière vers un poste de professeur et ainsi retenir des collègues qui contribuent au rayonnement de l'université. En conséquence, l'université publie chaque année quelques postes PR selon l'article 46.3, 46.4c ou encore 46.5 : le recours à ces articles de publication traduit la volonté politique assumée de l'université d'offrir une progression de carrière à ses maîtres de conférences contribuant d'une manière ou d'une autre à la reconnaissance de l'université sur la plan national et/ou international. La majorité des publications de postes de PR est cependant publiée selon l'article 46.1. *(du décret n° 84-431)* afin de renforcer sa politique d'attractivité à destination de talents scientifiques de tout premier plan. Ainsi, il peut être constaté que le nombre de MCF de l'université promus PR reste relativement stable (11 en 2020 dont 4 relevant de l'article 46-3, 5 de l'article 46-1 et 2 de l'article 46-4c contre 13 en 2019 dont 5 relevant de l'article 46-3) mais avec un nombre de publications moindre en 2020 comparativement à l'année précédente.

II.6. Finances

IC 11 Développement des ressources propres encaissables (hors subventions pour charges de service public)

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
Droits de scolarité	25 583 k€	29 650 k€	26 181 k€	26 643 k€	31 101 k€	26 555 k€	25 769 k€	31 466 k€
Formation continue	9 268 k€	11 307 k€	10 413 k€	9 376 k€	9 864 k€	8 650 k€	9 800 k€	7 298 k€
Taxe d'apprentissage	1 042 k€	800 k€	1 226 k€	1 139 k€	1 224 k€	1 153 k€	1 014 k€	957 k€
Contrats et prestations de recherche	20 117 k€	20 850 k€	30 988 k€	28 589 k€	48 175 k€	31 786 k€	34 874 k€	38 159 k€
<i>ANR investissements d'avenir</i>	16 013 k€	16 500 k€	24 741 k€	20 995 k€	43 540 k€	23 101 k€	28 512 k€	24 662 k€
<i>ANR hors investissement d'avenir</i>	3 123 k€	3 600 k€	4 616 k€	7 026 k€	3 520 k€	8 131 k€	4 903 k€	13 307 k€
<i>Hors ANR</i>	981 k€	750 k€	1 631 k€	568 k€	1 115 k€	554 k€	1 459 k€	190 k€
Subventions	20 020 k€	22 910 k€	19 041 k€	19 441 k€	24 093 k€	22 606 k€	17 117 k€	21 963 k€
<i>Régions</i>	1 524 k€	1 670 k€	2 050 k€	1 809 k€	4 564 k€	1 684 k€	1 985 k€	2 084 k€
<i>Union européenne</i>	4 745 k€	6 050 k€	5 730 k€	6 087 k€	5 033 k€	7 547 k€	8 168 k€	6 983 k€
<i>Autres</i>	13 751 k€	15 190 k€	11 261 k€	11 545 k€	14 496 k€	13 375 k€	6 964 k€	12 896 k€
Dons et legs des fondations	82 k€	100 k€	108 k€	117 k€	142 k€	145 k€	46 k€	148 k€
Autres ressources propres	21 209 k€	23 410 k€	29 774 k€	27 158 k€	28 057 k€	30 067 k€	33 750 k€	34 615 k€
Total	97 321 k€	109 027 k€	117 731 k€	112 463 k€	142 656 k€	120 962 k€	122 370 k€	134 606 k€



Commentaires techniques

Les données de 2020 sont exprimées en « droits constatés ».



Analyse des résultats

Les montants indiqués dans la colonne « cible » correspondent aux prévisions de recettes inscrites au budget initial. La comparaison entre les données du budget initial et les réalisations ne tient pas compte des ajustements en cours d'exercice (budget réactualisé). De plus, alors que les montants inscrits dans les colonnes « cibles » sont extraits des données saisies des budgets initiaux, les chiffres traduisent les encaissements prévisibles et non les produits constatés en comptabilité générale, le système d'information financier et comptable (SIFAC) ne permettant pas en période budgétaire d'obtenir de manière détaillée les recettes en droits constatés. Ainsi, apparaissent des distorsions entre les réalisations des recettes (élaborées en droits constatés) et les prévisions d'encaissement « cibles » (élaborées sous format GBCP).

Le taux de réalisation des ressources est de 109 % par rapport à la cible 2020.

Un écart est constaté au niveau des droits d'inscription, il est lié à la comptabilisation des droits différenciés sur l'exercice pour 5 838 k€ et qui n'avait pas fait l'objet d'une prévision au budget rectificatif ; Sans celle-ci, la réalisation des droits d'inscription est quasi identique à la prévision.

Les recettes liées à la taxe d'apprentissage ont été réalisées à près de 94 % mais sont en baisse en valeur par rapport à 2019.

L'activité de formation continue connaît une baisse singulière de 1352 k€ en lien direct avec la crise sanitaire.

Les contrats et prestations de recherche sont comptabilisés à hauteur de 38,1 M€ : on peut observer une augmentation forte de la rubrique ANR hors Investissement d'Avenir par rapport à 2019 ; cette hausse est en lien avec les opérations immobilières Campus qui normalement devraient être enregistrées dans la rubrique ANR Investissement d'Avenir. Les subventions sont enregistrées pour un montant total de 22 M€, un montant quasi équivalent à l'année 2019.

Globalement, par rapport aux réalisations 2019, on observe une augmentation globale des ressources de 13,6 M€ dont l'intégration de la recette des droits différenciés pour presque 6 M€.

IC 12 Pilotage financier

1- Inscrire l'établissement dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire

	Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2016 (Ministère)	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
1- Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires par la mise en place d'un contrôle interne budgétaire. L'indicateur mesure les taux d'exécution (CF/Budget rectifié) Fonctionnement - Dépenses - Recettes Investissement - Dépenses - Recettes	96,1% 82,7%	 96,3% 96,5% 72,8% 55,5%	 ≥ 98% ≥ 80%	 97% 97% 74% 60%	 98% 98% 76% 78%	 98% 98% 78% 65%	 97% 97% 72% 76%	 99% 99% 80% 70%	 96% 99% 67% 55%
2- Gestion des opérations pluriannuelles : Outils le suivi budgétaire des opérations pluriannuelles au format GBCP		0	2	1	1	1	1	1	2
3- Accompagner la dématérialisation de la fonction finances		0	2	0	0	1	1	1	1
4- Mettre en œuvre la projection pluriannuelle de la masse salariale à travers l'exploitation de l'outil SIHAM PMS permettant de construire des scénarii d'évolution des dépenses et de déterminer les facteurs de variation et les marges éventuelles de l'établissement		0	2	0	0	1	1	1	1

Précision : Les actions 2,3 et 4 ont été remplacées, les précédentes actions (reprises du contrat 2013/2017) sont arrivées à terme.

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
1- Fiabiliser l'inscription des actifs immobilisés et les stocks au bilan	1	2	1	1	1	1	1	1
2- Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable et budgétaire (cartographie des risques)	1	2	1	1	1	1	1	1



Analyse des résultats

Concernant l'amélioration de la programmation budgétaire, la crise sanitaire n'a pas permis d'améliorer les prévisions relatives aux investissements.

Concernant la dématérialisation de la fonction finances, la mise en œuvre du service fait en deux temps n'est toujours pas active et n'a pas fait l'objet de groupe de travail.

Concernant l'amélioration de la projection pluriannuelle de la masse salariale, des travaux communs ont été menés par la DRH/DFI d'une part pour conforter la compréhension des objets de gestion et des échéances de chaque direction ; le chargement des données salariales dans Siham PMS a été ralenti du fait d'un blocage outil suite à une demande d'assistance à l'amue.

Concernant la mise en place de la cartographie des risques, une cartographie des risques de non maîtrise de la masse salariale est en cours de réalisation.

Pour les actifs immobilisés, Un travail partenarial a été effectué avec la DFI afin de rattacher un certain nombre de financements non encore identifiés Un travail d'apurement des comptes de tiers concernant l'opération Insectarium é été conduit et un focus a été fait sur l'intégration dans les comptes des bâtiments CARDO et PEGE

Sur le CIC-CIB, l'Echelle de maturité de la gestion des risques a été renseignée. Un travail est en cours sur les risques prioritaires

II.7. Numérique / SI

IC 13 Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'information	4	4	4	4	4	4	4	4
- Mise en œuvre d'une gouvernance du numérique formalisée et intégrée au pilotage de l'établissement	4	4	4	4	4	4	4	4
- Mise en place d'un schéma directeur du numérique couvrant l'ensemble des domaines	5	5	5	5	5	5	5	5
- Moyens financiers et humains au regard des moyens globaux	4	4	4	4	4	4	4	4
- Définition et mise en œuvre d'une stratégie de mutualisation adaptée au contexte de l'établissement	4	4	4	4	4	4	4	4
- Evaluation des usages et satisfaction des usagers	4	4	4	4	4	4	4	4
2-Le système d'information et les services numériques	4	4	4	4	4	4	4	4
- Démarche qualité et démarche de formalisation des processus et de dématérialisation	4	4	4	4	4	4	4	4

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
- Efficience de la couverture applicative et mise en œuvre d'un référentiel	5	5	5	5	5	5	5	5
- Les services numériques à disposition des étudiants	4	4	4	4	4	4	4	4
- Les services numériques à disposition des personnels	4	4	4	4	4	4	4	4
- Moyens au service du pilotage et de l'aide à la décision	4	4	4	4	4	4	4	4
3-Le numérique au service de la formation des étudiants	4	4	4	4	4	4	4	4
- Développement et certification des compétences numériques des étudiants, notamment par les C2I (niveau 1 et 2)	4	4	4	4	4	4	4	4
- Usage de l'environnement numérique pédagogique par les étudiants	4	4	4	4	4	4	4	4
- Usage de l'environnement numérique pédagogique par les enseignants	4	4	4	4	4	4	4	4
- Formation à distance	3	4	3	3	3	3	3	4
- Évaluation des dispositifs de formation	4	4	4	4	4	4	4	4

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation et la culture scientifique et technique	4	4	4	4	4	4	4	4
- Politique de production de ressources numériques	4	4	4	4	4	4	4	4
- Démarche d'indexation et de référencement des ressources numériques	3	4	3	3	3	3	3	3
- Mise à disposition de ressources sur la plateforme pédagogique	4	5	4	4	4	4	4	4
- Politique de diffusion de ressources et de valorisation de la production de l'établissement, y compris à l'international	4	4	4	4	4	4	4	4
- Adhésion aux UNT, production et utilisation des ressources mutualisées pour les formations de l'établissement	3	3	3	3	3	3	3	3
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation	4	4	4	4	4	4	4	4
- Politique du numérique en direction de la recherche	5	5	5	5	5	5	5	5
- Dispositif d'archive ouverte et de référencement de la production scientifique	5	5	5	5	5	5	5	5

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
- Ressources numériques à disposition des chercheurs	4	4	4	4	4	4	4	4
- Dispositifs numériques de gestion et valorisation de la recherche	4	4	4	4	4	4	4	4
- Formation et accompagnement des jeunes chercheurs et doctorants	4	4	4	4	4	4	4	4
6-La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique	4	4	4	4	4	4	4	4
- Structure(s) d'appui à la pédagogie universitaire avec le numérique	4	4	4	4	4	4	4	4
- Politique incitative à la réalisation de projets	4	4	4	4	4	4	4	4
- Formation et accompagnement des enseignants et personnels dans les activités pédagogiques	4	4	4	4	4	4	4	4
- Définition d'un référentiel enseignant intégrant les activités pédagogiques numériques	3	3	3	3	3	3	3	3
- Communication et valorisation des dispositifs	5	5	5	5	5	5	5	5



Commentaires techniques

Les indicateurs des réalisations 2020 et 2019 sont presque en tous points identiques. Cela ne traduit en aucun cas un manque d'ambition ou une situation de stagnation. La politique numérique de l'établissement s'inscrit en effet dans une dynamique d'amélioration continue, prudente et raisonnée. Pour mémoire, les premières variations à la hausse sont attendues pour 2021 (*item 4.2 « Démarche d'indexation et de référencement des ressources numériques »*) et 2022 (*item 4.3 « Mise à disposition de ressources sur la plateforme pédagogique »*) : ces progressions seront le fruit d'un travail au long cours. La crise sanitaire a toutefois eu un effet catalyseur sur les dispositifs d'enseignement en obligeant de fait la Dnum et l'université dans son ensemble à accélérer la mise en place de services à l'étude depuis plusieurs mois. Ceci explique notamment que l'item 3.4 (« Formation à distance ») ait d'ores et déjà atteint la note de 4 fin 2020, alors qu'il s'agissait d'un objectif initialement fixé pour 2022 (progression indiquée en rouge et en gras dans le tableau ci-dessus).



Analyse des résultats

1 - La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information

Au 1er janvier 2018, la gouvernance et l'organisation du numérique ont été restructurées (avec notamment la création de la Direction du numérique et du Pôle stratégie et transformation numériques). Depuis le 1er septembre 2020, cette organisation a été modifiée : les activités du PSTN sont désormais intégrées à la Dnum pour une meilleure cohérence du service rendu aux usagers. Le Comité d'orientation stratégique (COS) valide les orientations tandis que le Comité de suivi des projets numériques (CSPN) en garantit le bon suivi. L'action de la Dnum se coordonne avec celle de l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (IDIP). Depuis 2018, l'établissement est dans la phase opérationnelle de déploiement de son Schéma directeur numérique (SDN) dont les comités d'axe se réunissent régulièrement. La liste des projets numériques à instruire est ainsi fréquemment révisée, en fonction des contraintes ponctuelles, des opportunités à saisir ou encore plus trivialement des moyens disponibles. Ce processus veille non seulement à prendre en compte les besoins de l'ensemble des acteurs de l'université, mais également à développer des interactions entre l'écosystème universitaire et les parties prenantes du territoire régional et frontalier (Région Grand Est, EUCOR – Le Campus européen, etc.)

2 - Le système d'information et les services numériques

Les projets de modernisation du SI sont nombreux et visent à rendre la collaboration entre les membres de la communauté plus efficace ainsi qu'à faciliter la circulation de l'information. À ce titre, de nouveaux chantiers ont été lancés dans le domaine des applications de gestion avec, entre autres, les projets SINAPS (référentiel des personnes,

structures et nomenclatures de l'AMUE), OSE (organisation des services d'enseignement), et OSCAR (Gestion des contrats de recherche), ainsi que le projet FTAP dans le domaine, notamment, de la dématérialisation des conventions. D'autre part, suite à l'entrée en vigueur du RGPD, un vaste chantier portant sur le traitement des données personnelles est mené à l'échelle de l'université tout entière.

3 - Le numérique au service de la formation des étudiants

L'année 2020 a bien évidemment été marquée par la crise de la COVID-19, le confinement général, ainsi que la fermeture temporaire de certains sites de l'établissement peu après septembre. En conséquence, la demande en matériels et en outils numériques a été très forte et soudaine. Les équipes numériques ont dû rapidement adapter leur mode de fonctionnement en renforçant les outils collaboratifs et leurs capacités à accompagner les usagers à distance. La communauté universitaire a répondu favorablement à ces initiatives et les sollicitations n'ont cessé d'affluer. Une consolidation des actions menées dans l'urgence est en cours.

4 - La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)

La production de ressources numériques a évidemment été accrue par la crise sanitaire, parfois contre le gré des enseignants. Elle reste soutenue, notamment grâce à l'accompagnement pédagogique et technique réalisé par l'IDIP et son pôle « Appui par le numérique ». Parallèlement, une attention particulière est toujours portée à la publication et à la mise en exergue de ces ressources. L'implication de l'université dans le projet DUNE-EOLE (notamment au niveau de l'action 2.1 « Ouvrir le patrimoine numérique à l'échelle du Grand Est ») ainsi que son adhésion à différentes universités numériques thématiques (UNT) sont autant de leviers sur lesquels elle s'appuie pour œuvrer en ce sens.

5 - Le numérique au service de la recherche et de la valorisation

La construction du Datacenter de l'Unistra s'est achevée en 2019. Celui-ci est entré en service début 2020. Il centralise et sécurise désormais les infrastructures numériques de l'établissement et de ses partenaires régionaux. Il abrite également des installations de calcul intensif et a fait l'objet d'une labellisation à l'échelle de la région Grand Est. L'université, qui entend être un acteur majeur de la science ouverte, peut par ailleurs s'appuyer sur le pôle « Calcul et services avancés à la recherche » (CESAR) de la Dnum qui assure auprès des chercheurs des missions d'information, de conseil et d'assistance quant à la qualification et à la valorisation de leurs données. Enfin, l'établissement poursuit ses efforts en matière de formation et d'accompagnement numérique des jeunes chercheurs et doctorants afin de les amener à se professionnaliser. À cette fin, la Dnum a notamment augmenté la fréquence de ses ateliers dédiés à la programmation et aux data sciences dans l'enceinte du Centre de culture numérique

6 - La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique

Les pratiques pédagogiques se développant dans un environnement en constante évolution, la formalisation des projets nécessite le plus souvent l'accompagnement de plusieurs services dont l'IDIP (avec son un pôle « Appui par le numérique ») et la Dnum. La mise en production récente d'Ernest facilite en outre la diffusion des bonnes pratiques autour des outils numériques disponibles (pages d'information dédiées à la continuité de l'activité, plaquette d'information, base documentaire, etc.) Le récent lancement du projet DéPhy, lauréat de l'appel à projets ANR Hybridation, doit notamment permettre d'intensifier le déploiement des pratiques pédagogiques liées à l'utilisation de dispositifs numériques.

II.8. Gestion immobilière

IC 14 Taux d'occupation des locaux (ratio)

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
Total	71%	88%	74%	79,8%	78%	81,87%	85%	*
Amphithéâtres	97%	100%	97,5%	98,2%	98%	98,45%	98%	
Salles banalisées	61,5%	84%	66%	63,9%	71%	73,40%	75%	



Commentaires techniques

Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :

- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;
- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.

Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) ou l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :

$$T = \frac{U/S}{H}$$

T : taux d'occupation d'un type de salles
 S : nombre de ce même type de salles
 U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles
 H : quota horaire de référence (1 120h)

A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m²) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de :

$$\frac{58\,195\text{ h} / 66\text{ salle}}{1\,120\text{ h}} \text{ Soit } 79\% \text{ pour les salles banalisées.}$$

Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m²) de 62 % pour ses amphithéâtres ;

$$\text{Son taux d'occupation est de : } \frac{(62\% \times 3\,000\text{ m}^2) + (79\% \times 5\,100\text{ m}^2)}{8\,100\text{ m}^2} = 73\%.$$



Analyse des résultats

* Indicateur non renseigné pour cause de crise sanitaire.

IC 15 Mesure des évolutions de surfaces immobilières (solde en m²)

	Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019		PAPé/RAPé 2020	
	Données initiales 2017 Contrat (SHON)	Données initiales 2017 Unistra (SDP)	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Cible 2020	Réalisation 2020
Evolution des surfaces immobilières		513 129	560 640	515 483	515 483	512 598	512 598	544 562	540 270
m² existants	569 360	513 129	513 129	513 129	513 129	515 483	515 483	512 598	512 720
m² libérés	0		-23 997	-1 348	-1 348	-8 340	-8 340	-783	-783
Nouveaux m²			+71 508	+3 701	+3 701	+5 455	+5 455	+32 747	+28 332



Commentaires techniques

-Évolution des surfaces immobilières (dont l'Unistra est affectataire ou propriétaire) = nombre de m² existants – {nombre de m² libérés (cédés ou démolis) + nombre de m² nouveaux (construits ou acquis)}.

-Les données de cet indicateur ont été précisées suite à la finalisation d'un Schéma pluriannuel de stratégie immobilière en 2018. Au regard des tableaux des années précédentes, les données 2018, 2017 ainsi que la cible 2022 ont été complétées et précisées.

-Attention changement de l'unité de mesure : l'unité de mesure des surfaces SDP (surface de plancher) remplaçant désormais la SHON (surface hors œuvre nette), les données initiales du contrat quinquennal ont été renseignées en SHON, elles sont recalculées en SDP et ajoutées au tableau. Pour garantir la cohérence, les cibles et les réalisations de cet indicateur seront désormais renseignées en SDP.



Analyse des résultats